



HAL
open science

Diffusion et transformation du néolibéralisme en France des années 1960 aux années 1980 : l'Association pour la Liberté et le Progrès Social et les "Nouveaux Économistes"

Kevin Brookes

► To cite this version:

Kevin Brookes. Diffusion et transformation du néolibéralisme en France des années 1960 aux années 1980 : l'Association pour la Liberté et le Progrès Social et les "Nouveaux Économistes". Science politique. 2012. <dumas-00807821>

HAL Id: dumas-00807821

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00807821v1>

Submitted on 4 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Vous allez consulter un mémoire réalisé par un étudiant dans le cadre de sa scolarité à Sciences Po Grenoble. L'établissement ne pourra être tenu pour responsable des propos contenus dans ce travail.

Afin de respecter la législation sur le droit d'auteur, ce mémoire est diffusé sur Internet en version protégée sans les annexes. La version intégrale est uniquement disponible en intranet.

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Kevin Brookes

**Diffusion et transformation du néo-libéralisme en
France des années 1960 aux années 1980**

L'Association pour la Liberté et le Progrès Social et les
« Nouveaux Economistes »

Année Universitaire 2011-2012

Mémoire sous la direction de Monsieur Emmanuel Taïeb

Master 2 Sciences de gouvernement comparées

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Kevin Brookes

**Diffusion et transformation du néo-libéralisme en
France des années 1960 aux années 1980**

L'Association pour la Liberté et le Progrès Social et les
« Nouveaux Economistes »

Année Universitaire 2011-2012

Mémoire sous la direction de Monsieur Emmanuel Taïeb

Master 2 Sciences de gouvernement comparées

REMERCIEMENTS

Je souhaiterais tout d'abord remercier Monsieur Jacques Garello qui m'a permis d'accéder aux archives de l'ALEPS et aux publications de l'association.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à Messieurs Pascal Salin, Henri Lepage, Bertrand Lemennicier, Florin Aftalion, Georges Lane et à Jacques Garello, pour la disponibilité dont ils ont fait preuve en me permettant de réaliser des entretiens avec eux.

Ma reconnaissance va également à Pierre Martin qui avait dirigé mon mémoire de troisième année d'IEP et qui était parvenu à stimuler ma curiosité intellectuelle sur le thème du présent mémoire.

Je remercie infiniment Ceylan Aok, ma compagne, pour son soutien moral indéfectible et pour son extrême patience.

Enfin, je tiens à remercier plus particulièrement le directeur de ce mémoire, Monsieur Emmanuel Taïeb pour sa disponibilité et ses conseils avisés ainsi qu'Olivier Ihl pour son soutien.

Sommaire

Partie I – Des tentatives de refondation de la doctrine libérale à la fondation de l’Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social (1938-1966)..... 22

1) Une volonté de renouvellement de la doctrine libérale dans un contexte de crise : le Colloque Walter Lippmann	23
1.1 Critique du libéralisme classique et renouvellement doctrinal à la fin du XIX ^{ème} siècle	24
1.2 Un réseau d’acteurs libéraux classiques : le Journal des Economistes (1841-1940)..	25
1.3 La crise de 1929 et les critiques de la doctrine économique libérale.....	27
1.4 La réaction des libéraux français : entre orthodoxie et rénovation.....	29
1.5 A l’origine du Colloque : Louis Rougier et Walter Lippmann.....	30
1.6. La tenue du Colloque Walter Lippmann.....	33
2) Fragmentation des partisans du libéralisme après la Seconde Guerre mondiale	38
2.1 Fragmentation des néo-libéraux pendant la Seconde Guerre mondiale.....	38
2.2 Développement du planisme à la Libération.....	39
2.3 Les intellectuels français néo-libéraux de l’après-guerre	42
2.4 Le patronat et les tentatives d’institutionnalisation du mouvement libéral	46
2.4 Quelques moments libéraux dans le champ politique.....	49
3) Genèse et contexte de création de l’ALEPS, point de rencontre des libéraux	53
3.1 Le contexte social et politique de la création de l’ALEPS : un patronat remonté	54
3.2 Les conditions de création de l’ALEPS	59
3.3 Une organisation en continuité avec le néo-libéralisme véhiculé après-guerre.....	64

Partie II – D’un libéralisme à un autre	70
1) L’institutionnalisation de l’ALEPS : la promotion d’un libéralisme patronal défensif ...	73
1.1 Les Semaines de la Pensée Libérale, une initiative réactionnelle.....	74
1.2 Un forum de sociabilité néo-libéral	77
1.3 Une doctrine aux contours flous et à la portée limitée.....	81
1.4 Une action politique ciblée : l’ouverture au champ politique.....	86
2) La promotion d’un libéralisme scientifique offensif : les « Nouveaux Economistes » ...	92
2.1 Le contexte et les conditions de la constitution du groupe des « Nouveaux Economistes »	95
2.2 Une nouvelle génération d’économistes en rupture avec la génération précédente d’économistes « néo-libéraux »	109
2.3 Un libéralisme scientifique	116
Partie III : La diffusion du libéralisme économique dans le champ intellectuel et politique dans les années 1980.....	122
1) Les pèlerins français, importateurs d’idées libérales	126
1.1 Une socialisation dans une réseau de circulation plus large de diffusion d’un libéralisme radical.....	127
1.2 Les Nouveaux Economistes et l’ALEPS : vecteurs des thèses libérales austro-américaines dans le champ intellectuel.....	133
2) D’un libéralisme réactionnel (1981-1984) à un programme libéral (1984-1988).....	140
2.1 L’ALEPS et les Nouveaux Economistes en première ligne dans la promotion d’un libéralisme d’opposition au socialisme	144
2.2 Le relais des Nouveaux économistes dans le milieu politique : le GRALL, Alain Madelin et la « bande à Léo ».....	148
2.3 « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? » (1984-1988).....	153

Conclusion.....	162
Bibliographie.....	167
ANNEXES.....	185
ANNEXE 1 : liste des entretiens réalisés	185
ANNEXE 2 : programmes et intervenants des Semaines de la Pensée Libérale	186
ANNEXE 3 : principales manifestations organisées par l’ALEPS de 1966 à 1986.....	198
ANNEXE 4 : liste des Universités d’été de la Nouvelle Economie	204
ANNEXE 5 : éléments biographiques sur le groupe des Nouveaux Economistes.....	204

« [...] Le discours néolibéral n'est pas un discours comme les autres. A la manière du discours psychiatrique dans l'asile, selon Erving Goffman, c'est un « *discours fort* », qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa force propre, proprement symbolique, à ces rapports de forces. Au nom de ce programme scientifique de connaissance, converti en programme politique d'action, s'accomplit un immense *travail politique* (dénié puisque, en apparence, purement négatif) qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la « théorie » ; un *programme de destruction méthodique des collectifs*. »

Pierre Bourdieu,
« L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1998.

« Le néolibéralisme, ça n'existe pas ! Comme les moulins à vent de Don Quichotte, il n'est désigné que pour justifier et motiver une épopée. Mais la doctrine néolibérale n'existe que dans l'esprit de ses ennemis [...]. L'habileté diabolique des hommes de la gauche « moderne », de tous ceux qui s'étaient si constamment et tragiquement trompés a consisté à faire croire à l'existence d'un ennemi imaginaire : le néolibéralisme. »

Pascal Salin,
« Le Néolibéralisme ça n'existe pas », *Le Figaro*, 6 février 2002.

Le néo-libéralisme est une notion autour de laquelle se structure les débats politiques contemporains, notamment après la crise économique qui sévit depuis 2008. Etiquette souvent employée par des acteurs politiques pour condamner la mondialisation, les politiques de l'Union Européenne en matière économique ou encore le comportement de certains agents économiques, il renvoie aussi très souvent aux expériences de gouvernement de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan dans les années 1980. Alors qu'il semble constituer pour toute une partie de la gauche intellectuelle - notamment Pierre Bourdieu et ses disciples - un « discours fort » provenant d'une « institution totale »¹ que serait le néo-libéralisme, qui dominerait les champs politique, économique et social, son existence même est niée par les promoteurs d'un certain libéralisme économique pour qui le terme a été inventé pour « faire croire en l'existence d'un ennemi imaginaire » (Pascal Salin). Un recensement des différentes analyses portant sur les causes de la crise économique illustre le caractère clivant que revêt le positionnement par rapport au néo-libéralisme. Le journaliste Eric Dupin a mis en évidence dans un article du *Monde Diplomatique*, les différentes analyses des néo-libéraux tendant à montrer que le libéralisme économique n'était en rien responsable de la crise², tandis que

¹ Pierre Bourdieu fait ici référence à Erving Goffman, *Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1978. Dans cet ouvrage l'auteur y étudie la manière dont est organisé l'enfermement des malades mentaux dans les asiles.

² Eric Dupin, « Pour les vrais libéraux, la meilleure défense, c'est l'attaque », *Le Monde diplomatique*, février 2009, n°659, p. 4-5.

Serge Audier dans son ouvrage retraçant l'archéologie intellectuelle du néo-libéralisme mettait également en évidence les abondants débats consécutifs à cette crise économique imputant à la doctrine néo-libérale sa responsabilité³.

Ce détour par l'actualité récente autour de la notion de « néo-libéralisme » révèle la polysémie du mot, son usage militant, et son caractère clivant pouvant expliquer l'abondante littérature visant à appréhender ce concept polémique qui a connu des transformations au cours de son histoire y compris au niveau de l'acceptation même du sens du mot « libéralisme »⁴. Pour faire face à la difficulté méthodologique posée par la définition même du concept de néo-libéralisme, nous souhaitons nous baser sur les présentations académiques récentes proposées par la chercheuse Stéphanie Lee Mudge et par l'ouvrage de la collection des Presses de l'Université d'Oxford, *A Very Short Introduction* consacré au néo-libéralisme⁵. Ces dernières proposent une lecture en plusieurs dimensions du néo-libéralisme qui serait à la fois une pensée économique et politique portée par des intellectuels⁶, une manière effective et projetée de gouverner⁷, et un ensemble de préconisations de politiques publiques⁸.

De nombreux travaux ont voulu étudier les deux dernières dimensions du néo-libéralisme en mettant en évidence le tournant néo-libéral qui s'est opéré à la fin des années 1970 et au début des années 1980 dans les sociétés occidentales au niveau de la conduite des politiques publiques. Marion Fourcade-Gourinchas et Sarah Babb ont montré que le Chili avait d'abord fait office de laboratoire pour appliquer les doctrines économiques néo-

³ Serge Audier, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Grasset, 2012, p.7-9. Le philosophe note que les critiques du néo-libéralisme proviennent de personnalités aussi diverses que l'économiste américain Joseph Stiglitz ou le pape Jean-Paul II.

⁴ Pour une histoire de la signification du terme « libéralisme » aux Etats-Unis et son implication sur le plan des idées, voir Alain Laurent, *Le libéralisme américain. Histoire d'un détournement*, Paris, Les Belles Lettres, 2006.

⁵ M.B Steger et R.K Roy, *Neoliberalism. A very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010 ; Stéphanie Lee Mudge, « What is neo-liberalism ? », *Socio-Economic Review*, 6, 2008, p. 703–731.

⁶ Cette dimension est étudiée par les publications suivantes : Alain Laurent, *La philosophie libérale*, Paris, Les Belles Lettres, 2002 ; Alain Laurent, *Le libéralisme américain. Histoire d'un détournement*, Paris, Les Belles Lettres, 2006 ; Christian Laval, *L'homme économique. Essai sur les racines du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007 ; Serge Audier dans *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, *op.cit.* a particulièrement analysé en profondeur la complexité de la pensée néo-libérale en insistant sur sa diversité et en montrant son évolution d'un néo-libéralisme rénovateur proche des thèses ordo-libérales à un libéralisme radical de type austro-américain faisant la promotion d'un laissez-faire sans limites.

⁷ Michel Foucault dans son cours au Collège de France sur la naissance de la biopolitique (*Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, Gallimard, 2004, p.3-25) définit le libéralisme comme un « art de gouverner », issu des conceptions naturalistes de l'économie politique et qui définirait un nouveau « régime de vérité ». Cette grille d'analyse a été reprise récemment dans Pierre Dardot, Christian Laval, *La Nouvelle Raison du Monde*, Paris, La Découverte, 2009.

⁸ Bruno Jobert (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Marion Fourcade-Gourinchas, Sarah Babb, « The rebirth of Liberal Creed: Path to Neoliberalism in four Countries », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n°3, novembre 2002, p.553-579.

libérales⁹. Les « Chicago Boys » directement formés par Milton Friedman ont pu mettre en œuvre les préceptes de leur maître à penser en profitant du caractère autoritaire du régime¹⁰. A la suite de cet épisode, les doctrines néo-libérales ont été mises en application dans des démocraties occidentales notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni par des acteurs politiques convertis à ces idées dans un contexte économique international favorable. Ce changement de cadre cognitif des acteurs politiques serait ainsi révélateur d'une crise de l'Etat Providence tel que celui-ci a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale¹¹, faisant suite au désarroi intellectuel des élites politiques, les « certitudes économiques » keynésiennes ayant été « ébranlées »¹². Selon François-Xavier Merrien, de nos jours, « le thème de la crise de l'État-providence se hisse au premier plan des débats politiques et académiques. »¹³ Avec l'émergence et la propagation de la doctrine néo-libérale, c'est la fin du consensus politique reposant sur les doctrines keynésiennes en matière économique et reposant sur l'idée d'un Etat social subvenant aux besoins de la population par la redistribution¹⁴. Nous pouvons ainsi parler d'un changement de paradigme dans le champ économique et social révolutionnant la façon de concevoir l'action publique qui a eu lieu au début des années 1980. Nous utilisons le terme « paradigme » en nous référant à Thomas Kuhn et à sa théorie développée dans *Structure des révolutions scientifiques*¹⁵. Pour cet historien des sciences, un paradigme est un ensemble de théories, concepts et outils scientifiques auxquels adhèrent des scientifiques à un moment donné. Il insiste sur le caractère sociologique et déterminant de l'adhésion des scientifiques à ces paradigmes - notamment en sciences naturelles - et insiste sur le poids des traditions de ces communautés. Le changement de paradigme est un processus lent qui intervient lorsqu'un certain nombre d'anomalies surviennent et ne peuvent être expliquées par le paradigme précédent. Les révolutions scientifiques proviendraient ainsi de jeunes scientifiques qui auraient peu investi dans le paradigme dominant ou de scientifiques marginaux. Or, l'évolution néo-libérale semble correspondre à un changement de paradigme économique et social, ainsi nous pouvons constater à la suite de politistes comme Stephanie Lee Mudge que « l'ère néo-libérale est née d'un âge hégémonique précédent dans lequel les

⁹ Marion Fourcade-Gourinchas, Sarah Babb, « The rebirth of Liberal Creed », *art. cité*.

¹⁰ Pour une analyse sociologique de la trajectoire des « Chicago Boys » voir Olivier Ihl, « Objectividad de estado. Sur la science de gouvernement des Chicago Boys dans le Chili de Pinochet », Working paper présenté à la session 43 du Congrès de l'AFSP, Grenoble, 7-9 septembre 2009, disponible en ligne : http://www.pacte.cnrs.fr/IMG/pdf_Cahier-12.pdf.

¹¹ Pierre Rosanvallon, *La Crise de l'Etat-providence*, Paris, Editions du Seuil, 1984 ; François-Xavier Merrien, *L'Etat-providence*, Presses Universitaires de France, 2007.

¹² Serge Halimi, *Le Grand Bond en Arrière*, Paris, Fayard, 2004, p.174.

¹³ François-Xavier Merrien, *op.cit.*, p.3.

¹⁴ Pierre Rosanvallon, *La Crise de l'Etat providence*, *op. cit.*

¹⁵ Thomas Kuhn, *Structure des révolutions scientifiques*, (1962) traduction française, Flammarion, 1983.

politiques étaient liées aux systèmes de pensée keynésien, étatiste et *welfarist* »¹⁶. Il nous semble que ce sens donné au changement de paradigme est opérant pour analyser le recul du keynésianisme au profit du développement du "néo-libéralisme" en tant qu'idéologie et théorie issue notamment de la science économique¹⁷. Cependant, l'explication en termes de paradigmes est insuffisante en tant que telle, il convient d'analyser l'identité sociale des acteurs qui portent ces changements, les coalitions et les réseaux de ces réformateurs, ainsi que leurs lieux de sociabilité et leurs supports de diffusion afin de mieux comprendre la nature du changement opéré. C'est ce que nous proposons de faire à travers la rédaction de notre mémoire qui veut analyser l'histoire du néo-libéralisme en France à travers une sociologie des acteurs qui ont porté à la fois les évolutions internes à cette doctrine, ainsi que sa diffusion dans le champ intellectuel et politique.

La difficulté à saisir le tournant néo-libéral en France

Alors que l'existence de ce « tournant néo-libéral »¹⁸ en termes de politiques publiques, ayant revêtu une forme différente selon les pays¹⁹, semble faire consensus dans la littérature scientifique, ses causes explicatives (notamment par une étude des acteurs militant pour ce changement) et ses déclinaisons nationales semblent comporter des zones d'ombre plus importantes, en particulier en ce qui concerne l'identité des personnes ayant diffusé ces idées et les modalités de leur circulation, particulièrement dans le cas de la France. Marion Fourcade-Gourinchas et Sarah Babb dans leur analyse comparative de la diffusion du néo-libéralisme pointent les différences d'application d'un pays à l'autre de la doctrine néo-libérale, en montrant en particulier le caractère original de son application en France par les acteurs politiques qui ont déréglementé et privatisé certains secteurs, tout en maintenant un taux d'imposition relativement élevé, tandis que Monica Prasad, dans un article au nom

¹⁶ Stephanie Lee Mudge, traduction libre, *art.cit.*, p.705.

¹⁷ La notion de paradigme est d'ailleurs utilisée par un des représentants français du néo-libéralisme, Henri Lepage pour désigner la popularité croissante des nouvelles théories économiques américaines au cours des années 1970, *Demain le capitalisme*, Paris, Editions Hachette, 1978, p.46-47.

¹⁸ Du titre de livre dirigé par Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales, op.cit.*

¹⁹ C'est pourquoi le chercheur Johann Michel préfère parler dans le cas de la France de « suite d'inflexions néo-libérales, avec des mouvements de retours au consensus fondateur d'après-guerre ». L'idée d'une complète conversion de la France au néo-libéralisme est loin de faire consensus, notamment au sein de la catégorie d'acteurs que nous allons étudier dans le cadre de ce mémoire. L'ouvrage dirigé par Alain Madelin, réunissant justement des contributeurs qui ont gravité autour de l'ALEPS et des Nouveaux Economistes, *Aux sources du modèle libéral français* (Perrin, 1998) préfère évoquer les « moments » libéraux de la vie politique française, car selon eux la France n'est pas devenue libérale.

évocateur²⁰ insiste sur l'importance des facteurs nationaux comme la structure institutionnelle et les propriétés sociales des élites dans l'implémentation des politiques néo-libérales en France. Les politiques publiques allant dans le sens d'une plus grande libéralisation auraient été ainsi menées par nécessité et auraient été selon elle beaucoup plus timorées que dans les pays anglo-saxons. Bruno Jobert dans son ouvrage analysant le tournant néo-libéral en Europe souligne également cet aspect proprement national de diffusion des idées et des politiques publiques en affirmant que la « légitimité du programme néo-libéral a dépendu de la capacité de ses promoteurs à trouver des correspondants dans le répertoire symbolique des différentes cultures nationales »²¹. Ces analyses reposant principalement sur l'étude des haut-fonctionnaires ayant implémentés les politiques de déréglementation et d'austérité n'évoquent que très peu la dimension idéologique du néo-libéralisme et le fait qu'elle ait été portée par des réseaux d'acteurs militants ayant préparé le climat intellectuel en « amont », aspect souvent mis en avant dans les analyses étudiant les conditions ayant favorisé la Révolution conservatrice aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni.²²

La circulation internationale du libéralisme

A côté de ces explications nationales diverses, de nombreuses études ont été menées pour dresser la genèse et le développement de réseaux d'acteurs transnationaux dont l'objectif était, depuis la Seconde Guerre mondiale, de refonder en l'actualisant, puis de diffuser une nouvelle doctrine libérale. Gravitant autour de la société du Mont-Pèlerin, ce sont des intellectuels néo-libéraux qui ont été les acteurs principaux d'une entreprise de réhabilitation et de diffusion de thèses économiques et politiques visant à transformer les interventions de l'Etat dans le champ économique et social. Le « néo » libéralisme, loin d'être apparu dans les années 1980 suite à un brusque changement du cadre cognitif des acteurs, est avant tout une idéologie politique que l'on peut faire remonter à l'entre-deux guerres avec la montée de doctrines économiques et sociales concurrentes²³. Alors que le libéralisme classique « manchestérien » était rendu responsable de la crise économique qui sévissait à l'époque, les défenseurs du libéralisme ont été amenés à refonder une nouvelle doctrine tenant compte des

²⁰ Monica Prasad, « Why is France so French? Culture, Institutions and Neoliberalism: 1974-1981 », *American Journal of Sociology*, vol.111, n°2, septembre 2005, p.357-407.

²¹ Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe...*, op.cit., p.16.

²² A titre d'exemple cf. Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Paris, Fayard, 2004.

²³ François Denord, *Néo-libéralisme version française, histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007, p.3-10 et Serge Audier, *Le colloque Lippmann. Aux Origines du néo-libéralisme.*, Lormont, Editions du Bord de l'Eau, 2008.

évolutions économiques et sociales. Il convient donc ici d'en revenir brièvement à sa genèse, à partir de travaux d'histoire des idées, de philosophie politique et de sociologie historique pour saisir sa nature et pouvoir comprendre son mode de diffusion et la stratégie de ces acteurs militant pour cette doctrine.

Il nous semble pertinent à cet égard de se référer directement à Friedrich August Hayek, l'un des plus influents penseurs libéraux du XX^{ème} siècle, prix Nobel d'économie en 1974, qui a œuvré pour la diffusion des thèses néo-libérales, tant d'un point de vue théorique par l'élaboration philosophique d'un système politique cohérent²⁴, que du point de vue de l'organisation d'un réseau libéral international, puisqu'il est l'un des principaux acteurs ayant participé à la création de la Société du Mont Pélerin en 1947. Celui-ci dans son ouvrage séminal *La Route de la servitude*²⁵, écrit, dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, que la montée des planismes de gauche et de droite n'amènerait que des adversaires au libéralisme qui ne serait plus qu'une « route abandonnée »²⁶. Friedrich Hayek émet la volonté dans la conclusion de son livre de retrouver les fondements d'une société libre qui permettrait d'éviter de retomber dans le totalitarisme. Peu de temps après, dans un autre essai intitulé « Les intellectuels et le socialisme »²⁷, il met en avant le rôle éminent d'influence des intellectuels sur la vie politique et le caractère séduisant qu'ont les idées socialistes pour ces derniers entendus dans le sens de « secondhand dealers of ideas »²⁸, c'est à dire de « brocanteurs d'idées » se faisant les vecteurs de transmission de ces idées à un public élargi. Il en conclut que « la principale leçon qu'un libéral conséquent doit tirer du succès des socialistes est que c'est leur courage d'être utopiques qui leur a valu l'approbation des intellectuels, ainsi que leur influence sur l'opinion publique, qui rend chaque jour possible ce qui, récemment encore, semblait irréalisable²⁹ ». Son objectif est donc clair lorsque celui-ci fonde la société du Mont Pélerin en 1947 avec un réseau de libéraux de différents pays³⁰ : développer une utopie libérale de nature à séduire les intellectuels afin que ces derniers diffusent plus largement dans

²⁴ Friedrich Hayek, *The Constitution of Liberty*, (1960) Abingdon, Routledge, 2009 ; Friedrich Hayek, *Droit, Législation et Liberté*, (1973, 1976, 1979), trad. de Philippe Nemo, Presses Universitaires Françaises, collection Quadrige, 2007.

²⁵ Friedrich Hayek, *La Route de la Servitude*, (1944), trad. P.U.F., collection Quadrige Grand texte, 2005.

²⁶ *Ibid.*, p.15-24

²⁷ « Les intellectuels et le socialisme » dans Friedrich Hayek, *Studies in Philosophy Politics, Economics*, Routledge and Kegan Paul, 1967, trad. fr. Christophe Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Les Belles Lettres, 2007, p.271-293.

²⁸ *Ibid.*, p.271. Le traducteur propose le terme français de « brocanteur d'idées ».

²⁹ *Ibid.*, p.292.

³⁰ Sur la création du Mont Pélerin, voir François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *Actes de a recherche en sciences sociales*, n°145, vol.5, 2002, p. 9-20 et Serge Audier, *Le colloque Lippmann...., op.cit.*, p.191-398.

le champ intellectuel et politique les idées chères aux libéraux classiques. Le rôle de ces acteurs dans la constitution d'un réseau international de circulation de ces idées a été mis en avant notamment par des études comme celle de Ronald Hartwell³¹ dressant une histoire de la Société du Mont Pèlerin dont il a été lui même l'un des membres actifs, Richard Cockett³² montrant le rôle de ces entrepreneurs d'idées libéraux au Royaume-Uni pour mettre en avant leur agenda politique par l'intermédiaire de *think tanks*³³ comme l'*Institute For Economic Affairs* destiné à influencer directement les conceptions des leaders d'opinion comme les journalistes ou les dirigeants politiques. Plus récemment, en France Serge Halimi, dans un essai polémique³⁴, non dénué d'un certain militantisme dénonçant le développement du néo-libéralisme, a lui aussi mis en avant le rôle de ces intellectuels comme Friedrich Hayek et Milton Friedman et de *think tanks* (comme le *Cato Institute* ou l'*Heritage Foundation*) qui ont su, notamment aux Etats-Unis, propager leurs idées au sein des élites politiques, parvenant à faire figurer leurs ouvrages comme références des dirigeants politiques des Etats-Unis et du Royaume-Uni³⁵ et à placer des activistes de *think tanks* libéraux et conservateurs comme leurs proches conseillers³⁶. Sébastien Caré, à la suite de son travail de thèse³⁷, a également montré, par une approche alliant une sociologie des réseaux et une histoire des idées, la manière dont s'est constitué un mouvement d'intellectuels prônant des thèses libertariennes³⁸ aux Etats-Unis, et ce, malgré des divisions internes qui ont amené différentes stratégies d'influence sur la vie politique avec la mise en place d'une série de *think tanks* et d'instituts se répartissant le

³¹ Ronald Hartwell, *A History of the Mont-Pèlerin Society*, Indianapolis, Liberty Funds, 1995.

³² Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable: Think-Tanks and the Economic Counter-Revolution (1931-1983)*, New York, Harper Collins, 1994.

³³ Entendus comme sous-espace de production du savoir. Pour une présentation de l'histoire des think-tank aux Etats-Unis, voir Thomas Medvetz, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1, n° 176-177, p. 82-93.

³⁴ Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, *op.cit.*

³⁵ Par exemple, Margaret Thatcher dans ses Mémoires, *Les Chemins du pouvoir. Mémoires II*, Albin Michel, 1995, pp.55-56, 63, et 84 fera part de l'influence qu'ont eu sur elle les écrits de Friedrich Hayek (notamment son ouvrage *La Route de la Servitude*). Stephanie Lee Mudge dans « What is neo-liberalism ? », *art.cit.*, p.718, rappelle également que Margaret Thatcher avait brandi *La Constitution de la liberté* en proclamant : « voici ce en quoi nous croyons » à la Chambre des Communes.

³⁶ Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think-tank, cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Le Félin, 2009.

³⁷ Sébastien Caré, *Le mouvement libertarien aux Etats-Unis : genèse, fondements et usages d'une utopie libérale*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Philippe Portier et James Ceaser, Université de Rennes I, 2007.

³⁸ On peut définir le libertariannisme à la fois comme une radicalisation et une mue en utopie du libéralisme classique du XIX^{ème} siècle désignant les partisans d'un libéralisme individualiste basée sur la propriété privée. Le terme a été employé à partir de 1946 par des militants libéraux souhaitant se démarquer du label « liberal » qui avait une connotation de plus en plus interventionniste en matière économique. Le courant libertarien est traversé par deux tendances principales : le minarchisme, regroupant les partisans d'un Etat-minimum (comme Robert Nozick) et les anarcho-capitalistes désignant des partisans de l'abolition de l'Etat au nom de la défense de la propriété privée (comme Murray Rothbard ou David Friedman). Cf. Sébastien Caré, *La pensée libertarienne. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009 ; « Libertarianisme » in Mathieu Laine (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, Paris, Larousse, 2012, p.359-361.

travail pour diffuser leurs idées de façon efficace, doublé d'un entrisme au sein du parti Républicain³⁹. Keith Dixon⁴⁰ a quant à lui montré - pour le dénoncer de manière militante - l'importance du rôle de ce qu'il appelle les « évangélistes du marché » comme Keith Joseph en Angleterre, dans l'infléchissement de l'orientation des politiques publiques après l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher. Encore plus récemment, une somme rassemblant des chercheurs de plusieurs pays a été consacrée à l'émergence et au développement d'un réseau néo-libéral au niveau mondial à partir de la Société du Mont Pèlerin⁴¹.

Genèse et développement du néo-libéralisme en France

Cependant, les études scientifiques sur le développement de réseaux d'intellectuels et d'organisations libérales adoptant le programme idéologique et stratégique que nous avons pu identifier chez Hayek de restauration et de diffusion du libéralisme sont moins nombreuses pour analyser le cas français. Les analystes de la diffusion du néo-libéralisme et du libertarianisme jugent que le passage des thèses libérales du cerveau de ses intellectuels aux programmes de politiques publiques a mis environ une génération⁴². Qu'en est-il en France ? François Denord, dans son ouvrage *Néo-libéralisme version française*⁴³, issu de son travail de thèse sur la genèse et l'institutionnalisation du libéralisme français⁴⁴, s'attache à dresser une généalogie historique du néo-libéralisme français à partir d'une sociologie des réseaux et un travail d'archives, principalement entre les années 1930 et 1950. Son travail part des difficultés auxquelles font face les doctrines libérales suite à la crise de 1929 et l'émergence de doctrines concurrentes comme le néo-corporatisme et montre comment la doctrine libérale se rénove durant cette période notamment lors de la tenue du Colloque Walter Lippmann à Paris en 1938, et ce en rejetant certains aspects du libéralisme classique. Il dresse ensuite les contours de la nébuleuse d'acteurs patronaux, syndicaux et universitaires qui tentent en

³⁹ Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p.295-300.

⁴⁰ Keith Dixon, *Les évangélistes du marché : les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'Agir, 1998.

⁴¹ Philip Mirowski et Dieter Plehewe (dir.), *The Road from Mont Pelerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

⁴² C'est notamment la conclusion de Sébastien Caré dans *Les libertariens aux Etats-Unis, op.cit.*, concernant la diffusion de ces thèses dans la vie politique américaine.

⁴³ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, op.cit.

⁴⁴ François Denord, *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France* (années 1930 - années 1950), thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Rémi Lenoir, EHESS-CSE, 2003.

France de se réunir pour résister au planisme qui se développera à partir des années 1930. L'auteur poursuit son étude jusque dans les années 1980 en en concluant que l'entreprise politique des néo-libéraux français a fonctionné et s'est traduit par une conversion de la droite (notamment le RPR) au néo-libéralisme et la diffusion de certaines idées dans les forums d'action publique⁴⁵. Serge Audier, philosophe qui a étudié le colloque Walter Lippman⁴⁶, dans l'introduction de son dernier ouvrage, met bien en évidence la grille de lecture néo-bourdieusienne à laquelle François Denord se rattache et qui consiste à présenter le néo-libéralisme comme une doctrine économique visant à légitimer les intérêts d'une certaine élite dominante⁴⁷ qui défendrait des conceptions favorables à une classe sociale qui la financerait pour cela. Le principal problème épistémologique de son travail est de présenter le néo-libéralisme comme une doctrine cohérente, figée à travers le temps, l'unification européenne ayant été imaginée et promue à l'origine par ces acteurs⁴⁸. Les héritiers de la sociologie de Pierre Bourdieu comme François Denord, bien que menant un travail sociologique, conduiraient, selon leurs détracteurs, en même temps un combat politique tendant à ne pas assez considérer le point de vue des acteurs⁴⁹. Les partisans de cette approche font des promoteurs du libéralisme un tout général et négligent ainsi les profondes divergences pouvant exister entre ces acteurs sur des questions aussi fondamentales que le rôle de l'Etat dans l'économie. Ce serait « une approche conspirationniste qui commande leur propos »⁵⁰ et ces chercheurs mettraient en évidence un programme néo-libéral figé et interpréteraient de manière téléologique la diffusion de ces idées. En effet, la doctrine libérale aurait été constituée par un groupe d'acteurs en 1938 (colloque Walter Lippmann) et en 1947 (création de la Société du Mont Pèlerin) et aurait triomphée trente ans plus tard portée par ces mêmes acteurs. Or, selon le philosophe Serge Audier, les divergences sont telles à la lecture attentive de leurs publications, qu'elles interdiraient l'attribution de ce même label à des personnalités aussi différentes que Pierre Laroque ou Raymond Aron, comme le fait François Denord qui semble parfois adopter une approche essentialiste de l'histoire du néo-libéralisme en France. De plus, nous pouvons ajouter à ces critiques que la conclusion générale de François Denord

⁴⁵ L'auteur développe cette idée de conversion de la droite au néo-libéralisme plus particulièrement dans « La conversion au libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, n°35, sept-oct 2004, p. 17-23.

⁴⁶ Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*

⁴⁷ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.37-46.

⁴⁸ François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

⁴⁹ Ces critiques des méthodes de la sociologie bourdieusienne sont synthétisées dans le récent essai de Jean Baudouin, *Pierre Bourdieu. Quand l'intelligence entrerait enfin en politique ! 1982-2002*, Paris, Editions du Cerf, 2012.

⁵⁰ Serge Audier, *ibid.*, p.41.

d'une domination des idées libérales ne permet pas d'expliquer pourquoi certains représentants du néo-libéralisme français considèrent que « la France se retrouve plus socialiste en 2004 qu'en 1981 », que « l'expression politique du libéralisme n'existe plus »⁵¹ ou qu'« alors que de nombreux et importants pays prenaient le tournant de la libéralisation au cours des années 80, la France s'était alors enfoncée dans le collectivisme »⁵². Même s'il n'est pas dans l'objectif de ce mémoire d'établir si la France se serait « convertie » au néo-libéralisme, il convient de noter qu'aussi bien pour une partie des acteurs politiques que pour des observateurs étrangers cette conversion du pays à la doctrine néo-libérale est loin d'être avérée⁵³. Ce mémoire souhaite prendre ses distances avec une vision téléologique de l'histoire des idées néo-libérales (leur diffusion et leur succès serait continu et irrémédiable) et s'inscrit donc dans une volonté de déshomogénéisation de la doctrine que l'ont met derrière le label « néo-libéralisme » en accordant une certaine importance aux divergences entre les acteurs, ainsi qu'aux évolutions historiques de cette doctrine.

De l'importance du contexte discursif et d'une approche centrée sur un réseau d'acteurs

Ces considérations sur les différentes approches disciplinaires et sur les méthodes utilisées nous intéressent au premier titre pour deux raisons. D'une part, car elles nous renvoient directement aux réflexions méthodologiques de Quentin Skinner. En effet, s'opposant à l'histoire des idées traditionnelle, à laquelle il reproche d'avoir souvent une vision linéaire et téléologique aboutissant à un certain nombre de mythes (notamment celui de la cohérence)⁵⁴, Quentin Skinner développe une approche consistant à désacraliser les grands textes canoniques en mobilisant également des textes secondaires tout en insistant sur les conditions discursives (le contexte dans lequel le texte est écrit) et leur force illocutionnaire

⁵¹ Jacques Garello, « Numéro 800 : 1981-2004 », *La Nouvelle Lettre*, n°800, 19 juin 2004. La Nouvelle Lettre est un hebdomadaire publié par l'Aleps et dirigé par son Président Jacques Garello.

⁵² Pascal Salin, *Français, n'ayez pas peur du libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2007, p.51.

⁵³ Par exemple, Monica Prasad dans son étude comparative portant sur la manière dont les idées néo-libérales se sont transmises dans différents pays, insiste (en s'appuyant sur des données macro-économiques) sur le fait que la France est l'un des pays les plus éloignés des conceptions libérales d'un état minimum qui se cantonnerait à ses fonctions régaliennes. Cf. Monica Prasad, *The Politics of Free Markets: the Rise of Neoliberal Economic Policies in Britain, France, Germany, and the United States*, Chicago, Chicago University Press, 2006.

⁵⁴ Sur la méthodologie de Quentin Skinner voir ce qu'il écrit dans « Meaning and Understanding in the History of Ideas », *History and Theory*, 8, 1969, p.3-53 ; Frédérique Matonti, « La méthode skinnerienne ou ce que l'histoire nous apprend sur le concept de liberté », *Raisons politiques*, n°43, 2011/3, p.142-149 ; Jean-Fabien Spitz, « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *Droits*, n°10, 1989, p.133-145.

(qui sont les personnes visées par les textes, quelle est l'intention de l'auteur en écrivant ce texte...). Selon ce programme méthodologique, il est nécessaire de situer les textes dans une logique de concurrence entre réseaux d'acteurs. Même si les publications sur lesquelles nous serons amenés à travailler dans le cadre de notre mémoire ne sont pas des textes d'un passé lointain, il n'en demeure pas moins que nous tâcherons d'éviter le « mythe de la cohérence » et de la continuité en insistant sur les contextes discursifs des publications des acteurs étudiés. D'autre part, nous souhaitons, dans le cadre de notre mémoire, étudier une catégorie d'acteurs plus restreinte que celle de François Denord - qui inclut une myriade de personnalités sous le label « néo-libéralisme » de manière discutable - en mettant davantage en évidence les idées promues par les néo-libéraux français pour souligner l'existence de plusieurs conceptions du néo-libéralisme cohabitant dès l'origine, comme ce fut bien mis en avant par Serge Audier dans *Aux Origines du néo-libéralisme. Le colloque Walter Lippmann*⁵⁵. L'existence de conceptions différentes du libéralisme sera ainsi l'un des fils conducteurs de notre mémoire parallèlement à la sociologie des acteurs étudiés.

Nous faisons le choix méthodologique de partir de l'analyse de la naissance d'une association spécifique pour tenter de comprendre l'institutionnalisation et la diffusion du néo-libéralisme en France. Il s'agit de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social (ALEPS) créée en 1966 par Claude Harmel (journaliste et militant anti-communiste) et Jacques Rueff (économiste) avec le concours financier de l'industriel et inventeur André Arnoux visant à rassembler différents acteurs libéraux issus de différents mondes sociaux (universitaire, patronal, politique). Leurs premières actions consisteront à remettre un prix annuel récompensant « un ouvrage mettant en relief le rôle de la Liberté Economique, comme facteur de Progrès Social et de la promotion de l'Homme »⁵⁶ et à organiser des « Semaines de la pensée libérale » qui se tiendront à Paris devant quelques centaines de personnes en réponse aux « Semaines de la pensée marxiste ». Cette association a été fondée à la suite d'autres organisations patronales qui partageaient le même but de réhabilitation de la pensée néo-libérale, notamment l'Association pour la Libre Entreprise fondée dans les années 1940 par Georges Villiers, président du CNPF. L'ALEPS, qui existe encore aujourd'hui, est importante, non pas par son nombre d'adhérents (environ quelques centaines), mais par les propriétés sociales de ses membres qui occupent souvent une place importante dans le champ académique (professeurs d'Universités) ou dans le monde de l'entreprise (l'Association sera

⁵⁵ *Aux Origines du néo-libéralisme, op.cit.*

⁵⁶ « L'Aleps a quarante ans », *ALEPS*, décembre 2006.

en contact avec des responsables de syndicats patronaux et des Présidents Directeur Général de grandes entreprises françaises comme Serge Dassault). Nous souhaitons également étudier un réseau d'acteurs spécifique qui gravitera à partir des années 1970 autour de cette association qui sont des intellectuels doctrinaires néo-libéraux⁵⁷, proches des thèses de l'Ecole de Chicago et des thèses autrichiennes, qui se baptiseront les « Nouveaux Economistes ». Au sein de l'ALEPS vont évoluer des universitaires, des chefs d'entreprises, ainsi que quelques hommes politiques, dont l'objectif va être de théoriser et faire connaître des thèses économiques libérales. Nous montrerons que l'Association va servir de forum de sociabilité et de circulation pour les partisans d'une nouvelle conception du libéralisme qui s'inscrira progressivement dans des réseaux transnationaux de circulation des idées libérales comme la Société du Mont Pèlerin parallèlement à un renouvellement générationnel favorisant l'émergence d'un groupe d'acteurs ayant subi une socialisation différente de la génération précédente⁵⁸. Nous tenterons également de mettre en évidence l'évolution de la composition de l'Association, de ses stratégies, mais aussi de ses idées qui vont de pair avec un changement de génération.

Néo-libéralisme et sciences de gouvernement

Nous souhaitons étudier ainsi le développement d'un réseau d'acteurs défendant une conception militante du politique, en ne nous limitant pas au contenu des idées en elles-mêmes (champ d'analyse propre à la philosophie politique), mais en essayant au contraire de restituer les supports de diffusion des idées, les lieux de rencontres entre les différents mondes sociaux qui travailleront ensemble pour la mise en avant d'un socle commun de valeurs (comme le primat de la propriété privée). Notre mémoire souhaite donc s'inscrire dans un programme de recherche qui se développe en France depuis plus d'une dizaine d'années autour de la notion de sciences de gouvernement⁵⁹. Cette approche de la science politique par

⁵⁷ Bruno Jobert et Bruno Théret, « La consécration républicaine du néo-libéralisme » in *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.29-86. Ces auteurs opposent un néo-libéralisme gestionnaire et un néo-libéralisme doctrinal.

⁵⁸ Nous reviendrons sur cet aspect générationnel mais les principaux traits de cette nouvelle génération qui va permettre aux idées de l'ALEPS d'avoir un certain aura sont l'appartenance au champ académique de la science économique, une formation réalisée en partie à l'étranger (Etats-Unis, Angleterre) et un engagement politique de jeunesse parfois à gauche.

⁵⁹ Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 2002/2, n°102, p.229-243 ; Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet (dir.), *Les Sciences de Gouvernement*, Paris, Economica, 2003. ; pour une application de l'approche par les sciences de gouvernement au cas des « Chicago Boys » chiliens voir Olivier Ihl, « Objectividad de estado », *art. cité*.

l'étude des sciences de gouvernement renvoie à l'élaboration de sciences, à leur diffusion, leur usage en tant que technique de gouvernement, et ce à l'aide des outils méthodologiques de la sociologie historique. Selon Oliver Ihl et Martine Kaluszynski, étudier les sciences de gouvernement, « c'est poser la question des supports de diffusion qui les accréditent (revues, congrès, chaires professorales, etc.) ; c'est revenir sur les procédures académiques qui les certifient, interroger les mobilisations de soutien et de défiance qu'elles ont suscitées »⁶⁰. Il nous semble que le néo-libéralisme porté en France par les acteurs que nous allons étudier sera de plus en plus défendu de manière scientifique et visera à établir un « régime d'objectivité »⁶¹ à partir de la mobilisation d'un certain nombre de savoirs scientifiques, issus plus particulièrement de la science économique, et de les diffuser pour en faire des politiques publiques. Il s'agira dans notre mémoire de voir comment ce néo-libéralisme s'est élaboré (et transformé) en France au sein d'une nébuleuse d'acteurs militants au cours des années 1960 se réunissant autour de l'ALEPS, association médiatrice où convergera le groupe des « Nouveaux Economistes »⁶² et également voir les usages militants de certains travaux scientifiques dans un contexte précis⁶³.

Comment le néo-libéralisme a-t-il été promu et porté en France par un réseau d'acteurs militants ? Quelles ont été les évolutions de la doctrine néo-libérale à travers le temps ? Comment expliquer que pour une partie des acteurs sociaux, ces idées semblent avoir triomphé, tandis que pour les acteurs militants gravitant autour de l'ALEPS celles-ci ne sont pas représentées dans le monde politique ?

Méthodologie et sources

Nous avons effectué un travail sur les propriétés sociales des acteurs étudiés⁶⁴, leurs lieux de sociabilité, les lieux de diffusion de leurs idées, et ce à partir d'une prosopographie,

⁶⁰ Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *art.cit.*, p.233.

⁶¹ « Processus qui contribuent à inscrire les relations sociales et les règles en usage dans ces relations dans l'ordre d'une « réalité objective » c'est-à-dire perçue comme extérieure aux individus s'imposant à eux et régissant leurs comportements », Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz, 1997, p. 157.

⁶² Il s'agit là d'apporter un « éclairage socio-historique sur l'institutionnalisation des disciplines qui ont pris la conduite de l'action publique pour objet », Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet, *Les sciences de gouvernement, op.cit.*, p.10.

⁶³ Nous souhaitons, en complément d'une étude de la production des idées des libéraux saisir la manière dont sont appropriées ces idées, c'est à dire revenir sur « les dispositifs pratiques et usages concrets » décrits par Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet, *Les sciences de gouvernement, op.cit.*, p.12.

⁶⁴ Liste et présentation en annexe 2 pour les acteurs gravitant autour de l'ALEPS jusqu'au milieu des années 1970, en annexe 5 pour le groupe des Nouveaux Economistes.

d'un travail de dépouillement d'archives de l'ALEPS, à partir de la réalisation d'entretiens avec les acteurs en question, mais aussi par une étude de leurs publications. Avant de présenter plus précisément nos sources, nous souhaitons mettre en avant une approche méthodologique qui nous apparaît complémentaire à une sociologie historique tenant compte du contexte discursif, qui est l'histoire des idées. Serge Audier a consacré un ouvrage entier intitulé *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*⁶⁵, démontrant la complexité à dresser les contours précis d'une doctrine libérale et en appelant à « déshomogénéiser »⁶⁶ le libéralisme. Il met notamment en évidence les profonds désaccords entre les acteurs, notamment entre les néo-libéraux austro américains et ordo-libéraux allemands qui accordent une place très différente à l'Etat dans leur pensée. C'est pourquoi il convient de s'éloigner des tentations de comprendre le néo-libéralisme en suivant la grille d'analyse néo-foucauldienne. En effet, le philosophe Serge Audier a pointé les limites des héritiers de Michel Foucault qui reprennent et actualisent ses réflexions développées dans son cours au collège de France sur la biopolitique⁶⁷ où il présente le néo-libéralisme avant tout comme une forme de gouvernementalité. Serge Audier resitue avant tout les propos de l'auteur de *Surveiller et Punir* dans le contexte social et intellectuel de son époque⁶⁸ en montrant que Michel Foucault se positionne par rapport aux critiques du néo-libéralisme venues de l'extrême-gauche de l'époque qui manquaient leur cible en se cantonnant à une dénonciation de la société de consommation à une époque où le libéralisme serait devenu « art de gouverner ». L'essentialisme des héritiers de Michel Foucault tels que Pierre Dardot et Christian Laval⁶⁹ qui verrait dans le néo-libéralisme une nouvelle anthropologie politique fondée sur la figure de l'homme-entreprise sous-estimerait ainsi des éléments cruciaux tels que « les différences profondes entre le libéralisme allemand et l'anarcho-capitalisme »⁷⁰. C'est pourquoi, il nous semble pertinent, même si notre étude n'est pas un travail de philosophie politique, d'étudier le contenu doctrinal des ouvrages et publications des néo-libéraux français et éviter de se limiter à une sociologie des réseaux. En effet, l'ALEPS que nous étudions et les acteurs qui gravitent autour défendent des conceptions économiques et sociales dans un contexte précis, et par rapport à des doctrines influentes de l'époque (surtout le marxisme). Les idées mises en

⁶⁵ Paris, Grasset, 2012.

⁶⁶ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p. 585.

⁶⁷ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard, 2004.

⁶⁸ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p. 22-34.

⁶⁹ Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du Monde*, *op.cit.*

⁷⁰ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.29. L'ordo-libéralisme allemand considère l'Etat comme le garant de la concurrence libre, tandis que l'anarcho-capitalisme, au nom d'une défense absolue du droit de propriété, prône l'absence d'Etat.

avant par le réseau d'acteurs utilisant le mot « libéralisme » pour se définir sont conditionnées en outre par un contexte politique national (impression de la domination des marxistes dans le champ académique), international (contexte de guerre froide). De plus, la circulation de savoirs scientifiques de manière transnationale joue ici pleinement son rôle pour expliquer l'évolution progressive de la stratégie et du contenu des idées défendues par les militants de l'ALEPS.

C'est pourquoi, pour la réalisation de notre travail, nous nous sommes basés sur trois types de sources. Tout d'abord sur les ouvrages écrits par les acteurs libéraux étudiés⁷¹, notamment les ouvrages de vulgarisation des thèses économiques libérales produits par les « Nouveaux Economistes ». D'autre part, sur un travail inédit de dépouillement d'archives de l'ALEPS qui a été réalisé afin de retracer les différentes étapes de son développement, ses stratégies, ses lieux de sociabilité et les canaux de diffusion choisis. Nous avons été amené à réorganiser et à classer ces archives en plusieurs pochettes. Ces archives⁷² comprenaient notamment des comptes-rendus de colloques, des comptes-rendus de conseil d'administration et de comités d'organisation de réunion, des correspondances entre acteurs, des coupures de presse ainsi que des communications. Ce travail a été complété par des recherches sur les trajectoires biographiques des acteurs étudiés, à partir de la consultation de dictionnaires biographiques comme le *Who's Who in France* ou encore par des entretiens et des recherches personnelles. Nous nous sommes basés également sur les principaux supports de communication de l'Association : les numéros de *Liberté Economique et Progrès Social* diffusés depuis 1969⁷³ qui contiennent des articles de fond mais également des comptes-rendus de manifestation de l'ALEPS et d'associations « amies », les exemplaires de *La Nouvelle Lettre* diffusés depuis leur création en 1981 qui sont des commentaires de l'actualité à partir d'un point de vue libéral⁷⁴. Enfin, huit entretiens semi-directifs ont été réalisés avec les membres principaux du groupe des « Nouveaux Economistes » et de l'ALEPS⁷⁵, qui étaient actifs pour certains dans les années 1970 et 1980 afin de reconstituer l'histoire du mouvement et de recueillir le point de vue des acteurs sur leurs propres actions.

Notre première partie reviendra sur la genèse du néo-libéralisme dans les années 1930 et son évolution après la Seconde Guerre mondiale (dans un contexte qui lui est défavorable)

⁷¹ Voir bibliographie.

⁷² Localisées 35, avenue Mac Mahon à Paris.

⁷³ Nous avons consulté tous les numéros du bulletin *Liberté économique et progrès social* du n°1 (1^{er} mai 1969) au n°55 (février 1986).

⁷⁴ Nous avons consulté en intégralité les n°1 à 11, puis quelques numéros qui nous ont semblé pertinents.

⁷⁵ Pour voir la liste des entretiens voir annexe n°1.

jusqu'à la création de l'ALEPS en 1966 qui constitue la première tentative réellement institutionnalisée de réhabilitation de cette doctrine dans le cadre français depuis le colloque Walter Lippmann de 1938. Dans un deuxième temps, nous montrerons comment l'ALEPS s'est développée et a progressivement été investie par une nouvelle génération d'acteurs qui s'en servira comme un simple support pour la diffusion de leurs propres thèses qui sont en rupture par rapport à celles de leurs prédécesseurs et qui auront plus d'impact, notamment en raison du registre scientifique employé pour objectiver et légitimer leur doctrine.

Enfin, nous analyserons la manière dont le groupe des Nouveaux Economistes a été socialisé à des forums internationaux de circulation d'idées et le rôle de passeurs qu'ils vont jouer entre la circulation internationale des idées libérales et le champ intellectuel et politique national français dans les années 1980, contribuant ainsi à ce que l'on peut appeler une « greffe libérale » au sein de la droite française.

PARTIE I – DES TENTATIVES DE REFONDATION DE LA DOCTRINE LIBERALE A LA FONDATION DE L’ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL (1938-1966)

« Le libéralisme manchestérien se pourrait comparer à un régime routier qui laisserait les autos circuler à leur guise sans code de la route : les encombrements, les embarras de circulation, les accidents seraient innombrables, à moins que les grosses voitures n'exigent que les plus petites leur cédassent toujours la route, ce qui serait la loi de la jungle. L'Etat socialiste est semblable à un régime de circulation où une autorité centrale fixerait impérativement à chacun quand il doit sortir sa voiture, où il doit se rendre et par quel chemin. L'Etat véritablement libéral est celui où les automobilistes sont libres d'aller où bon leur semble, mais en respectant le code de la route. »

Louis Rougier,
Les Mystiques Economiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires, Paris, Editions de Médicis, 1938, p.88.

1) Une volonté de renouvellement de la doctrine libérale dans un contexte de crise : le Colloque Walter Lippmann

Après la crise économique de 1929, qui se propage dans les années 1930 en Europe, le libéralisme économique est fortement décrié et doit faire face à des doctrines concurrentes qui l'éclipseront peu à peu à la veille de la guerre, malgré quelques tentatives de réhabilitation de ses promoteurs. A l'initiative du philosophe Louis Rougier, enseignant de province aux positions marginales, et de quelques industriels français inquiets face à l'évolution économique et sociale de l'Europe, un colloque international sera organisé et portera le nom de son invité principal, le journaliste Walter Lippmann qui vient alors de publier un ouvrage, *The Good Society*, qui pose les jalons d'une nouvelle forme de libéralisme. Lors du colloque Walter Lippmann où se rencontrent des responsables d'entreprises français, des universitaires provenant de nombreux pays, se tiendront de multiples et riches débats portant sur l'adaptation nécessaire de la doctrine libérale par rapport à la situation à laquelle le monde fait face, et ce dans un contexte de montée des extrêmes en Europe. Ce colloque posera les bases d'une nouvelle doctrine libérale abandonnant ses aspects libre-échangistes et anti-étatistes défendus au XIX^{ème} siècle par l'école de Manchester⁷⁶ pour la promotion d'une nouvelle doctrine qui attribue un rôle économique et social important à l'Etat, pour renouveler la doctrine libérale⁷⁷. Il nous semble pertinent, avant d'aborder ce colloque qui est un moment important d'un point de vue doctrinal et organisationnel⁷⁸, d'en revenir à la période de « bouillonnement intellectuel »⁷⁹ de l'entre-deux-guerres, car c'est en réaction à des doctrines concurrentes de l'époque que la doctrine libérale va se renouveler et que va se constituer un véritable réseau néo-libéral en France - rassemblant principalement des universitaires et des

⁷⁶ L'école de Manchester désigne les partisans de l'abolition des *Corn Laws* en Angleterre menés alors par des hommes d'affaires et des hommes politiques, comme Richard Cobden qui parvint à abolir ces lois protectionnistes.

⁷⁷ Sur l'apport théorique des ordo-libéraux au renouveau libéral voir : Yves Steiner et Bernhard Walpen « L'apport de l'ordo-libéralisme au renouveau libéral puis son éclipse », *Carnets de Bord*, n°11, septembre 2006, p. 94-104.

⁷⁸ Il est perçu comme tel par des participants français tels que Jacques Rueff, qui poursuivra son implication dans le mouvement jusqu'à sa mort en 1978. En 1977, lors d'une Assemblée Générale de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social, il dresse le bilan du libéralisme depuis cinquante ans en évoquant l'effort fait par son ami Louis Rougier pour organiser ce colloque et relève l'importance de la nouvelle conception doctrinale qui en ressort en parlant de « grande mutation qui distingue le libéralisme moderne du régime voulu par Adam Smith, que nous qualifierons de « manchestérien » (cf. Jacques Rueff, « Le libéralisme depuis cinquante ans », *Liberté Economiques et Progrès Social*, n°26, avril-mai-juin, 1977, p.12-18.)

⁷⁹ François Denord, *Néo-libéralisme version française, histoire d'une idéologie politique*, op.cit.

responsables d'entreprises - qui se délitera avec la Seconde Guerre mondiale, mais qui fournira les bases de la reconstitution d'une nébuleuse d'acteurs favorables à la diffusion d'idées libérales par la suite. Ce rapide tour d'horizon de l'évolution doctrinale du libéralisme montre en outre que le néo-libéralisme développé à la fin des années 1930, consacré au Colloque Walter Lippmann, et qui sera repris en France par certains économistes et haut-fonctionnaires au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁸⁰, n'a strictement rien à voir avec l'usage du mot « néo-libéralisme » employé depuis les années 1980 pour qualifier les expériences gouvernementales de Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

1.1 Critique du libéralisme classique et renouvellement doctrinal à la fin du XIX^{ème} siècle

Pour comprendre l'émergence de doctrines concurrentes au libéralisme dans les années 1920-1930, et l'évolution de la doctrine libérale en résultant, il convient d'évoquer l'existence dès la fin du XIX^{ème} siècle de critiques virulentes des théories des économistes classiques comme Adam Smith ou David Ricardo postulant l'autorégulation du marché. La philosophe Catherine Audart a décrit ainsi le développement de ce mouvement de critiques de l'économie de marché qui se développe avant que la crise de 1929 éclate : « à la fin du XIX^{ème} siècle la situation semble s'être retournée et le libéralisme entre dans une période de déclin profond. »⁸¹. Les critiques portent notamment sur ce qui sera décrit par la suite par Karl Polanyi comme le « désencastrement »⁸² de la sphère économique par rapport à la société, auquel aboutit l'application des théories classiques en économie. Cette doctrine libérale caractérisant la seconde Révolution Industrielle est en crise face aux critiques qui lui sont faites sur le plan proprement économique (capitalisme de monopoles), mais aussi social (paupérisme, conditions de travail pénibles) et politique (aspiration d'une société de plus en plus démocratique à l'égalité). En outre, il est reproché à l'économie politique classique d'avoir un caractère purement utopique qui ne correspond pas à la réalité du capitalisme tel qu'il se développe à l'époque⁸³. Face à ces critiques, selon Serge Audier⁸⁴ et Catherine Audart, une partie des partisans de la philosophie libérale vont renouveler en profondeur leur doctrine :

⁸⁰ Cf. Richard Kuisel, *Le Capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1984.

⁸¹ Catherine Audart, *Qu'est ce que le libéralisme ?*, Paris, Folio Essais, 2009, p.259.

⁸² Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, (1944), Paris, Gallimard, 1983.

⁸³ Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999, p.214-226.

⁸⁴ Serge Audier, *Le socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2006.

« Le fait remarquable est qu'au lieu de disparaître sous l'effet des attaques qu'il subit, le libéralisme va, entre 1880 et 1920, se réinventer et puiser dans sa longue tradition pour trouver des remèdes à la crise économique et sociale de la seconde révolution industrielle. »⁸⁵. Cette mutation du libéralisme s'opérera en Angleterre avec John Stuart Mill (1806-1873), le philosophe Thomas Hill Green (1836-1882) et le sociologue Leonard T. Hobhouse (1864-1929) qui vont tous les trois avoir une influence importante en Angleterre sur le personnel politique de l'époque⁸⁶, en France avec les héritiers du radicalisme de la révolution de 1848 comme Charles Renouvier (1815-1903), Léon Bourgeois (1815-1925) qui va fonder la doctrine solidariste, ainsi que des auteurs de second plan qui auront pour point commun de vouloir redonner un certain rôle à l'Etat, notamment pour prévenir la reproduction d'inégalités sociales (taxation de l'héritage, lutte contre la concentration monopolistique des entreprises...)⁸⁷.

Cette nouvelle doctrine « libérale » qui sera parfois appelée « libéralisme social » ou « socialisme libéral », qui se diffuse dans les sociétés occidentales en réaction au libéralisme classique en déclin fournira certaines bases de réflexion aux acteurs du Colloque Walter Lippmann qui constituera d'une certaine manière la consécration de l'abandon de la doctrine du laissez-faire par les acteurs libéraux.

1.2 Un réseau d'acteurs libéraux classiques : le Journal des Economistes (1841-1940)

A côté de cette profonde remise en cause des principaux postulats du libéralisme économique à la fin du XIX^{ème} siècle, a existé en France une tradition libérale classique, qu'Alain Laurent fait remonter au XVII^{ème} siècle⁸⁸, portée par un réseau d'économistes et d'hommes politiques continuant de faire la promotion du libre-échange et de la Révolution Industrielle et prônant le désengagement de l'Etat dans l'économie jusqu'au début du XX^{ème} siècle. Héritiers de l'école physiocratique, du groupe des « idéologues » et de Jean-Baptiste Say, les économistes français défendront leur « science nouvelle » et les idées politiques qui

⁸⁵ Catherine Audart, « Le nouveau libéralisme », *L'Économie politique*, 2009/4 n° 44, p.7.

⁸⁶ Catherine Audart, *Qu'est ce que le libéralisme ?*, *op.cit.*, p. 274-278.

⁸⁷ Pour plus de détails sur les républicains français développant une nouvelle conception du rapport entre l'Etat et les individus voir Serge Audier, *Le socialisme libéral*, *op.cit.*

⁸⁸ Alain Laurent, *La philosophie libérale. Histoire et actualité d'une tradition intellectuelle*, Paris, Les Belles Lettres, 2002. L'auteur dresse une liste (p.202-209) de ces intellectuels libéraux qui « préfigurent, puis illustrent, et enfin améliorent les thèses du courant physiocratique » p.202.

en découlent : conséquences positives de la liberté des échanges, figure de l'entrepreneur, loi des débouchés, conception subjective de la valeur...⁸⁹

Ces acteurs prônant un libéralisme économique radical se retrouveront autour du *Journal des Economistes* fondé en 1841 suite à de nombreuses tentatives avortées (notamment *La Décade Philosophique* de Jean-Baptiste Say⁹⁰). Le journal, très fortement lié à la Société d'Economie Politique qui constitue un « vivier des auteurs du Journal des Economistes »⁹¹ accueillera d'innombrables plumes libérales, aussi bien celles d'économistes (comme Frédéric Bastiat, Vilfredo Pareto, Léon Walras...) que celles d'hommes politiques comme Léon Say (qui sera plusieurs fois ministre des Finances sous la Troisième République) ou Yves Guyot⁹² (qui sera également Ministre sous la Troisième République). Ce réseau d'acteurs qui gravite autour de cette « revue engagée »⁹³ comprend des membres qui ont un capital culturel et social prestigieux (beaucoup siègent à l'Académie des Sciences Morales et Politiques) et peuvent compter sur la Maison d'Édition Guillaumin, acquise à leur cause, qui diffusera leurs œuvres. En outre, *Le Journal des Economistes* est entouré de revues amies en France (comme *Le Libre-Echange* de Frédéric Bastiat) et à l'étranger (comme *The Economist* qui est créé en 1843). Ces économistes, tout en œuvrant pour la diffusion d'un savoir économique - les économistes libéraux de l'époque se voient souvent barrer l'entrée à l'Université par les juristes⁹⁴ -, mènent un combat intellectuel et politique corolaire selon eux à la diffusion des savoirs de la science économique⁹⁵. Il s'oppose de façon virulente aux socialistes et aux tenants du protectionnisme qui remettent en cause les mécanismes automatiques du marché. La ligne éditoriale sera de plus en plus radicale en réaction aux attaques d'écoles opposées, cependant, l'influence du journal ira en s'estompant, son nombre de collaborateurs et sa production diminuant, alors même que les conceptions économiques qu'ils défendent sont de plus en plus critiquées.

L'existence de ce journal, qui a eu une certaine légitimité en raison du prestige social de ses contributeurs, témoigne de l'existence d'un réseau d'acteurs favorable à un libéralisme classique, libre-échangiste, et anti-socialiste. En plus d'avoir marqué son époque, il est

⁸⁹ Mathieu Laine (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, Paris, Larousse, 2012, p.223-225.

⁹⁰ Luc Marco et Evelyne Laurent, « Le Journal des économistes ou l'apologie du libéralisme (1841-1940) », in Luc Marco (dir.), *Les Revues d'économie en France (1751- 1994)*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.79-115.

⁹¹ *Ibid.*, p.83.

⁹² Ils seront plusieurs fois ministres sous la III^{ème} République.

⁹³ *Ibid.*, p.99.

⁹⁴ *Ibid.*, p.122.

⁹⁵ Mathieu Laine (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, Paris, Larousse, 2012, p.223-225.

intéressant de remarquer qu'il constituera un modèle et une référence pour les futurs libéraux de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social qui ont conservé l'ensemble des numéros du Journal des Economistes⁹⁶.

Cependant, le libéralisme défendu par ces promoteurs de la science économique, - inséparable selon eux de leur doctrine politique⁹⁷-, est remis en cause à leur époque. Ce n'est réellement la crise de 1929 qui aboutira à l'éclipse de cette doctrine qui fera l'objet de condamnation de la part des acteurs réunis au colloque Walter Lippmann qui voudront s'en démarquer.

1.3 La crise de 1929 et les critiques de la doctrine économique libérale

La Première Guerre mondiale et la planification des efforts de guerre, ainsi que la nécessité de la reconstruction ont contribué à alimenter la réflexion sur le rôle économique de l'Etat. Divers organismes chargés de coordonner certaines activités économiques comme le Conseil National Economique vont être créés dans ce but⁹⁸. Mais ce n'est réellement avec la crise économique de 1929 qui va toucher la France qu'à partir du second semestre 1930 qu'une profonde remise en cause des dogmes économiques libéraux va se développer, ces derniers étant considérés comme responsable de la crise qui sévit. La crise est dramatique par son ampleur : « Entre 1930 et 1935, la production industrielle chute de 25 %, le nombre de “chômeurs secourus” est multiplié par 72 et la quantité des faillites rapportées par année augmente de 275%⁹⁹. »

Deux principales doctrines vont progressivement avoir de l'écho et contribuer au « procès du libéralisme »¹⁰⁰ : le planisme provenant de certains courants socialistes, et le corporatisme provenant de milieux conservateurs et dont l'aboutissement sera le régime de Vichy¹⁰¹. Au cours des années 1930, on voit de nombreux « néo » apparaître dans le champ intellectuel et

⁹⁶ Dans leurs locaux, situés 35 avenue Mac Mahon à Paris.

⁹⁷ Dans un ouvrage de Gustave de Molinari, l'une des figures de cette mouvance intellectuelle, intitulé *Les soirées de la rue St Lazare*, (1849), le dialogue porte entre le « socialiste », le « conservateur » et « l'économiste ». Pour ces économistes, libéralisme et économie ne font qu'un, c'est l'étude scientifique des phénomènes économiques qui explique leur doctrine. Cette considération sera également un trait repris par les Nouveaux Economistes qui se voudront par la suite leurs héritiers, ils rééditeront par exemple l'œuvre de Frédéric Bastiat dans les années 1980 (cf. Partie III).

⁹⁸ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.13-21.

⁹⁹ *Ibid.*, p.21.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.26.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 26-38 ; Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.37-44.

idéologique, souvent à la recherche d'une troisième voie entre capitalisme et socialisme, comme en témoigne l'ouvrage de l'économiste Gaëtan Pirou, *Néo-libéralisme, Néo-corporatisme, Néo-socialisme*¹⁰². Le néo-socialisme se diffuse à partir de 1933 au sein de la SFIO sous l'impulsion de Marcel Déat et veut conférer un cadre proprement national au plan, tandis que les thèses planistes du socialiste belge Henri de Man se diffusent en réaction à ce qui serait une anarchie libérale en matière économique. En parallèle le néo-corporatisme, se développe en réaction à la crise économique imputée à l'immoralité de l'économie de marché. Face au planisme des socialistes et au libéralisme, les néo-corporatistes prônent une organisation sociale basée sur l'organisation professionnelle : « Inspiré par la doctrine sociale catholique, le corporatisme entend réconcilier les classes sociales par l'association professionnelle, considérée comme une cellule de base de la société, qui doit arbitrer les antagonismes entre les groupes et régler la production. Il s'agit de supprimer la lutte des classes et de réguler l'activité¹⁰³. » Les deux doctrines partagent en commun la volonté de dépasser les principes de l'économie libérale et de réhabiliter le plan. Le « néo-marxisme » enfin, donne un exemple intéressant de ce préfixe qui nous intéresse particulièrement pour l'étude du « néo »-libéralisme, car comme l'a analysé Serge Audier, il a été employé à double sens. Il a désigné pour certains, comme le théoricien socialiste allemand Eduard Bernstein, une critique radicale de Marx et un appel à la révision (voire un dépassement) du marxisme pour l'adapter aux conditions de l'époque, tandis que l'expression de « néo-marxisme » désignée pour qualifier la doctrine de Georges Sorel renvoie à une volonté de redécouvrir la véritable pensée de Marx contre les mauvaises interprétations qui ont été faites de ses écrits¹⁰⁴. Nous verrons que l'emploi du label « néo-libéral » a aussi fait l'objet des deux usages : l'un insistant sur la nécessité d'adapter la doctrine aux conditions et aux critiques contemporaines de la doctrine (vision prédominante lors du colloque Walter Lippmann), l'autre insistant au contraire sur la nécessité d'un retour aux racines de la doctrine, les critiques lui étant adressées étant erronées.

La doctrine libérale doit donc faire face à droite (néo-corporatisme) et à gauche (néo-socialisme) à des critiques virulentes remettant en cause ses fondements économiques. Face à ces critiques, et dans la crainte de voir les sociétés européennes basculer dans le planisme¹⁰⁵,

¹⁰² Paris, Gallimard, 1939.

¹⁰³ François Denord, « Aux origines du néo-libéralisme en France Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le Mouvement Social*, n°195, avril-juin 2001, p. 7.

¹⁰⁴ Serge Audier, *Le Colloque Lippmann...*, *op. cit.*, p.34.

¹⁰⁵ Ce terme sera abondamment utilisé dans le best-seller de Friedrich Hayek, *La Route de la Servitude*, pour désigner la tendance des systèmes collectivistes à « l'organisation des travaux de la société en vue d'un but

les derniers partisans du libéralisme qui « font figure de donquichottesque paladins attardés à défendre une cause perdue »¹⁰⁶ vont s'organiser pour réviser leur doctrine.

1.4 La réaction des libéraux français : entre orthodoxie et rénovation

Face au succès des différentes formes de planisme et au désarroi faisant suite à la crise économique de 1929, deux voies s'ouvrent pour les partisans du libéralisme économique : la défense de l'orthodoxie¹⁰⁷ qui impute la responsabilité de la crise à l'intervention ou à la mauvaise gestion de la crise par l'Etat¹⁰⁸, ou l'amendement de la doctrine avec la volonté de concilier intervention de l'Etat dans l'économie et la liberté économique. On peut dresser un tableau des différents groupes sociaux défendant le libéralisme économique et leur choix par rapport à ces deux différentes postures en insistant bien sur les clivages traversant ces groupes, clivages que nous retrouverons dans la suite de notre mémoire¹⁰⁹. Du côté des ardents défenseurs du libre-échange, on retrouve certains membres de la Société d'Economie Politique comme l'universitaire néo-marginaliste Clément Colson. En revanche, c'est dans l'univers patronal que les divisions sur la question de la doctrine libérale va subsister : entre des petits et moyens dirigeants d'entreprises de province vigoureusement attachés à la conception traditionnelle de la propriété comme l'Union des intérêts économiques fondée en 1910 par Ernest Billet, ou la Ligue du Libre Echange fondée par Yves Guyot (qui collaborait au *Journal des économistes*) la même année qui visent à promouvoir l'ouverture économique. Mais les conflits internes au patronat vont s'accroître en opposant, d'un côté, le Groupement de défense des libertés économiques, qui a des positions radicalement anti-étatistes qui naturalisent¹¹⁰ le capitalisme (son principal représentant, Pierre Lhoste-Lachaume est un libertarien), aux économistes et technocrates d'entreprises, issus de Polytechnique qui se différencient des conceptions traditionnelles des petits responsables d'entreprises.

social déterminé » ((1944), Paris, trad. Presses Universitaires de France, 2005, p.47.). Il met derrière ce terme des doctrines telles que le communisme, le fascisme etc.

¹⁰⁶ Louis Rougier, *Les Mystiques économiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires*, Paris, Médecis, 1938, p.14.

¹⁰⁷ Cette position sera celle des économistes autrichiens tels que Ludwig Von Mises ou Friedrich Hayek au Colloque Walter Lippmann.

¹⁰⁸ Cette analyse sera davantage popularisée à posteriori par les monétaristes dans les années 1960 avec notamment le livre de Milton Friedman et d'Anna Schwartz, *Une histoire monétaire des États-Unis, 1867-1960*.

¹⁰⁹ Ce qui suit est inspiré de François Denord, *Néo-libéralisme, version française, op.cit.*, p.53-87.

¹¹⁰ Ils adoptent une posture idéologique justifiant la propriété par le droit naturel assignant à l'individu des libertés qui précèdent l'existence de la société.

Contrairement à certains responsables d'entreprises pour qui la légitimité dans l'entreprise repose exclusivement sur la propriété, ces « technocrates » issus de Polytechnique veulent fonder leur légitimité sur leur technicité et leur compétence. Ces acteurs vont développer une nouvelle doctrine visant à renouveler la pensée libérale à travers des groupes comme *X-Crise* ou des revues comme les *Nouveaux Cahiers*, leur objectif étant d'opérer une synthèse entre différents courants en conciliant libéralisme et intervention de l'Etat.

C'est finalement la voie de la rénovation et de la révision des idées libérales que va emprunter la plupart des acteurs que nous avons mentionnés avec la tenue du Colloque Walter Lippmann à l'initiative du philosophe Louis Rougier.

1.5 A l'origine du Colloque : Louis Rougier et Walter Lippmann

Pour bien saisir l'enjeu du colloque qui va se tenir à Paris et qui vise à réhabiliter la doctrine libérale, il faut bien comprendre à la fois l'identité des deux acteurs principaux du colloque (Louis Rougier, celui qui eut l'idée d'organiser le colloque, et Walter Lippmann, l'invité principal du colloque), ainsi que leurs réflexions sur la doctrine libérale de leur temps par rapport à ses doctrines adverses¹¹¹. C'est suite à la traduction de l'ouvrage *The Good Society* de Walter Lippmann (par la maison d'édition *La Librairie de Médicis* considérée par François Denord comme une « citadelle » du néo-libéralisme¹¹²) et sa bonne réception qui incitera Louis Rougier à organiser un colloque autour du prestigieux journaliste américain.

Walter Lippmann, diplômé de Harvard, a une trajectoire intellectuelle originale. Soutien de Théodore Roosevelt lors de sa campagne de 1912¹¹³, il commence à travailler au journal Américain progressiste *The New Republic* avant de rejoindre le cabinet du Ministre de la Guerre en 1917. Il sera membre de la délégation américaine à la Conférence de Paris, fin 1918, et sera l'un des auteurs des Quatorze Points du Président Wilson. Après la guerre, il se consacrera à son activité de journaliste, il développera dans son ouvrage *Public Opinion* des réflexions sur l'information du public en développant l'idée de développer des groupes d'experts travaillant sur les politiques publiques, il fréquenta Keynes avant de donner une

¹¹¹ Il nous semble nécessaire de nous situer ici dans le prolongement du programme de recherche de Quentin Skinner qui nous invite à saisir le « contexte discursif », dans lequel se situent les auteurs de textes politiques, ainsi que l'intentionnalité de ces derniers. Cf. Jean-Fabien Spitz, « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *art.cit.*

¹¹² François Denord, « Aux origines du néo-libéralisme en France Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *art.cit.*, p.18.

¹¹³ Les éléments biographiques que nous indiquons sont issus de Francis Urbain Clave, « Walter Lippmann et le néolibéralisme de la Cité Libre », *Cahiers d'économie politique*, n° 48, 2005, pp. 79-110.

série de conférences au début des années 1930 en réaction à la montée du collectivisme. Il propose face à ce qu'il appelle le collectivisme absolu un « système d'économie compensée » dans lequel l'Etat a des responsabilités dans le fonctionnement de l'économie¹¹⁴. Cependant, il abandonne peu à peu ses conceptions dans son livre *La Cité Libre* dans lequel il vante les progrès accomplis grâce à la Révolution Industrielle et s'inquiète de l'abandon progressif des principes libéraux au profit d'une économie collectiviste avec un mouvement socialisant à gauche et un nationalisme économique à droite. Cependant, il est en accord avec certaines critiques formulées à l'égard du fonctionnement du libéralisme économique, la montée des planismes constituant en-soi une faillite de cette doctrine, cela ne le conduit pas pourtant à son rejet, mais au contraire à en formuler de nouveaux buts¹¹⁵. Comme le résume Serge Audier « l'enjeu du livre est de critiquer le capitalisme et le libéralisme historiques au nom d'une certaine idée du libéralisme lui-même¹¹⁶ ». Walter Lippmann part de la critique de la vision économique des classiques que Keynes a développé dans *La fin du laissez-faire*¹¹⁷, celle-ci considérant que les mécanismes économiques sont régis par des lois naturelles et que par conséquent ils s'autoréguleraient : « En s'occupant du problème du laissez-faire, les derniers libéraux ont gaspillé le temps de la science sur un problème faux. C'est une chose qui arrive souvent. Cela ressemble aux efforts persistants des astronomes pour expliquer les mouvements du système solaire en considérant la terre comme un centre immuable¹¹⁸. » Selon Lippmann, cette erreur épistémologique aurait aboutie à des catastrophes humaines et aurait légitimée l'intérêt de certaines classes dominantes de la société. Cette version économique dogmatique du libéralisme est finalement récente et il appelle à en revenir à l'esprit d'origine du libéralisme comme « mouvement d'émancipation¹¹⁹ ». Il considère à l'inverse des thèses libérales classiques que la politique et les lois doivent s'adapter à l'évolution de la société et répondre à une certaine demande sociale. Il propose par exemple de taxer lourdement les revenus issus de monopoles ou de l'exploitation des richesses naturelles afin de les redistribuer. Cette taxation des hauts-revenus devrait permettre de financer des investissements dans l'éducation, l'amélioration des transports, créer des services de

¹¹⁴ Francis Urbain Clave, *art.cit.*, p.80-88.

¹¹⁵ Francis Urbain Clave, *art.cit.*, p.93.

¹¹⁶ Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p. 64.

¹¹⁷ Dans une conférence intitulée *La fin du laissez-faire*, publiée en 1924, et dans son ouvrage le plus célèbre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, paru en 1936, John Maynard réfute économiquement de nombreux postulats du libéralisme manchestérien du XIX^{ème} siècle en montrant les conséquences négatives du laissez-faire. Ainsi, il critique dans cet ouvrage non le marché en lui-même, mais son prétendu état d'équilibre naturel et son incapacité à atteindre le plein emploi. Keynes ne s'oppose donc pas au libéralisme mais à sa version radicale et conservatrice qui réduit l'homme à sa dimension économique et rationnelle.

¹¹⁸ Walter Lippmann, *La Cité Libre*, *op.cit.*, p.233-234.

¹¹⁹ Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.66.

renseignements pour améliorer l'efficacité des marchés...¹²⁰. La doctrine développée par Walter Lippmann est donc en profonde rupture avec la doctrine libérale économique développée au XIX^{ème} siècle : alors que pour les partisans du laissez-faire, le fonctionnement du marché ne devait susciter aucune intervention car il s'autorégulait, pour le néo-libéralisme développé par Walter Lippmann, le marché a justement besoin de l'Etat et de ses institutions pour bien fonctionner et faire bénéficier à tous de ses créations (il souhaite dans une moindre mesure l'égalisation des conditions).

Louis Rougier est un philosophe et un personnage au parcours également atypique qui a été mis à l'écart du monde universitaire, ainsi que du mouvement libéral¹²¹ en raison de son rôle d'intermédiaire entre le régime de Vichy et la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la publication d'ouvrages visant à accréditer la thèse d'un double jeu du Maréchal Pétain¹²². Avant d'inviter le journaliste américain Walter Lippmann à un colloque à Paris, Louis Rougier donne une série de conférences et publie un ouvrage, *Les Mystiques Economiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires*¹²³, directement influencé par l'ouvrage de Walter Lippmann, *La Cité Libre*¹²⁴. Dans son livre, il se fait le promoteur d'un « libéralisme constructeur » qui dénonce, à l'instar de Lippmann les erreurs des libre-échangistes, comme Richard Cobden, qui ne se sont jamais posé la question de la façon dont était distribué le pouvoir d'achat dans la société, considérant que seule la loi de l'offre et la demande permettait sa juste détermination. Il dénonce l'optimisme fondamental de ces libéraux dont la théorie dépend d'une matrice théologique (Lippmann dénonçait également l'aspect métaphysique de leur théorie) croyant en un ordre naturel des sociétés humaines (il critique ici la pensée des physiocrates comme François Quesnay qui considéraient qu'un ordre naturel découlait de la volonté de Dieu et qu'il fallait s'y astreindre). Rougier critique ainsi –à l'instar de Walter Lippmann - les limites de la science économique qui décrit un état de fait sans vouloir le changer et sans voir les autres aspects d'un problème (notamment sociologiques). L'erreur qui est dénoncée par Rougier rejoint l'analyse qui sera faite par la suite par Karl Polanyi, car il souhaite au fond « ré-encastrier » l'économie qui échappe à la loi dans la conception classique dans les autres

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Nous verrons par la suite qu'il fit quelques apparitions aux manifestations organisées par l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social, mais sans s'impliquer davantage. Il deviendra par ailleurs proche d'Alain de Benoist, philosophe de la Nouvelle Droite, à la fin de sa vie. Sur la complexité de la trajectoire intellectuelle du personnage de Louis Rougier voir Serge Audier, *Le Colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.44-58.

¹²² Louis Rougier, *Les Accords Pétain-Churchill. Histoire d'une mission secrète*, Montréal, Beauchemin, 1945 ; François Denord, *art.cit.*, p. 10.

¹²³ Paris, Librairie de Médecis, 1938.

¹²⁴ Paris, Librairie de Médecis, 1938.

domaines (social, politique...). Tout comme Walter Lippmann, Louis Rougier se différencie du socialisme en considérant que l'Etat ne doit pas « administrer l'affaire des hommes », mais administrer « la justice entre les hommes qui mènent eux-mêmes leurs propres affaires¹²⁵ ». Pour reprendre sa métaphore sur la circulation mise en exergue au début de ce chapitre, la conception libre-échangiste de Manchester aboutirait à une absence de code de la route, donc à la loi de la jungle, le socialisme aboutirait à un centralisme restreignant les libertés des conducteurs sur l'utilisation de leur véhicule, alors que le libéralisme constructeur qu'il prône aboutirait à un système où les conducteurs vont où ils veulent, tout en respectant le code de la route.

Ces deux penseurs, l'un philosophe français marginal de province, l'autre journaliste américain qui a été conseiller d'hommes politiques de premier plan, partagent le même constat sur le libéralisme classique. Celui-ci n'a pas été en mesure de répondre aux défis économiques de son temps (crise économique), ainsi qu'aux revendications sociales de la population. Les deux intellectuels sont donc sur la même ligne de refonte de la doctrine libérale dans un contexte de montée des régimes totalitaires.

1.6. La tenue du Colloque Walter Lippmann

Les idées - au fond assez proches - véhiculées par les ouvrages de Louis Rougier et Walter Lippmann rejoignent les thèmes de réflexion formulés par d'autres intellectuels à l'échelle internationale hostiles à la montée des régimes autoritaires¹²⁶. On peut notamment citer ceux de Jacques Rueff (*La crise du capitalisme*, 1935), de l'économiste autrichien Ludwig von Mises (*Le Socialisme*, 1938), de l'économiste anglais Lionel Robbins (*L'économie planifiée et l'ordre international*, 1938), l'Universitaire français Bernard Lavergne (*Grandeur et déclin du capitalisme*, 1938), le responsable patronal Louis Marlio (*Le sort du capitalisme*, 1938)¹²⁷. Louis Rougier, aidé par Louis Marlio, prend l'initiative d'inviter ces auteurs, ainsi que des intellectuels internationaux qui leur sont proches, ce qui a été rendu possible par la multi-appartenance de ces acteurs à des réseaux internationaux

¹²⁵ Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.82.

¹²⁶ Arnaud Diemer, « Institutions et institutionnalisation du courant néolibéral français : de Louis Rougier à Maurice Allais », communication présentée lors du Séminaire du GREQAM, Aix Marseille, 11 mars 2011, p.8.

¹²⁷ Tous ces ouvrages sont cités par Louis Rougier dans l'avant-propos du compte-rendu du Colloque Walter Lippmann retranscrit dans Serge Audier, *Le Colloque Lippmann...*, p. 247-354.

comme l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève (financé par la Fondation Rockefeller)¹²⁸. Le colloque se tient à Paris, du 26 août au 30 août 1938 à l'Institut International de coopération intellectuelle, organisme lié à la Société des Nations qui préfigure l'actuel UNESCO¹²⁹. Les invités¹³⁰ proviennent d'une grande variété de pays (Etats-Unis, Autriche, Allemagne, Espagne...), sont issus de milieux professionnels très divers (économistes, sociologues, haut-fonctionnaires, industriels...), et constituent intellectuellement un groupe éclectique intégrant même des personnes qui se disent socialistes à l'époque (comme Raymond Aron ou Célestin Bouglé), des personnalités proches de la droite (Marcel Bourgeois, industriel français qui finance de la propagande anti-communiste et le Parti Populaire Français)¹³¹. L'objectif de ce colloque est selon l'organisateur, Louis Rougier de « réviser le procès du capitalisme et de chercher à définir la doctrine, les conditions de réalisation, les tâches nouvelles d'un libéralisme véritable¹³² ». Le programme du colloque¹³³ oriente les discussions essentiellement vers la recherche des causes du déclin du libéralisme (est-il dû à des causes endogènes ou exogènes ?), sa relation à l'économie de guerre et au nationalisme économique ainsi qu'à la question sociale. Le programme prévoit en outre de dresser un agenda du libéralisme pour les années à venir. Même s'il est vrai que « Le Colloque Lippmann a donc pu être organisé par Louis Rougier grâce à des réseaux préexistants »¹³⁴ l'analyse du compte-rendu des discussions permet de mettre en évidence des désaccords profonds existant entre les différents acteurs du colloque.

Un désaccord profond d'abord sur la dénomination à donner à la doctrine « libérale » que les partisans du colloque veulent élaborer : certains refusent le mot libéralisme car il serait « une catégorie historique dépassée » (Louis Baudin ou Auguste Detoef) qui ferait référence à des économistes très radicaux comme Frédéric Bastiat et Yves Guyot, d'autres plus orthodoxes comme Jacques Rueff veulent simplement conserver le mot « libéralisme », alors que Louis Rougier veut utiliser le mot « libéralisme positif » et que Louis Marlio parle de « libéralisme social ». Cette querelle sémantique peut paraître anodine, mais révèle en fait des clivages autour du degré de révision à entreprendre sur la doctrine libérale qui persisteront

¹²⁸ Sur le financement de certains instituts de recherche en sciences sociales durant l'entre-deux-guerres voir Brigitte Mazon, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, p.311-342.

¹²⁹ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.114-117.

¹³⁰ Pour une liste complète des invités présents au colloque et également des invités qui n'ont pas pu venir, voir Serge Audier, *Le Colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.96-99.

¹³¹ *Ibid.* ; François Denord, *art.cit.* ; Arnaud Diemer, *art.cit.*, p.8-11.

¹³² Serge Audier, *Le colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.247.

¹³³ Pour une retranscription du programme du colloque voir Arnaud Diemer, *art.cit.*, p.9.

¹³⁴ Serge Audier, *art.cit.*, p.23.

durant tout le colloque. Il convient d'être prudent en raison de la particularité propre de chaque intervention des personnalités du colloque. On peut cependant identifier deux groupes principaux d'acteurs qui seront en désaccord : un courant réformateur proche des conceptions de l'ordo-libéralisme allemand promu notamment au sein du colloque par Alexandre Rüstow et Wilhelm Röpke¹³⁵ confiant un rôle économique et social important à l'Etat et un courant plus traditionnel attaché au laissez-fairisme et au retrait de l'Etat incarné par l'école autrichienne représentée au colloque par Friedrich Hayek (dont les interventions n'ont pas été retranscrites) et Ludwig von Mises. C'est ainsi que, suite à une discussion vive avec Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, l'allemand Alexander Rüstow déclare :

« Tout bien considéré, il est indéniable qu'ici, dans notre cercle, deux points de vue sont représentés. Les uns ne trouvent rien d'essentiel à critiquer ou à changer au libéralisme traditionnel, tel qu'il fut et tel qu'il est, abstraction faite, naturellement, des adaptations et des développements courants qui vont de soi. A leur avis, la responsabilité de tout le malheur incombe exclusivement au côté opposé, à ceux qui, par stupidité ou par méchanceté, ou par mélange des deux, ne peuvent ou ne veulent pas apercevoir et observer les vérités salutaires du libéralisme. Nous autres, nous cherchons la responsabilité du déclin du libéralisme dans le libéralisme lui-même ; et par conséquent nous cherchons l'issue dans un renouvellement fondamental du libéralisme¹³⁶ ».

Cependant, malgré ces divergences, le colloque aboutit d'une part à l'adoption d'un « Agenda du libéralisme » qui introduit des innovations par rapport au libéralisme « traditionnel »¹³⁷ et d'autre part à la création du *Centre international d'études pour la Renovation du Libéralisme* (C.I.R.L.) qui préfigurerait la création après la guerre de la Société du Mont Pèlerin. L'innovation doctrinale majeure du néo-libéralisme élaborée lors du colloque est l'interventionnisme juridique de l'Etat qui doit être actif pour faire fonctionner les lois du marché. Elle s'inscrit en rupture avec la conception naturaliste du marché des libéraux classiques qui, comme dans la lignée des physiocrates ou de la tradition anglaise de l'ordre spontanée, considérait que le marché était l'organisation sociale qui correspondait à la

¹³⁵ Ils seront les pères du miracle économique allemand d'après-guerre.

¹³⁶ Serge Audier, *Le Colloque Lippmann...*, *op.cit.*, p.333.

¹³⁷ C'est davantage la ligne de Louis Rougier, de Walter Lippmann ou des ordo-libéraux allemands qui est retenue comme certains passages de l'agenda destiné à remédier aux déclin du libéralisme l'indique : « c'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité de déterminer le régime juridique qui sert de cadre au libre développement des activités économiques. » (compte-rendu du colloque dans Serge Audier, *op.cit.*, p.342) ; « un Etat libéral peut et doit percevoir par l'impôt une partie du revenu national et en consacrer le montant au financement collectif de [...] 3- Les Services sociaux ; 4- L'enseignement 5- La Recherche scientifique. » (*Ibid.*).

nature de l'homme puisque les droits individuels de ces derniers préexistent à la société¹³⁸. Le néo-libéralisme tel qu'il apparaît dans « l'Agenda du libéralisme » du colloque Lippmann attribue à l'inverse une place centrale à l'Etat dont le rôle est de fixer le cadre juridique et institutionnel à son bon fonctionnement, ce qui implique une lutte active contre les ententes, contre les groupements d'intérêts. Cela nous renvoie à l'analyse que faisait Michel Foucault du néo-libéralisme dans son cours au collège de France quand il disait : « [...] le néolibéralisme ne va donc pas se placer sous le signe du laissez-faire, mais, au contraire, sous le signe d'une vigilance, d'une activité, d'une intervention permanente¹³⁹ ».

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, suite à une profonde réflexion opérée dans les années 1930 afin de répondre aux critiques qui lui ont été adressées, la doctrine libérale s'est donc renouvelée en acceptant une intervention juridique accrue de l'Etat et en admettant l'illusion du caractère naturel du marché. D'autre part, le néo-libéralisme se structure en France autour d'un réseau d'acteurs libéraux (issus de mondes sociaux différents) qui étaient présents au colloque Walter Lippmann et qui gravitent autour de la maison d'édition dirigée par Marie-Thérèse Génin¹⁴⁰, *La Librairie de Médicis*, et qui publiera de 1937 à 1940 une quarantaine d'ouvrages¹⁴¹, tandis que cette maison éditera le best-seller de Friedrich Hayek, *La Route de la Servitude*. En plus, d'une maison d'édition, le réseau néo-libéral dispose du C.I.R.L. qui ne pourra être actif¹⁴² que pendant un an à cause de la Seconde Guerre Mondiale qui va mettre entre parenthèses les actions visant à promouvoir le libéralisme.

Les économistes de l'école de Paris que nous avons évoqué précédemment sont, quant à eux, clairement oubliés, n'ont pas de successeurs et leur *Journal des économistes* cesse

¹³⁸ Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, p.306-366 et 442-447.

¹³⁹ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, *op.cit.*, p. 137.

¹⁴⁰ Voici les informations biographiques François Denord nous apporte (« Aux origines du néo-libéralisme en France Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *art.cit.* p.18) : « Née en mars 1906, elle est la fille d'un inspecteur des chemins de fer de l'Est, mort lorsqu'elle est âgée de 16 ans. Vivant auprès de sa mère, elle obtient une licence ès lettres en 1927 et décide alors de se « prendre en main », en devenant l'assistante de plusieurs députés de droite de sa région. En 1936, Désiré Ferry, pour qui elle travaille, lui demande d'écrire des articles sur le Front Populaire. Débute alors véritablement son engagement politique. Quittant Nancy pour Paris, Marie-Thérèse Génin trouve un poste dans le « bureau de documentation » que dirige l'industriel Marcel Bourgeois, du Comité des Industries Chimiques de France, homme marqué à droite, qui finance de la propagande anticommuniste ainsi que le Parti Populaire Français. Son bureau a pour but de lutter contre les idées jugées subversives dans le monde du travail. Constatant la relative inefficacité de son action, il encourage Marie-Thérèse Génin à fonder une maison d'édition ciblant un public intellectuel. »

¹⁴¹ Arnaud Diémier, « Institutions et institutionnalisation du courant néolibéral français : de Louis Rougier à Maurice Allais », *art.cit.*, p. 7. Dans ce même article figure une liste des principaux ouvrages publiés par la Maison d'Édition.

¹⁴² François Denord (dans *art.cit.*, p.28-29) montre la volonté de ce Centre d'être ouvert le plus possible à différentes organisations notamment syndicales (Hyacinthe Dubreuil de la CGT) ou patronales.

définitivement son activité en 1940. On assiste donc bien à une éclipse du libéralisme classique promue par ces économistes, alors que le néo-libéralisme réintègre des aspects juridiques et sociologiques dans son analyse attribuant à l'Etat un rôle d'acteur sur le marché qui n'est plus considéré comme une fin en soi mais comme un moyen pour atteindre des objectifs sociaux.

2) Fragmentation des partisans du libéralisme après la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre Mondiale, qui éclate un an après le Colloque Walter Lippmann, va avoir un effet très néfaste sur les tentatives de réhabilitation de la doctrine libérale et sur la constitution d'un petit réseau réunissant des personnalités issues du monde syndical, universitaire et administratif. L'organisation lâche mise en place, le CIRL ne tenait que grâce à l'action de quelques acteurs aidés par le patronat, et ses activités cesseront durant la guerre. En effet, les trajectoires personnelles des patrons d'avant-guerre qui avaient participé à l'effort de rénovation du libéralisme vont être diverses, certains collaboreront avec le régime de Vichy, d'autres seront attentistes, d'autres résisteront, tandis que les forces politiques les plus proches de ces idées seront largement décrédibilisées politiquement à la Libération en raison de la collaboration de la plupart de leurs dirigeants. L'ensemble de ces facteurs conduit à une fragmentation de l'expression des idées néo-libérales, qui se résumera pendant quelques années à des individualités.

2.1 Fragmentation des néo-libéraux pendant la Seconde Guerre Mondiale

La guerre aboutit à ce que certains historiens appellent la « dispersion des militants libéraux¹⁴³. » Alors que selon François Denord, les postures idéologiques de l'entre-deux guerres ne joueront pas de rôle dans les futures trajectoires des personnalités libérales lors de la guerre, d'autres types d'analyses expliquent la diversité de ces parcours précisément par l'hétérogénéité idéologique des acteurs français du colloque Walter Lippmann. En effet, quelques-uns, comme Marcel Bourgeois, avaient certaines prédispositions à rejoindre le régime de Vichy en raison de leur proximité avec la droite conservatrice¹⁴⁴. La figure principale du mouvement, qui était à l'origine du projet de fédérer différents acteurs autour de la refonte doctrinale du libéralisme, Louis Rougier, aura une posture ambiguë pendant la guerre, et ses écrits, insinuant qu'il y aurait eu des accords secrets entre Vichy et la Grande-Bretagne dont il aurait été l'investigateur¹⁴⁵, contribueront à le marginaliser après la guerre au sein de l'enseignement. Il est alors accusé d'être un collaborateur, ce qui l'écartera des

¹⁴³ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, op.cit., p.160-178.

¹⁴⁴ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, op.cit., p.164-169.

¹⁴⁵ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, op.cit., p.232.

activités de la Société du Mont Pèlerin¹⁴⁶. Les seules structures qui existaient pour tenter de constituer un réseau prennent fin : les activités du CIRL cessent, tandis que les éditions De Médicis éditent très peu d'ouvrages durant la période. Certains libéraux s'engageront dans une posture d'opposition au Régime de Vichy, c'est le cas notamment d'économistes universitaires libéraux comme Charles Rist ou Daniel Villey, sans toutefois rejoindre un mouvement de résistance. En revanche, parmi les acteurs patronaux « technocrates » ayant soutenu le CIRL (qui se faisaient les promoteurs d'un nouveau-capitalisme), dont l'appartenance à la famille intellectuelle du néo-libéralisme prête à débats¹⁴⁷, la plupart soutiendront le Régime de Vichy, comme Louis Baudin ou Auguste Detoef qui travaillera au ministère de la Production industrielle¹⁴⁸. Cependant, toujours parmi le patronat, Louis Marlio, qui avait aidé Louis Rougier à organiser le Colloque Lippmann, rompra avec l'Etat français et soutiendra l'effort de guerre américain.

L'attentisme resta la posture la plus communément partagée par les néo-libéraux. Sur le plan proprement politique certaines trajectoires individuelles membres de partis modérés qui soutiendront le régime de Vichy, comme celle de l'homme politique de l'Alliance Démocratique Joseph Barthélémy¹⁴⁹, contribueront à accentuer le discrédit qu'aura le libéralisme économique (quelle que soit sa version promue) après la guerre.

2.2 Développement du planisme à la Libération

Le politiste Pierre Bréchon présente ainsi la situation politique après le second conflit mondial : « à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, les résultats électoraux sont fortement déterminés par l'attitude que chaque force politique a adoptée pendant le conflit¹⁵⁰. » Pour cette raison, les résultats électoraux sont catastrophiques pour les anciens partis de droite, en raison de l'implication de nombreuses de ses personnalités à la collaboration. Le score électoral des héritiers de l'Alliance Démocratique et de la Fédération Républicaine est très

¹⁴⁶ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.209-210.

¹⁴⁷ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.141.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.172.

¹⁴⁹ Gilles Martinez, « Comment les libéraux sont arrivés à Vichy. Etude d'un parcours paradoxal », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°3, juillet-septembre 1999, p.571-590 ; Gilles Martinez, « Joseph Barthélémy et la crise de la démocratie libérale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°59, juillet-septembre, 1998, p. 28-47.

¹⁵⁰ Pierre Bréchon, *La France aux urnes, soixante ans d'histoire électorale*, Paris, La Documentation Française, 2004, cité dans Philippe Benassaya, *Les Hussards perdus de République. L'échec de la droite libérale*, Paris, Bourin Editeur, 2006, p. 44.

faible : les élections législatives de 1945 ne portent qu'une soixantaine élus de droite à l'Assemblée Constituante (dont seulement 36 issus du nouveau parti libéral qui s'appelle Parti Républicain de la Liberté). De surcroît, à l'heure des partis de masse, ce qui avait été des partis notables n'arrivent pas à rivaliser avec les partis de gauche qui sortent gagnant de l'épisode de la Seconde Guerre mondiale. L'historien René Rémond a ainsi pu écrire : « En 1945, l'heure semble effectivement venue d'écrire sur l'histoire de la droite le mot fin¹⁵¹. ». Cette configuration politique, doublé d'un ressentiment contre le patronat qui est « mis au piquet »¹⁵² suite à sa collaboration avec le Régime de Vichy, va favoriser le développement de réformes allant à l'encontre des principes du libéralisme économique. Le consensus politique des partis, qui se manifeste à travers le programme du CNR, se traduira par des politiques de nationalisation, par la création du Commissariat Général au Plan, d'un régime de sécurité sociale couvrant tous les salariés ou de l'obligation pour les entreprises de plus de cinquante salariés de se doter d'un comité d'entreprise.

L'application d'un programme de politique économique interventionniste est doublé d'un développement d'une nouvelle élite administrative favorable à l'intervention de l'Etat, dans la continuité du groupe X-Crise et d'autres réseaux de réformateurs (notamment « les patrons technocrates » décrits par François Denord dans les années 1930¹⁵³). L'historien américain Richard Kuisel, qui, dans sa somme *Le capitalisme et l'Etat en France*¹⁵⁴, a analysé les évolutions des politiques économiques en France, notamment après la Seconde guerre mondiale, a intitulé son chapitre consacré à l'après-guerre : « L'ordre néo-libéral : l'économie dirigée au début des années 1950¹⁵⁵ », ce qui révèle au passage la pluralité des sens que les acteurs attribuent au mot « néo-libéralisme ». L'auteur américain entend par « ordre néo-libéral » le volontarisme modernisateur des haut-fonctionnaires de l'époque appliquant une politique d'économie concertée associant à la fois un certain dirigisme (par le plan) tout en laissant des pans de l'économie dépendre du marché. Cette politique est menée par un groupe de haut-fonctionnaires (comprenant notamment François-Bloch Lainé et Gabriel Ardent) remettant en cause l'orthodoxie libérale. Ces réformes de structure avaient été préparées en amont aussi bien par le CNR qu'au sein d'organismes officielles de Vichy et étaient le fruit du

¹⁵¹ René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Editions Aubier, 1982, p.219.

¹⁵² Jean-Noël Jeanneney, « Un patronat au piquet (septembre 1944 - janvier 1946) », in *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, p.283-309.

¹⁵³ Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, n°4, automne 1987, p.22-56.

¹⁵⁴ Richard Kuisel, *Le Capitalisme et l'Etat en France*, op.cit.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p.409.

bouillonnement intellectuel d'entre-deux guerres¹⁵⁶. C'est au même moment que les idées keynésiennes deviennent triomphantes en France, notamment en raison du rôle de l'économiste François Perroux qui dirige des thèses sur le keynésianisme¹⁵⁷. Parallèlement, alors que l'économie est faiblement enseignée dans les facultés de droit, c'est dans les écoles d'ingénieurs que se développe l'enseignement de l'économie sous une forme mathématique, en opposition à la forme littéraire enseignée dans les facultés de droit jugée peu scientifique, et contribuant à la marginalisation des économistes néo-libéraux¹⁵⁸. Ce sera ainsi un jeune noyau de haut-fonctionnaires comme François Bloch-Lainé ou Robert Marjolin qui seront aux commandes du Plan et des instituts statistiques (INSEE)¹⁵⁹. Ces acteurs « modernisateurs » vont développer une nouvelle conception de l'action publique qui s'éloigne des doctrines libérales classiques alors que pour eux « l'efficacité technocratique est l'étalon de mesure de toute politique économique¹⁶⁰ ».

Face à cette évolution, la nébuleuse libérale réagit à l'étatisation de l'économie, mais de manière désordonnée. On peut distinguer trois groupes d'acteurs opposés aux politiques menées et qui veulent encore défendre une doctrine économique libérale renouvelée : des intellectuels (économistes universitaires et ingénieurs économistes), une partie du patronat et dans une moindre mesure des acteurs politiques situés à droite de l'échiquier politique.

¹⁵⁶ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.181-185.

¹⁵⁷ Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *art.cit.*, p.39-42.

¹⁵⁸ Johann Michel, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *Sens Public*, mai 2005 ; François Bilger, « Le professeur de liberté », *Revue d'Economie Politique*, 1971.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ François Denord, *Néo-libéralisme version française*, *op.cit.*, p.193.

2.3 Les intellectuels français néo-libéraux de l'après-guerre

François Bilger qui a écrit sa thèse en 1960¹⁶¹ sur l'ordo-libéralisme allemand (sous la direction de Daniel Villey, l'une des figures libérales françaises de l'après-guerre¹⁶²), a mis en avant certains points communs entre les néo-libéraux allemands et français qui étaient présents au colloque Walter Lippmann et qui seront actifs après la guerre pour promouvoir leurs conceptions¹⁶³. Il remarque tout d'abord qu'au contraire de l'école allemande qui est structurée, notamment autour de la revue *Ordo*, et qui disposera d'un écho important dans la classe politique allemande¹⁶⁴, les intellectuels néo-libéraux français forment davantage une nébuleuse qu'une école et cite quatre personnalités principales : Jacques Rueff (voir encadré), Maurice Allais (voir encadré), Louis Baudin¹⁶⁵ et Daniel Villey¹⁶⁶. Bien que ces intellectuels aient chacun des positions personnelles qui divergent et qui nous interdisent de les enfermer dans le cadre d'une école aux contours définis¹⁶⁷ (Louis Baudin aura des sympathies pour certains courants de la droite traditionaliste, pour le Portugal de Salazar¹⁶⁸ et aurait eu certaines affinités vis à vis du corporatisme de Vichy, tandis que Maurice Allais refuse de signer la Charte de la Société du Mont Pèlerin en raison d'un attachement trop important accordé à la propriété privée...), on peut constater quelques points communs qui les

¹⁶¹ Elle sera publiée en 1964. Cf. François Bilger, *La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, LGDJ, 1964.

¹⁶² Il deviendra le premier Président de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social en France, tandis qu'il sera pendant quelques mois le Président de la Société du Mont-Pèlerin en 1967 (Serge Audier, *op.cit.*, p.358-359).

¹⁶³ François Bilger, « La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme allemand », in Patricia Commun (dir.), *L'Ordo-libéralisme allemand*, Cergy-Pontoise, CIRACC/CICC, 2003.

¹⁶⁴ Des économistes tels que Wilhelm Röpke ou Alexandre Rüstow seront considérés comme les pères du miracle économique allemand.

¹⁶⁵ Louis Baudin (1887-1964) reçu premier à l'agrégation d'économie, devient professeur à l'université de Dijon (1923-1937) puis à la Faculté de droit de Paris. Il participe au colloque Walter Lippmann et deviendra un membre actif de la Société du Mont Pèlerin. Il publiera notamment *La Monnaie* (1947) et *L'aube d'un nouveau libéralisme* (1953) (cf. Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)*, *op.cit.*, p.145 ; François Bilger, *art.cit.*).

¹⁶⁶ Daniel Villey (1910-1968) est fils et petit-fils d'économiste (son grand-père Edmond Villey est le fondateur de la *Revue d'Economie Politique*). Agrégé des facultés de Droit en 1938, il enseignera à Caen, Poitiers, puis Paris à partir de 1958, où il devient le titulaire de la chaire de démographie de l'Université de Paris. Il a été directeur adjoint de l'Institut de démographie de l'Université de Paris (entre 1957 et 1958) et il deviendra le Président de la Société d'Economie Politique, juste avant sa mort, en 1968. Selon son élève François Bilger, « C'est surtout dans le cadre de cet enseignement [de philosophie économique], où il mettait certainement le meilleur de lui-même, que Daniel Villey contribua pendant une dizaine d'années, indirectement mais efficacement, au renouveau de la doctrine libérale en France. » Il a notamment écrit *Petite histoire des grandes doctrines économiques* (1944), *Redevenir des hommes libres* (1946), *A la recherche d'une doctrine économique* (1967). (cf. Alfred Sauvy, « Daniel Villey », *Population*, vol. 23, n°4, 1968, p.607 ; François Bilger, « Le professeur de liberté », *Revue d'Economie Politique*, volume 81, n°4-6, 1971.)

¹⁶⁷ Pour une présentation précise des thèses économiques de chacun de ces auteurs voir Arnaud Diemer, « Institutions et institutionnalisation du courant néolibéral français : de Louis Rougier à Maurice Allais », *art.cit.* et Richard Arena, « Les économistes français en 1950 », *Revue économique*, vol.51, n°5 p.967-1007.

¹⁶⁸ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*

rapprochent de certains principes de l'ordo-libéralisme allemand. Nous pouvons tout d'abord relever un rejet commun, tant de la doctrine libérale classique du « laissez-faire » et des conceptions radicales de leurs prédécesseurs qui déniaient à l'Etat son rôle économique, que des doctrines planistes de l'époque. Ensuite, on peut pointer une certaine volonté de rénovation doctrinale par une « juridiciarisation du libéralisme »¹⁶⁹ partant de l'idée que le marché est une construction historique artificielle (et non naturelle) qu'il convient de faire fonctionner grâce à des règles juridiques pour en garantir la pérennité¹⁷⁰. Cela implique la nécessité d'encadrer les ententes et les monopoles qui peuvent résulter d'un fonctionnement libre du marché¹⁷¹. Des notions développées par Maurice Allais telles que « planisme concurrentiel », ou par Jacques Rueff¹⁷² de « marché institutionnel » nous semblent correspondre à une doctrine qui se veut un tiers-chemin entre libéralisme et socialisme en conciliant certaines libertés économiques avec des règles juridiques les encadrant.

Maurice Allais (1911-2010)

Issu d'une famille de petits commerçants, Maurice Allais étudie au Lycée Lakanal à Paris. Il sort ensuite major de l'école Polytechnique en 1933 et devient ingénieur de l'Ecole des mines de Paris. D'abord ingénieur à Nantes, il devient directeur du Bureau de documentation minière (1943-1948) au ministère de la Production industrielle où il fréquente les représentants de la mouvance polytechnicienne des années 1930. Nommé en 1944 professeur d'économie théorique à l'Institut statistique de l'Université de Paris, il dirigera des Séminaires de mathématiques appliqués à l'économie qui vont influencer des générations d'économistes parmi lesquels Edmond Malinvaud ou Gérard Debreu (prix Nobel). Il va diriger l'Institut de recherche économique et social des Mines et deviendra directeur de recherche au CNRS (1946). Parallèlement à ses activités d'enseignement et de recherche, il crée au cours des années 1950 le Mouvement pour une société libre, tentant de dépasser le libéralisme traditionnel en s'alliant une partie des socialistes.

Disciple de Léon Walras et de Vilfredo Pareto, il s'apparente à un économiste néo-marginaliste, mais présente certaines originalités notamment celle d'allier les statistiques, les mathématiques et l'économie théorique. Ses travaux proposeront de combiner approche classique et approche keynésienne pour rendre compte de la dynamique macro-économique. Il obtiendra le Prix Nobel d'économie en 1988.

Il a notamment écrit : A la recherche d'une discipline économique, 1943 ; Economie pure et rendement social, 1945 ; Economie et intérêt, 1947 ; L'impôt sur le capital, 1976 ; La théorie générale du surplus, 1978.

Sources : Michel Winock, Jacques Julliard (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Le Seuil, 2009, p.58-59. ; François Denord, *Néo-libéralisme, version française, op.cit.*, p.235-236 ; François Bilger, « La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme allemand », in Patricia Commun (éd.), *L'Ordo-libéralisme allemand*, Cergy-Pontoise, CIRACC/CICC, 2003.

¹⁶⁹ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.151.

¹⁷⁰ François Bilger, « Le professeur de liberté », *art.cit.*

¹⁷¹ Cette vision sera radicalement contestée par une nouvelle forme de libéralisme sur laquelle nous allons revenir.

¹⁷² Maurice Allais développe notamment cette idée dans « Au-delà du laisser fairisme et du totalitarisme », *Nouvelle Revue d'Economie Contemporaine*, mai 1950, p. 26-32.

Cependant, bien que la France d'après-guerre connaisse des intellectuels libéraux, on ne peut pas parler d'« école néo-libérale française » pour deux raisons majeures : d'une part en raison de facteurs institutionnels qui séparent d'un côté les économistes universitaires qui doivent enseigner dans les facultés de Droit où ils ne sont pas en position dominante¹⁷³, et de l'autre, les ingénieurs économistes qui exercent à Polytechnique¹⁷⁴. D'autre part, en raison des profonds clivages intellectuels, qui se sont révélés à l'occasion du colloque Walter Lippmann, et qui perdureront comme en témoigne la permanence des points de désaccord sur la question de la définition du « néo-libéralisme »¹⁷⁵, ainsi que sur certaines évolutions de la science économique notamment autour de l'œuvre de John Maynard Keynes¹⁷⁶, mais aussi par rapport à des questions monétaires¹⁷⁷.

Nous proposons de dresser deux idéaux-types parmi les intellectuels français néo-libéraux d'après-guerre. D'une part, les économistes universitaires, qui sont souvent de fervents catholiques étant méthodologiquement attachés à une présentation littéraire de l'économie¹⁷⁸ considérée comme inséparable de considérations doctrinales¹⁷⁹, dont les conceptions politiques sont plutôt proches d'un certain conservatisme social¹⁸⁰ et qui ont eu une influence politique limitée. Les principaux représentants en sont Daniel Villey et Louis Baudin, accompagnés d'universitaires un peu plus jeunes comme Gaston Leduc et Luc

¹⁷³ Les professeurs d'économie ne représentant en 1945 que 22 % de l'ensemble du corps enseignant des facultés de droit. (cf. François Denord, *op.cit.*, p.241.)

¹⁷⁴ Johann Michel, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *art.cit.*, p.3. ; François Bilger, « la pensée néolibérale et l'ordolibéralisme allemand », *art.cit.*

¹⁷⁵ Serge Audier révèle, à partir de la consultation de fonds d'archives privés, que lors d'un colloque privé tenu à Avignon en 1948 et organisé par le patron du CNPF de l'époque, Georges Villiers, les participants (qui ont pour la plupart assisté au colloque Lippmann) reprennent les débats sémantiques qui avaient eu lieu en 1938. cf. *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.165.

¹⁷⁶ Alors que Jacques Rueff fustige dès 1929 la théorie de John Maynard Keynes (Richard Arena, « Les économistes français en 1950 », *Revue économique*, vol.51, n°5, p.976) et poursuivra après-guerre dans un article qui sera traduit en anglais (Jacques Rueff, « Les Erreurs de la "Théorie Générale" de Lord Keynes », *Revue d'économie politique*, n°1, janvier-février 1947), Daniel Villey éprouve beaucoup de respect pour sa théorie qui a eu selon lui « le mérite d'imposer à l'économie politique un salutaire demi-tour », (Daniel Villey, *Petite histoire des doctrines économiques*, 3ème ed., Paris, Editions Marie-Thérèse Génin, 1977, p.12.) et il pointe le caractère conjoncturel de l'interventionnisme de Keynes en opposition à un interventionnisme de structure (Daniel Villey, *Pour une économie libérée*, Paris, SPID, 1946, p.38).

¹⁷⁷ Jacques Rueff a une position assez proche des autrichiens en souhaitant un retour à l'étalon-or, tandis que Maurice Allais prône un étalon-marchandise (cf. François Bilger, *La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme allemand*, *art.cit.*).

¹⁷⁸ Ils ont reçu une formation dans des facultés de droit.

¹⁷⁹ En traitant des autrichiens et de leur doctrine néo-marginaliste, Daniel Villey écrit « Il m'a semblé que toute théorie sans doctrine ne pouvait aboutir qu'à des impasses de ce genre. J'opinais que pour se renouveler la science économique avait besoin de reprendre un bain de réflexion doctrinale. » in Daniel Villey, *Petite histoire des grandes doctrines économiques*, *op.cit.*, p.11 ; François Bilger, « Daniel Villey », *art.cit.*

¹⁸⁰ Richard Arena, « Les économistes français en 1950 », *art.cit.*, p.973-974. L'auteur rappelle que Louis Baudin développe des conceptions particulièrement élitistes dans *Le problème des élites* (1943), alors que Serge Audier a montré ses affinités avec la doctrine corporatiste (cf. Serge Audier, *Le colloque Lippmann*, *op.cit.*, p.158-159). Daniel Villey a quant à lui été un admirateur de Péguy et a participé à des réflexions de cercles chrétiens (cf. Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)*, *op.cit.*, p.162).

Bourcier de Carbon. D'autre part, des ingénieurs économistes (dont les principaux représentants sont Jacques Rueff et Maurice Allais) formés à Polytechnique¹⁸¹, autodidactes en économie, qui, méthodologiquement, ont recours à la modélisation mathématique considérant pouvoir en déduire une « physique sociale ». Ils ont eu plus d'influence sur le plan politique¹⁸² et ont été plus enclins à tendre la main aux socialistes¹⁸³.

Jacques Rueff (1896-1978)

Polytechnicien, Jacques Rueff fit une double carrière de haut-fonctionnaire et d'économiste. Inspecteur des finances à partir de 1923, il fut chargé de mission dans le cabinet de Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Finances en 1926. Il fit parti de la section financière de la Société des nations (1927-1930) et il effectua différentes missions, en Bulgarie, en Grèce et au Portugal. Conseiller financier à l'ambassade de France à Londres de 1930 à 1936, directeur du Mouvement général des fonds au ministère des Finances et conseiller d'État en service extraordinaire de 1936 à 1939, Jacques Rueff fut nommé sous-gouverneur de la Banque de France en 1939. Il démissionna en 1941 et, à la Libération, il devint président de la délégation économique et financière ainsi que conseiller économique auprès du commandement en chef en Allemagne. Délégué de la France à la commission interalliée des réparations à Moscou en 1945, il présida la conférence des réparations à Paris (1945) et l'Agence interalliée des réparations de 1946 à 1952. Rueff fut président de chambre à la cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1952) puis juge à la Cour de Justice des Communautés européennes (1958-1962). Président du Comité d'experts pour la réforme économique et financière de septembre à décembre 1958, il anima le Comité français pour la suppression des obstacles à l'expansion économique en 1960. Professeur à l'Institut de statistique de l'université de Paris, il enseigna également à l'Institut d'études politiques de 1945 à 1948.

Membre de l'Académie française (à partir de 1964) il deviendra président de l'Académie des sciences morales et politiques.

Jacques Rueff a écrit de très nombreux ouvrages dont on retiendra les principaux en matière économique : *Des sciences physiques aux sciences morales*, 1922, *Théorie des phénomènes monétaires*, 1927, *L'Ordre social*, 1945, *Épître aux dirigistes*, 1949, *l'Age de l'inflation*, 1963, *Le Péché monétaire de l'Occident*, 1971.

Sources : « Notice biographique », Fonds Jacques Rueff AP 579, Archives nationales (consultable en ligne : http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/AP-pdf/AP_etat%20sommaire_2011.pdf); Georges Lane, « Jacques Rueff : un libéral perdu parmi les planistes », in Alain Madelin (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997.

Ces intellectuels néo-libéraux ont pour point commun de véhiculer un libéralisme tempéré¹⁸⁴, assez éloigné de celui défendu par une partie du patronat de l'époque ou de celui qui sera promu dans les années 1970 par une nouvelle génération d'économistes. Ces acteurs ne disposent pas d'associations ou de réseaux institutionnalisés pour faire valoir leurs

¹⁸¹ C'est le cas de Jacques Rueff (qui a été l'élève à Polytechnique de Clément Colson) et Maurice Allais.

¹⁸² Notamment Jacques Rueff qui a occupé des responsabilités dans la haute-fonction publique au plan national et européen (voir encadré) et dans une moindre mesure Maurice Allais.

¹⁸³ Jacques Rueff voulait qualifier la nouvelle doctrine libérale du Colloque Lippmann « de gauche » et expliquait, qu'au fond, il cherchait à poursuivre les mêmes fins que les socialistes (cf. Serge Audier, *Le colloque Lippmann*, op.cit., p.132-133). Quant à Maurice Allais, dans un article (Maurice Allais, art.cit., p.32), il soutiendra qu'il y a « une identité profonde du libéralisme et du socialisme » et il argue que libéraux et socialistes partagent les mêmes fins.

¹⁸⁴ Richard Arena, « Les économistes français en 1950 », art.cit., p. 998.

opinions - notamment leur rejet du dirigisme qui caractérise selon-eux la France de l'époque -, et malgré quelques tentatives ils seront marginalisés¹⁸⁵. Pour beaucoup d'acteurs libéraux français qui jugeront *a posteriori* leur trajectoire, cet épisode s'apparente à une traversée du désert. Leurs prises de position publiques seront donc principalement individuelles, comme celles d'un Daniel Villey qui publiera une série d'articles dans *Le Monde* au lendemain de la guerre pour critiquer les communistes et les politiques planistes¹⁸⁶, ou se feront à travers des conférences publiques organisées par le patronat et donnant lieu à des publications¹⁸⁷. Cependant, alors que ces intellectuels s'inscriront dans un réseau plus large de circulation des idées libérales leur permettant de se sentir moins isolés dans leur propre pays (notamment La Société du Mont Pélerin¹⁸⁸), des tentatives seront faites dans le champ patronal pour tenter de reconstruire un mouvement libéral après l'épisode de la Seconde Guerre mondiale.

2.4 Le patronat et les tentatives d'institutionnalisation du mouvement libéral

La tentative d'institutionnalisation du néo-libéralisme opérée avant-guerre autour du CIRL avait mis en évidence l'implication d'une partie du patronat pour la défense de la doctrine économique libérale ainsi que l'apport de son aide financière pour tenter de souder la nébuleuse d'acteurs néo-libéraux. Dès cette époque, le rôle du patronat est donc, au même titre que celui des intellectuels, primordial dans la diffusion des idées libérales en France. Ce rôle ira en se renforçant et comme le résume l'historien Régis Boulat : « L'histoire du patronat français dans la seconde moitié du XX^e siècle est jalonnée par l'éclosion, en vagues successives, de groupes de réflexion patronaux tournés vers l'action afin de contribuer à faire évoluer le monde patronal et d'irriguer le débat économique et social¹⁸⁹. » Le patronat après avoir été « mis au piquet »¹⁹⁰ en raison de son rôle dans la collaboration avec l'Occupant et le régime de Vichy, va tenter de renaître de ses cendres et de réagir dans le contexte de planisme

¹⁸⁵ Maurice Allais tente de lancer un Mouvement pour une Société Libre à la fin des années 1950 qui ne sera qu'un mouvement éphémère. cf. Louis Rougier, Maurice Allais, *Manifeste pour une société libre*, texte adopté au cours du colloque pour une Société libre à Paris les 7 et 8 Février 1959, Paris, Secrétariat Général du Mouvement, 1959.

¹⁸⁶ François Denord, *op.cit*, p.197.

¹⁸⁷ Louis Baudin, Daniel Villey, André Marchal, Louis Fromont, Pierre Benaerts, René Courtin, Paul Naudin, Henri Solente et Charles Rist, *Pour une économie libérée*, Paris, SPID, 1946.

¹⁸⁸ François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire : la circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, vol.5, 2002, p. 9-20.

¹⁸⁹ Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux » in Jean-Claude Daumas (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p.1040.

¹⁹⁰ Jean-Noël Jeanneney, *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, *op.cit*, p.283.

de la Libération. Des initiatives vont être prises pour créer des organisations fédérant diverses tendances intellectuelles du libéralisme, ainsi que des réseaux d'acteurs provenant de différents champs sociaux (politique, patronal, universitaire...). Le Centre National du Patronat Français¹⁹¹, créé en 1946, participera largement à ce combat politique visant à protester contre l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie en unissant différentes organisations patronales, tandis que son Président, Georges Villiers, deviendra un acteur de premier plan de la promotion du libéralisme économique en finançant différents organismes patronaux engagés dans le débat d'idées¹⁹².

Ce patronat est traversé dès le départ par des clivages importants (en particulier entre patronat modernisateur et patronat plus familial et traditionnel¹⁹³) qu'il conviendra de comprendre pour saisir les positions ou les stratégies adoptées par les organismes patronaux diffusant les idées libérales qui se situent avant tout par rapport à des luttes internes pour la domination au sein du champ patronal. L'Association de la libre entreprise est créée en 1947 par les organes du CNPF pour mener l'offensive politico-idéologique du libéralisme économique. Sa création est le fruit d'un voyage de découverte de Georges Villiers aux Etats-Unis qui découvre là-bas avec intérêt les travaux de la *Foundation for Economic Freedom*¹⁹⁴. Celui-ci s'inspirera de sa stratégie de diffusion au plus grand nombre de documents vulgarisant de façon pédagogique les fondements de l'économie de marché avec son trimestriel *Voici les faits* tiré à plus de 300 000 exemplaires¹⁹⁵ et nouera des contacts avec d'autres organisations libérales européennes et mondiales, ce qui montre que, dès cette époque, certains acteurs libéraux s'inscrivent dans un cadre transnational plus large de diffusion des idées libérales. Cette association qui sera active pendant quinze ans sera dirigée par des personnalités dominantes du champ patronal (le président de Shell en France, le gérant de la Librairie Larousse etc.) et fera la promotion d'un libéralisme classique plus radical que

¹⁹¹ Pour une histoire complète du CNPF voir Henri Weber, *Le parti des patrons : le CNPF (1946-1986)*, Paris, Editions du Seuil, 1991.

¹⁹² François Denord, « Libéralisme », in Jean-Claude Daumas (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p.1022-1027 ; Régis Boulat, « Du Centre de Recherche des Chefs d'entreprise à l'Institut de l'Entreprise », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, Paris, Rive Neuve Editions, 2011, p.35-53.

¹⁹³ Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux », *art.cit.*, in Jean-Claude Daumas (dir.), *op.cit.*, p.1040-1044.

¹⁹⁴ Ce think-tank américain libertarien est particulièrement important dans l'histoire de la diffusion de la pensée libérale et libertarienne aux Etats-Unis, car il est l'un des premiers à vouloir vulgariser les théories légitimant l'économie de marché et contribuera pour cela à financer et à populariser parmi les plus prestigieux intellectuels libertariens austro-américains de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle (cf. Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, *op.cit.*, p.35-39).

¹⁹⁵ François Denord, *Néo-libéralisme...*, *op.cit.*, p.200.

celui des économistes néo-libéraux que nous avons évoqué¹⁹⁶. Dans la même lignée, l'Association interprofessionnelle de l'entreprise à capital personnel (AIECP) défend une conception traditionnelle du chef d'entreprise, de la propriété privée (contre les nationalisations), des profits et de la liberté de commerce et comptera parmi ses membres le futur Président du Conseil Antoine Pinay¹⁹⁷. D'autre part, le *Point de rencontre libéral-spiritualiste*, association catholique, est fondée en 1947 par le libertarien Pierre Lhoste-Lachaume (avec Raoul Audouin qui jouera un rôle clef par la suite dans la transmission des idées libérales austro-américaines¹⁹⁸). Son objectif est de lutter contre les catholiques sociaux prônant un certain dirigisme en montrant que « le libéralisme économique et politique a pour clé de voûte indispensable la morale du Décalogue » et « pour ennemi ouvert le totalitarisme, et pour poison insidieux le matérialisme larvé de l'Etat Providence »¹⁹⁹. Ces organisations patronales défendant une doctrine intransigeante à l'égard des doctrines concurrentes au libéralisme se positionnent par rapport à d'autres conceptions patronales de l'époque, notamment celles promues par des organisations comme l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (ACADI) qui place progrès social avant progrès économique²⁰⁰ ou le Centre des Jeunes Patrons. Cette organisation a une posture idéologique bien différente, inspirée par le catholicisme social, se voulant davantage modernisateur et prônant un néo-libéralisme social mettant en avant l'idée de « bien commun » (en opposition à un patronat qui ne défendrait que des intérêts sectoriels) et un dialogue social avec les partenaires sociaux²⁰¹.

Au delà du clivage sur la conception de l'entreprise, on retrouvera chez les acteurs néo-libéraux français d'après-guerre, une volonté de se positionner par rapport à un clivage interne au champ religieux. En effet, l'une des propriétés sociales commune des néo-libéraux est une forte appartenance à une branche du catholicisme. Leur positionnement alimentera les débats entre ces catholiques néo-libéraux et catholiques sociaux se réunissant lors des Semaines sociales et qui quant à eux, œuvrent à la réconciliation entre catholiques en cherchant une posture intermédiaire entre planisme et libéralisme²⁰². Jacques Rueff tentera

¹⁹⁶ Ce décalage dans le « degré » de libéralisme des acteurs patronaux et des acteurs intellectuels nous semble marquant, tout du moins jusque dans les années 1970.

¹⁹⁷ François Denord, *Néo-libéralisme*, *op.cit.*, p.204-205.

¹⁹⁸ Il traduira en effet les principaux ouvrages de Friedrich Hayek et de Ludwig Von Mises.

¹⁹⁹ Pierre Lhoste-Lachaume, *La clef de voûte de la liberté*, Paris, SEDIF, 1954, p.7.

²⁰⁰ Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux », *art.cit.*

²⁰¹ Florent Le Bot, « Années 1960, un retour au corporatisme des années 1930 ? Les Jeunes Patrons et l'esprit de communauté, versus marxisme et libéralisme », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, Paris, Rive Neuve Editions, 2011, p.167-188 ; François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.203-204.

²⁰² François Denord, *Néo-libéralisme version française*, *op.cit.*, p.255-257.

d'organiser des rapprochements en organisant une rencontre entre néo-libéraux et catholiques sociaux à la fin des années 1950. Ce souci de dialogue avec les catholiques sociaux sera une constante dans l'histoire de la diffusion des idées libérales en France comme nous le verrons avec l'étude de l'ALEPS créée en 1966.

Les acteurs principaux du Colloque Walter Lippmann ne renouvelle pas la tentative de créer un véritable mouvement intellectuel et politique en faveur d'une doctrine libérale commune. A l'inverse de l'Allemagne où l'ordo-libéralisme est constituée sous la forme d'une école qui a des relais dans la classe politique (notamment Ludwig Erhard) et qui est doté d'un journal reflétant une doctrine (la revue *ordo*), en France il existe des initiatives éclatées mais il n'y a pas de structures mises en place pour la diffusion d'une doctrine libérale. Contrairement aux Etats-Unis où des initiatives mêlant acteurs patronaux et intellectuels sont menées²⁰³, en France, on n'assiste pas à l'institutionnalisation d'un forum de discussion commun permettant de rendre audible une doctrine libérale renouvelée.

2.4 Quelques moments libéraux dans le champ politique

Marginalisés suite à la guerre, les néo-libéraux qui avaient pour volonté de redonner corps à une doctrine et à une organisation libérale, restent représentés dans l'après-guerre dans le champ académique et patronal par des individualités. Cependant, leur influence politique reste marginale dans le lendemain direct de la guerre, les partis politiques défendant des conceptions économiques libérales (comme l'Alliance Démocratique et la Fédération Républicaine) ayant perdu leur crédibilité auprès de leur électorat en raison de la compromission de certains de leurs dirigeants, comme Pierre Etienne Flandin, avec le régime de Vichy²⁰⁴. Cependant les acteurs politiques libéraux vont se rassembler autour de deux pôles : le Rassemblement des gauches républicaines (qui rassemble des petits partis politiques comme l'UDSR et une partie de la droite du parti radical) et le CNI fondé en 1948 (CNIP à partir de 1951), qui comme l'a montré Gilles Richard²⁰⁵ permettra à travers son hebdomadaire *France Indépendante* à des acteurs libéraux de s'exprimer (Jacques Rueff soutiendra

²⁰³ La *Foundation for Economic Education* est financée par des acteurs patronaux américains et réunit déjà des intellectuels libertariens comme Murray Rothbard. Cf. Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis*, *op.cit.*, p.35.

²⁰⁴ Gilles Martinez, « Comment les libéraux sont arrivés à Vichy. Etude d'un parcours paradoxal », *art.cit.*, p.571-590.

²⁰⁵ Gilles Richard, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés*, thèse de doctorat d'Etat ès lettres et sciences humaines dirigée par Serge Berstein, IEP Paris, 1998, p.91-113.

d'ailleurs l'initiative du CNIP et en deviendra un membre). Ce regroupement à droite de partis politiques d'avant-guerre est payant, puisqu'il leur permet d'obtenir une centaine d'élus à l'Assemblée Nationale en 1951 et à Antoine Pinay de devenir Président du Conseil en 1952²⁰⁶. Cela constitue un « moment libéral »²⁰⁷ important dans le champ politique, ne serait-ce qu'en raison de la personnalité d'Antoine Pinay qui a joui d'une réelle popularité auprès de l'opinion publique - 56 % des Français regretteront son départ²⁰⁸ -, qui lui reconnaissait sa compétence en matière de gestion de l'argent public²⁰⁹. De plus, la politique qu'il mène est clairement inspirée par le libéralisme économique, puisqu'elle repose sur des restrictions budgétaires par la compression des dépenses publiques, un emprunt indexé sur l'or, un combat contre l'inflation et la défense du franc fort²¹⁰.

Un autre moment politique libéral important est l'implication directe d'une des figures intellectuelles du libéralisme français d'après guerre, Jacques Rueff, dans l'élaboration d'un plan de redressement économique avec le concours d'Antoine Pinay. Le plan Pinay-Rueff²¹¹ a bénéficié d'une fenêtre d'opportunité²¹² avec les troubles d'Algérie et la crise politique profonde en résultant, qui appelait une solution rapide à un problème de finances publiques. Cette conjonction de facteurs a rendu possible ce qu'un acteur libéral appellera à posteriori une « alliance entre le gaullisme et le libéralisme »²¹³. Jacques Rueff participera à ce plan suite à une note technique qu'il avait adressé au ministre des Finances et qui proposait de lutter contre l'inflation : « Éléments pour un programme de rénovation économique et

²⁰⁶ René Rémond, *Les droites en France*, op.cit., p.239-255.

²⁰⁷ Nous empruntons l'expression « moment » pour qualifier un infléchissement dans les politiques publiques au politologue Johan Michel qui dans un article (« Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », art.cit.) destiné à interroger l'hypothèse de « tournant néo-libéral » en conclut plutôt à l'existence d'« inflexions néo-libérales ». Cette idée est partagée par certains libéraux qui, ayant une vision finalement proche de l'analyste, ont jugé à posteriori que l'histoire politique de la France comprenait des « moments » libéraux. C'est la thèse de l'ouvrage dirigé par Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997. En outre, l'économiste Charles Gave, proche d'Alain Madelin, déclarait ainsi à l'historien Philippe Benassaya : « il n'y a jamais eu de véritable politique libérale en France, sauf peut-être sous Louis-Philippe, Adolphe Thiers et pendant l'époque du plan Pinay-Rueff », in *Les Hussards Perdus*, op.cit., p.48.

²⁰⁸ Pierre Levêque, *Histoire des forces politiques en France de 1940 à nos jours*, Tome 3, Armand Colin, 1997, p.320.

²⁰⁹ René Rémond, op.cit., p.245-246.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ Sur le plan Pinay-Rueff voir Michel-Pierre Chelini, « Le Plan de stabilisation Pinay-Rueff : 1958 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°4, octobre-décembre, 2001, p.102-122.

²¹² Cette notion de « fenêtre d'opportunité » est un modèle permettant d'analyser les politiques publiques développé par le politologue John W. Kingdon (*Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston (Mass.), Little, Brown and Co, 1984). Considérant que la sphère politique est divisée en trois courants (*problem stream, policy stream et political stream*), il montre que lorsque ces derniers se rejoignent, des fenêtres d'opportunité s'ouvrent permettant des changements dans les politiques publiques. L'auteur insiste sur le rôle d'entrepreneurs politiques qui peuvent profiter de l'ouverture de ces fenêtres d'opportunités pour mettre en avant leurs solutions. Sur ce modèle voir Pauline Ravinet « Fenêtre d'opportunité », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, 2010, p. 274-282.

²¹³ Christian Stoffaës, « Le plan de 1958 et l'enracinement économique de la Ve République » in Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997, p.437-461.

financière »²¹⁴. Antoine Pinay, sans grand enthousiasme, accepte d'impliquer Jacques Rueff dans ce plan de redressement de l'économie à partir des travaux d'un comité d'experts libéraux qui travaille de façon secrète et qui comprend notamment des figures du patronat²¹⁵. Les mesures retenues par le comité comprennent des coupes claires dans la dépense publique, la hausse des impôts, une dévaluation de la monnaie et la création d'un nouveau franc convertible et une ouverture des frontières accrue ouvrant la France à la concurrence internationale²¹⁶. Ce plan restera par la suite dans la mémoire des libéraux qui y verront une réussite tant sur la forme, car il s'agit selon eux d'« une opération menée de main de maître ; pas de consultations superflues : on ne fait pas de tables rondes, on ne consulte pas les syndicats tour à tour²¹⁷ », que sur le fond car il a permis de creuser le sillon de la libéralisation de l'économie française par son ouverture à la concurrence internationale²¹⁸.

Un dernier moment libéral dans le champ politique reste à évoquer car il implique également Jacques Rueff. Il s'agit de la constitution du Comité Armand-Rueff à la fin de l'année 1959, dont la composition officielle est plus hétérogène que le comité d'experts réuni en 1958, puisqu'il fait aussi bien appel à des syndicalistes, qu'à des universitaires, qu'à des patrons chrétiens qu'à des dirigeants d'entreprises nationalisées²¹⁹. Les réunions de ce comité donnent lieu à un *Rapport sur les obstacles à l'expansion économique* qui dénonce notamment les rigidités existantes dans certains métiers et qui propose des réformes des administrations publiques. Bien que les préconisations de ce rapport n'aient pas été suivies dans l'immédiat²²⁰, le Comité Armand-Rueff et le rapport qui en est ressorti est important, d'une part parce qu'il est le premier d'une longue série d'autres rapports publics préconisant une certaine libéralisation de l'économie²²¹ et parce qu'il restera très important dans l'imaginaire des libéraux français qui considéreront ses préconisations toujours d'actualité²²². Gaston Leduc - qui deviendra un acteur libéral français de premier plan en devenant le Président de la Société du Mont Pélerin en 1976 - lors d'un colloque organisé par l'ALEPS en

²¹⁴ Michel-Pierre Chelini, *art.cit.*, p.107.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*, p.109.

²¹⁷ Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, *op.cit.*, p.460.

²¹⁸ Christian Stoffaes, *art.cit.* in *Aux sources du modèle libéral français*, *op.cit.*

²¹⁹ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.262-263.

²²⁰ Georges Villiers, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la remise du Grand prix André Arnoux de la Pensée Libérale à Jacques Rueff en 1967, rappellera l'intérêt des préconisations du rapport Armand-Rueff et regrettera qu'elles n'aient pas été suivies (« Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°3, p.7.)

²²¹ François Denord, *Néo-libéralisme version française...*, *op.cit.*, p.263.

²²² René Berger-Perrin, « L'actualité du rapport Rueff-Armand », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°36, octobre-décembre 1979, p.20-35.

1977, intitulé « Les solutions sont libérales », rappellera d'ailleurs l'importance de ce rapport « jeté aux oubliettes »²²³.

Nous avons vu qu'après la Seconde guerre mondiale les tentatives d'institutionnalisation du néo-libéralisme sont rendues difficiles et que la nébuleuse néo-libérale restera largement fragmentée pour des raisons institutionnelles et idéologiques. Bien que certains intellectuels occuperont des positions importantes dans le champ académique (Maurice Allais, Daniel Villey...) ou parfois dans le champ de l'expertise publique (Jacques Rueff), il n'y aura pas d'organisations pérennes rassemblant les différents réseaux d'acteurs favorables à une libéralisation de l'économie (économistes, acteurs politiques de droite, patronat). Le patronat créera quelques structures qui produiront une doctrine en réaction à un patronat modernisateur, tandis que dans le champ politique, profitant d'une fenêtre d'opportunité, des personnalités vont mettre en place quelques mesures libérales grâce à la collaboration entre représentants politiques de la droite libérale (Antoine Pinay) et intellectuels libéraux (Jacques Rueff et Louis Armand). Cette alliance politique entre le gaullisme et le libéralisme ne sera que passagère et face à l'« ardente obligation du plan » du Général de Gaulle, une partie des économistes universitaires et du patronat vont créer une organisation permettant une collaboration entre des acteurs qui étaient auparavant dispersés, dans le cadre d'une nébuleuse plus large de *think-tanks* et d'organisations patronales : il s'agit de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social.

²²³ Gaston Leduc, « Compte-rendu du colloque-débats, les solutions sont libérales, 13 décembre 1977 », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°29, janvier, février, mars 1978, p.6.

3) Genèse et contexte de création de l’ALEPS, point de rencontre des libéraux

Les années 1960 sont marquées par une stabilité institutionnelle et par la domination du gaullisme et du dirigisme sur le plan économique. Une partie du patronat conservateur est mécontente de cette évolution ainsi que des positions prises par certains réformateurs proposant de transformer le pouvoir de décision dans l’entreprise. Toutes ces conditions fournissent un contexte favorable pour l’ALEPS en 1966 qui aura pour objectif de réhabiliter la doctrine économique libérale et intégrera l’une des figures françaises du colloque Walter Lippmann, Jacques Rueff (qui sera l’un des initiateurs de sa création), ainsi que la plupart des membres français de la Société du Mont Pèlerin dont Gaston Leduc ou Daniel Villey qui se situent alors dans la continuité du libéralisme tel qu’il était promu au colloque Lippmann²²⁴.

La nature de l’Association est en elle même discutée par les analystes : parfois considérée comme une Société du Mont Pélerin²²⁵ à l’échelle de la France²²⁶, Michel Offerlé la considère quant à lui comme un *think tank* patronal²²⁷. Nous allons voir qu’au départ, l’ALEPS est une organisation patronale qui s’adresse à un public spécifique de responsables d’entreprises, qui s’ouvrira par la suite et deviendra ce qu’il convient d’appeler un *advocacy tank*. Selon la politiste Philippa Sherrington, les think-tank sont des « organisations relativement indépendantes, impliquées dans la recherche sur un large spectre d’intérêts. Leur objectif premier est de disséminer cette recherche aussi largement que possible avec l’intention d’influencer le processus de formation des politiques publiques²²⁸ ». Les dimensions de recherche à proprement parler, ainsi que la volonté d’influer directement sur les politiques publiques n’apparaîtront à la fin des années 1970 lorsqu’une nouvelle génération arrivera à l’ALEPS.

²²⁴ Daniel Villey avait par exemple fermement critiqué Ludwig Von Mises lors du Colloque d’Ostende en 1957 (l’objectif de ce colloque d’Ostende était de faire un bilan de l’évolution du libéralisme depuis le colloque Walter Lippmann). Cf. Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.180-190.

²²⁵ La Société du Mont Pélerin a été fondée par Friedrich Hayek et le Suisse Albert Hunold près de Vevey en Suisse en 1947. L’objectif de ses membres et notamment de Hayek est de réunir des intellectuels libéraux et d’entretenir des liens entre eux afin de changer le climat intellectuel qui était alors défavorable à leurs idées. L’organisation va constituer un réseau international qui va permettre de créer des *think-tank* favorables au néo-libéralisme à travers le monde. cf. François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *art.cit.*, p. 9-20 ; Ronald Hartwell, *A History of the Mont-Pèlerin Society*, *op.cit.*

²²⁶ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.160 ; François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *art.cit.*

²²⁷ Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009, p.42.

²²⁸ Cité dans Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think-tank, cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Le Félin, 2009, p.30.

Dans un premier temps l’ALEPS apparaîtra avant tout comme un forum de sociabilité²²⁹ qui réunit des acteurs dotés d’un important capital symbolique²³⁰ provenant de l’espace académique, de l’univers patronal ou journalistique qui s’inscrivent dans un contexte discursif qu’il conviendra de rappeler. Le répertoire d’action collective²³¹ dans lequel puise l’ALEPS, qui privilégie la remise de prix littéraires, de colloques et de réunions publiques favorisant un certain entre-soi, montrent que l’Association s’adresse d’abord à une élite intellectuelle assez restreinte.

3.1 Le contexte social et politique de la création de l’ALEPS : un patronat remonté

Nous avons évoqué les divisions internes au patronat au lendemain de la guerre. Ces divisions portent notamment sur la question du protectionnisme et de l’ouverture européenne qui touchent de manière différenciée les entreprises (certaines en profitant directement)²³² et sur l’organisation des rapports entre salariés et patrons dans l’entreprise. Une partie du patronat était prête à accepter l’économie concertée d’après-guerre, tandis qu’une frange plus conservatrice du patronat souhaitait que l’Etat se cantonne à ses fonctions régaliennes. Le haut-fonctionnaire François Bloch-Lainé relance le débat sur l’entreprise dans son ouvrage *Pour une réforme de l’entreprise*²³³ qui propose de donner davantage de pouvoir aux salariés en proposant de réformer le mode de désignation et de contrôle du groupe « dirigeant » des grandes entreprises. Dans son modèle, les entreprises ne seraient plus comptables que devant le capital mais également vis-à-vis des salariés et de la collectivité nationale représentée par le

²²⁹ La sociabilité est comprise par le sociologue allemand Georg Simmel comme un ensemble d’interactions réciproques qui lient socialement les individus entre eux. Sur cette notion et son évolution voir Carole Anne Rivière, « La spécificité française de la construction sociologique du concept de sociabilité », *Réseaux*, 2004/1 n° 123, p. 207-231.

²³⁰ Sur la relation entre la dotation en capital symbolique et les modalités d’engagement des intellectuels, voir Gisèle Sapiro, « Modèles d’intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 n° 176-177, p. 8-31.

²³¹ Cette notion a été développée par l’historien Charles Tilly notamment dans « Les origines du répertoire d’action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, 1984, n°4, p.99. Pour une discussion contemporaine de ce concept voir Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l’action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, 2008/1 n° 81 , p. 181-202.

²³² Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, *op.cit.*, p.100-101 ; Laurence Badel, « Protectionnisme : un patronat divisé », in Jean-Claude Daumas (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p. 974-978. Elle précise : « A la vulgate relative au protectionnisme consubstantiel du patronat français, vulgate issue du mélinisme et qui connaît des résurgences périodiques, s’oppose l’image plus nuancée donnée aujourd’hui par une majorité d’historiens : celle d’un monde divisé sur l’attitude à adopter face à l’ouverture du marché national et à la concurrence internationale », p.974.

²³³ *Pour une réforme de l’entreprise*, Paris, Seuil, 1963.

plan. Le succès médiatique de ce livre (par exemple le magazine *Paris-Match* y consacra un article), et sa réception dans le monde politique (De Gaulle le trouva intéressant) inquiétera une partie du patronat. Comme le précise Henri Weber : « C'est plus qu'il n'en fallait pour inquiéter l'aile conservatrice du Patronat²³⁴ ». Le CNPF réagira par l'intermédiaire de Pierre de Calan, un permanent patronal qui deviendra une figure centrale de la diffusion des idées libérales et qui participera aux réunions de l'ALEPS. Celui-ci publie un essai au titre évocateur, *Renaissances des libertés économiques et sociales*²³⁵, en contrepoint de celui de François Bloch Lainé où il y défend une conception libérale relativement orthodoxe de la justification du rôle du patron dans l'entreprise : celui-ci est le décideur légitime de l'entreprise car c'est lui qui prend les risques avec son capital, il s'oppose à la commission de surveillance composée de salariés (incapables de prendre des décisions difficiles pour l'entreprise) et de représentants de l'Etat, cette idée constituant selon lui une marche vers le socialisme. Pour lui, la grande bataille des années 1960 est entre les dirigistes et les libéraux et le patronat doit s'engager corps et âme dans le combat d'idées : « Dans cette bataille, affirme Pierre de Calan, le CNPF a un rôle déterminant à jouer. Il doit cesser d'adopter un profil bas, de prendre systématiquement le parti de la discrétion pour ne pas heurter ses partenaires de l'administration. A l'instar des syndicats ouvriers, il doit se faire le champion d'un « projet de société », se doter d'une idéologie exprimant un système de valeurs et de représentation. Aux utopies mobilisatrices du mouvement ouvrier et de la technocratie d'Etat élaborées et diffusées par les clubs, le patronat doit opposer la sienne propre, faute de quoi il sera défait par ses adversaires, peut-être même sans combat²³⁶. » Son discours combatif s'adresse d'une part aux haut-fonctionnaires – dont François Bloch-Lainé fait partie – mais surtout pour objectif de sensibiliser et de mobiliser ses amis du CNPF qui sont à l'époque de plus en plus concurrencés par d'autres syndicats patronaux, notamment le Centre des Jeunes Patrons qui prend position en 1961 pour la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise²³⁷.

²³⁴ Henri Weber, *Le parti des patrons*, op.cit., p.176.

²³⁵ Pierre de Calan, *Renaissance des libertés économiques et sociales*, Paris, Plon, 1963.

²³⁶ Cité in Henri Weber, *Le parti des patrons*, op.cit., p. 187.

²³⁷ Florent Le Bot, art.cit. in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, op.cit., 2011, p.167-188.

Pierre de Calan (1911-1993)

Pierre de Calan est issu d'une famille de nobles bretons. Il étudie à la Faculté de droit de Paris puis à l'École libre des sciences politiques. Il est reçu à l'Inspection des finances en 1936. Il est lieutenant d'infanterie pendant la « drôle de guerre », retenu prisonnier pendant un temps par les allemands, il réintègre l'inspection des finances en 1944. En 1950, il prend la tête du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, il entame parallèlement une carrière au CNPF dont il devient vice-président en 1972 et échouera à en devenir le Président. Il rejoint la mécanique lourde en 1965 en devenant PDG de la Société française de construction Babcock et Wilcox (qui deviendra Babcock-Fives à partir de 1970). Il sera également Président de Barclays Bank SA (1974-1982) et administrateur de nombreuses sociétés. Il écrira au cours de son existence plusieurs essais économiques et sociaux, ainsi que des pièces de Théâtre et des romans, il deviendra membre de l'Académie des Sciences Morales et politiques en 1984.

(sources : Henri Weber, *op.cit.*, p.117-180 ; fiche sur le site de l'Académie des Sciences Morales et Politiques : http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/decade/LANDE_CALAN.htm)

Pierre de Calan, soutenu par les PME, sera à l'initiative de la charte libérale du CNPF de 1965 votée en Assemblée Générale. Cette Charte rappelle des principes économiques libéraux comme : « le profit est l'un des moteurs essentiels de la croissance économique et, par les investissements et l'expansion qu'il suscite, la garantie de l'avenir » ou « la vérité et la liberté des prix sont la condition même de toute vie économique et sociale orientée vers le progrès »²³⁸. L'adoption de cette Charte a créé un remous très important à l'intérieur du patronat (protestation de sa frange modernisatrice) et à l'extérieur, les dirigeants du CNPF ayant été convoqués par le Ministre de l'Industrie Michel Maurice-Bokanowski pour une mise au point. Cette tentative de faire du patronat, un patronat d'idées, avec cette Charte ne perdurera pas²³⁹, aux dires même de Pierre de Calan qui qualifiera ce moment de « victoire éphémère²⁴⁰ ». Le mécontentement gronde donc au sein du patronat, surtout parmi les PME qui sont représentées par la CGPME dont le dirigeant, Léon Gingembre, qui est proche du CNIP, a également des conceptions économiques libérales²⁴¹. Cette frustration s'exprime également par le biais de l'ancien président de la SNCF, Louis Armand, qui écrit une série d'articles dans *Le Figaro* pour dénoncer le manque de libéralisation de la France par rapport à l'Allemagne²⁴².

Il était important de rappeler ce climat de pensée patronale des années 1960 précédant la création de l'ALEPS, car celle-ci se fera à partir d'un constat partagé de la part de certains

²³⁸ Cité in François Denord, *Néo-libéralisme...*, *op.cit.*, p.274.

²³⁹ Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, *op.cit.*, p. 86.

²⁴⁰ Henri Weber, *Le parti des patrons*, *op.cit.*, p. 188-192.

²⁴¹ Sylvie Guillaume, « L'instrumentalisation des Petites et moyennes entreprises par les droites de 1944 à nos jours », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, *op.cit.*

²⁴² Louis Armand, « L'Etat et entreprise », *Le Figaro*, les 24, 25, 26 décembre 1965 (reproduit dans ALEPS, *L'Efficacité sociale du libéralisme. 4^{ème} semaine de la Pensée Libérale*, décembre 1971, Paris, Editions Albatros, 1972).

acteurs patronaux qui rejoindront par la suite l'ALEPS qui est dressé par Jacques Rueff lorsqu'on lui remettra le prix de la Pensée Libérale : « L'idée que la liberté économique est le fondement du progrès social, à laquelle nous sommes tous profondément attachés, est très peu répandue dans les sociétés modernes²⁴³ ».

Il convient d'évoquer en parallèle un autre combat que mène depuis plusieurs années un groupe d'acteurs qui soutiendra la création de l'ALEPS, celui des anti-communistes militants mené par d'anciens collaborationnistes passés auparavant par le Parti Communiste ou par la SFIO. Les principaux représentants de cette tendance anti-communiste (qui est différente de celle, intellectuelle menée par Raymond Aron autour de la revue *Preuves*) sont Georges Albertini, leur leader, Boris Souvarine²⁴⁴ et Claude Harmel (qui signe ses articles sous le nom de Guy Lemonnier). L'organisation que va mettre en place Georges Albertini avec ses collaborateurs à travers le *Bulletin d'études et d'informations de politique internationale* créé en 1951 et qui deviendra la revue *Est et Ouest* en janvier 1956, et les *Informations politiques et sociales* (qui prennent l'aspect de fiches sur les sympathisants qui sont selon eux « pro-soviétiques »), va jouer un rôle considérable dans la diffusion de l'anti-communisme en France. Ses collaborateurs sont souvent, comme Albertini, des anciens militants de gauche passés par la collaboration, et qui par leur connaissance du milieu syndicaliste, intéresse une partie du patronat (comme l'Union des Industries Métallurgiques et Minières) qui les subventionnera²⁴⁵. Ce reclassement de ces acteurs après la guerre, notamment Claude Harmel qui sera l'un des fondateurs de l'ALEPS, s'organise autour de certaines revues pro-atlantistes comme les *Cahiers d'Etudes américaines* dirigés par Achille Dauphin-Meunier (un ex Vichyste que l'on retrouvera aux événements organisés par l'Aleps) qui dirige aussi *La Nouvelle Revue de l'Economie Contemporaine* qui accueille les différents réseaux néo-libéraux que nous avons identifié précédemment (ingénieurs économistes,

²⁴³ « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, p.9, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°3.

²⁴⁴ Boris Souvarine (1895-1984), de son vrai nom Boris Lischitz est le fils d'un artisan joaillier installé à Paris. Il a un diplôme d'ouvrier d'art et est un autodidacte en politique. Il est l'un des premiers à soutenir la révolution bolchévique et va jouer un rôle déterminant dans la scission de la SFIO lors du Congrès de Tour, alors qu'il dirige à l'époque *Le Bulletin Communiste*. Il rompt peu à peu avec le communisme après en avoir vu l'horreur, et publie son ouvrage majeur en 1935, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*. La même année il crée l'Institut d'Histoire Sociale recueillant les archives de la social-démocratie allemande. Il fera parti du Rassemblement National Populaire de Marcel Déat et collaborera avec le Régime de Vichy et sera condamné pour « intelligence avec l'ennemi » après la guerre. Il poursuivra son combat anti-communiste en collaborant au *Bulletin d'études et d'informations de politique internationale* (qui deviendra la revue *Est & Ouest*). Sources : Michel Winock, Jacques Julliard (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Le Seuil, 2009, p.1307-1308 ; Jean Lévy, *Le dossier Georges Albertini, une intelligence avec l'ennemi*, Paris, L'Harmattan, 1992.

²⁴⁵ Jean Lévy, *Le dossier Georges Albertini...*, op.cit.

universitaires, quelques responsables du CNIP)²⁴⁶. Selon le témoignage de Jacques Garelo qui sera le futur Président de l'ALEPS, ces individus seront très actifs aux débuts de l'association, puisqu'il avait l'« habitude de croiser Albertini dans les couloirs de l'ALEPS pendant 2-3 ans ». Ces entrepreneurs politiques joueront également un rôle essentiel dans le reclassement de jeunes militants d'extrême-droite comme Hervé Novelli (qui sera recruté par l'Institut d'Histoire Sociale), Gérard Longuet, Alain Robert ou Alain Madelin qui sous la houlette de Claude Harmel rédigera les premiers bulletins de l'ALEPS et participera à l'organisation des Semaines de la Pensée Libérale²⁴⁷.

Ce sont donc à la fois des réseaux patronaux conservateurs en pleine concurrence idéologique avec des franges plus réformatrices du patronat et des réseaux anti-communistes militants qui ont pour objectif commun de combattre idéologiquement la gauche²⁴⁸ et qui ne se reconnaissent pas pleinement dans le pouvoir gaullien en place²⁴⁹ qui vont conduire ces nébuleuses à créer un forum de discussion commun avec quelques intellectuels comme Jacques Rueff. Cela donnera naissance à la création de l'ALEPS.

²⁴⁶ François Denord, *Néo-libéralisme version française*, *op.cit.*, p. 217-219.

²⁴⁷ Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012 ; Frédéric Charpier, *Génération Occident. De l'extrême droite à la droite*, Paris, Editions du Seuil, 2005, p.187-189.

²⁴⁸ Elle obtient un meilleur score électoral que prévu à l'élection présidentielle de 1965 en mettant en ballottage le Général de Gaulle.

²⁴⁹ Des liens existent entre membres du Centre des Jeunes Patrons, le club Jean Moulin et les gaullistes de Gauche. Cf. Florent Le Bot, *art.cit.*, in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, *op.cit.*, 2011, p.167-188.

3.2 Les conditions de création de l'ALEPS

L'Association pour la liberté économique et le progrès social a été fondée le 10 décembre 1966, officiellement sur la suggestion de l'industriel parisien André Arnoux²⁵⁰, qui en devient le « président-fondateur », tandis que le syndicaliste Hyacinthe Dubreuil (ex-CGT) en est le Président d'honneur²⁵¹ et le professeur Daniel Villey, le Président en exercice. Dans un hommage écrit en l'honneur d'André Arnoux dans le bulletin de l'association, Guy Lemonnier qui en deviendra par la suite le Secrétaire Général (de son vrai nom Claude Harmel) relatera ainsi les conditions de création de l'ALEPS : « En 1966, [André Arnoux] fit toucher quelques-uns d'entre nous, et nous fit part de son désir de faire, d'inciter à faire, d'aider à faire quelque chose dans le domaine intellectuel afin de contrecarrer son envahissement par les idées dirigistes, étatiques, collectivistes et communistes qui finissaient par avoir seules le droit de cité, dans l'Université, dans la presse, voire dans les milieux politiques que l'on aurait cru le plus à l'abri, mais qui se laissaient impressionner eux aussi, faute de savoir opposer d'autres idées à l'invasion de celles qu'on décore du nom de Marx. Et le fervent catholique qu'il était ne voyait pas sans angoisse la contagion gagner l'Eglise elle-même. »²⁵². On voit à travers cette présentation que la création de l'Association obéit avant tout à une logique d'opposition à des doctrines concurrentes (le marxisme, le socialisme...) qui seraient en progression dans différents champs sociaux²⁵³ auxquels ces acteurs désireux de créer une organisation appartiennent : l'entreprise, l'université, l'Eglise et le monde politique. Il est important d'insister sur cette représentation du monde qu'ont les acteurs qui seront les

²⁵⁰ Né le 10 mars 1895, André Arnoux a commencé son activité en reprenant la petite entreprise familiale de son père à 20 ans qui compte alors 15 ouvriers. Son entreprise, la société Chauvin Arnoux s'est développée jusqu'à compter 1200 employés en 1970. Elle a produit du matériel de mesure qui a été vendu dans le monde entier, alors que parallèlement à son activité de PDG André Arnoux fut un inventeur prolifique qui déposa environ 400 brevets dont plusieurs ont été utilisés aux Etats-Unis, en Allemagne et en Angleterre. Il est par ailleurs fondateur de la première fédération des chambres syndicales de la Construction Electrique et a été vice-président du Syndicat national des constructeurs, un des deux fondateurs de l'Association intersyndicale MESUCORA qui rassemble douze chambres syndicales de la Mesure. Il a réalisé dans ce cadre de nombreuses missions à l'étranger. A côté de ses activités professionnelles, André Arnoux eut une activité littéraire prolifique et publia notamment *Livre de plénitude* en 1964 préfacé par le Général Weygand et *La voie du bonheur*, 1944. Il eut également le grade de commandeur de la Légion d'Honneur. Sources : Jacques Rueff, « Hommage à André Arnoux », *Liberté économique et progrès social*, n°4, mars 1970 ; Guy Lemonnier, « Hommage à André Arnoux », *Liberté économique et progrès social*, n°5, septembre 1971.

²⁵¹ Cette composition n'est pas anodine comme le montre la manière dont l'Association se présenta à sa première manifestation publique : « L'ALEPS s'honore d'avoir à sa tête deux "producteurs", un patron et un ouvrier, tous deux écrivains, son président fondateur M. André Arnoux, son Président d'honneur, M. Hyacinthe Dubreuil. », « Compte-rendu de la Première Semaine de la Pensée Libérale », 14-20 novembre 1968, p.4, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

²⁵² Guy Lemonnier, « Hommage à André Arnoux », *Liberté économique et progrès social*, n°6, septembre 1971.

²⁵³ Nous utilisons cette notion en référence à Pierre Bourdieu pour qui chaque champ social fait l'objet de concurrences pour sa domination.

plus impliqués dans l’ALEPS, car elle explique en partie le choix des actions qui seront menées et les postures politiques qui seront adoptées. Leur objectif est de mener un « combat au sein de l’entreprise »²⁵⁴, qui sera principalement mené par l’Institut Supérieur du Travail fondé par Claude Harmel et qui offrira des « formations » auprès de grandes entreprises pour lutter contre l’influence des syndicats, mais aussi au sein de l’église catholique dans la lignée du Centre Libéral Spiritualiste de Pierre Lhoste-Lachaume et de Raoul Audouin, membres de la Société du Mont Pèlerin²⁵⁵, ainsi que dans le monde universitaire (à la même époque Claude Harmel et Achille Dauphin-Meunier²⁵⁶ créent la faculté autonome autogérée²⁵⁷).

Ce sont donc davantage des conservateurs²⁵⁸ soucieux de lutter contre l’influence de la gauche au sein de leurs mondes sociaux que des doctrinaires libéraux qui sont à l’origine de l’ALEPS qui sera le fer de lance par la suite d’un libéralisme économique radical dans les années 1980.

D’un point de vue organisationnel les statuts de l’Association qui paraissent au *Journal Officiel* font apparaître une structure peu organisée et aux contours flous. Voici les objectifs que s’assigne l’association :

« - étudier l’ensemble des conditions qui permettent aux sociétés humaines de vivre dans la liberté et de progresser de manière continue au profit de tous.

- affirmer et de diffuser dans l’opinion les principes et les idées d’un libéralisme actuel et d’avenir.

- créer et de gérer des prix, bourses d’études et de voyage, fondations et œuvres diverses, et plus généralement tout ce que le Conseil d’Administration décidera²⁵⁹ ».

Le cadre juridique laisse donc une large part de liberté aux membres de l’association pour l’avenir. Ceci peut s’expliquer par le fait qu’à la base l’ALEPS ne devait être qu’éphémère et n’était qu’un prétexte pour servir un objectif très précis. En effet, selon Frédéric Charpier qui a enquêté, notamment en s’entretenant pour cela avec Claude Harmel

²⁵⁴ Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

²⁵⁵ Cela peut expliquer les futurs colloques de réflexion sur la relation entre libéralisme et doctrine sociale de l’Eglise qui seront organisés par l’ALEPS (voir annexe 2)

²⁵⁶ Il était un membre libertaire de la CGT avant de devenir collaborationniste. Cf. Frédéric Charpier, *Génération Occident...*, *op.cit.*, p.189.

²⁵⁷ Cette faculté créée en 1967 a pour objectif d’enseigner les matières d’Université mais avec une « inspiration humaniste et chrétienne ». Cf. http://www.facoparis.com/fr/unefaculteindependante_historique.htm

²⁵⁸ Jacques Garelo nous l’a confirmé lors de notre entretien (8 juin 2012).

²⁵⁹ D’après les statuts parus au *Journal Officiel* du 10 décembre 1966 (cité in « L’Aleps fête ses quarante ans », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°118, janvier 2007, p.2.)

(aujourd'hui décédé)²⁶⁰, l'un des fondateurs de l'Association, les causes et les initiateurs de la création de l'ALEPS sont tout autres. Selon lui, Henri Barbé, proche de Georges Albertini serait allé voir Claude Harmel pour aider son ami André Arnoux - qui comme nous l'avons vu a écrit divers romans, essais, contes et œuvres littéraires - à entrer à l'Académie des sciences morales et politiques. Avec Michel Hamelet (un ex-collaborateur), qui avait écrit des articles anti-communistes dans *Le Figaro*, ils se réunirent et décidèrent de créer un prix littéraire dont l'ALEPS servirait de cadre juridique. Les patrons soutenant la démarche à l'époque n'y voyaient pas d'autre usage à long terme, mais c'est Claude Harmel (qui en deviendra Secrétaire Général et qui y jouera un rôle très actif jusqu'en 1974) qui a décidé de pérenniser l'Association en créant les Semaines de la Pensée Libérale²⁶¹.

La création de l'ALEPS résulte donc de la volonté d'un membre du patronat intellectuel d'acquérir un capital symbolique plus important qu'il n'avait (même s'il était déjà Commandeur de la Légion d'Honneur et était à la tête d'une grande entreprise) et il est soutenu dans cette démarche par des militants anti-communistes, particulièrement Claude Harmel qui devient progressivement un passeur entre le monde patronal et les militants anti-communistes, qui vont se saisir de cette opportunité pour intégrer l'ALEPS dans un réseau plus large d'organisations anti-communistes et l'orienter vers ce combat.

Les premiers membres actifs de l'ALEPS, bien qu'hétérogènes, ont pour point commun une pluri-appartenance à différentes organisations militantes ou intellectuelles et une position dominante dans leurs champs respectifs. André Arnoux est un chef d'entreprise à la tête d'une entreprise de 1200 salariés, ayant déposé près de 400 brevets, et Jacques Rueff rappellera dans un éloge rédigé à sa mort en 1971 sa qualité de dirigeant selon lui - son entreprise n'ayant pas connu de grèves depuis 1936 - tandis qu'il avait créé une association « Arts et Loisirs » en son sein²⁶². Hyacinthe Dubreuil, le Président d'Honneur, qui était à la fois ouvrier d'atelier, syndicaliste (d'abord à la CGT) et écrivain autodidacte, s'était déjà rendu célèbre en 1929 avec la parution de son ouvrage *Standards : le travail américain vu par un ouvrier français*, qui rendait compte de son voyage aux Etats-Unis et des nouvelles techniques de production. Il avait adopté par la suite une posture hétérodoxe en s'associant tout d'abord aux travaux du CIRL, puis en devenant un Conseiller du Centre des Jeunes

²⁶⁰ Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op.cit.

²⁶¹ *Ibid.*, p.187-188.

²⁶² Jacques Rueff, « Hommage à André Arnoux », *Liberté économique et progrès social*, n°4, mars 1970.

Patrons. Un article du premier numéro du bulletin de l'ALEPS lui rend hommage²⁶³ notamment pour ses écrits et pour son opposition à la circulation des idées marxistes dans l'entreprise : il considère notamment que les salariés ne sont pas capables de se substituer au chef d'entreprise dans le processus de décision en raison de leur incompétence. Daniel Villey, le Président en exercice, est quant à lui inscrit de longue date dans un réseau de militants libéraux parmi ses amis économistes universitaires mais également au-delà du cadre national. Il est d'ailleurs membre de la Société d'Economie Politique, et actif au sein de la Société du Mont Pèlerin depuis quelques années, il en deviendra le premier Président français en exercice pendant quelques mois avant son décès en 1968²⁶⁴. Il est remplacé par Luc Bourcier de Carbon²⁶⁵, qui est également un professeur agrégé de sciences économiques qui a été expert auprès du Conseil de l'Europe et de cabinets ministériels. Enfin Claude Harmel, le secrétaire Général, a joué un rôle décisif de passeur entre différents espaces sociaux pour servir son combat anti-communiste. Il a permis comme on l'a vu un reclassement d'une jeune génération de militants d'extrême-droite, comme Alain Madelin - auquel il aurait fait découvrir l'économiste libéral classique Frédéric Bastiat²⁶⁶ - ou Hervé Novelli via son implication dans l'Institut d'Histoire Sociale et ses relations avec l'UIMM²⁶⁷.

²⁶³ « Les ateliers autonomes de Hyacinthe Dubreuil », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°1, 1^{er} mai 1969.

²⁶⁴ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*, p.358-359.

²⁶⁵ Luc Bourcier de Carbon (1913-1979) est fils de notaire. Il a étudié à la Faculté de droit, des lettres et des sciences de Paris. Docteur en droit, il est agrégé des facultés de droit et des sciences économiques en 1954. Directeur des études de la Caisse centrale de coopération économique (1944-1954), il devient professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Nancy (1954-1968) tout en étant expert au Conseil de l'Europe (1957-1962) et Conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à l'économie nationale puis à la Marine puis à la Santé Publique et à la population. Il devient professeur d'économie politique à Paris X Nanterre (1968) puis à Assas-Panthéon (1972).

Il est l'auteur d'ouvrages de sciences économiques comme son *Essai sur l'histoire de la pensée et des doctrines économiques*, 1972. Il a été Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier des Palmes Académiques.

Sources : *Who's who in France*, 1979-1980 ; quatrième de couverture de *Liberté Economique et Progrès Social* n°36, octobre-décembre 1979.

²⁶⁶ Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op.cit.*, p. 186.

²⁶⁷ L'UIMM, née avec le XX^{ème} siècle, devient l'une des confédérations patronales les plus puissantes de France et elle occupera la présidence du patronat sans exception jusqu'en 2005. Elle a été créée à l'origine pour tenter d'infléchir les travaux parlementaires dans un sens conforme à l'intérêt des métallurgistes. L'organisation a une longue tradition de promotion de l'action politique directe des patrons et l'octroi de subvention à des individus ou à des organismes de défense patronale. « Au fil des combats, la défense patronale peut se résumer à quelques objectifs : défendre l'entreprise contre toute ingérence extérieure (Etat ou salariés), maintenir le contrôle patronal et restreindre le plus possible les charges. » (source : Danièle Fraboulet, « UIMM », in Jean-Claude Daumas, *Dictionnaire historique des patrons français*, *op.cit.*, p.1082-1089.)

Claude Harmel (alias Guy Lemonnier)

Il a été dans sa jeunesse, dans les années 1930, un militant de la SFIO avant de devenir le Secrétaire Général Adjoint du Rassemblement National Populaire de Marcel Déat pendant la Seconde Guerre mondiale. A la Libération, il est condamné à une dégradation nationale à vie et à quatre ans de prison, mais il sera finalement gracié. Il a collaboré avec Georges Albertini dans la revue *Bulletin d'études et d'informations de politique internationale* (qui deviendra la revue *Est & Ouest*) et fournira des notes sur les mouvements communistes à la CIA. Il fera partie de l'Institut d'Histoire Sociale et fondera l'Institut supérieur du travail en 1969, organisation proche du patronat qui fournira des formations aux questions syndicales dans les entreprises. Il a contribué à la reconversion d'anciens militants d'Occident comme Alain Madelin ou Hervé Novelli auxquels il a fait découvrir le libéralisme économique et qu'il aidera dans leurs carrières. Il meurt en 2011.

Sources : Frédéric Charpier, *Génération Occident, op.cit.*, Abel Mestre, « Claude Harmel, figure de l'anticommunisme, fondateur de l'Institut supérieur du travail », *Le Monde*, 1er décembre 2011. Consultable en ligne : http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2011/11/29/claude-harmel-figure-de-l-anticommunisme-fondateur-de-l-institut-superieur-du-travail_1610927_3382.html

L'ALEPS a donc été fondée dans l'objectif de gérer un prix littéraire, le Grand prix André Arnoux, d'une somme de 10 000 francs de l'époque (de l'ordre de 15 000 euros aujourd'hui), « destiné à distinguer un ouvrage mettant en relief le rôle de la Liberté Economique comme facteur du Progrès Social et la Promotion de l'Homme, l'intention du fondateur étant d'encourager les recherches théoriques et pratiques dans cette direction, ainsi que l'information du public en cette matière »²⁶⁸. Elle est fondée par des acteurs occupant des positions importantes (fort capital symbolique, économique et social) qui à travers sa structure élastique va permettre de structurer progressivement un réseau qui se fixera pour mission dans un premier temps de réhabiliter le mot « libéral »²⁶⁹ qui à l'époque était peu utilisé et qui témoigne de la volonté de militants anti-communistes de se doter d'une véritable doctrine concurrente à opposer²⁷⁰.

²⁶⁸ « Statuts du Grand Prix André Arnoux », *Archives Aleps*, pochette n°3.

²⁶⁹ Claude Harmel a fourni des précisions par la suite quant aux buts de l'ALEPS à ses débuts. Il a expliqué que « L'un des buts, lors de la fondation de l'ALEPS en 1966, était de restaurer l'usage du mot libéral ». Dans cette même note il montre que l'index analytique du Monde de 1968 faisait figurer l'entrée « libéralisme (doctrine économique) », et qu'à cette rubrique on pouvait trouver des éléments d'informations sur l'ALEPS. Cf. « Le jour où réapparut le mot « libéral », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°54, août 1985.

²⁷⁰ Tant Alain Madelin (acteur politique) que Jacques Garelo (intellectuel) diront avoir été amenés au libéralisme par anti-communisme, tandis qu'ils entrent tous les deux à peu près en même temps à l'ALEPS. Cf. entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012 et avec Alain Madelin, 11 mai 2010.

3.3 Une organisation en continuité avec le néo-libéralisme véhiculé après-guerre

L’ALEPS se situe en réalité en continuité par rapport aux différentes organisations faisant la promotion, après la guerre, d’une doctrine libérale renouvelée suite au colloque Walter Lippmann. On retrouve à travers les rencontres qu’organisera l’ALEPS les mêmes réseaux d’acteurs que nous avons identifiés (principalement universitaires et patronaux), ainsi que les mêmes individus comme nous allons le voir par la suite (notamment aux « Semaines de la Pensée Libérale »), ainsi que le même type de discours.

L’analyse des différentes séances de remise des Grand Prix littéraire André Arnoux (voir liste ci-dessous) semble aller dans ce sens et on peut notamment relever d’emblée une hétérogénéité des postures politiques des lauréats du prix, ainsi que le plus souvent, la défense d’un libéralisme tempéré très loin tant des économistes libéraux classiques (Jean-Baptiste Say, David Ricardo) que des conceptions de Friedrich Hayek ou de Milton Friedman, dont les écrits²⁷¹ commencent pourtant à se diffuser à travers le monde mais qui ne seront traduits que bien plus tard en France. Les prix seront attribués aussi bien à des personnalités patronales (Pierre de Calan, Louis Armand, Thierry Maulnier) qu’à des ingénieurs-économistes (Jacques Rueff et Maurice Allais), qu’à des intellectuels (Raymond Aron, Bertrand de Jouvenel) et à un acteur politique européen de premier plan (Jean Rey).

Liste des lauréats du « Grand Prix André Arnoux de la pensée libérale »

- | | |
|--------------------------|-------------------------------|
| - 1967 : Jacques Rueff | - 1971 : Louis Armand |
| - 1968 : Maurice Allais | - 1972 : Jean Rey |
| - 1969 : Raymond Aron | - 1973 : Thierry Maulnier |
| - 1970 : Pierre de Calan | - 1974 : Bertrand de Jouvenel |

²⁷¹ La *Constitution de la liberté* de Friedrich Hayek paraît en 1960, tout comme *Capitalisme et liberté* de Milton Friedman. Même si les approches ne sont pas les mêmes, Friedrich Hayek étant le promoteur d’un libéralisme sur des bases jus-naturalistes tandis que celui de Friedman est davantage utilitariste, ils ont pour point commun de faire la promotion d’un retrait de l’Etat dans l’économie. Cf. Sébastien Caré, *La Pensée Libertarienne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Le rôle des organisations patronales qui sont présentes jusque dans la composition du jury est fondamental. En effet, le premier prix André Arnoux est remis à Jacques Rueff le 21 juin 1967 par Georges Villiers²⁷², président d'honneur du Centre National du Patronat Français, qui, comme on l'a vu, avait financé et créé différentes organisations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. On retrouve donc à la première manifestation publique de l'ALEPS²⁷³ Jacques Rueff qui avait assisté au colloque Lippmann et qui a depuis effectué une carrière de haut fonctionnaire au sein des instances européennes et nationale où il continue de plaider pour un « planisme concurrentiel ». Lors de cette cérémonie, Georges Villiers félicite l'ALEPS « pour l'action de réveil et de défense de la pensée libérale qu'elle a entreprise²⁷⁴ ». Il rappelle également la position patronale concernant les organisations syndicales qui pour être utiles doivent être dépolitisées (la dépolitisation des syndicats est une préoccupation constante du patronat de l'époque). Il revient sur la conception économique des libéraux en la résumant ainsi : « Nous sommes bien d'accord sur la nécessité, pour un *Etat fort*, d'intervenir de façon constante dans la fixation des équilibres globaux de l'économie, avec au premier plan, la préoccupation monétaire²⁷⁵ ». Il oppose par ailleurs, comme les néo-libéraux d'après guerre, la nouvelle doctrine libérale et le libéralisme classique : « C'est ainsi que le libéralisme actuel, heureusement de plus en plus admis, est très différent, vous le voyez, du libéralisme du dix neuvième siècle. Il a maintenant ses *règles*, il a ses *disciplines*²⁷⁶ » Allant dans le même sens, Jacques Rueff, lauréat du prix pour son livre, *L'Ordre social*, bien que dénonçant l'organisation du crédit et les nationalisations et rappelant son attachement au système des prix, vantera dans son discours le modèle économique ordo-libéral allemand : « Eh bien, ce mécanisme des prix, c'est au fond le principal instrument du progrès social : l'Allemagne en a fait la preuve en créant cette « économie sociale de marché », sous l'influence d'un homme dont on parle beaucoup moins depuis quelques mois, mais auquel je tiens à rendre hommage, Ludwig Erhard, parce qu'il a su, le moment venu, réaliser en Allemagne cette révolution profonde qui a substitué à une économie autoritaire en faillite, une économie de marché, dont vous avez vu tous les résultats²⁷⁷ ». Cet hommage appuyé à Ludwig Erhard qui mena les réformes monétaires et économiques prônées par les théoriciens

²⁷² « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, *Archives de l'ALEPS*, Pochette n°3.

²⁷³ Selon l'«histoire officielle» de l'ALEPS, ces remises de prix réunissaient près de 300 personnes. Cf. « L'Aleps fête ses quarante ans », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°118, janvier 2007.

²⁷⁴ *Ibid.*, p.4.

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ *Ibid.* (nous soulignons en italique)

²⁷⁷ *Ibid.*, p.13

de l'école ordo-libérale, Walter Eucken, Franz Böhm, Wilhelm Röpke ou Alexander Rüstow²⁷⁸, est révélateur. Il parle ailleurs de « coup de baguette magique » pour qualifier cette évolution et conclut sur un des principes de l'ordo-libéralisme : « [L'économie libérale] présuppose des *institutions*, elle présuppose des *tribunaux* qui disent le droit, une *police* qui le fasse respecter. Bref, elle exige tout un équipement institutionnel et aussi des hommes voulant sincèrement une société fraternelle et libre²⁷⁹ ». Ce même Jacques Rueff dressera quelques années plus tard un bilan du « libéralisme depuis 50 ans »²⁸⁰ lors d'une Assemblée Générale de l'ALEPS à laquelle sera présent Louis Rougier, auquel il rendra un hommage appuyé en rappelant qu'il avait été à l'initiative du colloque Walter Lippmann. Lors de son intervention il citera un passage entier du livre de Lippmann *La Cité Libre* qui insiste sur les conditions institutionnelles permettant au marché de se réaliser parlant de « la grande mutation qui distingue le libéralisme moderne du régime voulu par Adam Smith, que nous qualifierons de "manchestérien"²⁸¹ ». Pour Jacques Rueff, « ce changement de perspectives a abouti à la conclusion, le 18 avril 1951, du traité de Rome », tout en qualifiant la communauté européenne de « Marché Institutionnel » car il lutte contre les ententes entre les grandes entreprises. Il pointe son caractère profondément réaliste qui par un laisser-faire limité par interventions lui donne des chances d'être moralement acceptable : « Le marché institutionnel est ainsi l'aboutissement et le couronnement de l'effort de rénovation de la pensée libérale qui a pris naissance, il y a une vingtaine d'années, qui, sous le nom de néo-libéralisme ou de libéralisme social, voire de socialisme libéral, a pris conscience, progressivement, des ses aspirations et des méthodes propres à les satisfaire, pour se reconnaître, finalement, dans les formules communautaires de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et dans celles dont la Communauté économique européenne sera, demain, l'application généralisée²⁸² ». Il distingue au passage « libéraux d'ancienne observance » pour qui la liberté est à l'Etat de nature et le « néo-libéral » pour qui la liberté est le fruit d'une évolution institutionnelle. Jacques Rueff, seul néo-libéral à avoir eu un réel rôle politique après la guerre rappelle dans ce discours parmi ses amis libéraux ses conceptions qui n'ont guère évolué depuis le colloque Walter Lippmann et qui en font un partisan de ce que l'on peut appeler un libéralisme par l'Etat. Contrairement au libéralisme radical des autrichiens pour qui le marché est un ordre spontanée, Jacques Rueff (comme les ordo-libéraux) considère que le marché est un ordre

²⁷⁸ Cf. « ordolibéralisme », in Mathieu Laine (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, op.cit., p.448-449.

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ Jacques Rueff, « Le libéralisme depuis cinquante ans », *Liberté économique et progrès social*, n°26, avril-mai-juin 1977, p.12-18.

²⁸¹ *Ibid.*, p.14.

²⁸² *Ibid.* p.16.

institutionnel qui appelle à une intervention de l'Etat pour faire appliquer des règles économiques comme la stabilité des prix, les lois anti-cartels, mais aussi pour faire rendre acceptable l'idée de marché auprès de la population²⁸³.

Au delà des discours publics de Jacques Rueff tenus devant l'ALEPS²⁸⁴, le fait que l'association ait d'abord pensé au début de l'année 1967 à récompenser via son prix, l'ouvrage issu de la thèse de l'élève de Daniel Villey, François Bilger, *La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*²⁸⁵, qui dresse les contours doctrinaux de l'ordo-libéralisme allemand, nous semble, là aussi, révélateur²⁸⁶. Le second lauréat du Grand Prix André Arnoux en 1968 sera Maurice Allais, futur prix Nobel d'économie, qui avait refusé de signer la déclaration d'intention de la Société du Mont Pélerin en 1947, et qui peut être considéré comme l'un des principaux héritiers de Walter Lippmann sur le plan social de par sa volonté de trouver un « tiers chemin » proche des ordo-libéraux tels que Wilhelm Röpke et Alexander Rüstow²⁸⁷. La nomination de Raymond Aron en 1969, quant à lui récompensé pour son livre *L'opium des intellectuels* qui dénonce l'emprise du marxisme sur une partie des intellectuels, montre également une volonté de l'association de ne pas se limiter à une défense restreinte du libéralisme économique, et le discours que tiendra Raymond Aron lors de la remise de son prix est en rupture totale avec le libéralisme économique classique :

« Ce qui caractérise en profondeur le libéral authentique d'aujourd'hui et le distingue du pseudo-libéral, caricatural ou anachronique qu'imaginent ses adversaires, c'est une représentation du monde, une philosophie. Un régime économique est toujours une création humaine : à cet égard, les mécanismes du marché ne diffèrent nullement de la planification centralisée. Que l'on ait jadis jugé le marché conforme à la nature, qu'on y ait vu le résultat de lois dites naturelles, il ne s'agit là que de péripéties de l'histoire des idées. Le contenu proprement scientifique de l'enseignement des économistes se présente le plus souvent enveloppé, parfois dissimulé, dans des représentations idéologiques, des jugements de valeur, des métaphysiques, caractéristiques d'une époque et promises à un

²⁸³ Sa conception du libéralisme économique, finalement proche de celle des ordolibéraux allemands qui consiste à vouloir faire de l'Etat un acteur actif pour mettre en œuvre les règles du marché correspond à l'analyse que nous offre Michel Foucault dans son cours sur la naissance de la biopolitique : « La concurrence, c'est donc un objectif historique de l'art gouvernemental, ce n'est pas une donnée de nature à respecter ». Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979), op.cit.*, p.124.

²⁸⁴ Il joua un rôle également important lors de sa création comme le rappelle Albert Garand, Président Délégué de l'ALEPS lors de cette même cérémonie : « il fut pour nous depuis l'origine de notre association un guide et un soutien aussi fidèle que bienveillant ». Jacques Garello, lors d'un entretien, nous a confirmé son implication et a indiqué que Jacques Rueff lui avait demandé de créer un équivalent français de *L'Institute of Economic Affairs*, think-tank libéral anglais qui joua un rôle intellectuel important et que Margaret Thatcher côtoyait.

²⁸⁵ Paris, LGDJ, 1964.

²⁸⁶ Dans une lettre écrite à l'éditeur de l'ouvrage de François Bilger, Claude Harmel (qui signe Guy Lemonnier) constate l'absence du livre de François Bilger en librairie (qui est l'une des conditions d'attribution du prix André Arnoux). Guy Lemonnier, « lettre à Monsieur Pichon », Paris, 5 janvier 1967, *Archives de l'Aleps*, pochette n°3.

²⁸⁷ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)...*, op.cit., p.267-271.

véritable vieillissement. Ainsi, le libéralisme a été souvent travesti en loi de nature alors qu'il ne s'épanouit qu'avec l'art politique, et de l'art le plus haut. »

On retrouve là la dénonciation de l'idée de « lois naturelles » du marché auquel les hommes devraient se conformer, et réhabilite ce qu'il appelle l'art politique, c'est-à-dire exactement le contraire de ce qui sera promu par les nouveaux « néo-libéraux » français de la fin des années 1970 qui à travers des nouvelles analyses issues de la science économique américaine remettront en cause cette notion et développeront une argumentation offensive remettant violemment en cause l'Etat-providence sans ambiguïtés²⁸⁸.

Le Grand Prix André Arnoux de la pensée libérale manifeste une continuité avec les acteurs néo-libéraux qui s'étaient investis dans la promotion des idées libérales en sanctionnant par un prix symbolique le militantisme des néo-libéraux qui avaient déjà participé soit au Colloque Lippmann (Jacques Rueff et Raymond Aron) soit à la Conférence inaugurale de la Société du Mont Pèlerin (Maurice Allais et Bertrand de Jouvenel), soit des acteurs de premier plan dans la construction européenne (Louis Armand et Jean Rey).

Nous avons montré à travers cette partie que la doctrine économique libérale avait été profondément remise en cause par la crise économique de 1929 qui avait amené d'une part à l'émergence de doctrines économiques et sociales concurrentes, et de l'autre, en réaction, à une refondation de la doctrine économique libérale lors de la tenue du colloque Lippmann à Paris (qui a par la même occasion révélé des clivages entre des acteurs internationaux avec notamment un « pôle allemand » et un « pôle autrichien »). Marginalisés après la Seconde Guerre mondiale, les acteurs libéraux se dispersèrent, alors qu'à la même époque le patronat crée quelques organismes pour lutter contre le planisme et la diffusion du marxisme et que profitant de certaines fenêtres d'opportunité politique, quelques réformes libérales seront menées par des intellectuels libéraux. Mais dans un contexte politique de domination du gaullisme, et un contexte international de Guerre Froide, certains acteurs vont décider d'aller plus loin dans la tentative de fédérer différents réseaux d'acteurs autour de la défense du libéralisme économique en réaction à des conceptions divergentes provenant des milieux syndicaux et patronaux. C'est dans ce contexte que l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social est créée, servant à la base de simple cadre juridique répondant à la volonté de créer un prix littéraire. L'Association faiblement institutionnalisée à sa création, réunissant des acteurs fortement dotés en capital symbolique, fournira grâce à son cadre peu

²⁸⁸ Interrogés sur Raymond Aron, ces « Nouveaux Economistes » se sont montré très sévères avec lui et n'était pas libéral selon eux. (cf. entretien avec Henri Lepage, Pascal Salin, Jacques Garelli).

rigide et à certains acteurs hautement dotés en capital social, de réunir certains réseaux d'acteurs autour d'une représentation commune du monde qui reste largement à définir et à diffuser. Cela sera le but de l'Association qui se développera dans les années 1970 et qui connaîtra l'apogée de son histoire lorsqu'une nouvelle génération en prendra le contrôle.

PARTIE II – D’UN LIBERALISME A UN AUTRE

« [Les libéraux] n’ont pas assez rapidement compris, à une époque où la science économique et la sociologie débutaient, que l’économique appartient à l’ordre des moyens et que comme tous les moyens, il n’a de valeurs que par rapport à une fin, qu’elle soit de l’ordre politique, philosophique, religieuse, ou plus modestement, sociale, en tout cas : humaine. »

Pierre de Calan,
« Discours de Pierre de Calan, lauréat du prix André Arnoux », *Le libéralisme sortie de secours du socialisme. Troisième semaine de la pensée libérale*, novembre 1970, Paris, Editions Etapes, 1971, p.216.

« Quand on dit que je suis libéral, on devrait dire que je suis partisan d’une politique de marché [...] pas du tout par fidélité à une idéologie irrationnelle, mais parce que le marché est le moyen de donner aux hommes ce qu’ils désirent le plus, c’est-à-dire du bien-être, et la possibilité de créer des richesses avant de les répartir. »

Jacques Rueff,
Le Renouveau de la pensée libérale. Deuxième semaine de la pensée libérale d’octobre 1969, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1970, p.186.

« " Quelle politique économique à long terme un mouvement libéral se doit-il de proposer à la nation ? " Telle est la question qui m’a été posée. Ma réponse sera brutale et simple : AUCUNE.

Je suis en effet de ceux qui considèrent que moins nous aurons de politique économique, mieux nous nous porterons. Je ne crois plus aux politiques économiques. Les progrès les plus récents réalisés par la théorie économique contemporaine, en particulier dans le domaine de la micro-économie (je me réfère là à tous les travaux de l’école de Chicago) débouchent sur un message clair et concis : à savoir que les concepts de politique économique hérités, d’une part, des travaux d’Arthur Pigou sur les fondements de l’ "Economie mixte" , d’autre part, de la Révolution keynésienne, conduisent dans le long terme à des conséquences plus néfastes que bénéfiques pour la société. »

Henri Lepage,
Intervention lors du colloque « Les solutions sont libérales », organisé par l’ALEPS à Paris, le 13 décembre 1977. (citation extraite de Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Hachette, 1978, p. 416).

La création de l'ALEPS, à l'initiative d'individus appartenant à des réseaux anti-communistes et patronaux s'inscrit dans la continuité du néo-libéralisme promu durant l'après-guerre qui ne s'était exprimé, selon les mots d'Albert Garand (président-délégué au de l'ALEPS au cours des années 1970), que par la voix « de brillantes individualités »²⁸⁹. Elle consacre l'activisme de ses intellectuels par une récompense financière et symbolique qui est aussi un moyen de réunir ces individualités autour d'une cause commune qui est la promotion d'un libéralisme économique perçu comme condition nécessaire du progrès social. La deuxième raison d'être de l'association sera de créer, en réponse aux « semaines de la Pensée marxiste » organisées par Roger Garaudy, une figure intellectuelle du Parti Communiste d'après-guerre, les « Semaines de la Pensée libérale ». Ces semaines comprendront des colloques thématiques sur des journées destinées selon les mots de l'un de ses organisateurs à « ouvrir le dialogue entre les diverses tendances des libéraux et leurs adversaires »²⁹⁰. L'ALEPS s'attachera donc à la diffusion de la pensée libérale à travers l'utilisation d'un répertoire d'action collective spécifique²⁹¹, se définissant en concurrence avec d'autres et par rapport à une expérience passée. En effet, Michel Offerlé²⁹² a souligné l'évolution du répertoire d'action des organisations patronales (et notamment de l'UIMM qui subventionne massivement l'ALEPS). Celles-ci sont passées d'un répertoire relativement direct et radical qui consistait à jouer « classe contre classe » contre la « tyrannie et le terrorisme des syndicats » et contre les empiètements de l'Etat, par la création de caisses d'assurances contre les grèves ou le licenciement de syndicalistes, à un répertoire d'action plus politique en subventionnant les candidats qui défendaient leurs positions pendant leurs campagnes. A côté de ces répertoires, le patronat a de plus en plus mobilisé un répertoire plus intellectuel qui est celui de l'expertise et de la réflexion qui mobilise un faible nombre de personnes, contrairement aux répertoires d'actions collectives des syndicats de salariés²⁹³. Nous montrerons que l'ALEPS, dans un premier temps, à travers le recours à la forme de colloques (mais aussi à travers son « Bulletin de liaison ») qui constituent des formes de « mobilisations

²⁸⁹ Albert Garand, *Liberté économique et progrès social*, n°35, juillet-septembre 1979, p.2.

²⁹⁰ Henri Masbonson, « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, Pochette n°3, *archives de l'ALEPS*, p.3.

²⁹¹ Selon la définition donnée par Charles Tilly: « Dans son acception moyenne, l'idée de répertoire présente un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts » (« Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, 1984, n°4, p.99.

²⁹² *Sociologie des organisations patronales*, op.cit.

²⁹³ *Ibid.*, p. 63-73.

silencieuses »²⁹⁴ qui sont des véritables lieux de sociabilité réunissant une certaine élite intellectuelle permettant également un accès privilégié aux décideurs politiques, sera la facette intellectuelle de la diffusion d'un libéralisme patronal défensif dont nous définirons les contours. L'association qui se positionnera en réaction à des doctrines concurrentes qui effraient le patronat, sera également amenée à mener un combat plus directement politique par la suite (deuxième phase décrite par Michel Offerlé) en concevant et en diffusant des arguments idéologiques visant à contrer électoralement la montée de la gauche.

Dans un deuxième temps, nous verrons à travers la trajectoire d'un groupe d'économistes qui sont issus d'une même génération, que la promotion du libéralisme économique va prendre une forme, ainsi qu'un contenu différent, et qui, en se présentant de manière objective, va se présenter comme une véritable science de gouvernement²⁹⁵. Nous verrons que sous cette forme, en s'inscrivant dans des réseaux transnationaux²⁹⁶, notamment celui de la Société du Mont Pélerin²⁹⁷, les « Nouveaux Economistes » qui prendront peu à peu le contrôle de l'ALEPS, se feront les « importateurs » d'un libéralisme austro-américain qu'ils s'attacheront à diffuser dans le champ académique ainsi que politique.

²⁹⁴ *Ibid.*, p.63.

²⁹⁵ Pour une présentation théorique de la notion, voir Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *art.cit.*

²⁹⁶ Pour une présentation des travaux autour de la circulation internationale des idées et les espaces transnationaux voir Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses* 4/2004 (n°57), p. 110-126 et Martine Kaluszynski, Renaud Payre, *Les sciences de gouvernement en circulation(s)*, Paris, Economica, 2012 (à paraître).

²⁹⁷ Cet espace transnational de circulation des idées libérales a notamment été étudié par François Denord. Cf. François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *art.cit.*

1) L'institutionnalisation de l'ALEPS : la promotion d'un libéralisme patronal défensif

L'ALEPS qui avait pour objectif de réhabiliter la pensée libérale va devenir progressivement le vecteur, à travers ses colloques et l'édition de son bulletin, d'une défense idéologique de ce que l'on peut qualifier un « libéralisme patronal »²⁹⁸ défensif (ou réactionnel), caractérisé tout d'abord par une doctrine économique aux contours assez flous qui se définit avant tout en réaction à différents événements qui ont eu lieu à l'époque dans un contexte social et politique spécifique. La population ciblée par l'Association est celle qui est, selon elle, la plus menacée par les projets de la gauche (auto-gestion et nationalisation) : la population des cadres et des chefs d'entreprises. Alors que la population des cadres pourrait être séduit par les propositions des militants de gauche, l'ALEPS va construire un argumentaire politique à travers ses colloques, ses réunions publiques, tandis que son implication directe dans les débats politiques de l'époque ira en croissant.

En effet, la création du Parti Socialiste en 1971 autour de François Mitterrand qui en appelle au Congrès d'Epinay à « une rupture avec le socialisme »²⁹⁹, le Programme Commun qui est signé la même année entre le PS et le PCF, la crainte d'une victoire de la gauche à l'élection présidentielle de 1974, puis aux élections législatives de 1978 va conduire les acteurs de l'ALEPS, notamment Claude Harmel (Guy Lemonnier), à mener un combat plus politique et ce dans un contexte plus générale d'émergence d'organisations proches de l'ALEPS créées pour contrer intellectuellement l'essor de la gauche³⁰⁰.

²⁹⁸ Les organisateurs des Semaines de la pensée libérale voulaient justement éviter que ces semaines apparaissent comme des semaines de la pensée libérale patronale. C'est pourquoi ils voulaient prendre contact avec des intellectuels comme Louis Rougier, Raymond Aron (qui sera effectivement l'un des intervenants d'un colloque par la suite) ou Bertrand de Jouvenel. « Compte-rendu de réunions du Comité d'organisation de la semaine de la pensée libérale du 2 mai 1968 », 9 mai 1968, *archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

²⁹⁹ Pierre Levêque, *Histoire des forces politiques en France*, *op.cit.*, p.171.

³⁰⁰ Nous sommes dans ce que Régis Boulat appelle la deuxième vague d'éclosion de groupes de réflexion patronaux. Cf. Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux », in Jean-Claude Daumas, *Dictionnaire historique des patrons français*, *op.cit.*, p.1040-1044.

1.1 Les Semaines de la Pensée Libérale, une initiative réactionnelle

C'est Claude Harmel (Guy Lemonnier) qui a eu l'idée de ces Semaines de la Pensée Libérale, face au succès que semblent remporter selon lui les Semaines de la pensée Marxiste animées par Roger Garaudy³⁰¹. L'identité de son concepteur (qui est accompagné dans sa tâche par le jeune Alain Madelin, lui aussi fortement engagé dans le combat anti-communiste³⁰²) est importante parce qu'elle contribuera à donner une dimension profondément anti-communiste à ces semaines. Il est important de souligner qu'à l'époque et jusqu'en 1974, les activités de l'ALEPS se résumeront à ce rôle d'organisation de ces semaines³⁰³. Dans un premier temps nous montrerons l'objectif recherché à travers ces semaines, ainsi que l'identité de ses organisateurs (et leurs propriétés sociales).

La genèse de ces « Semaines de la Pensée Libérale » est marquée dès le départ par une volonté de contrer intellectuellement le marxisme. Le projet de création de la Semaine de la Pensée Libérale part du paradoxe qui existerait entre le dynamisme économique du système capitaliste et sa mauvaise perception dans l'opinion publique, « alors que l'idéologie collectiviste jouissait d'une évidente faveur. [...] La raison de ce contraste résidait en ceci qu'une propagande incessante obsédait les esprits pour leur inculquer la croyance en la supériorité du collectivisme, tandis que du côté libéral, théoriciens et praticiens ont laissé de créer dans le public et dans l'élite, un vide idéologique que les idées marxistes sont venues combler. Ils ont cru pouvoir attendre que la « leçon des faits » qu'elle redresse les jugements à l'égard de l'unité de marché, sans se rappeler que les faits ne parlent que si l'on prend soin de les commenter, de les expliquer, des les « mettre en idées », de les rattacher à un système de pensée. »³⁰⁴. Sur le fond, le constat partagé par ces acteurs (qui avait déjà été dressé par Pierre de Calan dans son ouvrage *Renaissances des libertés économiques*) est la nécessité de mener le combat d'idées en faveur du libéralisme économique afin d'accompagner ses réussites qui selon eux, s'observent au quotidien.

³⁰¹ Frédéric Charpier, *Génération Occident...*, *op.cit.*, p.187-188.

³⁰² Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.

³⁰³ Selon les mots d'Albert Garand qui devient Président-délégué de l'Association « Cela fait déjà sept ans que je dirige l'ALEPS, je lui ai redonné vie à un moment, où après des incidents, elle était abandonnée et pratiquement condamnée à disparaître. Je l'ai véritablement constituée puisqu'elle n'était jusque là que la simple couverture juridique de la « Semaine de la Pensée Libérale ». Albert Garand, « Assemblée Générale de l'ALEPS 18 juin 1980 », *Liberté économique et progrès social*, n°39, juillet-septembre 1980, p.5.

³⁰⁴ « Plaquette de projet de création des semaines de la pensée libérale », *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1, 1967.

Il convient au passage de rappeler le contexte discursif dans lequel s'inscrit cette volonté de diffusion de ces idées : nous sommes dans la période de ce que Jean Fourastié (qui sera par ailleurs membre de l'ALEPS par la suite pendant un temps relativement bref) appellera à posteriori les « trente glorieuses »³⁰⁵, caractérisé par une période de forte croissance et d'accroissement du niveau de vie des ménages. Face à cette amélioration du confort de vie matérielle, des mouvements de contestation intellectuelle comme le situationnisme n'en contribuent pas moins à la critique du système capitaliste, tandis que la « deuxième gauche »³⁰⁶ se développe à partir de la fin des années 1950, notamment autour du club Jean Moulin, et prendra sa forme politique avec la création du PSU en 1959³⁰⁷, tandis que le marxisme reste important au regard des scores électoraux du PCF. Sur la forme, c'est directement à ses adversaires que l'ALEPS prend l'idée de la forme de colloques. Henri Masbonson, président du Comité d'organisation de la Pensée Libérale, justifie ainsi son choix : « Il nous est apparu en effet dangereux, de laisser le monopole de ce puissant moyen de discussion, donc de diffusion, à la seule semaine de la pensée marxiste³⁰⁸ ».

Le projet de création de ces semaines est porté par des acteurs patronaux : on retrouve dans le comité d'organisation de ces semaines une majorité de permanents patronaux parmi lesquels Henri Masbonson, Albert Garand, économiste du CNPF et Conseiller du Président, Patrice Leroy-Jay, secrétaire général du CNPF ou Octave Gélinaud, Président de la Cegos un organisme de formation professionnel³⁰⁹. Les comités d'organisation de la Semaine de la Pensée Libérale se tiendront d'ailleurs dans les locaux de l'UIMM qui sera par ailleurs un généreux donateur de l'ALEPS³¹⁰ et qui mettra à sa disposition un secrétaire³¹¹. Le financement des semaines sera également assuré par différentes organisations patronales comme le CNPF, le Groupe Région Parisienne, l'UIMM, la Fédération Nationale du Bâtiment, la Fédération des Travaux publics, le Syndicat Général de la Construction

³⁰⁵ Jean Fourastié, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1979*, Paris, Fayard, 1979.

³⁰⁶ Terme théorisé par Michel Rocard à un congrès du PSU en 1977.

³⁰⁷ Jean Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Editions du Seuil, 1973.

³⁰⁸ Discours d'Henri Masbonson, « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, Pochette n°3, *Archives de l'ALEPS*, p.3.

³⁰⁹ « Compte-rendu de réunions du Comité d'organisation de la semaine de la pensée libérale du 19 janvier 1968 », 27 janvier 1968, *Archives de l'Aleps*, pochette n°1.

³¹⁰ A titre d'exemple, pour l'année 1970, l'UIMM a versé 15 000 francs à l'ALEPS (cf. « Bilan définitif financier au 31/12/1970 », *Archives de l'Aleps*, pochette n°1).

³¹¹ « Procès verbal de la réunion du comité d'organisation de la 4^{ème} semaine de la Pensée Libérale du 23 février 1971 », 3 mars 1971, *Archives de l'Aleps*, pochette n°1.

Electrique ou encore la Chambre de commerce de Paris³¹². Les intellectuels néo-libéraux français comme Gaston Leduc, Luc Bourcier de Carbon ou Daniel Villey qui échappent à leur isolement idéologique en faisant partie de la Société du Mont Pélerin, se sont dit « intéressés par les semaines de la pensée libérale » auxquelles ils participeront par la suite³¹³. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'au même moment où s'élabore ces Semaines de la Pensée libérale, se tient à Vichy en 1967 un congrès de la Société du Mont Pélerin organisé par William François (que l'on retrouvera aux Semaines de la Pensée Libérale), directeur de l'Association pour l'étude des problèmes économiques et humains de l'Europe, qui accueille déjà des intellectuels comme Louis Rougier ou Gaston Leduc. Lors de ce meeting certaines interventions insistent déjà sur la nécessité de mener ce combat patronal³¹⁴.

Ces Semaines de la Pensée Libérale sont donc organisées autour de plusieurs réseaux préexistants, notamment autour d'universitaires néo-libéraux et d'acteurs patronaux qui fournissent le financement nécessaire pour la bonne tenue de ces structures hybrides (académique sur la forme, politique sur le fond) de circulation des savoirs et des idées à travers différentes arènes sociales. Les incidents de mai 1968, surgissant en pleine préparation de la première semaine de la pensée libérale, ne feront que conforter les craintes de ces acteurs face à ce qu'ils perçoivent comme la montée de doctrines opposées à leurs idées, et les conforter dans l'idée qu'il est nécessaire d'agir. Mai 1968 révèle, selon eux, que « L'insuffisance de la formation et de l'information économiques et sociales, notamment dans les milieux intellectuels, et le vide idéologique dont souffre la très grande majorité des Français ont éclaté aux yeux de tous au cours des événements qui ont bouleversé pendant deux mois la vie de notre pays. Quand on laisse au marxisme le champ libre pour intoxiquer l'opinion, particulièrement celle des jeunes, on ne peut s'étonner que le désordre des esprits engendre celui de l'Université, de la production et qu'en fin de compte, nos libertés fondamentales se trouvent menacées³¹⁵ ». Ces événements cristallisent l'opposition à la fois des universitaires libéraux qui sont directement touchés dans leur travail³¹⁶ par le désordre occasionné³¹⁷ qui aboutit à une réforme de l'Université qui sera contestée par ces acteurs³¹⁸, et

³¹² « Bilan financier définitif de la semaine de la pensée libérale 1969 », 31 décembre 1969, *Archives de l'Aleps*, pochette n°1 ; « Bilan définitif financier au 31/12/1970 », *Archives de l'Aleps*, pochette n°1.

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ François Denord, *Néo-libéralisme...*, *op.cit.*, p.277-278.

³¹⁵ « Les journées de la Semaine de la pensée libérale », plaquette de présentation de la 1^{ère} journée de la pensée libérale, *archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³¹⁶ Jacques Garello nous a indiqué lors de l'entretien (8 juin 2012) qu'il avait alors envisagé de démissionner de son poste de professeur suite à ces événements, mais qu'à l'inverse, cela avait contribué à renforcer ses liens avec d'autres jeunes universitaires comme Pascal Salin qui n'acceptaient pas ce désordre.

³¹⁷ Jacques Garello parlera lors de notre entretien de « chienlit ».

du patronat qui a très mal vécu cet épisode (cas de séquestration, insubordinations etc.) et qui craint une nouvelle explosion sociale³¹⁹.

Ce libéralisme conservateur porté par des acteurs patronaux occupe une fonction idéologique au sens de Paul Ricoeur³²⁰ dans la mesure où il véhicule un discours qui légitime un système déjà en place en essayant de convaincre les participants d'adhérer à ce système. Il se place dans une optique défensive parce qu'il considère qu'il est attaqué de tous les côtés et souhaite donc lui donner une représentation publique à travers l'organisation de ces semaines qui ont un but à la fois médiatique, mais aussi un rôle intégrateur ; il s'agit alors de réunir tous les acteurs qui craignent la subversion de syndicats communistes ou l'arrivée de la gauche au pouvoir susceptibles de remettre en cause leurs conceptions tout comme leur intérêt matériel³²¹.

1.2 Un forum de sociabilité néo-libéral

C'est donc dans le contexte social spécifique suivant les événements de mai 1968 que se tient la première Semaine de la pensée libérale du 14 au 20 novembre 1968 à la Maison de la Chimie (d'une capacité de 450 places)³²², dont le programme a été adapté pour réagir aux événements de mai³²³ puisque la thématique retenue est « La soif de liberté du monde moderne ». Les organisateurs qui disposent de moyens financiers conséquents³²⁴ ciblent prioritairement une population qu'ils souhaitent atteindre. Il s'agit de toucher en priorité le milieu du patronat (les membres des syndicats patronaux sont chargés de diffuser de la

³¹⁸ Cf. entretien avec Jacques Garello et en annexe « liste des manifestations organisées par l'ALEPS ».

³¹⁹ Sur le traumatisme qu'a pu avoir mai 68 sur le patronat voir Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel, « mai 68 » in Jean-Claude Daumas, *Dictionnaire historique des patrons français*, op.cit., p.1335-1338.

³²⁰ L'idéologie occupe selon le philosophe Paul Ricoeur trois fonctions qui sont la dissimulation de l'ordre existant, la légitimation du pouvoir en place et la création de médiations symbolique pour accroître l'intégration à un groupe. Cf. Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 1986.

³²¹ L'identité sociale des personnes invitées au colloque semble confirmer cette thèse.

³²² Les organisateurs avaient hésité à utiliser une salle d'une organisation patronale ce qui aurait « présenté des avantages financiers évidents », mais finalement leur choix s'est orienté vers un lieu neutre. Cf. « Compte-rendu de réunions du Comité d'organisation de la semaine de la pensée libérale du 19 janvier 1968 », 27 janvier 1968, *archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³²³ Pour voir la liste complète des Semaines de la Pensée Libérale, ainsi que l'ensemble des thèmes traités et des intervenants voir annexe.

³²⁴ A titre d'exemple, l'organisation de la deuxième semaine de la Pensée libérale a engendré des frais de 88 860, 25 francs de l'époque (soit un équivalent de 95 000 euros). Cf. « Réunion du Conseil d'Administration de l'ALEPS du 19 février 1970 », 2 mars 1970, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

documentation dans leurs organismes³²⁵), des cadres³²⁶ (des contacts sont noués avec leur principal syndicat, la CGC³²⁷), et enfin le milieu universitaire³²⁸, tandis que les membres actifs de l'ALEPS sont chargés d'écrire des articles pour en faire la publicité dans des journaux jugés proches de leurs idées comme le magazine *Entreprise*, l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, ou dans le quotidien *Les Echos*³²⁹. Des sommes conséquentes sont également investies pour que des encarts faisant la publicité de l'événement figurent dans les grands quotidiens nationaux.

Les intervenants invités aux Semaines de la Pensée libérale sont prestigieux et dominants dans leurs champs respectifs, et sont souvent dotés d'un important capital symbolique et social.

On y rencontre parmi les universitaires - qui sont quasiment tous des professeurs agrégés -, des membres de l'Institut, des membres de l'Académie Française (comme Jacques Rueff), mais également des personnalités intellectuelles prestigieuses qui ne sont pas particulièrement connues pour leur défense du libéralisme économique comme Raymond Aron, professeur au collège de France³³⁰ ou Michel Crozier, sociologue et directeur de recherche au CNRS³³¹. L'invitation de ces personnalités faisant autorité correspond à une stratégie d'objectivation du libéralisme économique, qui veut être présenté lors de ces semaines avant tout comme un facteur de progrès social, et qui doit éviter de se présenter comme la simple défense d'une idéologie patronale³³². On retrouve parmi les acteurs universitaires des personnalités qui avaient participé au colloque Walter Lippmann de 1938³³³, ce qui témoigne d'une certaine continuité intellectuelle - et générationnelle - avec le

³²⁵ « Procès verbal de la réunion du Comité d'organisation de la Semaine de la Pensée Libérale du 11 juin 1969 », 16 juin 1969, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³²⁶ Les organisateurs iront même demander l'avis des représentants de cadres sur les thèmes susceptibles de les intéresser. « Procès verbal de la réunion du comité d'organisation du 29 avril 1970 », *Archives de l'ALEPS*, 12 mai 1970, pochette n°1.

³²⁷ Une liste de personnalités de la CGC « susceptibles de s'intéresser à la Semaine de la pensée libérale » est dressée avec leurs adresses personnelles (« Albert Garand, lettre à Henri Masbonson », Paris, 21 octobre 1971, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1).

³²⁸ Cette volonté de toucher ce public ciblé est visible à travers les comptes-rendus des comités de préparation des semaines de la Pensée Libérale. Cf. « Réunion de la Commission de Travail du 2 avril 1968 », *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³²⁹ « Procès verbal de la Réunion du Comité d'Organisation de la Semaine de la Pensée Libérale du 21 janvier 1970 », 28 janvier 1970, *archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³³⁰ Il intervient lors de la troisième semaine de la Pensée Libérale en 1970 sur le thème « Civilisation et liberté ». Rappelons que l'ALEPS lui avait déjà décerné le Grand Prix Arnoux de la pensée libérale.

³³¹ Il intervient lors de la Première Semaine de la pensée libérale en 1968 sur les « aspirations de la jeunesse » qui se révoltaient selon lui face à l'organisation bureaucratique de l'Université.

³³² Cette volonté apparaît dans le « Compte-rendu de réunions du Comité d'organisation de la semaine de la pensée libérale du 2 mai 1968 », 9 mai 1968, *archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³³³ Jacques Rueff, Robert Marjolin et Raymond Aron qui à l'époque avait été le secrétaire de séance.

néo-libéralisme promu après la guerre. La sixième (et dernière) semaine de la Pensée Libérale qui donnera lieu à la diffusion d'un manifeste libéral sera d'ailleurs présentée de manière avantageuse par ses organisateurs comme la première tentative depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'organiser « l'équivalent du célèbre colloque Lippmann, qui devait jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la politique américaine et européenne après la Deuxième Guerre Mondiale. »³³⁴ Parmi ces universitaires qui étaient déjà présents au colloque Lippmann et qui participent activement à ces semaines, on retrouve Jacques Rueff³³⁵ (qui sera impliqué à l'ALEPS jusqu'à sa mort en 1978), Maurice Allais, mais aussi Raymond Aron qui est invité une fois pour traiter d'un sujet large³³⁶ dans le cadre d'une journée baptisée « l'économie de marché et la condition ouvrière » (destinée à montrer les progrès sociaux accomplis grâce au marché). Les autres acteurs universitaires importants sont des héritiers des universitaires d'après-guerre (Daniel Villey, Louis Baudin etc.) qui avaient gravité autour de la *Revue d'Economie Politique*³³⁷ comme Luc Bourcier de Carbon, Président de l'Aleps, mais surtout Gaston Leduc³³⁸ qui deviendra le Président de la Société du Mont Pèlerin de 1974 à 1976.

A côté de ces acteurs universitaires on retrouve des personnalités dominantes du patronat comme Léon Gingembre³³⁹, président de la CGPME, Pierre de Calan qui deviendra vice-président du CNPF, Yvon Gattaz, Président de Radiall et futur Président du CNPF, ou

³³⁴ « Une date dans l'histoire du libéralisme Français : la 6^{ème} semaine de la pensée libérale », *Liberté économique et progrès social*, n°12, octobre, novembre, décembre 1973, p.22-26.

³³⁵ Nous mettons Jacques Rueff dans cette catégorie même s'il ne fut pas au sens propre un universitaire, car il a publié de nombreux ouvrages d'économie.

³³⁶ Raymond Aron, « Civilisation moderne et liberté », *Le libéralisme sortie de secours du socialisme, Troisième semaine de la Pensée Libérale*, Novembre 1970, p.24-36.

³³⁷ Philippe Steiner, « La Revue Economique 1950-1980. Une marche vers l'orthodoxie académique ? », *Revue économique*, n°5, septembre 2000, p.1009-1058.

³³⁸ Gaston Leduc (1904-1979) a étudié à la faculté de droit d'Aix-en-Provence, Agrégé d'économie politique en 1930 (pensionnaire de la Fondation Thiers), il devient professeur à Caen. Il va effectuer des séjours dans des pays en voie de développement auxquels il va consacrer l'essentiel de ses travaux. Il deviendra Président de la Société du Mont Pèlerin (1974-1976) et Président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques en 1975. (source : *Liberté économique et progrès social*, n°36, octobre-décembre 1979).

³³⁹ Léon Gingembre (1904-1993) est le père fondateur de la Confédération générale des petites et des moyennes entreprises (CGPME) en 1945, dont il sera le président jusqu'en 1978. Né dans le 4^{ème} arrondissement de Paris, il s'est toujours identifié par rapport à ce quartier de boutiquiers et d'artisans. Il obtient un Doctorat en droit et entre en 1929 au service des études de la chambre de commerce de Paris, mais à partir de 1932, il dirige, avec son frère, l'affaire familiale de fabrication d'aiguilles. Engagé dès 1929 dans le syndicalisme patronal, il rencontre notamment Pierre de Calan dans un camp de prisonnier en 1940. Il orchestre les grandes manifestations au Vél d'Hiv en mai 1947 ou à La Villette en janvier 1948 qui rassemblent petits et moyens patrons opposés à toute forme de dirigisme et participe aux accords de Grenelle en 1968. Il distinguait le « patronat réel » des PME et le « patronat de gestion » - celui des grandes entreprises - au service du capital et de l'Etat. Il soutient dans les premiers mois la politique de Pinay en 1952. Alors qu'il sera critique du dirigisme gaulliste, il sera plus proche de la droite libérale. D'abord membre du Conseil Economique et Social il en devient le vice-président de 1969 à 1974. (Source : Sylvie Guillaume, « Léon Gingembre », in Jean-Claude Daumas, *Dictionnaire historique des patrons français, op.cit.*, p.332-333).

encore Jean Chenevier, Président de la Société Française des Pétroles BP. Ces acteurs patronaux, souvent issus de grandes écoles d'Etat³⁴⁰, font partie de la mouvance conservatrice du patronat qui souhaite une implication plus importante des syndicats patronaux dans le débat économique et social. Ils ont pour particularité une multi-positionnalité : souvent auteurs d'essais ou d'ouvrages d'actualité, membres actifs du Conseil Economique et Social ou membres des commissions du Commissariat du Plan, ils soutiennent ou seront à l'origine de *think-tanks* patronaux s'impliquant dans le débat d'idées. Par exemple, Jean Chenevier devient à partir de 1975 le dirigeant de l'Institut pour l'Entreprise qui jouera un rôle majeur dans la diffusion des idées libérales³⁴¹, tandis qu'Yvon Gattaz fonde ETHIC en 1976³⁴².

Ces acteurs bien qu'appartenant à plusieurs univers sociaux distincts se connaissent souvent³⁴³, ils jouent le rôle de passeurs entre le monde de l'entreprise et le monde des idées, et les semaines de la pensée libérale constituent pour eux à la fois une réunion qui leur permet de fréquenter des gens qui leur sont proches (favorisant un certain entre-soi), tout en leur assurant une certaine consécration (c'est l'occasion pour eux d'y vendre leurs ouvrages qui sont exposés à l'entrée de la Maison de la Chimie lors de ces semaines). A côté de ces acteurs patronaux et universitaires partageant les mêmes craintes par rapport au contexte social et politique de l'époque, participent quelques acteurs syndicaux qui mènent un combat commun contre les syndicats communistes, notamment Gabriel Ventejol, secrétaire général de Force Ouvrière en opposition directe à la CGT³⁴⁴. Il faut rappeler qu'à la même époque, l'Institut supérieur du travail dirigé par Claude Harmel est chargé de faire des « formations » à des cadres dans des grandes entreprises comme Pechiney ou Peugeot pour lutter contre l'influence du marxisme dans l'entreprise³⁴⁵, Alain Madelin l'aide d'ailleurs dans sa tâche en enseignant aux cadres comment identifier les différentes catégories de « gauchistes »³⁴⁶. Les Semaines de la Pensée Libérale constituent le prolongement intellectuel de cette lutte que mène une partie

³⁴⁰ Yvon Gattaz est passé par l'école centrale, Pierre de Calan par l'Ecole libre des Sciences politiques, tandis que Léon Gingembre est docteur en droit.

³⁴¹ Sur l'Institut de l'entreprise voir Régis Boulat, « Du Centre de Recherche des Chefs d'entreprise à l'Institut de l'Entreprise », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, op.cit., 2011, p. 35-53.

³⁴² Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux », in Jean-Claude Daumas, *Dictionnaire historique des patrons français*, op.cit., p.1040-1044.

³⁴³ Pierre de Calan et Léon Gingembre se sont connus à la guerre. Pierre de Calan, dans son discours de remise du Grand Prix André Arnoux vantera les mérites d'artilleur de Maurice Allais qu'il a lui aussi rencontré pendant la guerre, et parlera de ses parties de tennis avec Raymond Aron (« Discours de Pierre de Calan, lauréat du prix André Arnoux », *Le libéralisme sortie de secours du socialisme. Troisième semaine de la pensée libérale, novembre 1970*, Paris, Editions Etapes, 1971, p. 211-221).

³⁴⁴ Lors de l'entretien qu'il nous a accordé, Jacques Garelo nous a même indiqué qu'en tant que formateurs dans les entreprises, il avait déjà formé des cadres FO. Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

³⁴⁵ Entretien avec Jacques Garelo et Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op.cit., p.186-191.

³⁴⁶ Entretien avec Jacques Garelo 8 juin 2012.

des syndicats de salariés (FO) et patronaux contre des acteurs politiques rivaux qu'ils combattent au sein même des entreprises. Les thèmes abordés lors de ces Semaines de la Pensée libérale, ainsi que la teneur des discussions qui s'y engagent sont largement le fruit de l'identité sociale des acteurs qui y participent. Ces semaines constituent des véritables carrefours de rencontre entre acteurs dominants dans leur champ qui ont déjà un engagement militant, que cela soit à titre individuel ou collectif, ce qui ne favorise pas l'élaboration d'une doctrine cohérente.

1.3 Une doctrine aux contours flous et à la portée limitée

L'objectif politique et intellectuel général de ces semaines était multiple pour les organisateurs : il était d'une part d'« ouvrir le dialogue entre les diverses tendances des libéraux et leurs adversaires »³⁴⁷ et de l'autre d'« affirmer publiquement la vitalité de la pensée libérale et son actualité »³⁴⁸, tout en la renouvelant pour pouvoir répondre à des problèmes contemporains³⁴⁹. Le contenu des interventions des différents acteurs de la Semaine de la Pensée libérale est également élaboré directement en réponse aux discours des communistes et des socialistes qui condamnent à l'époque l'économie capitaliste et qui dénoncent l'inégalité du pouvoir dans l'entreprise. Pour ces acteurs, l'influence du marxisme est à combattre partout : dans l'entreprise, dans l'église, dans le monde politique etc. Alors qu'aux Semaines de la pensée marxiste sont discutées la démocratie socialiste, l'auto-gestion et la planification démocratique³⁵⁰, l'un des thèmes récurrents des Semaines de la Pensée libérale, souvent utilisé dans l'argumentation anti-communiste des réseaux d'Albertini, est l'analyse des pays de l'URSS. Le système économique capitaliste est toujours présenté par rapport au système planifié soviétique, sa supériorité étant systématiquement démontrée (souvent à partir d'études chiffrées et par l'évocation des expériences de Zakharov et

³⁴⁷ Discours d'Henri Masbonson, « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, *Archives de l'ALEPS*, Pochette n°3, p.3.

³⁴⁸ Claude Harmel, discours d'introduction à la première semaine de la Pensée Libérale, « Compte-rendu de la Première Semaine de la Pensée Libérale », 1968, *Archives de l'Aleps*, pochette n°1.

³⁴⁹ Cette dimension sera rappelée par la suite par Claude Harmel : « La Semaine de la Pensée Libérale vise d'ailleurs, non seulement à réhabiliter le mot et l'état d'esprit, la direction de pensée qu'il désigne, mais aussi à donner de l'ensemble des attitudes libérales en face des problèmes économiques, sociaux, politiques une définition nouvelle. », *Efficacité sociale du libéralisme. Quatrième semaine de la Pensée Libérale du 4 au 8 décembre 1971*, Paris, Editions Albatros, 1972, p.8.

³⁵⁰ « Semaine de la pensée marxiste : la démocratie socialiste », *L'Humanité*, 27 avril 1971.

Liberman, économistes de l'URSS qui voulaient introduire des mécanismes de marché dans les plans soviétiques), ce qui constitue selon eux la preuve de l'échec des modèles planifiés³⁵¹. Raymond Aron, quant à lui évoque, lors de son intervention à l'une de ces semaines, la supériorité de la science aux Etats-Unis par rapport à l'URSS, tandis qu'il constate qu'« aussi bien dans les sociétés occidentales que dans les sociétés orientales, ce sont les méthodes libérales, les idées libérales qui ont tendance à l'emporter³⁵²». Les intervenants de ces semaines dénoncent par ailleurs les nationalisations³⁵³, la bureaucratie³⁵⁴, l'autogestion dans les entreprises à partir de l'échec du modèle yougoslave, tout en montrant que l'évolution du management des entreprises privées répond à l'attente des salariés³⁵⁵. On vante, par ailleurs, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs qui a pu s'effectuer grâce au système capitaliste, tout en justifiant la notion de profit³⁵⁶. D'autre part, l'ALEPS, en raison de l'appartenance de la plupart de ses membres actifs à l'église catholique, discute de la relation entre libéralisme économique et doctrine sociale de l'Eglise³⁵⁷, partant du constat que « [leurs] milieux catholiques se méfient du libéralisme économique ; ils sont plus attirés par un certain « socialisme »³⁵⁸.

Il apparaît donc difficile de dresser les contours doctrinaux précis des idées qui sont véhiculées lors de ces Semaines de la pensée libérale en raison précisément de la volonté de situer *contre* des doctrines adverses, plutôt que *pour* un modèle de société, d'autre part en raison de la diversité des positions individuelles des intervenants, qui pour beaucoup ne considèrent pas le libéralisme comme une doctrine (c'est le cas notamment de Louis Armand ou de Raymond Aron³⁵⁹). On retiendra cependant ce souci constant de rompre avec le vieux

³⁵¹ La troisième semaine de la Pensée Libérale se focalisera sur cet aspect. Cf. *Le libéralisme sortie de secours du socialisme. Troisième semaine de la pensée libérale*, novembre 1970, Paris, Editions Etapes, 1971.

³⁵² Raymond Aron, « Civilisation moderne et liberté », *Le libéralisme sortie de secours du socialisme. Troisième semaine de la pensée libérale*, novembre 1970, Editions Etapes, 1971, p.24-36.

³⁵³ Cf. « Efficacité sociale du libéralisme », *Efficacité sociale du libéralisme. Quatrième semaine de la Pensée Libérale du 4 au 8 décembre 1971*, Paris, Editions Albatros, 1972.

³⁵⁴ Michel Crozier, « Les aspirations de la jeunesse » dans « Compte-rendu de la Première Semaine de la Pensée Libérale », 1968, *Archives Aleps*, pochette n°1.

³⁵⁵ Jean Marczewski, « Pouvoirs et liberté dans l'entreprise. L'autogestion », *Problèmes actuels, réponses libérales. Cinquième semaine de la Pensée Libérale, 2-6-9 décembre 1972*, Paris, Editions Albatros, 1973, p.87-110.

³⁵⁶ Claude Harmel, « Le Renouveau de la pensée libérale », p.49-73 et Luc Bourcier de Carbon, « Critique et apologie du profit », p.197-204 in *Deuxième semaine de la pensée libérale d'octobre 1969*, Nouvelles Editions Latines, 1970.

³⁵⁷ Des réunions seront organisées par l'ALEPS et le Centre d'Etude de la doctrine sociale de l'Eglise sur ce thème (voir annexe 2, liste des manifestations organisées par l'ALEPS).

³⁵⁸ André Aumonier, « Catholiques et libéraux : les chances d'une convergence », *Le Renouveau de la pensée libérale. Deuxième semaine de la pensée libérale d'octobre 1969, op.cit.*, p.133-140.

³⁵⁹ Louis Armand, réfléchissant sur un terme pour qualifier sa pensée : « Le mot le plus mauvais, à mes yeux, ce serait « néo-libéral », car il signifie qu'on va fabriquer un nouveau libéralisme, alors que le libéralisme doit porter en lui la vertu de se transformer, par nature même, puisqu'il est nullement une doctrine. », *Troisième*

libéralisme du XIX^{ème} siècle qui revient très souvent dans les discours des intervenants, un attachement fort à la construction européenne qui constitue selon eux une application réaliste du libéralisme économique en luttant contre les monopoles³⁶⁰. Les quelques personnalités politiques étrangères qui sont invitées aux semaines de la Pensée libérale défendent un libéralisme tempéré proche de l'ordo-libéralisme allemand³⁶¹, tandis que l'une des seules personnalités politiques françaises invitée, Michel Poniatowski, secrétaire général des Républicains Indépendants, parlera lors de son intervention de « libéralisme social moderne » pour se définir³⁶². Le libéralisme défendu lors de ces semaines est bien résumé par une intervention : « Nous pensons que le libéralisme suppose l'Etat, car le libéralisme, ce n'est ni l'anarchie du laisser faire, ni non plus l'arbitraire et l'oppression étatique. »³⁶³. Ce libéralisme qui accorde à l'Etat un rôle de régulateur économique important sera formalisé dans un petit livre, rédigé principalement par l'économiste Jacques Garelo³⁶⁴, *Notre libéralisme, un projet de société. Idées pour un manifeste libéral*³⁶⁵. Celui-ci, sera présenté par Jacques Rueff, qui par son expérience et son prestige incarne l'autorité intellectuelle de l'ALEPS, comme la suite logique du *Manifeste pour une société libre* écrit par Maurice Allais et Louis Rougier à la fin des années 1950³⁶⁶ et il déclare, non sans un certain optimisme : « Ce document est et sera, pour de nombreuses années, la charte de la Pensée libérale, non seulement en notre pays, mais dans le monde entier »³⁶⁷.

Cependant, le bilan de ces Semaines de la Pensée Libérale est mitigé par leur portée et leur réception dans l'opinion publique. Malgré les importants moyens investis et le « ciblage »

semaine de la pensée libérale, op.cit. p.179. Raymond Aron quant à lui considère que : « Un libéral n'a pas une doctrine comme un marxiste en a une ou prétend en avoir une », *Troisième semaine de la pensée libérale, op.cit.* p.26.

³⁶⁰ Cf. « Pour une Europe libérale une politique industrielle », *Le Renouveau de la pensée libérale. Deuxième semaine de la pensée libérale d'octobre 1969*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1970, p. 156-180.

³⁶¹ Un député du CDU viendra d'ailleurs présenter la doctrine économique de son parti dont la forme est basée sur « le pragmatisme et sur son succès de la réalisation pratique de ses charges actuelles et non sur l'espoir eschatologique d'atteindre un but utopique », « La politique économique et sociale de l'Allemagne est-elle encore libérale », *Efficacité sociale du libéralisme. Quatrième semaine de la Pensée Libérale du 4 au 8 décembre 1971*, Paris, Editions Albatros, 1972, p.288.

³⁶² Michel Poniatowski, « Qu'en sera-t-il du libéralisme en France », *Efficacité sociale du libéralisme. Quatrième semaine de la Pensée Libérale du 4 au 8 décembre 1971, op.cit.*, p.313-319.

³⁶³ Claude Debbasch, « Nature et exercice du pouvoir de l'Etat », *Notre libéralisme, un projet de société. Sixième semaine de la pensée libérale*, 26, 27, 28, 29 novembre 1973, Paris, Editions Albatros, 1974.

³⁶⁴ Celui-ci nous a indiqué que s'il devait le réécrire il le ferait d'une manière totalement différente au regard de son évolution intellectuelle. Cf. entretien Jacques Garelo, 8 juin 2012.

³⁶⁵ ALEPS, 1973. Celui-ci aurait été diffusé à plus de 16 000 exemplaires (*Liberté économique et progrès social*, n°22, avril-mai-juin 1976).

³⁶⁶ Louis Rougier et Maurice Allais, *Manifeste pour une société libre*, texte adopté au cours du colloque pour une Société libre à Paris les 7 et 8 Février 1959, Paris, Secrétariat Général du Mouvement, 1959.

³⁶⁷ Jacques Rueff, « Une charte de la pensée libérale » in *Notre libéralisme, un projet de société. Sixième semaine de la pensée libérale*, 26, 27, 28, 29 novembre 1973, op.cit., p.9-11.

de la population susceptible d'être intéressée³⁶⁸, des observateurs comme le journal *Le Monde* retiendront le faible nombre de personnes venues assister à la Première Semaine de la pensée libérale : « L'assistance était peu nombreuse, et M. Maurice Allais souligna combien ce manque d'intérêt pour l'économie et la pensée libérales justifiait son inquiétude. Sur la quarantaine de personnes venues écouter les orateurs, aucun marxiste ne se leva pour apporter la contradiction³⁶⁹ ». La qualité des interventions est elle aussi critiquée : « Les exposés des différents orateurs prirent le plus souvent l'allure de cours magistraux, dans lesquels étaient énoncés trop de généralités. Cette méthode ne suscita guère l'enthousiasme d'un auditoire assez restreint, qui s'amenuisa d'ailleurs au fil des heures, tant était décevante cette soirée, que ses promoteurs avaient pourtant souhaité ériger en rivale des débats de la Semaine de la pensée marxiste³⁷⁰ ». D'autres journaux, comme le journal *Combat* pointent l'échec des organisateurs à mobiliser un public important même si l'objectif de ces semaines est salué : « il n'y eut jamais eu plus de deux cent cinquante personnes dans la salle. [...] Si par contre, ils entendaient montrer que la pensée libérale n'était pas morte et qu'au contraire elle était en train de reprendre vie, alors ils ont gagné leur pari³⁷¹ ». Les organisateurs de ces Semaines de la Pensée Libérale constatent eux-mêmes les difficultés qu'ils ont pour mobiliser un public susceptible de s'intéresser à la pensée libérale tandis que la répercussion médiatique de leurs événements n'est pas toujours à la hauteur de leurs espérances. Dans les comptes-rendus du comité d'organisation des Semaines de la pensée libérale, les organisateurs se montrent relativement déçus par leur stratégie de mobilisation des cadres et des chefs d'entreprise (que nous avons évoquée) : « Consciemment ou inconsciemment, de par nos attaches professionnelles, nous avons cherché à trouver l'essentiel de notre public chez les chefs d'entreprise et les cadres. Le fait est là : ils ne sont pas venus et quand ils sont venus ce n'était pas en tant que cadres et chefs d'entreprises, mais comme personnes intéressées à titre individuel par certaines questions. Il faut désormais nous adresser à un public soucieux d'idées générales et d'informations, sans essayer d'attirer les uns et les autres en inscrivant au

³⁶⁸ A titre d'exemple, pour la troisième semaine de la pensée libérale de 1970, 30 000 tracts sont diffusés dans les facultés, 250 invitations sont envoyés aux journalistes, 20 000 programmes sont envoyés par routeurs et 7500 vers les organisations professionnelles. « Procès verbal de la réunion du comité d'organisation du 29 octobre 1970 », 3 novembre 1970, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°3.

³⁶⁹ « La Semaine de la Pensée Libérale. M. Maurice Allais : la société économiquement libérale n'est en Occident qu'une apparence », *Le Monde*, 20 novembre 1968.

³⁷⁰ « La semaine de la pensée libérale. L'économie de marché substitue le pouvoir d'achat à la violence déclare M. Rueff », *Le Monde*, 17-18 novembre 1968.

³⁷¹ « La semaine de la pensée libérale », *Combat*, 27 novembre 1968

programme des questions qui les intéressent dans leur vie professionnelle³⁷² ». D'autre part, le format de « semaine », ainsi que la cohérence et la qualité des interventions, jugées trop générales, sont remises en question³⁷³. Bien que les résultats soient variables d'une année sur l'autre³⁷⁴, la frustration des organisateurs face à leur difficulté à toucher un « public libéral »³⁷⁵ qui semble introuvable est visible. Ces Semaines de la Pensée Libérale semble relever, plus qu'une adhésion à une idéologie, à une rétribution symbolique pour ces participants dans des rencontres qui s'apparentent plus à une « réunion de famille » ou à un club social, qu'à des forums d'action véhiculant des messages vers l'extérieur. Il semble que l'on retrouve ici le même écart que le politiste Daniel Gaxie avait repéré entre l'explication qui est généralement donnée pour comprendre l'activité partisane (le service d'une cause) et les causes réelles (les rétributions symboliques ou sociales du militantisme)³⁷⁶.

Contrairement à ce qu'affirme l'histoire « officielle » de l'Association, l'Aleps ne s'inscrit donc pas dès le départ dans la tradition intellectuelle française de Jean-Baptiste Say ou Frédéric Bastiat³⁷⁷, mais davantage dans la continuité du colloque Lippmann tant sur le fond que sur la forme. Sur la forme, car à l'instar du CIRL (qui était l'organe chargé de pérenniser l'entreprise issue du colloque Lippmann), l'ALEPS à travers ces semaines associe dès le départ des théoriciens et des praticiens de l'économie qui financent les projets, tandis que sur le fond elle se fait la promotrice d'un libéralisme en rupture avec celui du XIX^{ème} siècle et développe des conceptions proches de l'ordo-libéralisme allemand. Par l'organisation des Semaines de la Pensée libérale, l'ALEPS exprime une volonté de réhabiliter une forme de libéralisme économique, qui comme on l'a vu, n'a rien à voir avec ce que l'on met aujourd'hui derrière le mot « libéralisme » ou « néo-libéralisme ». Lors de ces semaines est défendu un libéralisme pragmatique, tempéré et défensif - qui a peu de choses en commun

³⁷² Dans ce bilan de la troisième Semaine de la Pensée Libérale, il est indiqué que la mobilisation a baissé par rapport à la deuxième, puisque, selon eux seulement 150 à 200 personnes se sont déplacées. « Observations sur les résultats de la semaine de la pensée libérale de 1970 », 17 décembre 1970, *Archives de l'Aleps*, pochette n°1.

³⁷³ « Nous n'avons pas trouvé le véritable style de la Semaine. Si l'on veut justifier son titre, il convient de lui donner une allure vraiment intellectuelle et doctrinale en éliminant tous les débats et exposés qui ne changent guère de ce l'on dit journallement dans la presse... », *Ibid.*

³⁷⁴ Les années 1968, 1969 et 1971 semblant avoir eu une bonne couverture médiatique. Cf. « Semaine de la pensée libérale. Les leçons de l'expérience », 21 décembre 1971, *archives de l'ALEPS*, pochette 1. La première semaine a eu des comptes-rendus dans la plupart des grands journaux, *Le Figaro*, *Le Monde*, *L'Aurore*, *Le Parisien Libéré*, *Combat*, *le Nouveau Journal*. Cf. « L'Aleps a 40 ans », *Liberté Economique et Progrès Social* n°118, janvier 2007, p.5.

³⁷⁵ L'assistance était variable selon les journées et lors de la Première Semaine de la Pensée Libérale, « l'assistance varia de 96 personnes à 250 personnes selon els soirées ». Cf. « L'Aleps a 40 ans », *art.cit.*, p.5.

³⁷⁶ Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, XXVII (1), février 1977, p.123-154.

³⁷⁷ « L'Aleps a 40 ans », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°118, janvier 2007, p.3.

avec le libéralisme offensif promu par une nouvelle génération à la fin des années 1970³⁷⁸ - qui répond directement aux attaques de ses détracteurs socialistes et communistes dont les critiques deviennent plus menaçantes avec la constitution du Programme Commun en 1971.

C'est ce contexte politique « menaçant » qui conduira l'ALEPS et la nébuleuse qui gravite autour de mobiliser un autre répertoire d'action collective qui est une intervention plus directe dans le champ politique.

1.4 Une action politique ciblée : l'ouverture au champ politique

Les semaines de la Pensée Libérale et la remise des Grands Prix André Arnoux, accordent une large place à la réflexion spéculative et au traitement de sujets larges et divers qui apparaissent relativement éloignés de la conjoncture politique contemporaine, alors que ces événements se tiennent une fois par an. C'est pourquoi Claude Harmel, en parallèle et en complément de ces événements (et avec le financement du patronat et notamment de l'UIMM³⁷⁹) va diriger la publication du bulletin de l'ALEPS qui se veut un « bulletin d'information et de rencontres des libéraux ». Il sera publié de manière irrégulière dans un premier temps avant de devenir un trimestriel et couvrira, dans un premier temps, principalement les Semaines de la Pensée libérale (en en faisant la publicité et en faisant des comptes-rendus), la remise des Grands Prix André Arnoux, la publication des ouvrages des proches de l'ALEPS, ainsi que des hommages à des personnalités de la famille libérale décédées³⁸⁰. L'objectif est de constituer un véritable réseau libéral qui partage les mêmes lectures³⁸¹, les mêmes figures intellectuelles et les mêmes lieux de rencontre. Mais peu à peu, le bulletin comprendra des articles de fonds qui constitueront des véritables argumentaires de fond à opposer à toutes les thématiques qui vont être développées par la « deuxième gauche »

³⁷⁸ Interrogés sur ces Semaines de la Pensée Libérale, hormis Jacques Garello, qui y participera avec un certain enthousiasme et qui semble en garder un bon souvenir, les autres Nouveaux Economistes comme Henri Lepage et Pascal Salin n'ont pas été marqués par ces Semaines, ni par ses organisateurs, certainement en raison du faible niveau de scientificité de ces semaines.

³⁷⁹ « Procès verbal de la réunion du Comité d'organisation de la Semaine de la Pensée Libérale », 5 septembre 1969, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

³⁸⁰ Le sixième exemplaire publié par exemple des hommages à André Arnoux, le fondateur de l'ALEPS, Louis Armand et à Hyacinthe Dubreuil. Cf. *Liberté économique et progrès social*, n°6, septembre 1971.

³⁸¹ Une bibliographie libérale sera publiée dans le bulletin n°11 et comprend à la fois les écrits des ordo-libéraux allemands que des écrits de Friedrich Hayek, Milton Friedman ainsi que des néo-libéraux français (Allais, Rueff...). *Liberté économique et progrès social*, n°11, juillet-août-septembre 1973.

autour de la CFDT et du PSU (dirigé alors par Michel Rocard) : l'autogestion³⁸², la démocratisation dans l'entreprise et la planification démocratique. Le spécialiste des questions syndicales qu'est Claude Harmel, se basant sur les productions internes de ses concurrents idéologiques directs, s'attachera à contrer de manière subversive leurs idées en recourant au registre de la peur et du catastrophisme que l'on retrouve dans les réseaux anti-communistes militants de l'époque³⁸³.

L'ALEPS développe en parallèle ses activités avec quelques réunions en Province dans des villes comme Lille ou Orléans où s'observe une « concentration importante d'un public intéressé par les idées libérales : cadres, universitaires... » ou la « présence de groupes ou d'intellectuels marxistes exerçant régionalement une certaine influence. »³⁸⁴ L'argumentaire déployé contre l'autogestion des salariés dans l'entreprise est simpliste et idéologique : l'autogestion nie l'idée que l'entreprise est faite pour servir des clients, elle reste floue sur ce qui adviendra de la rémunération des salariés de l'entreprise, elle entraîne une politisation arbitraire dans l'entreprise qui ne peut se maintenir que sous un régime dictatorial comme le montre le cas Yougoslave avec Tito³⁸⁵.

Ce qui focalisera l'attention des dirigeants de l'ALEPS et de Claude Harmel sera « l'affaire LIP » qui éclatera au courant de l'année 1973 au moment où les dirigeants de l'entreprise d'horlogerie LIP prévoient le licenciement de 480 employés, et qu'en réaction les salariés occupent l'entreprise. Claude Harmel décide de passer à l'offensive en diffusant avec le concours financier de l'UIMM un supplément au bulletin *Liberté Economique et social* intitulé « Lip-La Lune ». Il y est écrit que « L'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social a estimé intéressant de présenter à ses lecteurs une série d'articles publiés par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières sur l'affaire LIP ». Ce bulletin sera diffusé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires dans les entreprises en France pour contrer les tentations de l'autogestion³⁸⁶. Dans ce petit journal de quelques pages³⁸⁷, les syndicats ayant participé aux événements de LIP sont présentés comme des « conservateurs, sans imagination

³⁸² L'adversaire est clairement défini lors d'une réunion à Orléans : « L'autogestion dont je vais parler est celle en faveur de qui se sont prononcés une organisation syndicale, la C.F.D.T, un parti politique, le P.S.U, et d'une manière beaucoup plus vague et nuancée, le P.S. », *Liberté économique et progrès social*, n°11, juillet-août-septembre 1973, p.11-12.

³⁸³ Sur les registres discursifs utilisés par les militants anti-communistes voir Jean Levy, *Le dossier Georges Albertini, une intelligence avec l'ennemi*, op.cit.

³⁸⁴ *Liberté économique et progrès social*, n°11, juillet-août-septembre 1973.

³⁸⁵ *Liberté économique et progrès social*, n°11, juillet-août-septembre 1973.

³⁸⁶ Jean Lévy, *Le dossier Georges Albertini*, op.cit., p.194-200.

³⁸⁷ Supplément au *Liberté économique et progrès social*, n°12.

et animés de la volonté de bloquer le progrès économique et social », tandis que l'affaire, à laquelle les médias auraient prêté trop d'attention, est minimisée face à ce qui est appelée la « lipolatrie » qui entretiendrait un « racisme » à l'égard des chefs d'entreprises. Le journal rappelle en outre le principe du bon fonctionnement d'une entreprise : « Si l'on veut mettre les choses au service des hommes, il n'y a qu'une voie : il faut que les entreprises soient rentables, c'est-à-dire qu'elles produisent plus de valeur qu'elles ne consomment, le profit étant le caractère irremplaçable de ce bon fonctionnement ». Les aides publiques demandées par certains syndicalistes correspondent à du « parasitisme », et le journal s'en prend de façon virulente aux intellectuels ayant soutenu le mouvement car selon eux, « la légalité de la rue ne peut être que totalitaire ».

Le ton du bulletin de l'ALEPS et de ses alliés de l'UIMM est donc très virulent et direct pour défendre les figures de l'entreprise et du patron face aux critiques provenant de syndicalistes (majoritairement de la CFDT) et d'acteurs politiques (notamment Michel Rocard du PSU). Ce ton guerrier sera également celui qui sera employé par l'ALEPS à la veille de l'élection présidentielle de 1974 dans un contexte où le patronat redoute la perspective de voir la gauche arriver au pouvoir et le programme commun entrer en application³⁸⁸.

L'ALEPS, toujours par la plume de son secrétaire général Claude Harmel³⁸⁹ et de jeunes issus de l'extrême-droite³⁹⁰, va envoyer, à la veille de l'élection présidentielle deux documents ciblant chacun une population précise et qui seront, là aussi, largement diffusés grâce à l'appui de l'UIMM³⁹¹. Le bulletin envoyé aux enseignants³⁹² - jugés enclins à voter pour François Mitterrand - adopte un ton catastrophiste. Il considère ce vote comme un « cas de conscience »³⁹³ pour les « hommes et femmes de gauche traditionnelle, laïque, républicaine et socialiste ». François Mitterrand est présenté comme quelqu'un d'ambigu, autoritaire (partisan d'une République présidentielle) et calculateur. Mais le plus grave selon le bulletin, est que François Mitterrand n'aurait aucune marge de manœuvre à cause de ses alliés communistes qui pourraient mobiliser les masses : « Quelle liberté resterait-il à François

³⁸⁸ Cette dimension nous a été notamment rappelée par Henri Lepage et Jacques Garello lors de nos entretiens.

³⁸⁹ Rappelons qu'il est alors directeur de l'Institut Supérieur du Travail qui dispense des « formations » à des cadres de grande entreprise pour contrer l'influence syndicale et marxiste dans l'entreprise.

³⁹⁰ Selon Jacques Garello : « toute son équipe venait : Alain Madelin, Hervé Novelli, Gérard Longuet, Alain Robert. Ils étaient à Jeune Nation mais c'était un secret de polichinelle ». Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012. La participation d'Alain Madelin à l'ALEPS remonterait à 1971. Cf. « L'Aleps a 40 ans », *Liberté économique et progrès social*, n°118, janvier 2007, p.7.

³⁹¹ Selon une protagoniste, le bulletin destiné aux enseignants aurait été diffusé à plus de 400 000 exemplaires. Cf. Frédéric Charpier, *Génération Occident...*, op.cit., p. 289-290.

³⁹² « Spécial enseignant », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°14, avril 1974.

³⁹³ *Ibid.*, p.3.

Mitterrand, même nanti de tous les pouvoirs qui sont ceux aujourd'hui du président de la République, si le PC décidait de mobiliser contre lui les masses ? Il serait tout aussi impuissant que le fut à Prague le Président Edouard Benès un certain jour de février 1948. »³⁹⁴ François Mitterrand serait tiraillé entre le PCF, qui l'obligerait à aligner sa politique internationale sur l'URSS, et le PSU (et la CFDT qui aurait appelé à une grève générale après l'élection) qui le conduirait à suivre leurs théories révolutionnaires³⁹⁵. L'exemple du Chili où le socialiste Allende a été prisonnier « d'ultra-révolutionnaires » et a conduit son pays à la ruine est rappelé en guise de conclusion³⁹⁶. Le raccourci est donc simple : voter pour François Mitterrand conduirait le pays à la dictature... Toujours dans le même ton, une lettre « confidentielle » est envoyée aux cadres supérieurs et veut montrer à quel point une victoire de François Mitterrand serait néfaste pour leurs conditions de vie, notamment en raison des augmentations d'impôts qui en résulteraient³⁹⁷.

L'ALEPS avait été créée, on l'a vu, à l'initiative du patronat qui voulait s'impliquer davantage dans le débat d'idées. Les structures juridiques souples dont s'est dotées l'Association, ainsi que l'activisme de Claude Harmel qui devient à l'époque « l'homme à tout faire de l'ALEPS »³⁹⁸ expliquent pour une large part la direction que prend l'Association à ses débuts. Elle semble être davantage une antenne de l'anti-communisme militant pilotée par les réseaux de Georges Albertini (Claude Harmel est son bras droit), et subventionnée par l'aile la plus conservatrice du patronat, l'UIMM, qu'une association marquant une véritable tentative de réhabilitation de la pensée libérale. Le « libéralisme » promu lors de ces semaines ou dans les bulletins de l'ALEPS est avant tout « défensif » de par son procédé discursif, puisqu'il se situe directement en résonance avec ses critiques contemporaines et qu'il y répond en ne faisant que rappeler les conceptions traditionnelles de l'entreprise, se faisant ainsi le « porte-parole du CNPF »³⁹⁹. En effet, l'association défendait davantage les entreprises, qu'une doctrine libérale à proprement parler⁴⁰⁰. Ce choix de la part des acteurs de l'ALEPS de recourir à des répertoires d'action comme les colloques ou l'action politique indirecte plutôt qu'à d'autres formes est complexe à expliquer, mais tient probablement au contexte de l'époque que nous avons évoqué et à l'identité sociale des acteurs soutenant

³⁹⁴ *Ibid.*, p.6.

³⁹⁵ *Ibid.*, p.11.

³⁹⁶ *Ibid.*, p.11.

³⁹⁷ « La lettre confidentielle des cadres supérieurs », *Liberté économique et progrès social*, n°15, mai 1974, p.2.

³⁹⁸ Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.

³⁹⁹ L'expression est de Jacques Garello. Entretien avec l'auteur.

⁴⁰⁰ Henri Lepage, lors de notre entretien nous a dit : « la défense du libéralisme à l'époque c'était très littéraire, très idéologique, c'était de la répétition de slogans », « c'était la défense simplement de la libre-entreprise ». Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

l'initiative⁴⁰¹, qui sont avant tout motivés par la peur de voir « les marxistes » s'emparer du pouvoir politique. On notera au passage, pour souligner un possible non-advenu, qu'à la même époque en Angleterre, la stratégie des militants libéraux de l'époque réunis autour de l'*Institute of Economic Affairs* est tout autre, puisqu'elle consiste à produire et à diffuser largement (notamment dans le champ académique) des notes concises rédigées par des universitaires (dont Friedrich Hayek lui-même) sur des sujets économiques et sociaux⁴⁰². Cette méthode peut être jugée plus efficace car elle permettra d'une part d'attirer vers elle des acteurs politiques de premier plan comme Margaret Thatcher, et d'autre part d'alimenter intellectuellement des étudiants, des journalistes en note au Royaume-Uni et au delà puisque des français comme Henri Lepage ou Pascal Salin découvriront des auteurs classiques de la pensée néo-libérale par cet intermédiaire.

Le bilan de l'ALEPS est donc largement en demi-teinte et ne parvient pas, d'une part à sensibiliser un large public à ses thèses, et d'autre part à porter une doctrine cohérente dans le champ politique. Davantage patronal qu'intellectuel, le militantisme de ces acteurs semble très loin de la volonté de rénovation intellectuelle du néo-libéralisme et de sa diffusion, mais s'apparente plus à la poursuite d'un combat mené dans d'autres organisations (activités de Claude Harmel) ou à un club social de réflexion mondain.

Progressivement, après l'élection présidentielle de 1974, l'influence de Claude Harmel s'estompe (il n'est plus directeur de la publication des bulletins de l'ALEPS), alors qu'Albert Garand devient Président délégué-général dans un contexte de crise pour l'ALEPS⁴⁰³ qui met fin à ces semaines de la pensée libérale au format long⁴⁰⁴. Le colloque sur l'inflation, organisé fin 1974, marque une fois de plus des divergences entre acteurs libéraux⁴⁰⁵, et constitue un

⁴⁰¹ Qui sont selon les mots même de Jacques Gareilo des « conservateurs » (entretien avec l'auteur, 8 juin 2012).

⁴⁰² Sur la genèse et le développement de l'*Institute for Economic Affairs*, voir Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable: Think-Tanks and the Economic Counter-Revolution (1931-1983)*, op.cit., p.122-200.

⁴⁰³ Jacques Gareilo a dit par la suite : « Nous nous inquiétons, au début des années soixante-dix, de l'opportunité de garder à notre maison le drapeau du libéralisme », *Liberté économique et progrès social*, n°54, août 1985, p.9. Lors de l'entretien avec Jacques Gareilo, celui-ci nous a expliqué que le passage de Albert Garand du CNPF (où il était économiste et conseiller du Président) à l'ALEPS avait marqué un retrait financier du CNPF. C'était lui qui était chargé de convaincre le puissant syndicat patronal de donner des fonds.

⁴⁰⁴ Nous l'avons exclu de la liste des Semaines de la Pensée Libérale en annexe car ce colloque a eu lieu sur une journée et ne traite qu'un seul thème.

⁴⁰⁵ Des jeunes économistes, partisans du monétarisme, participent pour la première fois à un événement de l'ALEPS, et ont une position commune qui diffère de celle de Maurice Allais qui prône pour des solutions plus autoritaires pour juguler l'inflation. Cf. « Déclaration sur l'inflation », *L'inflation en France en 1974. Colloque du 18 décembre 1974*, archives de l'ALEPS, pochette n°2 ; Jacques Gareilo, « Compte-rendu du colloque sur l'Inflation en France », *Liberté économique et progrès social*, n°17, janvier-février-mars 1975, p.25 – 42.

relatif échec en termes d'impact⁴⁰⁶. C'est pourquoi en avril 1975, lors d'une Assemblée Générale, l'ALEPS réforme ses statuts pour créer un collège présidentiel comprenant notamment Gaston Leduc, le Président de la Société du Mont Pélerin, Jacques Rueff et Pierre de Calan⁴⁰⁷. Une place plus importante est accordée aux universitaires dans le Conseil d'Administration qui intègre notamment Pascal Salin (professeur à Paris Dauphine) et Roland Drago (professeur de droit à Assas). L'ALEPS va pouvoir alors progressivement évoluer en laissant une place de plus en plus importante à une nouvelle génération d'acteurs militants qui se feront les promoteurs d'un libéralisme bien différent, tant sur la forme que sur le fond, du libéralisme patronal défensif promu par leurs prédécesseurs - sur lesquels ils porteront d'ailleurs un jugement parfois sévère⁴⁰⁸ - : il s'agira du groupe des Nouveaux Economistes.

⁴⁰⁶ Albert Garand l'admet : « Pourquoi cacher que nous avons été déçus de constater qu'à deux ou trois notables exceptions, la presse n'a pas réservé à notre colloque la place que méritaient l'importance et l'originalité des travaux et des débats ? », *Liberté économique et progrès social*, n°17, janvier-février-mars 1975, p.3.

L'un des seuls journaux traitant de l'événement retient une intervention secondaire sur l'inflation dans les pays satellites de l'URSS en se trompant sur le nom de l'ALEPS : J. Van Den Esch, « Dernier slogan du P.C. : « Pas de crise pas d'inflation dans les pays socialistes. Demandez donc à Ivan et à Natacha ce qu'ils en pensent », *L'Aurore*, 19 décembre 1974.

⁴⁰⁷ « Chronique de l'ALEPS. Assemblée générale (16 avril 1975) », *Liberté économique et progrès social*, n°17, avril-juin 1975, p.53-54.

⁴⁰⁸ Pascal Salin sur Gaston Leduc : « il avait peut être insuffisamment de charisme » (entretien du 23 mai 2012). Henri Lepage était quant à lui « énervé par la manière dont ils [les membres du patronat] s'y prenaient : « c'était la sempiternelle liberté d'entreprendre » (entretien du 23 mai 2012).

2) La promotion d'un libéralisme scientifique offensif : les « Nouveaux Economistes »

Le libéralisme économique, faiblement théorisé, et défendu de manière idéologique par les acteurs de l'ALEPS à sa création, n'aura donc qu'un écho relativement limité. Les intellectuels néo-libéraux d'après-guerre qui en font la promotion peuvent être ainsi considérés comme des « prophètes wéberiens »⁴⁰⁹, dans la mesure où leur engagement est individuel et repose davantage sur leur charisme que sur une appartenance à une communauté intellectuelle⁴¹⁰. La figure de Jacques Rueff en est une excellente illustration : il a, on l'a vu, fait une carrière brillante de haut fonctionnaire et de conseiller du Prince (conseillant notamment Raymond Poincaré et Paul Reynaud)⁴¹¹, mais sa légitimité ne provient pas de son appartenance à un réseau universitaire⁴¹², mais de sa personnalité et de son prestige personnel. Il en était de même pour les acteurs patronaux défenseurs de la liberté économique et impliqués dans l'ALEPS comme Pierre de Calan, qui bien qu'accumulant capital culturel (diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques), économique (patron d'entreprise) et symbolique (responsable syndical), ne parvint pas à faire dominer sa vision du monde auprès de ses pairs⁴¹³.

En revanche, la trajectoire du groupe des « Nouveaux Economistes » est différente de leurs prédécesseurs. En effet, d'une part parce que ces acteurs⁴¹⁴ se mobiliseront en tant

⁴⁰⁹ Nous reprenons l'expression dans le sens où Gisèle Sapiro l'emploie et le définit dans « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 n° 176-177, p. 8-31.

⁴¹⁰ Caractérisé par les modes d'affiliation qui régissent l'entrée dans le groupe, de légitimation qui régissent la reconnaissance auprès des pairs, et de consécration qui produit une reconnaissance auprès d'un public élargi, selon Rémy Rieffel, *Les intellectuels sous la Ve République (1958-1990)*, Paris, Hachette, 1995, 3 volumes.

⁴¹¹ Sur la carrière et la trajectoire biographique de Jacques Rueff voir François Bourricaud, « Le libéralisme de Jacques Rueff » in François Bourricaud et Pascal Salin, *Présence de Jacques Rueff*, Paris, Plon, 1989, p.11-90.

⁴¹² Rappelons que devant ses camarades de Polytechnique à une réunion organisée par le groupe X-Crise, il avait prononcé en 1934, un discours marquant sa différence avec ses camarades intitulée « Pourquoi malgré tout je reste libéral ». Cf. Georges Lane, « Jacques Rueff, un libéral perdu chez les planistes », in Alain Madelin (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, *op.cit.*, p. 413-435.

⁴¹³ Il échoua à se faire élire à la tête du CNPF pour en faire un « patronat politique », tandis que ses relations restèrent tendues au sein du syndicat patronal avec une partie modernisatrice. Cf. Henri Weber, *Le parti des patrons*, *op.cit.*

⁴¹⁴ Voir en annexe 5, le tableau des membres fondateurs du groupe (liste non exhaustive comprenant les économistes ayant participé à l'ouvrage collectif *L'économique retrouvée* et qui ont participé à la première université d'été de la Nouvelle Economie en 1978). Nous avons exclus de notre tableau les élèves ou « héritiers » de ces Nouveaux Economistes comme Georges Lane ou Bertrand Lemennicier qui joueront un rôle au sein de ce groupe qu'à partir du milieu des années 1980.

qu'économistes sur les bases d'une scientificité qui leur est reconnue⁴¹⁵ et formeront une communauté intellectuelle avec des modalités d'affiliation, de légitimation et de consécration qui leur sont propres mais aussi des lieux de sociabilité et des modes de diffusion communs⁴¹⁶. Ils se mobiliseront tout d'abord dans leur domaine de recherche en science économique où ils s'attèleront à l'importation des concepts, des méthodologies, des résultats empiriques mais aussi des nouveaux domaines de recherche de la science économique américaine en rupture avec la matrice keynésienne. D'autre part, ils prendront part aux débats politiques et intellectuels de l'époque, en réaction à des thèses défendues par des acteurs de gauche, qui sont également des économistes qui deviendront « conseillers du Prince », et de plus en plus en plus impliqués dans le champ politique par la suite, ils contribueront largement à faire connaître et à « politiser »⁴¹⁷, les thèses philosophiques et économiques de penseurs libéraux et libertariens américains.

Qui sont les Nouveaux Economistes ? En quoi porteront-ils un libéralisme différent des « néo-libéraux » de l'après-guerre ? Dans quelle mesure le militantisme scientifique de ces acteurs permettra de refonder une doctrine libérale influente sur le plan politique ?

Dans un premier temps nous analyserons les conditions du succès de l'émergence de cette nouvelle génération d'économistes en mettant en évidence le contexte social et politique ainsi que le contexte discursif particulier dans lequel les acteurs se s'inscrivent, ainsi que le mode de diffusion de leurs idées.

⁴¹⁵ Gisèle Sapiro a déjà souligné l'importance de cet aspect : « les formes et les modalités d'intervention varient entre les activités les plus spécialisées et organisées sur le plan professionnel, comme le droit et la médecine, et celles qui le sont le moins comme la littérature. Les variations s'observent aussi bien dans le mode de mobilisation que dans la rhétorique de justification des prises de position. La mobilisation en tant que corps professionnel, au nom de la science et d'une compétence socialement reconnue dans un domaine, s'oppose ici à l'engagement individuel, sur le mode charismatique du prophète weberien. », Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *art.cit.*

⁴¹⁶ Comme le rappelle Gérard Leclerc lorsqu'il analyse les intellectuels au sein du monde universitaire : « Être un intellectuel, c'est appartenir consciemment et d'une quelconque manière à la collectivité des pairs. L'importance de la communication entre collègues, de la notoriété et de la visibilité, le rôle de la parole publique en tant que forme de l'engagement de l'intellectuel, la volonté de donner un poids collectif à une initiative qui peut, au départ, être individuelle, tous ces phénomènes expliquent que l'intellectuel est à la fois profondément individualiste et ancré dans le groupe de ses pairs. », « Qui sont les intellectuels ? Le cas des universitaires », *Sciences humaines* 2/2005 (N°157), p. 24.

⁴¹⁷ Nous nous inspirons du travail de Mathieu Hauchecorne qui a réalisé sa thèse (soutenue en 2011) sur la réception du philosophe John Rawls et des théories de la justice en France. Dans un article, il analyse la politisation différenciée de John Rawls et d'Amartya Sen en France notamment en travaillant sur les processus de « mise en livre » de la traduction de leurs œuvres. Cf. Mathieu Hauchecorne, « Le « professeur Rawls » et le « Nobel des pauvres » » La politisation différenciée des théories de la justice de John Rawls et d'Amartya Sen dans les années 1990 en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 n° 176-177, p. 94-113.

Dans un deuxième temps, nous mettrons en évidence la rupture de cette nouvelle génération par rapport à la génération précédente d'acteurs libéraux au niveau de la cohésion du groupe, de leur positionnement au sein de la science économique et de la nature du libéralisme qui est défendu.

Dans un troisième temps, nous nous intéresserons à l'intentionnalité de ces acteurs lorsque ces derniers utilisent le registre scientifique afin de prendre part à un débat intellectuel et politique.

2.1 Le contexte et les conditions de la constitution du groupe des « Nouveaux Economistes »

C'est à partir du milieu des années 1970 qu'un groupe d'économistes est amené à se rencontrer régulièrement pour des discussions scientifiques liées à leur discipline qui est en pleine mutation. Auparavant, ces économistes qui poursuivaient leur carrière académique - ils deviennent professeurs pour la plupart à la fin des années 1960⁴¹⁸ - étaient plus préoccupés (hormis Jacques Garelo qui était impliqué à l'ALEPS très tôt) par leurs travaux de recherche scientifique⁴¹⁹ que par l'action militante. Le groupe des « Nouveaux Economistes » est réellement constitué en 1977 suite à une série de colloques scientifiques organisés par des écoles de Commerce à Paris⁴²⁰. Il est créé notamment à l'initiative de Jean-Jacques Rosa et de Jacques Garelo qui a l'idée du nom s'inspirant des « Nouveaux Philosophes » et de la « Nouvelle cuisine »⁴²¹. L'utilisation de ce label dans un objectif de communication révèle la volonté d'acquérir une audience bien au delà du champ académique à partir duquel vont naître leurs convictions. Nous verrons que la création du groupe des « Nouveaux Economistes » se fera dans un contexte économique, politique et social qui leur est favorable, tandis que les acteurs sont parvenus grâce à leurs écrits et à une mobilisation de leur capital social à acquérir une audience médiatique qui leur permettra d'exister par la suite.

Economiquement, la crise pétrolière qui se déclenche en 1973 et 1974 entraîne des conséquences désastreuses pour l'économie des pays occidentaux avec l'apparition d'une forte inflation que les gouvernements parviennent difficilement à juguler. Cette situation économique aboutit à la remise en cause des thèses keynésiennes qui sont jugées, dans le nouveau contexte international, incapables de répondre à la crise de la stagflation, ce qui favorise la diffusion des idées monétaristes faisant porter la responsabilité de l'inflation sur la création monétaire qu'il convient de limiter. Internationalement, on assiste à une consécration des économistes monétaristes comme Milton Friedman qui reçoit le prix Nobel d'économie en 1976. Sur le plan intellectuel, c'est également une période prospère pour les idées libérales et libertariennes : Friedrich Hayek reçoit le prix Nobel d'économie en 1974, alors qu'il vient

⁴¹⁸ Voir tableau en annexe.

⁴¹⁹ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁴²⁰ Notamment celui tenu à l'ESSEC en 1975 et dont les contributions formeront l'ouvrage collectif *L'Economie retrouvée. Vieilles critiques et nouvelles analyses*. Henri Lepage évoque quant à lui d'autres rencontres organisées entre temps notamment par l'Association des Doctorants en économie alors dirigée par Jean-Jacques Rosa (entretien avec Henri Lepage, 23 mai 2012).

⁴²¹ Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

de publier le premier volume de *Law, Legislation and Liberty*⁴²², tandis qu'une série de livres philosophiques majeurs seront publiés entre 1973 et 1975 dont celui de Murray Rothbard, *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto*⁴²³, de Robert Nozick, *Anarchy, State and Utopia*⁴²⁴ ou de David Friedman (le fils de Milton), *The Machinery of Freedom*⁴²⁵.

Sur le plan national, on assiste au développement du mouvement des néo-aroniens se faisant les porteurs d'un libéralisme politique à travers la revue *Contrepoint* puis *Commentaire* créée en 1976⁴²⁶, et qui, comme nous le verrons auront des contacts avec les « Nouveaux Economistes ». C'est également à cette période que naît le groupe des « Nouveaux Philosophes » qui sont d'ailleurs considérés comme des alliés par les acteurs de l'ALEPS en raison de leurs critiques du totalitarisme, et des penseurs marxistes⁴²⁷. C'est également une période où le patronat est effrayé à la perspective d'une victoire de la gauche et d'une application de son programme commun comprenant des nationalisations. Ce contexte favorise la création d'organisations patronales, qui seront intéressées par les travaux des Nouveaux Economistes, comme l'*Institut de l'Entreprise*, ou encore *Ethic* par Yvon Gattaz, qui deviendra Président du CNPF qui sont des organisations patronales qui existent encore aujourd'hui⁴²⁸.

Mais c'est en situant le contexte discursif particulier dans lequel est écrite la série d'ouvrages individuels et collectifs qui marqueront la naissance et l'institutionnalisation du groupe des « Nouveaux Economistes » dans le paysage intellectuel, que nous pouvons mieux comprendre les conditions d'émergence du groupe. En effet, sa création fait suite à la

⁴²² Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 1, *Rules and Orders*, London, Routledge & Kegan Paul, 1973, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome 1 : *Règles et ordre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980 ; Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 2, *The Mirage of Social Justice*, London, Routledge & Kegan Paul, 1976, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome 2 : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981 ; Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 3, *Political Order of a Free People*, London, Routledge & Kegan Paul, 1979, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome 3 : *L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.

⁴²³ Murray Rothbard, *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto*, New York, The Macmillan Company, 1973.

⁴²⁴ Robert Nozick, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, 1974, traduction française E. D'Auzac de Lamartine et P.E Dausat, *Anarchie, Etat et Utopie*, Paris, PUF, 1988.

⁴²⁵ David Friedman, *The Machinery of Freedom*, New York, Harper & Row, 1973, traduction française F. Liégeois, *Vers une société sans Etat*, Paris, Les Belles Lettres, 1992.

⁴²⁶ C'est la période que Gwendal Châton appelle dans sa thèse consacrée aux revues aroniennes « la liberté retrouvée ». Cf. Gwendal Châton, *La liberté retrouvée. Une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes "Contrepoint" et "Commentaire"*, thèse de science politique sous la direction de Jean Baudouin soutenue en 2006 à l'Université de Rennes I.

⁴²⁷ Albert Garand, « Les nouveaux philosophes et le libéralisme », *Liberté économique et progrès social*, n°27, juillet-août-septembre 1977, p.14-22.

⁴²⁸ Sur les think-tank patronaux, voir Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, *op.cit.* et Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux » in Jean-Claude Daumes (dir), *op.cit.*, p. 1040-1044.

publication de nombreux ouvrages individuels ou collectifs, qui ont pour point commun de réhabiliter l'analyse micro-économique, le monétarisme, l'école des choix publics, l'école de Virginie, la théorie du capital humain de Gary Becker, autant d'écoles qui participent à un travail scientifique collectif de réhabilitation de l'économie classique et néo-classique. L'ensemble de ces ouvrages sont écrits en réponse à ceux écrits à la même époque par des jeunes économistes proches du PS comme Jacques Attali ou Marc Guillaume⁴²⁹, auteurs de *l'Anti économique*⁴³⁰ ou de *Le capital et son double*⁴³¹ qui critiquent les postulats et les conceptions épistémologiques de la science économique classique et notamment de la micro-économie (modélisation, homo oeconomicus...)⁴³². Ces auteurs se fondent eux-mêmes sur des auteurs américains comme John Kenneth Galbraith qui dans ses ouvrages⁴³³ établit une critique virulente des thèses néo-classiques de ses collègues américains de l'époque en montrant, en particulier, que les producteurs imposent leurs choix aux consommateurs rendant les modèles néo-classiques obsolètes⁴³⁴. C'est donc dans le cadre de cette importation en France d'une querelle principalement épistémologique (doit-on partir de l'individu et de sa rationalité pour appréhender les phénomènes économiques ?) opposant des économistes familiers des thèses classiques qu'ils ont souvent découvertes par leurs études aux Etats-Unis et des économistes de gauche nourris à la littérature de la *New Left* américaine que naît le groupe des « nouveaux économistes ».

C'est ainsi dans ce contexte qu'est tenu un colloque en 1975 à l'ESSEC qui donnera lieu à un ouvrage collectif, *L'économie retrouvée*⁴³⁵, intégrant les principales contributions de ses participants qui deviendront le groupe des « Nouveaux Economistes ». Cet ouvrage,

⁴²⁹ Des chapitres sont consacrés spécifiquement à répondre à l'anti-économie, par ailleurs Henri Lepage nous a indiqué que s'il devait réécrire son livre *Demain le capitalisme* ou *Demain le libéralisme*, il retirerait les premières parties qui étaient marquées par les débats de l'époque. Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁴³⁰ Jacques Attali, Marc Guillaume, *L'anti-économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972.

⁴³¹ Marc Guillaume, *Le capital et son double*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975.

⁴³² Les thèses dont s'inspirent les Nouveaux Economistes et qui sont critiquées par des économistes de gauche comme Jacques Attali sont notamment développées par les auteurs suivants : Gary Becker dans, *The Economics of Discrimination*, Chicago, University of Chicago Press, 1957 ; Harold Demsetz dans « Towards a Theory of Property Rights », *American Economic Review*, mai 1967 ; Ronald Coase dans « The Nature of the Firm », *Economica*, 4 (16), 1937, p. 386-405 ; George Stigler, « Information in the Labor Market », *Journal of Political Economy*, octobre 1962 ; ou encore Anthony Downs, *Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957. Ces analyses qui explorent plusieurs domaines (discriminations raciales, l'entreprise, marché du travail, compétition politique) ont pour point commun de partir du statut épistémologique de l'acteur rationnel pour expliquer une situation donnée.

⁴³³ John Kenneth Galbraith, *La science économique et l'intérêt général*, Paris, Gallimard, 1974 ; John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

⁴³⁴ Florin Aftalion nous a indiqué à propos de la parution des ouvrages de Jacques Attali et de Marc Guillaume que « c'était une insulte à tout ce que l'on enseignait ». Entretien avec Florin Aftalion, 24 mai 2012.

⁴³⁵ Florin Aftalion, Jean-Jacques Rosa (dir.), *L'économie retrouvée. Vieilles critiques et nouvelles analyses*, Paris, Economica, 1977.

dirigé par Jean-Jacques Rosa, professeur à l'IEP de Paris, et Florin Aftalion, professeur à l'ESSEC, a un objectif clair affiché dès l'introduction qui est de défendre et d'approfondir la science économique classique et se positionne clairement par rapport aux « anti-économiques » : « Ce livre voudrait montrer que les critiques sont sensiblement en retard par rapport à l'évolution en cours. L'autre économique, celle qu'ils appellent de leurs vœux, existe déjà et elle constitue même la pratique quotidienne des spécialistes modernes. Mais elle n'implique aucun reniement de l'esprit et des méthodes de la science économique traditionnelle. Bien au contraire, elle en est l'aboutissement et l'approfondissement. Cette constatation renverse les perspectives et remet en cause le diagnostic même de crise⁴³⁶ ». Cette crise que connaît la science économique qui est accusée soit de servir les intérêts des classes dominantes (critique marxiste) soit d'être déconnectée de la réalité, provient selon eux, d'une part de la popularité du paradigme keynésien qu'ils contestent, d'autre part de l'usage trop important de la modélisation mathématique qui est faite en science économique⁴³⁷. Alors que la validité du paradigme de l'homo oeconomicus qui postule la rationalité des acteurs dans ses choix et son comportement est rappelée⁴³⁸, l'ensemble des contributions dressent un panorama de la science économique contemporaine à partir d'« analyses, anciennes dans leur principe mais souvent nouvelles par leur domaine d'application⁴³⁹ ». Les nouveaux apports scientifiques issus de la science économique américaine pour chaque domaine sont présentés : par exemple André Fourçans offre une analyse monétariste de l'inflation⁴⁴⁰, Jean-Jacques Rosa défend, face aux conceptions des « anti-économiques », la théorie moderne du consommateur montrant la stabilité de la demande dans le temps⁴⁴¹, Frédéric Jenny quant à lui effectue une revue de littérature sur la théorie économique du crime qui étend au domaine du crime l'utilisation d'outils issus de la science économique (coûts d'opportunité, externalités...) pour comprendre le comportement des criminels⁴⁴². *L'économie retrouvée* servira de référence pour les Nouveaux Economistes et leurs disciples⁴⁴³ et fera l'objet de nombreuses

⁴³⁶ *Ibid.*, p.1.

⁴³⁷ *Ibid.*, p.2-3.

⁴³⁸ « Pourquoi alors ne pas admettre l'utilité de l'homo oeconomicus comme approximation commode du comportement humain alors qu'il a servi à formuler un grand nombre de prévisions exactes abondamment vérifiées ? », *ibid.*, p.2.

⁴³⁹ *Ibid.*, p.10

⁴⁴⁰ André Fourçans, « L'économie et l'inflation » in *ibid.*, p.71-86.

⁴⁴¹ Jean-Jacques Rosa, « Vrais et faux besoin » in *ibid.*, p.155-191.

⁴⁴² Frédéric Jenny, « La théorie économique du crime », in *ibid.*, p.296-324.

⁴⁴³ Il est par exemple très souvent cité dans l'ouvrage de Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Editions Hachette, 1978.

critiques et d'un ouvrage collectif rédigé par des économistes proches du PS et de l'école de la régulation en réponse⁴⁴⁴.

Toujours dans le cadre de cette controverse, au même moment, Pascal Salin et Emil Claassen, professeurs à Dauphine compilent des articles économiques d'auteurs français (comprenant notamment Jacques Rueff) mais surtout internationaux (dont Milton Friedman) qui analysent la crise économique qui sévit dans les années 1970, intitulée *L'occident en désarroi : turbulences d'une économie prospère*⁴⁴⁵. Cette compilation est réalisée en réponse aux économistes proches du Parti Socialiste⁴⁴⁶ partisans de « l'école de la régulation » qui avaient publié eux-mêmes *L'occident en désarroi : ruptures d'un système économique*⁴⁴⁷. Les dates de parution de ces documents coïncident avec la campagne des élections législatives de 1978, ce qui témoigne d'une certaine volonté de la part de ces économistes de participer à leur manière au débat public. Pascal Salin résume ainsi le passage du débat au sein du champ académique à un débat public : « On éprouve le besoin d'expliquer à l'extérieur qu'il faut comprendre les choses de telle ou telle manière et ne pas rester enfermer dans un développement purement académique. Cela paraît naturel de vouloir projeter des idées auxquels on tient à l'extérieur [...] Cela fait partie de la volonté de lutter contre les idées socialistes et les communistes [...] On avait la volonté de se positionner par rapport aux thèses socialistes pour avoir une audience ⁴⁴⁸ ».

A côté de ces ouvrages collectifs scientifiques est publiée une série de livres individuels destinés à faire connaître les positions des « Nouveaux Economistes ». André Fourçans, professeur à l'ESSEC publie un ouvrage destiné à montrer les causes de l'inflation et les remèdes en termes de politique économique⁴⁴⁹, Georges Gallais-Hamonno, professeur à l'Université d'Orléans s'attaque quant à lui aux méfaits des nationalisations⁴⁵⁰, tandis que Florin Aftalion publie un ouvrage condamnant les options économiques du Parti Socialiste et

⁴⁴⁴ Wladimir Andeff, Annie Cot, Roger Frydman, Lucien Gillard, François Michon, Robert Tartarin, *L'économie fiction : contre les nouveaux économistes*, Paris, Editions F. Maspero, 1982.

⁴⁴⁵ Emil Claassen, Pascal Salin (dir.), *L'occident en désarroi : turbulences d'une économie prospère*, Paris, Dunod, 1977.

⁴⁴⁶ Pierre Drouin, *Le Monde*, 13 mai 1978.

⁴⁴⁷ Xavier Greffe, Jean-Louis Reiffers, Michel Aglietta (dir.), *L'occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.

⁴⁴⁸ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁴⁴⁹ André Fourçans, *La politique de la monnaie : analyse et propositions*, Paris, Economica, 1976.

⁴⁵⁰ Georges Gallais-Hamonno, *Les Nationalisations, à quel prix ? pour quoi faire ?*, Paris, Presses Universitaire de France, 1977.

notamment son programme commun en avançant que la gauche n'avait guère changé depuis le temps de Karl Marx⁴⁵¹.

⁴⁵¹ Florin Aftalion, *Socialisme et économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.

Florin Aftalion (1937-)

Florin Aftalion, né en 1937 à Bucarest, est issu d'une famille d'immigrés roumains qui ont fuit le communisme de leur pays. Il suit d'abord une formation d'ingénieur à l'Ecole Nationale Supérieure des pétroles et des moteurs, avant d'obtenir un doctorat de chimie physique à l'Université de Paris. Il travaille ensuite quelques années dans une grande société pétrolière qui fera partie du groupe Total. Il reçoit une bourse en 1970 pour suivre une année de perfectionnement en commerce à Northwestern University à Chicago. Il y reste pour obtenir un MBA, puis entame un doctorat en finance. Il revient en France en 1972 et enseigne à l'ESSEC en qualité de professeur. Au cours de sa carrière, il sera professeur invité de finance aux Universités de Northwestern, Tel-Aviv ou de New York. Il assurera également une activité de conseil auprès de diverses banques et d'institution financières.

Intellectuellement, Florin Aftalion se situait dans sa jeunesse à gauche de l'échiquier politique, il a été cadre du PSU, mais il démissionne de son poste peu avant la signature du programme commun. Familiarisé aux thèses monétaristes lors de son séjour aux Etats-Unis, il fera partie du groupe des « Nouveaux Economistes » fondé en 1977. Il a écrit de nombreux articles économiques dans *Le Figaro* et dans *Le Figaro Magazine*.

Il a dirigé la collection *Libre Echange* aux Presses Universitaires de France, qui publiera une trentaine d'ouvrages (dont la traduction des œuvres majeures de Friedrich Hayek), tandis qu'il a œuvré pour réhabiliter la pensée de Frédéric Bastiat en commentant et en publiant ses écrits.

Membre de la société du Mont Pèlerin, il devient administrateur de l'ALEPS en 1984.

Il a publié tant des manuels d'économie et de finance comme *La théorie financière de l'entreprise* (1974) ou les « Que-sais je ? » sur *Le monétarisme* (1981) ou *Les taux d'intérêt* (1984), que des essais comme *Socialisme et économie* (1978), *L'économie de la Révolution Française*, (1987). Il a également écrit une introduction à la pensée de Frédéric Bastiat : *Œuvres économiques de Frédéric Bastiat* (1983).

Sources : entretien avec Florin Aftalion le 24 mai 2012 ; fiche personnelle sur le site internet de l'Essec (<http://www.essec.fr/professeurs/florin-aftalion>)

A côté de ces contributions scientifiques s'inscrivant dans une polémique propre au champ de la science économique, Henri Lepage (voir encadré), joue un rôle crucial dans le développement du groupe des Nouveaux Economistes à travers la publication de son best-seller *Demain le capitalisme*⁴⁵² qui contribuera à donner une large visibilité médiatique aux « Nouveaux Economistes » en s'adressant à une audience plus large.

Henri Lepage (1941-)

Henri Lepage, né le 21 avril 1941 dans le XV^{ème} arrondissement de Paris, est le fils de Marcel Lepage, pharmacien. Il étudie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris avant d'aller étudier l'économie à l'Université du Colorado aux Etats-Unis grâce à la bourse du programme Fulbright. Il obtient un Master d'Economie et étudie ensuite à la London School of Economics pendant deux ans où il souhaitait rédiger une thèse sur le développement régional avant de finalement y renoncer.

Il revient en France en 1967 où il commence une activité de journaliste économique au magazine *Entreprise* dirigé par Michel Drancourt. Il en devient le rédacteur en chef adjoint en 1971, et jusqu'en 1975, date à laquelle le magazine cesse de paraître. Il devient chargé de mission à l'Institut de l'entreprise à partir de 1976, poste qu'il occupera jusqu'en 1989. En parallèle, il a effectué diverses activités d'enseignement en étant directeur de séminaire à l'Ecole Nationale d'Administration (1979), chargé de cours à l'Université d'Orléans (1979-1980), lecteur de l'Institute for Human Studies (1982), chargé de cours (1989) puis professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine (il est membre du centre de recherche Jean-Baptiste Say).

Proche de Alain Madelin, il devient Délégué général de son think-tank *Euro 92* en 1989 jusqu'en 2001, année où il devient administrateur du groupe PPE-DE au Parlement Européen (jusqu'en 2008).

Il s'est engagé dans de nombreuses associations et think-tank : membre du Conseil scientifique de l'Institut Economique de Paris (1984-1986), cofondateur et Administrateur de l'International Center for Research on Environmental Issues (1991), Président de l'Association des amis de la London School of Economics (1995-1998), Président du Conseil Scientifique puis Président (depuis 2008) de l'Institut Turgot ; Administrateur de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social (1980), de la Société du Mont Pèlerin (1994-1998) et de l'Institute for Human Studies-Europe (1989-1998).

Il a joué aussi un rôle de conseil dans différentes commissions gouvernementales : membre de la Commission emploi-revenus du 8^e plan (1979), du Comité sur l'avenir du travail (1979-1980) et de la Commission de réforme des aides au Ministère de l'Industrie (1986).

Il est Chevalier de l'ordre national du Mérite.

Il a écrit de nombreux ouvrages vulgarisant des thèses et des analyses de science économique parmi lesquels on peut retenir : *Autogestion et Capitalisme*, (1978) ; *Demain le capitalisme*, (1978) ; *Demain le libéralisme* (1980), *Vive le commerce*, (1982) et *Pourquoi la Propriété*, (1985), qui a reçu le Grand Prix de la Pensée Libérale remis par l'ALEPS.

Sources : *Who's Who in France*, 2012, p. 1332 ; entretien avec Henri Lepage réalisé le 16 mai 2012.

Les conditions de la mise en livre des recherches d'Henri Lepage sur les nouveaux courants d'idées américains issus de l'analyse économique nous aide à comprendre à la fois les conditions ayant permis au groupe des Nouveaux Economistes d'exister médiatiquement, ainsi que la manière dont les thèses de l'école de Chicago ont été importées et politisées en

⁴⁵² Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Editions Hachette, 1978.

France. Revenons tout d'abord sur sa trajectoire. Ce journaliste économique qui commence sa carrière en écrivant dans le magazine *Entreprise* dirigé par Michel Drancourt⁴⁵³ et lié au patronat, avait été initié à l'économie néo-classique et aux auteurs libéraux austro-américain lors de ses études réalisées dans des universités américaines et anglaises⁴⁵⁴. Dans le cadre de son travail, il interviewe régulièrement des économistes et s'intéresse particulièrement aux économistes américains de l'école de Chicago. Profitant d'une année sabbatique suite à la fin de son activité de journaliste en 1975, il en profite pour se plonger dans la littérature économique nord-américaine⁴⁵⁵ et continuera ensuite ses recherches mais dans le cadre de l'Institut de l'Entreprise créé à la même époque dans un contexte de fin des Trente Glorieuses et d'une volonté de la part du patronat de se réarmer idéologiquement et culturellement⁴⁵⁶. Financé pour ses recherches sur ces économistes américains, il utilise cette opportunité pour s'abonner à tout ce qui constitue à l'époque les lieux de consécration académiques pour les économistes libéraux américains comme le *Journal of Political Economy* ou de consécration militante comme *Reason Magazine*, d'obédience libertarienne. L'Institut de l'Entreprise lui demande au même moment de s'impliquer dans ce qui était le débat de l'époque, l'auto-gestion, dans un contexte où le patronat craignait l'arrivée au pouvoir de la gauche⁴⁵⁷. Insatisfait par la manière dont le patronat et l'ALEPS défendait le libéralisme économique⁴⁵⁸, il voit à travers ses lectures scientifiques un courant qui « [leur] donne des arguments scientifiques »⁴⁵⁹, en opposition aux « arguments idéologiques assénés sous forme de slogan » par les acteurs libéraux de l'époque. Il écrit des papiers pour l'Institut de l'Entreprise en s'inspirant d'ouvrages qu'il découvre à la bibliothèque de la LSE à Londres qui analysent de manière économique le management dans l'entreprise qui aboutiront par la suite à son deuxième livre *Autogestion et capitalisme, réponses à l'anti-économie*⁴⁶⁰. Préfacé par Michel Drancourt, celui-ci se veut une démonstration scientifique de la supériorité du capitalisme sur

⁴⁵³ Il avait par ailleurs participé à la Première Semaine de la Pensée Libérale organisée par l'Aleps en 1968.

⁴⁵⁴ Il avait dû écrire, dans le cadre de son séjour universitaire à l'Université du Colorado financé dans par le programme de la bourse Fulbright, un *paper* sur la Route de la Servitude d'Hayek (qui ne l'aurait pas marqué plus que cela selon l'intéressé), tandis qu'il a appris l'économie à partir du célèbre manuel de Paul Samuelson. Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁴⁵⁵ « J'ai passé une année à lire dans ma maison de campagne », entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁴⁵⁶ Régis Boulat, *art.cit.*, in Oliver Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, *op.cit.*, p.44-45.

⁴⁵⁷ C'est ce contexte social et politique qui explique l'émergence d'une deuxième vague de création d'organisations de réflexion patronales. Cf. Régis Boulat, *art.cit.*, in Oliver Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, *op.cit.*

⁴⁵⁸ « Moi j'étais énervé par la façon dont ils s'y prenaient ». Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁴⁵⁹ *Ibid.*

⁴⁶⁰ Henri Lepage, *Autogestion et Capitalisme*, Paris, Editions Masson, 1978.

l'autogestion⁴⁶¹. Ce sont ses recherches sur l'autogestion qui l'ont amené à la rédaction d'un livre portant plus généralement sur les nouveaux courants de la science économique aux Etats-Unis. Suite à ses nouvelles découvertes d'auteurs américains, il décide d'entamer un ouvrage se concentrant sur la présentation de leurs thèses et, dans ce cadre, réalise un voyage de quelques semaines financé par son employeur pour rencontrer directement les auteurs de ces thèses⁴⁶². Soutenu par Jean Chenevier, Président de l'Institut de l'Entreprise, il décide de réaliser à partir de ses notes et de ses recherches un ouvrage devant s'appeler « Quand le capitalisme renaîtra » et qui deviendra finalement *Demain le capitalisme*⁴⁶³ qui dresse un panorama⁴⁶⁴ de ce qu'Henri Lepage appelle le mouvement « néo-libéral » et ses apports⁴⁶⁵. Henri Lepage va alors pouvoir bénéficier de l'aide des réseaux néo-aroniens qui sont alors en train de créer la revue *Commentaire*⁴⁶⁶. Georges Liébert crée à l'époque la collection « Pluriel » au sein de la Maison d'Édition Hachette et *Demain le capitalisme* est l'un des premiers ouvrages de sciences sociales de cette collection à être publié⁴⁶⁷, tandis que Jean-François Revel, disciple de Raymond Aron, qui est alors directeur de l'hebdomadaire *L'Express*, va écrire un article élogieux qui va contribuer à stimuler les ventes de l'ouvrage⁴⁶⁸, tandis qu'il lui demandera d'aller interviewer Friedrich Hayek pour le journal, ce qu'il fera et qui constituera l'un des bases pour la rédaction d'un chapitre de son livre suivant, *Demain le libéralisme*⁴⁶⁹. L'ouvrage d'Henri Lepage vendu à 100 000 exemplaires, constituera une référence parmi les sympathisants libéraux⁴⁷⁰. Si l'on en croit l'auteur, « Alain Madelin a

⁴⁶¹ Les références et les notes de bas de page comprennent de nombreux économistes de l'école de Chicago parmi lesquels Milton Friedman, ainsi que des publications de think-tank américains et anglais comme l'*American Enterprise Institute* ou l'*Institute of Economic Affairs*.

⁴⁶² Il rencontrera notamment James Buchanan, futur Prix Nobel d'économie,

⁴⁶³ Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Editions Hachette, 1978.

⁴⁶⁴ La théorie du capital humain de Gary Becker qui consiste à analyser tous les domaines non-marchands de manière micro-économique en faisant intervenir la subjectivité du consommateur ; le mouvement des droits de propriété autour de Ronald Coase dont l'analyse part de la structure juridique des droits de propriété pour expliquer une situation ; l'école du Public Choice autour de James Buchanan et Gordon Tullock qui considèrent la politique comme un marché et qui offre une analyse économique de la bureaucratie ; l'école de Chicago ou encore les libertariens.

⁴⁶⁵ Il utilise le préfixe *néo* non au sens d'une rupture avec le libéralisme classique mais au contraire au sens du renouvellement de l'approfondissement des théories néo-classiques. Cf. Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, *op.cit.*, p.20.

⁴⁶⁶ Pour une histoire approfondie de ces acteurs, qui montre notamment certains de leurs liens avec les « Nouveaux Economistes », voir la thèse de Gwendal Châton, *La liberté retrouvée...*, *op.cit.*

⁴⁶⁷ Henri Lepage, *Pourquoi la propriété*, Paris, Editions Hachette, 1985, p.10 et entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁴⁶⁸ Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012 ; Jean-François Revel, « Le Roi est habillé », *L'Express*, 27 février, 1978.

⁴⁶⁹ Henri Lepage, *Demain le libéralisme*, Paris, Editions Hachette, 1980.

⁴⁷⁰ Le bulletin de l'Aleps considère quant à lui que le « Livre de Mr Lepage est une excellente et très claire analyse des œuvres de ces auteurs. [...] Leurs thèses [...] doivent être connues de tous les libéraux », (cf. *Liberté économique et progrès social*, n°29, Janvier, février, mars 1978, p.64)

appris sa théorie économique dans mes bouquins »⁴⁷¹, mais aura aussi un large écho auprès du grand public. En effet, son livre obtient une consécration nationale médiatique, le livre faisant l'objet de commentaires abondants dans la presse et dans diverses revues, notamment en raison du caractère stratégique de la date de publication de l'ouvrage qui est tiré à la veille des élections législatives de 1978⁴⁷². En effet, *Demain le capitalisme* ainsi que les autres ouvrages des Nouveaux Economistes font l'objet d'articles dans la plupart des journaux et magazines nationaux⁴⁷³ : *Le Monde*⁴⁷⁴, *L'Express*, *Paris-Match*⁴⁷⁵, *Le Point*, *Les Echos*, *U.I.M.M Actualités*, *L'Expansion*, *Minute*, *L'Alsacien*, *Banque*, *La Quinzaine littéraire* qui lui font un accueil enthousiaste, *Le Nouvel Observateur*, *France Nouvelle*, *Témoignage chrétien*, *Permanences*⁴⁷⁶ qui lui font un accueil hostile ou encore *Sud-Ouest*, *France-Forum*, *Nord-Eclair*, *Nord-Matin*, *Nice-Matin*, *Esprit* ne font qu'évoquer le livre. Henri Lepage recevra enfin une consécration internationale militante, car la traduction anglaise de *Demain le capitalisme*⁴⁷⁷ sera préfacée par l'économiste, futur prix Nobel d'économie James Buchanan⁴⁷⁸.

Suite à ces succès, Jacques Garelo décide d'organiser la première « Université d'été de la Nouvelle Economie »⁴⁷⁹ qui se réunit à l'Université d'Aix-en-Provence grâce au recteur de l'Université de Marseille, pour la première fois dans une petite salle de cours⁴⁸⁰. Les thèmes de ce premier événement qui réunit tous les Nouveaux Economistes sont très proches

Antoine Cassan qui est l'un des passeurs entre « Les Nouveaux Economistes » et les acteurs politiques (par sa double casquette de collaborateur parlementaire et de membre actif de l'ALEPS), fait l'éloge des ouvrages d'Henri Lepage dans une note bibliographique confidentielle destinée aux permanences de l'UDF. Il considère que la lecture d'Henri Lepage est « nécessaire à tout homme politique pour situer son action ». Cf. Antoine Cassan, « Premiers éléments pour une bibliothèque libérale, pouvant servir à la constitution d'un fonds de livres à l'usage des permanences UDF », novembre 1981, *Archives de l'Aleps*, pochette n°4.

⁴⁷¹ Entretien avec Henri Lepage, 23 mai 2012.

⁴⁷² Tandis que la publicité est assurée à grand renfort de placards publicitaires dans la presse à la veille des élections. Cf. Eric Izard, « Economie et mode rétro », *France Nouvelle*, 10 juillet 1978.

⁴⁷³ Une liste d'articles de presse est reproduite à la fin du troisième livre d'Henri Lepage, *Demain le libéralisme*, Paris, Hachette, 1980, p.533-576.

⁴⁷⁴ A travers deux articles, dont l'un, du démographe Alfred Sauvy est particulièrement élogieux : Alfred Sauvy, « Renouveau ? Renaissance ? », *Le Monde*, 11 avril 1978.

⁴⁷⁵ Henri Lepage pourra s'exprimer directement à travers la tribune du magazine : « Carte blanche à Henri Lepage », *Paris-Match*, 30 juin 1978.

⁴⁷⁶ Par la voix de Louis Salleron qui était l'un des « néo-libéraux » d'avant guerre qui souhaitait participer auprès de Louis Rougier à l'effort de renouveau de la doctrine libérale. Sa critique acerbe de « l'impérialisme idéologique du capitalisme libéral » témoigne d'une rupture doctrinale entre le néo-libéralisme défendu au cours du colloque Lippmann et le néo-libéralisme défendu par Henri Lepage et les Nouveaux Economistes. Louis Salleron, « Le règne de la quantité », *Permanences*, mai 1976.

⁴⁷⁷ Henri Lepage, *Tomorrow, capitalism*, (pref. James Buchanan), Open court publishing company, 1982.

⁴⁷⁸ Ce qui vaut mieux selon Henri Lepage que « l'obtention de n'importe quel PHD ». Cela l'aidera notamment à entrer dans la Société du Mont Pélerin. Entretien avec Henri Lepage, 23 mai 2012.

⁴⁷⁹ Pascal Salin avait suggéré de l'appeler « Festival de l'économie », nom jugé insuffisamment sérieux par Jacques Garelo. Cf. entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

⁴⁸⁰ « Principaux thèmes de l'Université d'été », *Liberté économique et progrès social*, n°31, juillet-août-septembre 1978 (numéro spécial Nouveaux Economistes), p.8-20.

de ceux abordés dans leurs ouvrages On retrouve notamment leur opposition farouche à la doctrine keynésienne : « Depuis Keynes, la science économique était devenue un simple appendice de la science politique, elle ne s'intéressait qu'aux choix des gouvernements. Les exécrationnels résultats de cette approche politique de l'économie, qui nous ont valu dirigisme et collectivisme, sont aujourd'hui remis en cause, au bénéfice d'une vision de l'économie qui en fait la résultante des initiatives et des décisions prises au niveau de chacun d'entre nous, et de leurs interactions dans un cadre social⁴⁸¹ ». Ces Universités d'Eté ont constitué le lieux de rencontres et de diffusions à la fois scientifique et politique de ces Nouveaux Economistes et plus généralement des libéraux français⁴⁸².

Bien que bénéficiant d'une fenêtre d'opportunité favorable pouvant expliquer leur succès médiatique, il convient également de souligner la complémentarité de ces entrepreneurs d'idées. En premier lieu, Jacques Garelo joue un rôle important car il est le passeur générationnel au sein de l'ALEPS puisqu'il fait le lien entre le libéralisme patronal et conservateur caractérisant les débuts de l'association et les jeunes « Nouveaux Economistes » et celui des Nouveaux Economistes. Il fait connaissance relativement tôt avec Jacques Rueff⁴⁸³, tandis que, comme Claude Harmel, il entretenait de bonnes relations avec le patronat (proche du CNPF) en raison des formations économiques qu'il dispensait dans des grandes entreprises comme Peugeot. Il permettra d'une part de trouver les financements pour aider le groupe des « Nouveaux Economistes » à organiser leurs Universités d'été et de l'autre à faire de l'ALEPS le support juridique et financier des activités de diffusion d'idées des « Nouveaux Economistes ».

⁴⁸¹ « Principaux thèmes de l'Université d'été », *Liberté économique et progrès social*, n°31, Juillet-août-septembre 1978 (numéro spécial Nouveaux Economistes), p.10.

⁴⁸² Voir la liste des université d'été de la Nouvelle Economie en annexe.

⁴⁸³ Jacques Garelo connaît l'ALEPS totalement par hasard en lisant une publicité dans un journal pour les Semaines de la Pensée Libérale. Il est séduit par la démarche et décide de s'impliquer davantage alors qu'au même moment Jacques Rueff propose à Jacques Garelo de créer l'équivalent de *l'Institute of Economic Affairs* en France en 1969. Celui-ci décidera finalement de s'impliquer davantage dans l'ALEPS pour en devenir le vice-président en 1974. Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

Jacques Garelo

Jacques Garelo fait des études de droit et de sciences politiques à l'Université d'Alger, ville où son père tient une maison de commerce. Il revient en France en 1956 et étudie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris où il obtiendra un DES de Droit Public et un DEA d'Economie Politique. Il souhaitait à la base faire un doctorat de Droit Public en même temps qu'un doctorat d'Economie politique. Il trouve finalement un poste d'assistant en économie politique à Alger (de 1957 à 1961) et s'oriente vers l'économie. Il soutient sa thèse de Science économique (portant sur la théorie générale de John Maynard Keynes appliquée aux pays en voie de développement) en 1964 et obtient l'agrégation de sciences économiques en 1966. D'abord Maître de Conférences à l'Université de Nice, il devient professeur de sciences économiques à l'Université d'Aix-Marseille III en 1968, avant d'être nommé professeur de classe exceptionnelle en 1992.

A côté de ses activités d'enseignement et de recherche dans le cadre universitaire, il crée l'Institut de Formation Pédagogique Permanente (l'IFPOP) en 1971, dont l'objectif est de diffuser la science économique en entreprise auprès d'un public de cadres et de personnel d'exécution (il exercera notamment dans l'entreprise Peugeot). Il assurera des séminaires de formation permanente jusqu'en 1986.

Suite à des rencontres avec Jacques Rueff et Luc Bourcier de Carbon, il s'investit de plus en plus dans l'ALEPS : il en devient le vice-président en 1974 et le président à partir de 1980. Il est à l'initiative de la création du groupe des « Nouveaux Economistes » en 1977 et est le créateur de l'Université d'été de la Nouvelle Economie l'année suivante qui, depuis, se réunit tous les ans dans les locaux de l'Université d'Aix-en-Provence. Il dirige à partir de 1981 *La Nouvelle Lettre* qui devient une publication hebdomadaire à travers laquelle peuvent s'exprimer les Nouveaux Economistes sur des sujets d'actualité.

Membre de la Société du Mont Pélerin, il obtient le prix Yves Rocher en 1980 et le Grand Prix de l'Académie des Sciences Morales et Politiques en 1994.

Il a publié des essais politiques dont *Lettre ouverte à nos dirigeants* (1986), *Programme pour un Président* (1988) et *Programme pour un Parlement* (1986).

Sources : Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012 ; archives de l'ALEPS

Jean-Jacques Rosa jouera, également, dans un premier temps, un rôle de coordinateur et d'organisateur (il a notamment l'expérience d'avoir été secrétaire général du club Jean Moulin), il dispose d'un réseau via son Association des docteurs en science économique⁴⁸⁴ et c'est lui qui créera une association, l'Institut de la Nouvelle Economie, chargée de récolter des fonds (Rosa s'éloignera cependant rapidement de l'activité du groupe des « Nouveaux Economistes »)⁴⁸⁵. En parallèle, le groupe du Séminaire Jean-Baptiste Say constitué de professeurs enseignants à Dauphine (notamment Daniel Pilisi, Pascal Salin, Emil-Maria Claassen) jouent le rôle de passeurs internationaux. Bien intégrés dans des réseaux scientifiques internationaux, ils organisent régulièrement des congrès à Paris-Dauphine invitant des sommités scientifiques de l'école de Chicago où de l'école autrichienne (dont Milton Friedman ou Fritz Machlup)⁴⁸⁶. Pascal Salin deviendra par ailleurs par la suite Président de la Société du Mont Pélerin en raison de son implication importante dans ces

⁴⁸⁴ L'Association des docteurs en économie et en gestion avait été créée en 1953 pour rapprocher docteurs et marché privé. Frédéric Lebaron, « La dénégation du pouvoir : le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 119, septembre 1997, p. 3-26.

⁴⁸⁵ Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

⁴⁸⁶ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

réseaux transnationaux. Enfin, Henri Lepage a joué un rôle essentiel en se faisant le « vulgarisateur intermédiaire »⁴⁸⁷ des thèses à la fois de l'école des choix publics⁴⁸⁸ de l'école de Chicago (Milton Friedman), de Gary Becker, que des représentants de l'école autrichienne, notamment en 1980 à travers son ouvrage *Demain le libéralisme*⁴⁸⁹. C'est donc aussi la complémentarité de ces acteurs qui a permis la naissance du groupe des « Nouveaux Economistes » qui seront artisans de ce qui constitue une rupture importante dans l'histoire des idées néo-libérales en France.

Le contexte était donc favorable pour l'émergence et l'institutionnalisation du groupe des Nouveaux Economistes dans les années 1970. Ces jeunes économistes s'inscrivent tous dans le champ scientifique de la micro-économie telle qu'elle se développe aux Etats-Unis autour de certaines Universités et chercheurs, et importent ses concepts dans le champ scientifique français dans une polémique virulente avec des économistes qui sont quant à eux engagés à gauche. Les Nouveaux Economistes déplacent progressivement la polémique du champ scientifique propre à la science économique, au débat intellectuel et politique plus large auquel il souhaite participer contre la gauche. La création du groupe obéit à cette volonté d'être médiatisé afin de se faire entendre. Nous allons voir que ces économistes partageant des fondements épistémologiques radicaux différent de la génération néo-libérale d'après guerre.

⁴⁸⁷ L'expression est de lui et désigne celui qui traduit des recherches économiques pour un public informé et influent comme les journalistes (il n'est pas sans rappeler le concept de « brocanteur d'idées » inventé par Friedrich Hayek. Cf. entretien avec Henri Lepage, 18 mai 2012.

⁴⁸⁸ Il crée l'Association pour l'économie des institutions qui fait venir Gordon Tullock à Paris en 1977. Cf. Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, *op.cit.*, p.271.

⁴⁸⁹ Henri Lepage, *Demain le libéralisme*, *op.cit.*

2.2 Une nouvelle génération d'économistes en rupture avec la génération précédente d'économistes « néo-libéraux »

Une sociologie des membres du groupe des Nouveaux Economistes réalisée à partir d'une prosopographie de ses membres (voir éléments biographiques dans tableau en annexe) nous permettent de relever des éléments communs et différents types de trajectoire les amenant à la défense du libéralisme. Il s'agit tous d'économistes⁴⁹⁰, appartenant à une même génération d'après-guerre⁴⁹¹ : ils ont tous à l'époque de la constitution du groupe moins de 40 ans, et n'ont donc pas connu la crise de 1929 et les troubles économiques et politiques qui s'en sont ensuivis. Ces économistes ont pour point commun d'être tous titulaires du plus haut niveau de diplôme qu'est le doctorat (à l'exception de Henri Lepage), en sciences économiques ou en finance. Alors que l'enseignement économique n'est pas encore réellement institutionnalisé à l'Université (l'économie est enseignée lors d'une année d'ouverture dans des cursus de droit ou de science politique)⁴⁹², ils sont souvent passés par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Henri Lepage, Pascal Salin, Jacques Garelli, Jean-Jacques Rosa) et beaucoup ont passé le concours de l'agrégation en sciences économiques la même année⁴⁹³. Richement dotés en capital culturel (haut niveau d'études), institutionnel (appartenance à des Grandes Ecoles ou à des universités parisiennes), et social⁴⁹⁴, ces économistes qui militeront dans le champ scientifique, puis politique, se différencieront des réseaux d'acteurs précédents faisant la promotion du libéralisme économique à plusieurs niveaux : sur le plan organisationnel, au niveau de leur inscription dans le champ international de la science économique, et enfin sur le contenu de la doctrine défendue. En revanche, leur origine politique diffère d'un acteur à l'autre, ils ne manquent d'ailleurs pas de rappeler la

⁴⁹⁰ Ce groupe est composé dans un premier temps de : Jacques Garelli, Gérard Bramoullé, Jean-Jacques Rosa, Alain Wolfelsperger, Henri Lepage, Pascal Salin, Daniel Pilisi, Emil-Maria Claassen, Florin Aftalion, André Fourçans, André-Paul Weber, Frédéric Jenny et Georges Gallais-Hammonno. Cf. tableau en annexe pour avoir quelques éléments d'information biographique. A l'époque, il n'y avait pas de formation d'économie de premier cycle en économie, ce qui peut expliquer la diversité des formations réalisées avant que ces étudiants se spécialisent en économie par la suite. On remarquera qu'au sein de ce groupe quatre personnalités se distingueront par un activisme plus important que les autres et que sur ces quatre (Pascal Salin, Henri Lepage, Jacques Garelli, Florin Aftalion), trois sont passés par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

⁴⁹¹ Pour une revue de littérature sur le concept sociologique de génération et sur la spécificité de la génération d'après-guerre, voir Guy Falardeau, « La sociologie des générations depuis les années soixante : synthèse, bilan et perspective », *Politique*, n° 17, 1990, p. 59-89.

⁴⁹² Sur la question du développement de l'enseignement économique à l'Université voir Pascal Le Merrer, « Les S.E.S. : un aboutissement et une rupture dans l'essor de l'enseignement de l'économie et des sciences sociales en France », *Revue française de pédagogie*, Volume 112, 1995, p. 21-31.

⁴⁹³ Jacques Garelli et Pascal Salin se sont rencontrés lors du concours de l'agrégation en sciences économiques qu'ils obtiennent en 1966.

⁴⁹⁴ Voir sous-partie suivante.

diversité de leur origine politique en rappelant – pour objectiver les idées qu'ils défendent – que c'est par l'étude de la science économique qui sont devenus libéraux et non pour des raisons idéologiques : Jean-Jacques Rosa a été Secrétaire Général du Club Jean Moulin, Florin Aftalion un cadre du PSU⁴⁹⁵, tandis que Jacques Garelo est à l'origine un conservateur⁴⁹⁶.

Les Nouveaux Economistes forment une communauté intellectuelle à part entière au sens de Rémy Rieffel, c'est-à-dire disposant de modes d'affiliation qui régissent l'entrée dans le groupe, de légitimation qui régit la reconnaissance auprès des pairs, et de consécration qui produit une reconnaissance auprès d'un public élargi⁴⁹⁷. En effet, les membres des « Nouveaux Economistes » appartiennent tous à un corps professionnel spécialisé et organisé, régi par des rites de passage (doctorat et agrégation) qui viennent renforcer le sentiment d'appartenance au groupe. Ils détiennent une légitimité auprès de leurs pairs par leurs travaux scientifiques qu'ils publient sur des questions de théorie économique ou de finance souvent de manière collective, en publiant des articles dans des revues spécialisées⁴⁹⁸, leurs cours⁴⁹⁹, en participant ensemble à des jurys de thèses⁵⁰⁰ ou en participant à des colloques ensemble⁵⁰¹. Enfin, la publication d'ouvrages de vulgarisation (comme *Demain le capitalisme* d'Henri Lepage), la collaboration régulière avec des grands quotidiens comme *Le Figaro*⁵⁰² ou la participation à des réunions publiques à forte affluence organisées par l'ALEPS⁵⁰³, produisent une reconnaissance plus large qui les rend identifiable en tant que groupe. Les « Nouveaux Economistes » forment donc bien un groupe, relativement homogène⁵⁰⁴, engagé dans le débat

⁴⁹⁵ Henri Lepage, « Les Nouveaux Economistes, leur apport scientifique et politique », Institut de l'Entreprise, 9 janvier 1979.

⁴⁹⁶ Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

⁴⁹⁷ Rémy Rieffel, *Les intellectuels sous la Ve République (1958-1990)*, op.cit.

⁴⁹⁸ Comme la *Revue d'Economie politique* ou *Vie et Sciences Economiques*, publication de l'Association nationale des docteurs en sciences économiques dirigée par le nouvel économiste Jean-Jacques Rosa.

⁴⁹⁹ Le cours de *Théorie micro-économique* de Jean-Jacques Rosa ronéotypé de 1977 est souvent cité par Henri Lepage. Cela montre également que les « Nouveaux Economistes » diffusent leurs idées au travers de leurs enseignements.

⁵⁰⁰ A titre d'exemple, la composition du jury de thèse de François Guillaumat (qui est proche des idées autrichiennes que défendront par la suite les Nouveaux Economistes) montre un certain « entre-soi » des Nouveaux Economistes : le directeur de thèse est Pascal Salin et les deux rapporteurs Gérard Bramoullé et Bertrand Lemennicier (tous les trois Nouveaux Economistes actifs qui participeront aux Universités d'Été de la Nouvelle Economie) : http://membres.multimania.fr/marcgrunert/GUILLAUMAT_th%E8se_chap1.htm.

⁵⁰¹ Les registres d'action employés par les « Nouveaux Economistes » comme les colloques, les ouvrages scientifiques collectifs, ou même le format d'Université d'été participent à cette légitimation de ces acteurs.

⁵⁰² Jean-Jacques Rosa, Florin Aftalion et Pascal Salin écriront régulièrement dans *Le Figaro* et *Le Figaro Magazine*.

⁵⁰³ Notamment les débats contradictoires entre économistes libéraux et socialistes organisés par l'ALEPS qui se tiendront à la fin des années 1970.

⁵⁰⁴ Sur le plan professionnel et intellectuel, ces acteurs disposent de nombreux points communs ce qui les pousse d'ailleurs à créer ce groupe. C'est par la suite que des querelles intellectuelles vont voir le jour entre partisans de

intellectuel qui se situe lui-même à la frontière entre champ scientifique et politique⁵⁰⁵, alors même que les intellectuels néolibéraux de l'après-guerre pour des raisons tant sociologiques (divisions institutionnelles entre ingénieurs économistes et économistes universitaires) qu'idéologiques demeuraient des prophètes isolés ne formant pas à proprement parler une « école » de pensée.

Un des principaux points communs de ce groupe est l'inscription de beaucoup de ses acteurs dans le champ d'une science économique internationale. En effet, une partie importante des membres de ce groupe ont réalisé au moins une année de leurs études aux Etats-Unis, tandis que d'autres se sont familiarisés aux paradigmes essentiels des économistes néo-libéraux américains par un apprentissage de la science économique américaine néo-classique par l'intermédiaire de séminaires. Henri Lepage a réalisé une année à l'Université du Colorado où il fait l'apprentissage des théories de Samuelson et y découvre les écrits de Friedrich Hayek⁵⁰⁶ avant de poursuivre ses études à la London School of Economics. Florin Aftalion a bénéficié d'une bourse lui permettant d'étudier à la Northwestern University à Chicago où il fera un MBA (Master in Business Administration) puis un doctorat, André Fourçans a également fait un MBA aux Etats-Unis et obtiendra un Phd de l'Université de l'Indiana, tandis que Frédéric Jenny fera un Master d'économie à l'Université d'Harvard. Parallèlement à ces individus, un groupe d'étudiants de la faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, insatisfaits de l'enseignement en économie qui leur était promulgué - insuffisamment théorique à leurs yeux -⁵⁰⁷ décidèrent de créer en 1961, le « Séminaire de théorie économique Jean-Baptiste-Say » (par provocation) qui allait réunir notamment Pascal Salin, Alain Wolfelsperger, Daniel Pilisi et Emil Claassen. Ces étudiants qui étaient en train de travailler sur leurs thèses - qu'ils réalisaient principalement autour des théories d'économistes américains comme Robert Mundell (Pascal Salin réalise sa thèse intitulée « L'équilibre monétaire dans des sociétés ouvertes » sur son modèle)-, se réunissaient dans le cadre du séminaire pour discuter de textes qu'ils produisaient, et également pour échanger autour d'articles publiés dans des revues de sciences économiques américaines (notamment

l'Ecole de Chicago (comme Florin Aftalion ou André Fourçans) et partisans de l'école autrichienne (Jacques Gareilo et Pascal Salin) et des querelles personnelles (Jean-Jacques Rosa s'éloignera du groupe).

⁵⁰⁵ Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 n° 176-177, p. 8-31.

⁵⁰⁶ Entretien avec Henri Lepage 18 mai 2012.

⁵⁰⁷ Selon les mots de Pascal Salin : « Nous avions une insatisfaction par rapport au caractère très arbitraire, peu scientifique, collectiviste, de l'enseignement que nous avons reçu, nous avons fait un séminaire pour apprendre par nous-mêmes la science économique et on l'a appelé le séminaire de théorie économique de Jean-Baptiste Say. » Entretien avec Pascal Salin, 19 mai 2010.

l'*American Economic Review*)⁵⁰⁸. Alors qu'ils préparaient ensemble le concours d'agrégation, ils rédigèrent au même moment un ouvrage collectif⁵⁰⁹ sur la théorie du revenu permanent de Milton Friedman (démontrant la stabilité du niveau de consommation dans le temps qui s'explique par le calcul rationnel des consommateurs). Cette proximité avec les thèses monétaristes et cette fréquentation de milieux scientifiques internationaux se poursuivra par la suite et est visible notamment par leurs publications dans des ouvrages collectifs en langue anglaise⁵¹⁰ ou par l'organisation de congrès de science économiques internationaux à Dauphine à partir de la fin des années 1960 par le biais de l'Institut Economique de Paris qui publie régulièrement un bulletin véhiculant ces thèses⁵¹¹. A titre plus anecdotique, Pascal Salin (voir encadré ci-dessous) a envoyé sa thèse à l'économiste Robert Mundell et a été invité par ce dernier à un colloque à Chicago en 1966 avec Valéry Giscard d'Estaing qu'il a dû présenter au parterre d'économistes présents⁵¹². Les « Nouveaux Economistes » sont donc, contrairement à leurs prédécesseurs, bien insérés dans le champ de la science économique mondiale, notamment à travers leur adhésion à la théorie monétariste.

⁵⁰⁸ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁵⁰⁹ Daniel Pilişi, Emil-Maria Claassen, Pascal Salin, Jean-Claude Milleron, Alain Wolfelsperger, *Une contribution à la théorie du revenu permanent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.

⁵¹⁰ Pascal Salin écrit par exemple une contribution à un ouvrage commandé par la Brookings Institution. Cf. "Inflation in France" in L.B. Krause et W.S. Salant (dir.), *Worldwide Inflation Theory and Recent Experience*, The Brookings Institution, Washington D.C., p. 545-587.

⁵¹¹ L'ouvrage collectif publié en 1978 par Pascal Salin et Emil Claassen est issu de bulletins de l'Institut Economique de Paris.

⁵¹² Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

Pascal Salin (1939-)

Pascal Salin est né le 16 mai 1939 à Paris VII^{ème} et est le fils d'Henri Salin, polytechnicien et responsable de société. Il fait ses études au lycée de Pau, puis après des études à la faculté de droit de Pau et de Bordeaux (où il obtient une licence de sociologie), il part à Paris pour poursuivre des études d'économie et sort diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Insatisfait de l'enseignement en sciences économiques qu'il reçoit, il décide avec d'autres (Alain Wolfelsperger, Daniel Pilisi, Pierre Salmon, Emil Claassen) de créer le séminaire Jean-Baptiste Say pour approfondir l'apprentissage de la théorie économique à partir de la lecture d'articles et d'ouvrages issus de la science économique américaine. Il fera sa thèse sur l'équilibre monétaire dans les économies ouvertes en se basant sur les travaux de l'économiste américain Robert Mundell. Il deviendra ensuite assistant à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1961-1966) avant d'être agrégé de sciences économiques (1966). Il est tout d'abord Maître de Conférences-agrégé aux universités de Poitiers (1966-1968) et de Nantes (1968-1970) et devient Professeur (1970-2008), puis professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine. Au cours des années 1970, il devient membre de la Société du Mont Pèlerin qu'il préside de 1994 à 1996.

Il a fait partie de la commission économique de l'UDF (1978-1981) et de diverses commissions officielles gouvernementales ou européennes (il a été membre du groupe OPTICA qui a rendu un rapport à la Commission Européenne en 1977 sur les taux de change et l'inflation). Il a également exercé des activités de consultant pour des institutions internationales comme le FAO, le Fonds Monétaire International, le gouvernement du Niger ou le Harvard Institute for International Development.

Il est officier de la Légion d'Honneur et de l'ordre national du Mérite, Chevalier des Arts et des Lettres et Officier des Palmes Académiques.

On peut distinguer parmi ses écrits des manuels d'économie comme *La concurrence* (1995), *Libre-échange et protectionnisme* (1991), *Macroéconomie* (1991), ainsi que des essais comme *L'unité monétaire au profit de qui* (1980), *L'ordre monétaire mondial* (1982), *L'arbitraire fiscal* (1986), *La vérité sur la monnaie*, (1990), *Libéralisme* (2000), ou *Français, n'ayez pas peur du libéralisme* (2007).

Sources : *Who's who in France*, 2012, p. 1916 ; Pascal Salin "Austrian Economics—The Ultimate Achievement of an Intellectual Journey," *Libertarian Papers* 1, 9, 2009.

Ces économistes s'inscrivent dans un courant de la science économique américaine, partant de l'analyse néo-classique et micro-économique promue par l'école de Chicago, qui les éloignaient alors des théories dominantes enseignées à l'Université qui étaient principalement keynésiennes⁵¹³, mais surtout des économistes universitaires ou des ingénieurs économistes qui se faisaient les promoteurs du néo-libéralisme en France. En effet, hormis Jacques Rueff qui semble, malgré des divergences sur le rôle économique de l'Etat⁵¹⁴, être le passeur entre les deux générations⁵¹⁵, leurs prédécesseurs comme Maurice Allais

⁵¹³ Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *art.cit.*

⁵¹⁴ Voir à ce sujet Georges Lane, « Jacques Rueff, un libéral perdu chez les planistes », in Alain Madelin (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, *op.cit.*, p. 413-435. Georges Lane avait été chargé d'un travail de classement des archives de Jacques Rueff alors qu'il était doctorant à Paris Dauphine.

⁵¹⁵ Il entretenait des contacts avec les jeunes économistes, participant parfois aux travaux du Séminaire Jean-Baptiste Say, tandis qu'il a invité Pascal Salin à son domicile à dîner avec Jacques Attali (entretien avec Pascal Salin, 19 mai 2012). Dès 1969, il avait suggéré à Jacques Gareilo de créer l'équivalent de l'Institute of Economic Affairs en France (entretien avec Jacques Gareilo, 8 juin 2012).

commettaient selon eux « le crime mathématique parfait »⁵¹⁶ en faisant des modélisations mathématiques qui l'éloigne de leurs conceptions épistémologique⁵¹⁷, les conduisant à partir de l'étude du comportement de l'individu pour comprendre les phénomènes économiques (base méthodologique de la micro-économie). Ils reprochent d'autre part aux économistes universitaires libéraux comme Gaston Leduc, d'avoir une approche « vague », « idéologique » avec une présentation littéraire peu scientifique⁵¹⁸, tandis que sur un plan plus politique Henri Lepage leur reprochait leur conservatisme⁵¹⁹. D'autre part, l'impérialisme de l'économie qui conduit les « Nouveaux Economistes » à analyser, à partir des outils de la micro-économie, l'ensemble des domaines, a été de nature à heurter leurs prédécesseurs pour qui le marché est avant tout un moyen d'amélioration de richesse matérielle qu'il convient de séparer du champ politique et social. A titre d'exemple, Luc Bourcier de Carbon considérait qu'« il paraît [...] choquant, de lire, dans les études des économistes contemporains qu'il faut traiter la "demande d'enfants" par l'individu, comme la demande de n'importe quel bien de consommation⁵²⁰ ». La notion de « marché politique », issue de la théorie des choix publics, heurte également les conceptions de certains acteurs de l'ALEPS de l'époque comme en témoigne la polémique suscitée par Jean-Jacques Rosa lors d'un colloque contradictoire entre libéraux et socialistes quand il emploie la notion⁵²¹. Quant au postulat de la rationalité des acteurs, il allait selon Henri Lepage à l'encontre des sensibilités aroniennes de certains acteurs de l'ALEPS⁵²². D'autre part, aucun des « Nouveaux Economistes », hormis Jacques Garelo⁵²³ (plus proche du patronat et des conservateurs), n'exprimait un intérêt pour les Semaines de la

⁵¹⁶ L'expression est d'Henri Lepage (entretien du 18 mai 2012).

⁵¹⁷ Pascal Salin consacre dans un livre plus récent *Libéralisme* un chapitre à opposer ce qu'il appelle un libéralisme « humaniste » et un libéralisme « utilitariste » représenté par Maurice Allais. Il lui reproche outre son formalisme mathématique, de négliger les aspects éthiques du libéralisme et de ne pas considérer la propriété privée comme le fondement de la liberté (il rappelle que Maurice Allais n'a pas signé la charte constitutive de la Société du Mont Pèlerin pour cette raison). Cf. Pascal Salin, *Libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2000, p.53-60.

⁵¹⁸ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁵¹⁹ « C'était les conservateurs français de l'après-guerre », « c'était des vieux ». Entretien avec Henri Lepage, 18 mai 2012.

⁵²⁰ *Liberté économique et progrès social*, n°11, juillet-août-septembre 1973, p.4.

⁵²¹ Voici les termes qu'emploie Rosa pour défendre cette notion : « il n'y a pas de raison fondamentale de croire que chacun de nous fait preuve, dans ses achats quotidiens, d'un comportement à peu près rationnel et cherche à obtenir son avantage maximum, pour tout à coup, dans l'isoloir ou face à une affiche électorale, devenir absolument désintéressé dans la recherche exclusive d'un intérêt général dont le contenu exact n'est jamais précisé d'ailleurs. Partant de cette idée simple, un certain nombre d'économistes ont conçu que les comportements politiques pouvaient être analysés dans les mêmes termes que les comportements économiques et en sont arrivés à formuler l'hypothèse d'un marché politique qui est le pendant exact des marchés économiques ». *Liberté économique et progrès social*, n° 28, octobre-novembre-décembre 1977, p.9.

⁵²² « Mon bouquin a heurté Aron. Il ne comprenait pas le postulat épistémologique de rationalité », entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁵²³ Il dit lui-même qu'il était plutôt conservateur, et que c'est progressivement qu'il en est venu au libéralisme, tandis qu'Henri Lepage considérait que Jacques Garelo faisait partie des conservateurs de l'ALEPS. Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012 ; Henri Lepage, 16 mai 2012.

Pensée Libérale⁵²⁴, justement en raison des différences importantes entre ces deux réseaux d'acteurs et notamment l'âge⁵²⁵ et la nature des discussions engagées (très générales dans le cadre de ces semaines). Par ailleurs, on peut souligner à quel point la nature des travaux de ces « économistes » universitaires différait avec celle des « Nouveaux Economistes » tant au niveau quantitatif (ils produisaient peu) qu'au niveau des thèmes étudiés. Nous songeons à Daniel Villey qui n'a quasiment publié que des manuels de doctrine économique présentés de manière littéraire, à Luc Bourcier de Carbon qui occupait une chaire de démographie ou encore à Gaston Leduc qui travaillait sur les pays en voie de développement. Leur défense du libéralisme économique était moins fondée sur des conceptions scientifiques propres au champ économique que sur des positionnements politiques personnels. Dans un entretien accordé à un magazine suite à la parution de l'un de ces ouvrages, Henri Lepage souligne d'ailleurs la différence des Nouveaux Economistes avec les libéraux de l'ancienne génération sur la manière de défendre le capitalisme : « Fondamentalement je me refuse à plaider pour le capitalisme en utilisant les thèmes traditionnels de la défense des valeurs de l'Occident, ou en invoquant - comme le font tous les libéraux traditionnels - les résultats passés des économies occidentales. Ce qui fait la force du capitalisme, ce ne sont pas ses résultats en termes de richesses, mais le fait que l'économie de marché est le seul système d'organisation sociale - si on le laisse fonctionner - à pouvoir donner à chacun le maximum de chances de trouver dans la société ce qu'il désire, compte tenu des contraintes de rareté qui pèsent sur la collectivité⁵²⁶ ».

C'est donc à la fois sur la manière de défendre le libéralisme et sur le contenu doctrinal que l'écart est le plus important entre les deux générations d'acteurs : celle des néo-libéraux qui ont assisté au colloque Lippmann et qui voulaient refondre justement la doctrine libérale en y intégrant une dimension sociologique légitimant une intervention institutionnelle de l'Etat l'ont fait de manière idéologique, du moins pour les acteurs universitaires, tandis que les « Nouveaux Economistes » ont la volonté de promouvoir le libéralisme plus radical de manière scientifique et neuve. C'est donc sur la nature du préfixe *néo* que le néo-libéralisme de ces deux groupes d'acteurs diffère. Ceux de la génération du colloque Lippmann considèrent que la nouvelle doctrine libérale implique une refondation de la doctrine libérale sur des bases nouvelles intégrant des éléments sociologiques et institutionnels, tandis que le

⁵²⁴ Henri Lepage : « cela ne m'avait pas marqué plus que cela ». Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁵²⁵ Henri Lepage : « c'était des vieux », entretien 16 mai 2012 ; Florin Aftalion : « le Président de l'ALEPS était un vieux Monsieur et on ne savait pas trop ce qu'il faisait là », entretien 24 mai 2012.

⁵²⁶ Henri Lepage, « Qu'est ce que les Nouveaux Economistes ? », *Institut de l'entreprise*, 11 juin 1978.

néo-libéralisme des Nouveaux Economistes implique au contraire à un retour aux racines du libéralisme économique du XIX^{ème} siècle et de sa vision rationaliste de l'acteur économique, et à une extension de son champ d'application (droit, politique, histoire etc.). C'est en cela que l'on peut dire que le néo-libéralisme de deuxième génération consacre un impérialisme des postulats épistémologiques de la science économique classique.

2.3 Un libéralisme scientifique⁵²⁷

Dans la perspective de Quentin Skinner, il apparaît dans notre cas assez clairement que l'intention des membres du groupe des « Nouveaux Economistes » ait été dès le départ de se faire les promoteurs d'une nouvelle forme de libéralisme à partir d'une légitimité scientifique acquise grâce à la science économique. L'analyse des discours et des écrits des membres des Nouveaux Economistes nous font apparaître ce procédé discursif et l'intention de ces acteurs lorsqu'ils écrivent leurs ouvrages, articles et communications. A titre d'exemple, Jacques Garelo, pour présenter les « Nouveaux Economistes » dans le bulletin de l'Aleps défend la Nouvelle Economie d'être un mouvement d'idées ou une entreprise militante, l'objectif étant de « se situer à la pointe de la recherche scientifique actuelle. »⁵²⁸, tandis que « le but des « Nouveaux économistes » n'est pas non plus de militer en faveur d'un choix de société particulier. C'est en quoi ils sont violemment opposés aux « anti-économique », qui, à l'image de J. Attali pensent que le message de l'économiste est toujours au service d'un combat politique⁵²⁹ ». L'économiste se doit donc être objectif et d'être scientifique. Cette posture permet aux « Nouveaux Economistes » dans un premier temps de contrer les partisans de l'anti-économie en les accusant d'être idéologiques en opposition à une scientificité dont se réclament les « Nouveaux Economistes »⁵³⁰. Mais en réalité cette apparente objectivité scientifique permet avant tout de se conférer une certaine légitimité, ce qui est très bien perçu par Henri Lepage qui en fait une stratégie :

⁵²⁷ Nous tirons cette expression d'une communication d'Henri Lepage lui-même qui titre ainsi l'une de ses parties. Cf. Henri Lepage, « Les Nouveaux Economistes, leur apport scientifique et politique », Institut de l'Entreprise, 9 janvier 1979.

⁵²⁸ « L'ALEPS et les Nouveaux Economistes », Jacques Garelo, Vice-Président de l'Aleps, *Liberté économique et progrès social*, n°31, Juillet-août-septembre 1978 (numéro spécial Nouveaux Economistes), p.5.

⁵²⁹ *Ibid.*

⁵³⁰ Cette volonté de se défendre d'être idéologique est particulièrement marquée dans la contribution d'Alain Wolfelsperger dans *l'Economique retrouvée* (Alain Wolfelsperger, « Le contenu idéologique de la science économique », *op.cit.*, p.11-51).

« tout cela n'a l'air de rien, mais c'est tout à fait fondamental. Tout ce qui renforce, face aux critiques qui lui sont adressées, la crédibilité scientifique des analyses économiques fondées sur l'individualisme méthodologique, est, sur le plan politique et idéologique, bien plus important que n'importe quel slogan publicitaire. Bien sûr, cela ne touche pas la masse des gens. Mais cela concerne un public qui, dans la bataille politique, joue un rôle déterminant : celui des médias et des leaders d'opinion. Or, nous vivions à une époque où l'argument scientifique a un poids beaucoup plus considérable qu'on ne le croit généralement (le succès « public » des Nouveaux Economistes en apporte d'ailleurs la preuve)⁵³¹ ».

Le répertoire d'action pour jouer un rôle dans le débat intellectuel français, pour les « Nouveaux Economistes », passe donc par l'importation de savoirs scientifiques produits par des auteurs américains qui bénéficient déjà d'une renommée internationale (Friedrich Hayek reçoit le prix Nobel d'économie en 1974 et Milton Friedman reçoit le prix Nobel d'économie en 1976). Bien que se parant d'une neutralité objective, les analyses des nouveaux économistes américains reprises par les « Nouveaux Economistes » françaises, conduisent à une « technologie politique » particulière (selon les mots de Lepage lui-même)⁵³². Henri Lepage et les autres « Nouveaux Economistes » français semblent d'ailleurs fascinés par le pouvoir politique que procure la légitimité scientifique des économistes américains qui sont en passe de changer le cours de la politique : « [...] nous pouvons nous demander si l'influence croissante, dans certaines couches de l'*intelligentsia* américaine, des messages issus de l'école de Chicago n'est pas en train d'amorcer un processus politique un peu analogue à celui qui fut déclenché il y a maintenant deux siècles par la publication en Angleterre des œuvres d'Adam Smith⁵³³ ». L'expérience des Chicago boys au Chili a montré à quel point le monétarisme pouvait devenir une « science de gouvernement » dans la mesure où elle confère une objectivité à la doctrine économique mise en œuvre par les héritiers de Milton Friedman⁵³⁴. L'expression « there is no alternative » attribuée à Margaret Thatcher est symptomatique du caractère objectif que souhaite se conférer le libéralisme économique tel qu'il est défendu par la nouvelle génération de néo-libéraux.

L'impérialisme de l'économie promu par les nouveaux économistes américains, par ses outils, prétend en outre à s'intéresser à tous les domaines : politique, mariage, crime, ce qui conduit ces nouveaux économistes à pouvoir fournir un regard objectif sur l'ensemble des

⁵³¹ Henri Lepage, « Les Nouveaux Economistes, leur apport scientifique et politique », Institut de l'Entreprise, 9 janvier 1979.

⁵³² Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, op.cit., p.38.

⁵³³ *Ibid.*, p. 60.

⁵³⁴ Olivier Ihl, « La Objectividad del estado. Sur la science de gouvernement des Chicago Boys dans le Chili de Pinochet », *Working paper* présenté dans la ST 43 du Congrès de l'AFSP, Grenoble, 7-9 septembre 2009.

domaines publics en partant du même paradigme de l'agent rationnel. Lors de la première Université d'été de la Nouvelle Economie, Jean-Jacques Rosa et Florin Aftalion déclarent ainsi : « L'homme rationnel est un tout homogène »⁵³⁵, ce qui permet à leur analyse de s'appliquer non seulement à toutes les décisions économiques, mais aussi à toutes les décisions sociales : « il y a donc lecture « économique » de la famille, de la criminalité, de la vie politique⁵³⁶ ».

L'adhésion au paradigme néo-classique de la science économique sous ces différentes formes a évidemment une implication politique. Le marché étant un système auto-régulateur composé d'agents rationnels, la logique consiste donc à diminuer les interférences de l'Etat dans l'économie. Cela explique la volonté des Nouveaux Economistes d'en appeler à la démystification et à la fin de l'Etat-providence qui est analysé de manière économique⁵³⁷ et qui serait plus coûteux que ce qui rapporte (ce qui est mesurable objectivement selon ces économistes) et aboutirait systématiquement à des résultats inverses du but recherché. L'ensemble de ces analyses scientifiques objectives (ou présentées comme telles) appellent donc à un certain nombre de recommandation d'actions politiques précises, que ne manqueront pas de proposer les « Nouveaux Economistes » qui dès le milieu des années 1970 feront des recommandations dans le cadre de réunions publiques⁵³⁸, ou dans des commissions spécialisées⁵³⁹. C'est cette légitimité scientifique appuyée sur des études empiriques (fondées sur des chiffres), des modèles (fondés sur des schémas) et des équations (fondés sur des calculs savants) qui permettra par la suite aux « Nouveaux Economistes » d'avoir une certaine audience dans le monde politique. Les trajectoires individuelles du groupe initial varieront certains devenant eux-mêmes des acteurs politiques (André Fourçans deviendra député européen UDF en 1986), d'autres des « conseillers du Prince », d'autres restant des militants.

Se défendant d'être une conservation du pouvoir en place lié au patronat, l'objectif des « Nouveaux Economistes » est donc de promouvoir un nouveau libéralisme en rupture avec le précédent qui s'appuyant sur une phraséologie scientifique tente de rompre avec la défense idéologique d'un libéralisme conservateur. En effet, le « libéralisme » tel qu'il était promu par les acteurs de l'ALEPS à ses débuts, et notamment par Claude Harmel, occupait clairement

⁵³⁵ « Principaux thèmes de l'Université D'été », *Liberté économique et progrès social* n°31, Juillet-août-septembre 1978 (numéro spécial Nouveaux Economistes), p.9.

⁵³⁶ *Ibid.*, p.10.

⁵³⁷ Notamment dans le chapitre 6 de *Demain le capitalisme* d'Henri Lepage, « L'Etat-providence démystifié » (p.217-263).

⁵³⁸ Par exemple lors du Colloque sur l'inflation organisé par l'ALEPS en 1974.

⁵³⁹ Pascal Salin fera partie d'une commission participant à la rédaction d'un rapport sur l'Etat de l'inflation en Europe pour la Commission Européenne (voir son encadré).

cette fonction idéologique, car il visait ouvertement à défendre ce qui était acquis par une partie du patronat contre les revendications des syndicalistes et jouer un rôle de médiation entre différents acteurs patronaux. Sébastien Caré, dans son ouvrage sur la pensée libertarienne aux Etats-Unis⁵⁴⁰, issu de sa thèse avait montré la mutation du libéralisme américain en une utopie libertarienne, indépendante du conservatisme, à travers un double processus de généralisation, qui consiste à sortir la doctrine libérale du seul domaine économique et l'étendre à tous les autres champs politiques et sociaux⁵⁴¹, et un processus de subversion qui conduit le libéralisme à se transformer en critique de l'Etat alors qu'il était auparavant à son service pour légitimer un ordre établi⁵⁴². Même si le contexte discursif dans lequel émerge la pensée libertarienne est très différent aux Etats-Unis - où celle-ci se développe en rupture avec les mouvements conservateurs- et en France - qui se fait en réaction aux nouvelles doctrines socialistes, elles mêmes influencées par la *New Left* américaine-, certains « Nouveaux Economistes » auront cette volonté de promouvoir un libéralisme sous cette forme nouvelle et utopique⁵⁴³. Tandis qu'aux Etats-Unis, les libertariens puisent dans le registre national d'un individualisme anti-étatiste hérité de la *old right*⁵⁴⁴, les « Nouveaux Economistes » importent la littérature scientifique économique anglo-saxonne dans le champ académique en France dans un premier temps, puis dans un second temps diffuseront dans le champ politique des positions doctrinales directement issus de leurs travaux économiques.

L'analyse à la fois des acteurs et de leurs idées nous conduit à en conclure que la création du groupe des « Nouveaux Economistes » constitue une rupture dans l'histoire des militants pour le libéralisme économique en France. Alors que les néo-libéraux héritiers du colloque Walter Lippmann défendaient une rénovation en profondeur des postulats de l'économie politique du XIX^{ème} siècle, tandis que les réseaux qui défendaient cette posture le

⁵⁴⁰ Sébastien Caré, *La pensée libertarienne. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

⁵⁴¹ Ce qui était le cas des libéraux classiques anglais du XVIII^{ème} siècle comme Adma Smith qui a écrit *La théorie des sentiments moraux* avant d'écrire *De la Richesse des nations*, ou des libéraux français du XIX^{ème} siècle qui alliaient libéralisme politique et économique comme Jean-Baptiste Say, Charles Comte, Charles Dunoyer. Cf « Economistes français au XIX^{ème} siècle » in Mathieu Laine, *Dictionnaire du libéralisme, op.cit.*, p.223-228.

⁵⁴² Sébastien Caré, *La pensée libertarienne, op.cit.*

⁵⁴³ Henri Lepage est par exemple présenté par Jean-François Revel comme un « néo-capitalisme libertaire ». L'utilisation de ce type de labels témoigne d'une volonté de lever l'ambiguïté entre conservatisme et libéralisme. Cf. Henri Lepage, « Qu'est ce que les Nouveaux Economistes ? », Institut de l'Entreprise, 12 juin 1978.

⁵⁴⁴ Sébastien Caré, *La pensée libertarienne..., op.cit.*, p. 23-67.

faisaient de manière défensive et peu institutionnalisée, ce que l'on peut appeler un réseau de réformateurs⁵⁴⁵ va participer à une mutation du néo-libéralisme qui va se radicaliser tout en se structurant autour d'acteurs dotés d'une certaine légitimité scientifique. Nous passons donc à partir de la fin des années 1970 à la promotion d'un « néo-libéralisme de deuxième époque »⁵⁴⁶, qui aura plus d'audience que le précédent, et qui d'un militantisme scientifique cantonné au champ académique de la science économique se transformera en militantisme intellectuel visant à influencer le domaine politique.

L'Association pour la liberté et le progrès social, qui porte ouvertement le label « libéral » témoigne de ce changement générationnel et de l'évolution du contenu des idées qu'elle va être amenée à défendre. Elle est contrôlée à la base par les réseaux de Claude Harmel, proches du patronat, et dont le souci est politique et immédiat, puisqu'il s'agit, dans un contexte de guerre froide, de tenter de contenir l'influence des syndicats et de la pensée marxiste, principalement dans l'entreprise, et le mot « libéralisme » constitue un label très large pour tous ceux qui mènent le combat anti-communiste⁵⁴⁷. Progressivement, au même moment où une partie de ces néo-libéraux d'après-guerre disparaissent dont les deux premiers présidents de l'ALEPS⁵⁴⁸, l'influence des « Nouveaux Economistes », par l'intermédiaire de Jacques Garelo, s'accroît. Pierre de Calan, l'un des figures patronales de l'Aleps, prononce un discours lors d'un Conseil d'Administration de l'ALEPS en 1978, l'année où le groupe des Nouveaux Economistes triomphe, pour tenter de comprendre quelles pourraient être les bases sociologiques pour diffuser le libéralisme en France⁵⁴⁹. Ce discours prend l'apparence d'un passage de flambeau générationnel. Il considère que les économistes forment l'un « des milieux les plus mûrs pour un renouveau d'une pensée authentique libérale » et évoque une « nouvelle génération d'économistes » qui vont « apporter leur concours à l'ALEPS⁵⁵⁰ ». Pour lui, il faut à son époque donner la parole principalement à ceux qui aujourd'hui réinventent le libéralisme (en opposition à ceux qui répètent les mêmes arguments depuis trente ans),

⁵⁴⁵ Dans la mesure où ils veulent à la fois réformer la manière dont est enseigné l'économie en France et la manière dont est défendu le libéralisme économique en France.

⁵⁴⁶ Nous empruntons le terme à Serge Audier qui pose la question, dans l'épilogue de sa somme consacrée à l'histoire du néo-libéralisme, de savoir si l'on doit parler de deux époques du néo-libéralisme, la première étant celle du Colloque Lippmann, la seconde celle du néo-libéralisme porté par Milton Friedman ou Friedrich Hayek. Cf. Serge Audier, *Néo-libéralisme (s), op.cit.*, p.587-590.

⁵⁴⁷ Alain Madelin et Jacques Garelo, lors de leurs entretiens nous ont confirmé la manière dont était perçu ce label dans le contexte de l'époque. Entretien avec Alain Madelin, 11 mai 2010 ; entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

⁵⁴⁸ Luc Bourcier de Carbon et Gaston Leduc décèdent en 1979. Cf. *Liberté économique et progrès social*, n°36, octobre-décembre 1979.

⁵⁴⁹ « Quelles peuvent être les bases sociologiques et psychologiques du libéralisme en France ? », *Liberté économique et progrès social*, n°30, avril-mai-juin 1978, p.9-18.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, p.11.

témoignant ainsi à demi-mot de l'échec relatif de l'ALEPS à avoir une audience⁵⁵¹. Il considère qu'un nouvel angle doit être privilégié pour faire la promotion des idées libérales : il s'agit d' « accepter, au moins dans un premier temps, l'approche purement scientifique qui se veut être celle de l'école de Chicago et de ses disciples français »⁵⁵². Jacques Garello est donc logiquement désigné Président-délégué de l'ALEPS en 1980 par le Conseil d'Administration de l'ALEPS⁵⁵³.

La version du libéralisme économique promue par les « Nouveaux Economistes », parfois qualifiée de « radicale » ou de « doctrinaire » est une extension des thèses du libéralisme classique du XIX^{ème} siècle. Celui-ci avait été largement éclipsé dans un contexte social et politique qui lui était défavorable, au profit d'un néo-libéralisme porté par une nébuleuse d'acteurs néo-libéraux, aux positions parfois hétérogènes. On assiste donc en France avec l'émergence des Nouveaux Economistes à une certaine relégitimation de ces thèses libérales qui, présentées sous une forme scientifique, dans un contexte international de remise en question du paradigme keynésien, vont pouvoir progressivement acquérir une respectabilité au sein de la classe politique. Après avoir analysé en quoi cette nouvelle génération de libéraux regroupés dans le groupe des « Nouveaux Economiques » était en rupture avec les néo-libéraux d'après-guerre, nous allons maintenant nous intéresser à la manière dont les « Nouveaux Economistes » vont s'impliquer sur le plan intellectuel et politique en voulant « transformer des idées en politiques »⁵⁵⁴.

⁵⁵¹ *Ibid.*, p.16.

⁵⁵² *Ibid.*, p.16.

⁵⁵³ *Liberté économique et progrès social*, n°39, juillet-septembre 1980, p.43.

⁵⁵⁴ *Liberté économique et progrès social*, n°55, février 1986, p.2.

PARTIE III : LA DIFFUSION DU LIBERALISME ECONOMIQUE DANS LE CHAMP INTELLECTUEL ET POLITIQUE DANS LES ANNEES 1980

« Je cite toujours, à ce sujet, notre éminent prédécesseur, Bastiat qui expliquait que la concurrence était nécessaire par l'apologie du bassin dans lequel se trouvaient des carpes : les carpes risquent de prendre un goût de vase si l'on n'y introduit pas un brochet... Je crois, que de temps à autre, il faut introduire le brochet de la concurrence internationale pour que nos carpes nationales perdent le goût de la vase. »

Raymond Barre,
Discours prononcé au dîner-débat « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique » organisé par l'ALEPS et le GRALL au Palais des Congrès le 27 avril 1983. Reproduit dans *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, octobre 1983, p.13-38.

« Face à une machine d'Etat devenue folle, face à une fonction publique à la croissance monstrueuse, face à une situation déjà difficile mais encore plus sombre pour les années à venir, que pourra faire, à l'heure de l'alternance, le responsable politique qui aura en charge les intérêts du pays ? Il n'aura guère d'autre choix que le libéralisme. Plus exactement, le libéralisme ne sera pas un choix mais une nécessité. »

Jacques Chirac,
Discours prononcé au dîner-débat « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? » organisé par l'ALEPS et le GRALL au Palais des Congrès à Paris le 26 janvier 1984. Reproduit dans *Liberté économique et progrès social*, n°49, mars 1984, p.6-10.

« Le parti que je représente est l'héritier de la plus vieille famille libérale française. Le courant des « indépendants » trouve ses racines chez Benjamin Constant, chez Tocqueville, chez Bastiat, chez Hayek, chez Popper. C'est-à-dire chez tous ceux que vous reconnaissez comme les pères du libéralisme. »

François Léotard,
Discours prononcé au dîner-débat « Quel libéralisme ? » organisé par l'ALEPS et le GRALL au salon « Conversation » de l'Hôtel Méridien à Paris le 13 février 1985. Reproduit dans *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1985, p.7-25.

Les citations mises en exergue de ce chapitre, extraites d'allocutions de leaders de principaux partis politiques de droite au milieu des années 1980 (UDF, RPR et Parti Républicain), même si elles ne témoignent pas de leur adhésion profonde à la doctrine néo-libérale – ces discours étant tenus devant un parterre d'économistes et de militants libéraux –, elles indiquent néanmoins la volonté de présenter un discours néo-libéral relativement radical en matière économique. Prononcés en public devant un parterre de Nouveaux Economistes qui les ont invité pour les questionner sur leur positionnement politique, ces discours sont symptomatiques du « tournant néo-libéral »⁵⁵⁵ ou du « moment néo-libéral »⁵⁵⁶ ou de l'« inflexion néo-libérale »⁵⁵⁷ analysés par les politistes et qui marque la France des années 1980. Les causes avancées pour l'expliquer sont multiples et souvent complémentaires : contexte international, conversion des élites administratives, configuration politique, contexte économique... L'objectif de ce chapitre ne sera pas de trouver une cause expliquant ce changement, mais de montrer en quoi les « Nouveaux Economistes » regroupés au sein de l'ALEPS, contribuent à ce changement de référentiel au sein de la classe politique à droite⁵⁵⁸ par un militantisme actif prenant plusieurs formes. Il s'agit ici de tenter de voir ici le pouvoir d'influence⁵⁵⁹ qu'ont pu avoir les Nouveaux Economistes dans le champ politique en restituant et en analysant les stratégies de ces acteurs. Michel Offerlé⁵⁶⁰ a montré les difficultés méthodologiques importantes qu'impliquaient la mesure de l'influence⁵⁶¹, ainsi que les différents moyens de la mesurer (travail parlementaire, politiques publiques spécifiques,

⁵⁵⁵ Bruno Jobert et Bruno Théret, « La consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, op.cit., p.29-86.

⁵⁵⁶ Jean Baudouin, « Le "Moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, n°6, 1990, p.830-844.

⁵⁵⁷ Johann Michel, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *Sens Public*, mai 2005.

⁵⁵⁸ Nous ne nous intéressons pas ici sur ce que l'ensemble de leurs productions scientifiques, leurs enseignements auraient pu produire de manière générale sur des haut-fonctionnaires, y compris ceux gravitant à gauche. L'influence du « néo-libéralisme », dans sa version modérée et gestionnaire (et qui se rapproche davantage du néo-libéralisme de première génération que nous avons décrit) a été étudié par ailleurs. Cf. Bruno Jobert et Bruno Théret, op.cit., p.29-86 ; voir aussi Monica Prasad qui analyse la particularité de la diffusion du néo-libéralisme en France en faisant notamment une analyse quantitative des thèses en sciences économiques produites à Paris I analysant leurs positions à l'égard du libéralisme économique (elle en conclut que celui-ci n'est ni hégémonique ni insignifiant, mais qu'il constitue une minorité non négligeable). Cf. Monica Prasad, « Why is France so French? Culture, Institutions and Neoliberalism: 1974-1981 », *American Journal of Sociology*, vol.111, n°2, septembre 2005, p.357-407.

⁵⁵⁹ Définit au sens de Erhard Friedberg et Michel Crozier, c'est à dire au sens d'une relation entre deux groupes d'acteurs qui implique que l'un puisse avoir la faculté de transformer l'action de l'autre. Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977.

⁵⁶⁰ Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, op.cit., p.94-101.

⁵⁶¹ Dans un récent ouvrage, Renaud Payre et Martine Kaluszynski pointaient également les limites de ce concept qui tend à négliger une analyse sociologique et historique de la circulation de ces savoirs : « Il s'agit alors de se confronter directement à une série de mythologies et notamment au mythe de « l'influence » fréquemment mobilisé pour expliquer une similitude de références, d'innovations, de politiques entre différentes communautés ou différents pays. Une influence qui agirait de manière quasi mécanique et qui, mobilisée de manière floue, se substituerait trop facilement à une explication sociologique comme historique. » Martine Kaluszynski, Renaud Payre, *Les sciences de gouvernement en circulation(s)*, Paris, Economica, 2012 (à paraître).

articles dans la presse). Nous nous interdisons donc d'établir toute causalité mécaniste, il s'agit ici, plus modestement, de montrer d'une part quelles sont les stratégies employées et les idées défendues (et leurs origines), et d'autre part de voir à quel niveau, dans quels forums d'action publique, les militants libéraux ont voulu à la fois changer le climat intellectuel général tout en voulant changer le référentiel⁵⁶² des partis de droite qui étaient alors dans l'opposition.

Il convient au préalable de mettre en avant les différents degrés d'implication et de militantisme des Nouveaux Economistes dans la défense de la cause néo-libérale. Nous avons montré que Jacques Garello « mettait la main »⁵⁶³ sur l'ALEPS en 1980. Nous verrons qu'il en fera un cadre organisationnel pour aider les Nouveaux Economistes à promouvoir leurs thèses. Nous avons remarqué cependant, que seulement quatre de ces Nouveaux Economistes se sont impliqués réellement par le biais de l'ALEPS au cours des années 1980 (soit par leur présence aux événements ou par leurs publications ou à titre plus individuel par leurs articles dans la presse) et se sont distingués par leur activisme, au contraire des autres que l'on retrouve seulement aux Universités d'été de la Nouvelle Economie, mais qui semblent peu attirés par l'activisme militant. Jean-Jacques Rosa, quant à lui, bien qu'ayant joué un rôle primordial à la création du groupe, le quittera suite à une dispute, tout en continuant de faire la promotion du libéralisme à sa manière⁵⁶⁴.

Quel rôle les « Nouveaux Economistes » ont-ils joué dans la diffusion des idées libérales dans le champ intellectuel et politique dans les années 1980 ? De quelle manière ont-ils défendu leur nouvelle doctrine libérale ? Peut-on parler de conversion de la droite partisane au libéralisme économique tel qu'il est promu par les Nouveaux Economistes ?

Dans un premier temps, nous montrerons que les Nouveaux Economistes les plus actifs se sont progressivement insérés dans le réseau international de la Société du Mont Pèlerin, renforçant leur adhésion à une doctrine libérale radicalisée qu'ils s'attèleront à importer dans le champ intellectuel français. Dans un deuxième temps, nous analyserons la manière dont les Nouveaux Economistes tireront partie d'un contexte politique d'opposition au socialisme à droite les insérant dans une nébuleuse plus large d'organisations et de clubs

⁵⁶² Nous empruntons ici la notion de référentiel à Bruno Jobert, Pierre Muller, *L'Etat en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.

⁵⁶³ L'expression est de Florin Aftalion (entretien du 24 mai 2012)

⁵⁶⁴ Notamment en tenant une chronique économique régulière dans *Le Figaro* et à travers des essais fustigeant la monnaie unique.

politiques gravitant autour d'acteurs politiques auprès desquels ils auront des relais. Nous montrerons également ce qui ressort de leur action lorsque la droite se dotera d'un programme et par la suite d'un gouvernement composé de ministres libéraux proches de ces Nouveaux Economistes.

1) Les pèlerins français, importateurs d'idées libérales

La Société du Mont Pèlerin a été créée à l'initiative de Friedrich Hayek en 1947 à Vevey en Suisse. Son objectif était de créer un réseau international d'intellectuels libéraux (principalement universitaires mais aussi patronaux), en partant du principe qu'il avait défini dans un article, « Les intellectuels et le socialisme »⁵⁶⁵ selon lequel « [les libéraux] ont besoin de leaders intellectuels, prêts à résister aux séductions du pouvoir et de la popularité, et qui soient prêts à travailler pour un idéal, quand bien même ses chances de réalisation seraient maigres ». Il appelait alors aux promoteurs du libre marché à retrouver la foi dans « le pouvoir des idées qui fut la force du libéralisme dans ses grandes heures »⁵⁶⁶. La société du Mont Pèlerin organise depuis des meetings internationaux tous les deux ans, tandis que des meetings régionaux sont tenus de manière plus régulière. Ces lieux de sociabilité pour intellectuels libéraux parfois marginalisés dans leurs propres pays, sont l'occasion d'acquérir un capital social important en côtoyant des Prix Nobel, des intellectuels militants ou des personnalités politiques de premier plan, qui leur permettent d'acquérir un capital symbolique auprès des militants de leur propre pays (l'appartenance à ce réseau crée une distinction entre ceux qui font partie de cette Société dont l'intégration se fait par cooptation et ceux qui n'en font pas partie⁵⁶⁷).

Depuis l'origine, des français ont participé à la Société du Mont Pèlerin ; en effet, Maurice Allais et Bertrand de Jouvenel et François Trévoux formaient une petite délégation à la première réunion constitutive, cependant, leurs positions proches de l'ordo-libéralisme allemand les a progressivement marginalisés par rapport aux libéraux américains ou autrichiens qui se sont imposés progressivement dans la société à la fin des années 1960. Cette évolution de la Société a d'ailleurs engendré une crise⁵⁶⁸ amenant à la démission de certains membres de la Société (dont Bertrand de Jouvenel ne se retrouvant pas dans les nouvelles orientations néo-libérales de l'école de Chicago et de l'école autrichienne) : « le ton idéologique général de la Société du Mont Pèlerin est redevenu plus que jamais, celui d'un

⁵⁶⁵ Reproduit dans Friedrich Hayek, *Studies in Philosophy Politics, Economics*, Routledge and Kegan Paul, 1967, traduction française Christophe Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, p.271-293.

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p.293.

⁵⁶⁷ Certains portent le signe distinctif de la « cravate Adam Smith » pour montrer leur attachement à l'un des pères fondateurs de l'économie. C'est le cas notamment de Pascal Salin qui la porte lors de ses interventions médiatiques.

⁵⁶⁸ Relatée en détails par Serge Audier dans *Néo-libéralisme (s)...*, *op.cit.*

libéralisme offensif qui veut en finir avec les vieilles lunes interventionnistes et keynésiennes, mais aussi avec les tendances sociales-conservatrices qui avaient été défendues par les Allemands, les Suisses, les Italiens et les Français. On assiste ainsi à une homogénéisation idéologique relative de la Société du Mont Pèlerin, qui devient le fier porte-drapeau d'un libéralisme pur et dur⁵⁶⁹. » C'est dans ce cadre d'une prépondérance de ces idées, et d'une domination numérique des universitaires d'origine américaine et anglaise que les Nouveaux Economistes vont être intégrés à ce réseau, parmi les leaders internationaux de ce libéralisme qui jouissent alors d'un prestige académique international conféré par l'appartenance à des départements d'Universités prestigieux (comme Columbia ou Chicago) ou par des prix tel le « prix Nobel d'économie » remis par la banque royale de Suède et qui a consacré peu à peu le travail des économistes austro-américains⁵⁷⁰ (Milton Friedman, Friedrich Hayek, Ronald Coase et Gary Becker, principaux leaders internationaux verront tous leur travail consacré par le prix Nobel d'économie).

1.1 Une socialisation dans un réseau de circulation plus large de diffusion d'un libéralisme radical

Le professeur Gaston Leduc, l'un des derniers néo-libéraux français héritier du néo-libéralisme modéré d'après-guerre, est élu Président de la société du Mont Pélerin en 1974. L'ALEPS peut donc alors se targuer à l'époque d'avoir parmi ses membres le Président de la Société du Mont Pélerin et la plupart de ses membres français⁵⁷¹. Les Nouveaux Economistes qui commencent à développer leur notoriété à l'époque seront de plus en plus intégrés à la société. Jacques Garello y est introduit par l'intermédiaire de Raoul Audouin⁵⁷² et fait une contribution lors d'un meeting régional de la Société du Mont Pélerin qui se tient à Salzburg dès 1973⁵⁷³ avant d'en devenir membre à part entière en 1976⁵⁷⁴. A la lecture des comptes-

⁵⁶⁹ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)*, *op.cit.*, p.365-366.

⁵⁷⁰ Pour une petite histoire du prix et sa portée symbolique voir Frédéric Lebaron « Le « Nobel » d'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*1/2002 (n° 141-142), p. 62-66.

⁵⁷¹ « Le libéralisme français vient de recevoir une haute consécration internationale par l'élection de M. Gaston Leduc, professeur à l'Université de Paris I, membre de l'Institut, à la présidence de la Société du Mont Pélerin. [...]La société groupe actuellement trois cent membres dont une trentaine de Français, la plupart adhérents ou sympathisants de l'ALEPS.», *Liberté économique et progrès social*, janvier, février, mars 1975, p.49.

⁵⁷² Il avait été le collaborateur de Pierre Lhoste-Lachaume au sein du Centre Libéral Spiritualiste Français et il avait été l'un des seuls à adopter des positions libertariennes dès les années 1950 et 1960.

⁵⁷³ Il y tient d'ailleurs des propos très proches des positions ordo-libérales appelant notamment à l'instauration d'une concurrence au niveau de la Communauté Européenne appliquant une législation anti-trust. Cf. Jacques

rendus des participations aux meetings internationaux de la Société du Mont Pèlerin⁵⁷⁵, on remarque que deux français sont, par la suite, particulièrement bien associés aux travaux des rencontres internationales de la Société qui se tiennent tous les deux ans (en plus des meetings régionaux) : il s'agit d'Henri Lepage et de Pascal Salin⁵⁷⁶. Le premier participe en 1978 au 22^{ème} meeting international de Hong Kong en présentant une contribution sur le cas de la France afin d'analyser si le « courant de marée » s'inverserait en faveur des idées libérales en France (voir tableau ci-dessous). Le second a participé à presque tous les meetings internationaux entre 1980 et 1988 et participé à des commissions de discussion avec des personnalités comme Milton Friedman. Hormis, ces deux français, Jean-Jacques Rosa, bien que marginalisé du mouvement des Nouveaux Economistes a apporté une contribution tandis que Florin Aftalion a dirigé une session en 1988 sur l'immigration. Ces rencontres internationales sont l'occasion d'échanges intellectuels directs avec les figures historiques de la promotion du libéralisme économique comme Friedrich Hayek (Henri Lepage fait un commentaire de l'actualité de la *Route de la Servitude* à un des meetings), Milton Friedman (lors d'une session Pascal Salin répond à une contribution de Milton Friedman) ou Gary Becker. Ces rencontres permettent également de tisser un vaste réseau entre personnalités et organisations libérales internationales, faisant des membres de la Société du Mont Pèlerin français des passeurs de premier plan de la circulation internationale des idées libérales dans le débat intellectuel national.

Garello, "Monopole et concurrence dans la CEE", communication présentée au Mont Pèlerin Regional Meeting de Salzburg, 10-14 mai 1973, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°2.

⁵⁷⁴ Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.

⁵⁷⁵ « Inventory of the General meeting files (1947-1998) », Archives Web de *Liberaal Archief* (Gand, Belgique). Inventaire des archives téléchargeable en ligne : <http://www.liberaalarchief.be/MPS2005.pdf>

⁵⁷⁶ Jacques Garello, membre de la Société du Mont Pèlerin n'apparaît pas dans les comptes-rendus des contributions avant les années 1990.

Communications des nouveaux Economistes aux réunions organisées par la Société du Mont Pèlerin :

	Meetings ayant donné lieu à une contribution	Intitulé de la communication présentée
Pascal Salin	23 rd Meeting Hoover Institution, Stanford University, USA, September 7-12, 1980	« Do Conservative Governments Make a Difference : Social and Economic Policies? »
	24th Meeting Berlin, Germany, September 5-10, 1982 “For a Free Society in the Coming Decade”	« The European Community: Friend or Foe of the Market Economy. Comment on the Papers by Victoria Curzon Price and Milton Friedman »
	25th Meeting Cambridge, UK, September 2-8, 1984 “How Fares the Free World?”	« Comment on the Paper by James Buchanan. Can Democracy be Tamed? »
	27 th Meeting Tokyo/Kyoto, Japan, September 5-9, 1988 “Toward an Open World Order”	« The Contribution of Flexible Rates to an International Monetary Order »
Henri Lepage	22nd Meeting Hong Kong, September 3-9, 1978	« Is the Tide Turning? The French Experience »
	25th Meeting Cambridge, UK, September 2-8, 1984 “How Fares the Free World?”	« A comment », dans le cadre d’une session intitulée : Road to Serfdom, after 40 years
	26th Meeting Saint-Vincent, Italy, August 31-September 6, 1986	«A comment on Becker »
Florin Aftalion	26th Meeting Saint-Vincent, Italy, August 31-September 6, 1986	Président de la session intitulée : «The Case for Free Market Immigration »
Jean-Jacques Rosa	23rd Meeting Hoover Institution, Stanford University, USA, September 7-12, 1980	«Denationalization and Deregulation of Industry: The French Experience 1976-1980 »

La fréquentation de ces leaders internationaux de la diffusion du libéralisme radical qui inspirent la Révolution conservatrice anglaise (1979) et américaine (1981) a des conséquences importantes pour les acteurs libéraux français se regroupant autour du groupe des « Nouveaux Economistes ». Au niveau intellectuel tout d'abord, elle accompagne leur radicalisation qui s'opère à la fin des années 1970 notamment par la découverte des travaux de l'école autrichienne d'économie⁵⁷⁷. Florin Aftalion, hors du cadre de la Société du Mont Pélerin⁵⁷⁸, a rencontré James Buchanan dans les années 1970⁵⁷⁹, l'un des fondateurs de l'école des choix publics, Henri Lepage a quant à lui rencontré toute cette mouvance libérale aux Etats-Unis, dans un premier temps lors d'un voyage de plusieurs semaines financé par l'Institut de l'Entreprise dans le cadre de la rédaction de son best-seller *Demain le capitalisme*, ce qui lui permettra de nouer des bons contacts avec ces personnalités qu'il retrouvera à la Société du Mont Pélerin, mais aussi avec des *think tanks* comme l'*American Enterprise Institute*⁵⁸⁰. Mais, alors que dans *Demain le capitalisme* (1978) Friedrich Hayek est simplement mentionné⁵⁸¹, Henri Lepage le rencontrera en février 1979 pour réaliser une longue interview qu'il utilisera dans son ouvrage *Demain le libéralisme*⁵⁸² (1980) dans lequel il consacre une partie entière à l'économiste autrichien en concluant : « [...] ce qu'Hayek nous fait découvrir, c'est que la doctrine libérale, loin d'être un fossile des temps révolus, reste l'une des formes les plus évoluées de la pensée moderne »⁵⁸³. Pascal Salin fournit également une très bonne illustration de l'évolution des trajectoires intellectuelles des Nouveaux

⁵⁷⁷ L'école Autrichienne se développe historiquement autour de l'école de Vienne à la fin du XIX^{ème} siècle et d'économistes marginalistes comme Carl Menger et Eugen Von Böhm-Bawerk qui démontrent que la valeur d'un bien n'est pas déterminée par la quantité de travail qui y est consacrée pour sa production (analyse de Marx et de Ricardo) mais par la satisfaction du consommateur par la production d'une unité supplémentaire. Leur approche subjectiviste part donc de l'analyse de l'action humaine (titre de l'œuvre majeur de Ludwig Von Mises) ce qui ancre cette analyse dans l'individualisme méthodologique. Les principaux représentants de cette école au XX^{ème} siècle, Ludwig Von Mises et Friedrich Hayek ont mis en avant à travers leurs ouvrages l'idée que le marché et son système de prix fournissent le meilleur moyen de circulation des connaissances (le marché est un processus de découverte), tandis que la propriété privée des moyens de production est une condition nécessaire pour le calcul économique rationnel. Ces analyses les conduisent à dénoncer quasiment toute intervention de l'Etat dans l'économie, car celle-ci est contre-productive et en altérant le système des prix, elle crée des effets inattendus (par exemple pour les autrichiens le salaire minimum crée du chômage). Cf. « pensée autrichienne » dans Mathieu Laine (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, op.cit., p.71-79 ; Sébastien Caré, *La pensée libertarienne*, op.cit., p.119-137.

⁵⁷⁸ Il en fera partie comme on l'a vu mais la quittera suite à l'orientation de plus en plus libertarienne que prend la Société du Mont Pélerin. Entretien avec Florin Aftalion, 24 mai 2012.

⁵⁷⁹ Cette rencontre a été marquante pour lui, car elle l'a introduit aux profonds désaccords qui existaient au sein de la mouvance libérale et libertarienne (notamment la division autour de la figure de Murray Rothbard décrit comme un « crackpot » par Buchanan). Pour saisir toute la complexité et les divergences au sein du mouvement libertarien aux Etats-Unis voir Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, op.cit.

⁵⁸⁰ Il a beaucoup lu leurs publications dans un premier temps avant de s'en détacher. Entretien avec Henri Lepage, 23 mai 2012.

⁵⁸¹ Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, op.cit., p.59, et dans une note de bas de page p.406.

⁵⁸² Henri Lepage, *Demain le libéralisme*, op.cit., p.406-453.

⁵⁸³ *Ibid.*, p.453.

Economistes⁵⁸⁴ : c'est suite à la découverte de l'analyse de Friedrich Hayek sur la monnaie qui est une « révélation »⁵⁸⁵ qu'il publiera en 1980 son ouvrage *L'unité monétaire au profit de qui ?*⁵⁸⁶, dont la préface sera d'ailleurs écrite par ce même Friedrich Hayek. Lors d'une remise de prix organisée par un institut libertarien aux Etats-Unis, Pascal Salin relate sa trajectoire intellectuelle sous forme de « chocs », le premier ayant été sa découverte de Milton Friedman, la seconde de Friedrich Hayek :

« Later on, I discovered Hayek ("The Use of Knowledge in Society" or, maybe, "The Confusion of Language in Political Thought"): It was another intellectual shock. This was the approach I was longing for! About in the same period, I had been invited to present a report on monetary problems at a conference on the working of free markets. I just read one page of Hayek's Currency Competition and I was so excited that my mind worked by itself and I immediately wrote my report. Then, I came back to the reading of the other pages of this booklet of Hayek⁵⁸⁷ ».

Nous voyons bien que la circulation internationale des idées libertariennes, notamment véhiculées par des *think tank* comme l'*Institute of Economic Affairs*⁵⁸⁸ a des répercussions importantes et directes sur les Nouveaux Economistes. La plupart qui étaient auparavant quasiment tous monétaristes, deviendront⁵⁸⁹ alors progressivement des partisans des thèses de Friedrich Hayek, Ludwig Von Mises (tandis que certains de leurs élèves deviendront des admirateurs de l'anarcho-capitaliste radical Murray Rothbard) réfutant toute modélisation mathématique de l'économie et toute intervention de l'Etat dans l'économie y compris dans le domaine monétaire⁵⁹⁰. La théorie autrichienne, notamment pour ceux qui se revendiquent de Ludwig Von Mises, base sa réflexion sur la praxéologie qui étudie l'ensemble des

⁵⁸⁴ Georges Lane, élève de Pascal Salin et d'Emil Claassen relate à quel point la rencontre avec Friedrich Hayek a marqué Pascal Salin : « Je me souviendrai toujours d'une conversation téléphonique de 1977 ou 78, où il me glissa à l'oreille : "j'ai enfin compris ce qu'est la science économique". Il revenait des Etats-Unis et y avait débattu avec Hayek qui avait publié en 1976 *Denationalisation of Money*. Dans la foulée, il écrira un livret intitulé *L'unité monétaire au profit de qui ?* à quoi Hayek donnera une préface. "C'est quoi la "vitesse supérieure ?" vous demandez-vous vraisemblablement : tout simplement l'Ecole de pensée économique dite "autrichienne". ». Cf. Georges Lane, « L'impertubabilité de Pascal Salin » in Mathieu Laine, Guido Hülsmann (dir.), *L'homme libre : mélanges en l'honneur de Pascal Salin*, Paris, Les Belles Lettres, 2006.

⁵⁸⁵ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁵⁸⁶ Pascal Salin, *L'unité monétaire au profit de qui ?*, pref. Friedrich Hayek, Paris, Economica, 1980.

⁵⁸⁷ Pascal Salin, "Austrian Economics—The Ultimate Achievement of an Intellectual Journey," *Libertarian Papers* 1, 9, 2009.

⁵⁸⁸ Lors de notre entretien Pascal Salin indique avoir pris connaissance de la théorie de Hayek sur la privatisation de la monnaie par une publication de l'*Institute for Economic Affairs*. Il l'indique également dans un discours prononcé à la Société du Mont Pélerin et à la XX^{ème} Université d'été de la Nouvelle Economie intitulé « Who are we ? Where are we ? Some personal remarks ? », reproduit dans *An Austrian in France, Un autrichien en France. Essais rédigés en l'honneur de Jacques Gareilo*, Turin, La Rosa, 1997, p. 395-408.

⁵⁸⁹ A l'exception notable des économistes qui enseignent à l'ESSEC, notamment Florin Aftalion.

⁵⁹⁰ Pascal Salin prône par exemple la privatisation de la monnaie.

phénomènes sociaux et qui s'entend comme une science *à priori* qui ne fait « pas l'objet de vérifications ou de falsifications sur la base de l'expérience et des faits⁵⁹¹. » Une autre différence que l'on peut remarquer entre la pensée libérale de Friedrich Hayek et de Milton Friedman, est que l'auteur autrichien offre à travers son œuvre un système global qui, loin de se limiter à l'économie, englobe une réflexion globale sur la société⁵⁹². Derrière, l'idée de catallaxie et d'ordre spontanée se cache « l'intention de proposer un modèle d'utopie »⁵⁹³ qui touche tous les aspects de la vie en société y compris le domaine du politique. Ce changement de références de la part des acteurs libéraux français est donc très important : loin de se cantonner à un seul champ de la politique économique, ils s'investissent désormais dans une réflexion plus générale sur la société et son organisation en prônant un retrait de l'Etat de différentes sphères d'activité, non plus seulement pour réaliser un optimum économique, mais sur des bases morales et intellectuelles dont ils puisent les sources dans des auteurs comme Friedrich Hayek ou Ludwig Von Mises. L'influence de cette pensée est bien visible lorsque Jacques Gareilo écrit dans une contribution pour présenter les Nouveaux Economistes que la science économique correspond à la praxéologie qui est la « science de comportements humains »⁵⁹⁴.

Comme le note Guy Sorman - qui deviendra aussi un promoteur des thèses libérales en popularisant à travers des livres destinés au grand public les expériences gouvernementales menées à l'étranger et inspirées par les libéraux⁵⁹⁵-, les Nouveaux Economistes apparaissent ainsi comme un « petit groupe d'originaux » qui pratiquaient une « sorte de culte » de Friedrich Hayek, anticipant ainsi « la vague néo-libérale ».⁵⁹⁶ Jacques Gareilo, en 1984, considère lui-même : « Les Nouveaux Economistes ont donc été, en France, l'amorce d'un mouvement de pensée mondiale qui reconnaît comme père spirituel Friedrich von Hayek, prix Nobel d'Economie en 1974⁵⁹⁷ ». La volonté de diffusion de la pensée de ce « père spirituel » va être clairement visible chez les Nouveaux Economistes et l'ALEPS qui travailleront de concert à faire connaître les thèses de leur maître.

⁵⁹¹ Ludwig Von Mises, cité in Sébastien Caré, *La pensée libertarienne, op.cit.*, p.127.

⁵⁹² Cette distinction est perçue par les acteurs libéraux français. Florin Aftalion a précisé : « Hayek écrit sur la société en générale ».

⁵⁹³ Sébastien Caré, *La pensée libertarienne, op.cit.*, p.278.

⁵⁹⁴ Jacques Gareilo, « La vérité sur la Nouvelle Economie », *Liberté économique et progrès social*, n°49, mars 1984, p.24-32.

⁵⁹⁵ Guy Sorman, *La Révolution Conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983 ; Guy Sorman, *La Solution libérale*, Paris, Fayard, 1984.

⁵⁹⁶ Guy Sorman, *La Solution libérale, op.cit.*, p.68.

⁵⁹⁷ Jacques Gareilo, « La vérité sur la Nouvelle Economie », *Liberté économique et progrès social*, n°49, mars 1984, p.24.

1.2 Les Nouveaux Economistes et l'ALEPS vecteurs des thèses libérales austro-américaines dans le champ intellectuel

La création du groupe des Nouveaux Economistes avait obéi à une logique d'opposition à des thèses développées par des universitaires de gauche qui contestaient la validité théorique et empirique de l'économie néo-classique. Progressivement la stratégie et les objectifs de ce réseau d'acteurs militants vont se déplacer au même moment où ils intègrent des forums plus larges de sociabilité et de circulation d'idées libérales. Leur objectif va être de faire connaître auprès d'un plus large public les thèses qu'ils ont eu même découvert quelques années plus tôt, en les traduisant et en assurant la médiatisation.

Florin Aftalion créé en 1978 la collection « Libre-échange » aux Presses Universitaires de France, au départ avec Georges Gallais-Hammono, mais qu'il dirigera seul par la suite⁵⁹⁸. Cette collection a joué un rôle de premier plan dans la diffusion des idées libérales, car celle-ci publiera non seulement des ouvrages majeurs de Friedrich Hayek ou de Ludwig Von Mises, mais également des ouvrages d'analyse et de vulgarisation de ces penseurs⁵⁹⁹, ainsi que des essais écrits par des Nouveaux Economistes⁶⁰⁰. C'est Raoul Audouin, administrateur de l'ALEPS à la retraite, encouragé notamment par Jacques Garelo⁶⁰¹ qui va d'abord s'employer à la traduction de plusieurs ouvrages majeurs de la pensée libérale autrichienne et notamment l'œuvre la plus aboutie de Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, qui a été publié en anglais en trois tomes : en 1973⁶⁰², 1976⁶⁰³ et 1979⁶⁰⁴, et le livre principal de Ludwig Von

⁵⁹⁸ Entretien avec Florin Aftalion, 24 mai 2012.

⁵⁹⁹ Notamment l'ouvrage issu de la thèse d'Etat de Philippe Nemo portant sur la pensée de Hayek : *La société de droit selon Hayek*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

⁶⁰⁰ Par exemple Jacques Garelo, Bertrand Lemennicier, Henri Lepage, *Cinq questions sur les syndicats*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990 ou Bertrand Lemennicier, *Le marché du mariage et de la famille*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

⁶⁰¹ Selon les mots d'un membre de l'ALEPS « Notre ami Audouin, encouragé par quelques uns, et notamment J. Garelo, s'emploie à traduire des grands auteurs libéraux, comme Mises et Hayek et il faut l'en féliciter chaudement car nous avons grand besoin de l'appui des meilleurs auteurs libéraux étrangers. ». Cf. « Assemblée Générale de l'ALEPS du 18 juin 1980 », *Liberté économique et progrès social*, n°39, juillet-septembre, 1980, p.1-5.

⁶⁰² Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 1, *Rules and Orders*, London, Routledge & Kegan Paul, 1973, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome1 : *Règles et ordre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.

⁶⁰³ Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 2, *The Mirage of Social Justice*, London, Routledge & Kegan Paul, 1976, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome2 : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981.

⁶⁰⁴ Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty*, volume 3, *Political Order of a Free Pople*, London, Routledge & Kegan Paul, 1979, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome 3 : *L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.

Mises, *L'action humaine*⁶⁰⁵. Le bulletin de l'ALEPS publie des extraits des traductions en cours de Raoul Audouin qui fait la présentation des auteurs et de leurs idées de manière synthétique⁶⁰⁶, tout en proposant des tarifs préférentiels pour ses adhérents qui sont incités à faire connaître ces livres⁶⁰⁷. Cette volonté de l'ALEPS de s'ouvrir aux penseurs libéraux internationaux est largement portée par Jacques Garelo qui indique clairement dans son premier éditorial du bulletin de l'ALEPS en 1980 son intention de faire de l'association un vecteur de transmission des idées libérales internationales dans le débat intellectuel en France :

« Voici où se situe à mon sens le combat de l'ALEPS pour les années à venir : élargir la brèche libérale, faire pénétrer le souffle de liberté qui nous vient de l'extérieur, relever le défi des nations dynamiques en montrant que nous sommes également capables d'innover, d'exporter, de concurrencer. [...] il est indispensable de mettre la France à l'heure internationale, dans le domaine des idées comme dans celui de la production et du commerce. »⁶⁰⁸.

Le deuxième bulletin de l'ALEPS après l'élection de Jacques Garelo au poste de Président-délégué propose d'ailleurs une bibliographie libérale⁶⁰⁹. Sur ces dix titres figurent un livre de Milton Friedman et les deux tomes de *Droit, législation et liberté* qui viennent d'être traduits, tandis que *Demain le libéralisme* d'Henri Lepage, popularisant ces auteurs américains, y figure également. La volonté est, à travers cette bibliographie composée pour moitié d'autres libéraux américains et autrichiens, de « donner à tous les libéraux français les moyens de figurer dans le combat des idées, et de le remporter⁶¹⁰ ».

La publication de la traduction en 1980 du premier tome de *Droit, législation et liberté*, va être l'occasion pour les Nouveaux Economistes de diffuser leurs thèses au delà de leur cercle d'adhérents en invitant Friedrich Hayek à l'Assemblée Nationale à une conférence

⁶⁰⁵ Ludwig Von Mises, *Human Action : A Treatise on Economics*, New Haven, Yale University Press, 1949, traduction Raoul Audouin, *L'action humaine : traité d'économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985.

⁶⁰⁶ Raoul Audouin, « Actualité de Mises » et « Le libéralisme et l'individualisme », *Liberté économique et progrès social* n°30, avril-mai-juin 1978, p.24-33 ; Raoul Audouin, « Coup d'œil dans « Human Action » », *Liberté économique et progrès social*, n°32, octobre-novembre-décembre 1978, p.24-30 ; « Parution du tome III de « droit, législation et liberté » F. Hayek », *Liberté Economique et Progrès Social*, n°48, décembre 1983, p.6-34.

⁶⁰⁷ Cf. *Liberté économique et progrès social*, n°44, mai 1982. Ce numéro propose par exemple se procurer le tome 2 de « Droit, Législation et Liberté » au prix spécial de 60,00 francs.

⁶⁰⁸ Jacques Garelo, « Ouvrir les fenêtres », *Liberté économique et progrès social*, n° 40, décembre 1980-janvier 1981 (spécial prix nobel), p.2-4.

⁶⁰⁹ *Liberté économique et progrès social*, n°41, mai 1981.

⁶¹⁰ Jacques Garelo, éditorial, « La liberté a des livres », *Liberté économique et progrès social*, n°41, mai 1981, p.2-3.

présidée par Raymond Aron⁶¹¹. La mise en place de cette rencontre faisait suite à un précédent projet à l'initiative de Friedrich Hayek (conseillé par Lepage) visant à le faire venir à Paris pour participer à une rencontre entre « Nouveaux philosophes » et « Nouveaux économistes », auprès de Raymond Aron qui avait refusé - celui-ci avait déjà décliné une autre invitation à une séance de la société du Mont Pèlerin⁶¹². C'est Pascal Salin qui est à l'initiative du projet mobilisant des députés UDF (Georges Mesmin, Charles Millon, Alain Madelin, Gérard Longuet, Edmond Alphantéry, Jacques Douffiagues, et François Léotard⁶¹³) et des Nouveaux Economistes (Henri Lepage, Emile Claassen, Jacques Garello, Florin Aftalion, Daniel Pilisi et Pascal Salin lui même) pour une séance d'hommage à Friedrich Hayek et il contacte dans ce but Raymond Aron. Même si ce dernier et Friedrich Hayek s'étaient déjà rencontrés en 1938 au colloque Lippmann, le libéralisme des deux hommes n'était pas le même⁶¹⁴, tandis de caractère, ils s'entendaient mal⁶¹⁵. Malgré ces divergences, la conférence est organisée près de deux mois après l'élection de Ronald Reagan : la conférence de Friedrich Hayek portant sur « L'hygiène de la démocratie » a eu lieu dans une salle de l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1980. Alors que Jacques Garello considère que « tout le monde a reçu avec ferveur son message. La salle des conférences de l'Assemblée Nationale pleine à craquer, des photographes et la télévision mitraillant le prestigieux orateur : cela était difficilement pensable il y a quelques années⁶¹⁶ », l'historien Pierre Rosanvallon qui était présent⁶¹⁷ se souvient quant à lui que Raymond Aron serait descendu de la tribune en disant « Mais pourquoi m'ont-ils amenés avec ces gens-là ? »⁶¹⁸, témoignant qu'il ne partageait par l'offensive intellectuelle menée par les Nouveaux Economistes regroupés autour de leur maître. La conférence a attiré près de 300 personnes tandis que le prix Nobel d'économie a critiqué devant le public présent certains dangers de la démocratie⁶¹⁹ : « La démocratie représentative illimitée conduit, même à l'encontre de la majorité des électeurs, vers un

⁶¹¹ « L'Hygiène de la démocratie, traduction du texte anglais de la conférence prononcée le 4 décembre 1980 à l'Assemblée Nationale à Paris par Friedrich Hayek », *Liberté économique et progrès social*, n° 40, décembre-janvier 1981 (spécial prix nobel), p. 20 -33.

⁶¹² Serge Audier, *op.cit.*, p. 507-508.

⁶¹³ Il s'agit en fait du groupe de jeunes députés de l'UDF appelé la « bande à Léo ».

⁶¹⁴ A ce sujet voir Luc Ferry et Alain Renaut , « Droits-libertés et droits-créances, Raymond Aron critique de Friedrich A. Hayek », *Droits*, 1985, 2, p. 75-84 ; dans sa thèse sur Raymond Aron et les aroniens, Gwendal Châton montre bien l'opposition entre le libéralisme politique de Aron et le libéralisme économique tel qu'il est défendu par les disciples de Friedrich Hayek. Cf. Gwendal Châton, *La liberté retrouvée, op.cit.*, p.72-82.

⁶¹⁵ Guy Sorman, *La révolution conservatrice américaine, op.cit.*

⁶¹⁶ Jacques Garello, « Ouvrir les fenêtres », *art.cit.*

⁶¹⁷ Il écrit l'année suivante, *La crise de l'Etat-Providence*, Paris, Le Seuil, 1981.

⁶¹⁸ Pierre Rosanvallon cité in Serge Audier, *Néo-libéralisme (s), op.cit.*, p.507.

⁶¹⁹ Il oppose dans son œuvre *Droit, législation et liberté*, le concept de démocratie au concept de « démarchie » qu'il développe et qui appelle à une limitation de certaines dérives démocratiques comme la tyrannie de la majorité par un renforcement de l'indépendance entre pouvoir législatif et exécutif ou encore par l'instauration d'un âge minimum pour les membres siégeant à l'Assemblée législative.

système collectiviste : cela provient de certains traits habituels de notre démocratie représentative. [...] L'appel à la prétendue volonté de la majorité sert de plus en plus souvent de prétexte à un mode de gouverner dictatorial⁶²⁰ ». Pascal Salin se souvient quant à lui du dîner amical qui s'ensuivit au restaurant *La Tour d'Argent* à Paris, au cours duquel Friedrich Hayek lui remis une carte postale du restaurant avec la phrase suivante écrite dessus : « The market is not merely a better adaptation, but an adaptation to the constant necessity of re-adaptation to ever changing circumstances⁶²¹. » Suite à son passage à Paris, Friedrich Hayek, après une visite à Matignon pour rencontrer Raymond Barre qui avait traduit une partie de ses écrits⁶²², offre, à quelques mois de l'élection présidentielle de 1981, un entretien dans l'*Express*⁶²³ intitulé « Friedrich Hayek ou la route de la liberté »⁶²⁴ dans lequel il rappelle son parcours, tout en affirmant que Margaret Thatcher est devenue libérale en lisant son livre, *La Constitution de la liberté*.

Nous pouvons donc parler de véritable succès pour les Nouveaux Economistes français qui surent profiter de la conjoncture politique internationale, d'autant plus que Milton Friedman et Rosa Friedman, invités au Sénat la même année en octobre, en avait profité pour rendre visite à l'ALEPS⁶²⁵ devant les Nouveaux Economistes réunis à cette occasion avec Anthony Fisher⁶²⁶. Tandis que « Milton Friedman a tenu à assurer [les libéraux français] de son soutien, et [leur] a rappelé combien le cheminement des idées libérales avait été chaotique

⁶²⁰ « L'Hygiène de la démocratie, traduction du texte anglais de la conférence prononcée le 4 décembre 1980 à l'Assemblée Nationale à Paris par Friedrich Hayek », *Liberté économique et progrès social*, n° 40, décembre-janvier 1981 (spécial prix nobel).

⁶²¹ Anecdote relatée dans Pascal Salin, « Austrian Economics—The Ultimate Achievement of an Intellectual Journey, » *Libertarian Papers* 1, 9, 2009, p.7-8.

Il a conservé cette carte postale dans ses archives personnelles. Il se souvient également qu'Hayek lui aurait dit (toujours à la même occasion) : « Your friends and you are part of the hope I have in the world ». Anecdote relatée dans « Who are we ? Where are we ? Some personal remarks ? », *art.cit.* in *An Austrian in France, op.cit.*. Toutes ces anecdotes témoignent de la profonde amitié qu'entretenaient ces deux hommes.

⁶²² Pascal Salin avait été l'intermédiaire entre les deux hommes. Il raconte l'anecdote dans *Français n'avez pas peur du libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2007.

⁶²³ Le magazine *L'Express*, qui avait donné un écho très favorable au livre d'Henri Lepage, semble avoir joué un rôle important dans la diffusion des thèses libérales importées des Etats-Unis. Jean-François Revel son directeur était proche de la mouvance aronienne et selon Henri Lepage il était « ouvert aux thèses libérales ». Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁶²⁴ « Friedrich Hayek ou la route de la liberté », *L'Express*, 13 décembre 1980.

⁶²⁵ « Milton Friedman invité de l'ALEPS le 18 octobre 1980 », *Liberté économique et progrès social* n° 40, décembre-janvier 1981 (spécial prix nobel), p.5-16.

⁶²⁶ Antony Fisher est une figure centrale de la diffusion des idées néo-libérales au Royaume-Uni. Après avoir demandé conseil auprès de Friedrich Hayek, il fonde l'*Institute of Economic Affairs* en 1955 à partir de ses propres fonds issus de son entreprise d'élevage de poulets qu'il avait créée. Guidé par l'idée stratégique d'Hayek de toucher les « second hand dealers of ideas », il oeuvrera avec Ralph Harris et Arthur Seldon pour changer le climat d'idées au Royaume-Uni en publiant un large nombre d'études écrites par des économistes libéraux rédigées de manière à être accessible à des étudiants de première année d'université. Leur entreprise sera couronnée de succès puisque la politique menée par Margaret Thatcher sera directement influencée par le néo-libéralisme véhiculé par l'IEA. Voir à ce sujet Richard Cockett, *Thinking the unthinkable, op.cit.*

même aux Etats-Unis, patrie de la libre entreprise et du fédéralisme » et a répondu à des questions de fond comme la relation entre démocratie et économie de marché⁶²⁷, Antony Fisher, présenté comme « entrepreneur en idées libérales »⁶²⁸ va partager sa longue expérience de militantisme intellectuel en recommandant aux militants français de faire appel aux fonds d'entrepreneurs pour financer leurs activités, afin de « fournir un ensemble considérable de documents probants, qui influenceront les mass-média et les hommes qui façonnent la politique⁶²⁹. » Ce témoignage de celui qui a créé l'Institute of Economic Affairs au Royaume-Uni en 1955, collaboré à la création du Fraser Institute de Vancouver en 1975 et qui créera en 1981 un vaste réseau d'organisation d'organisations libertariennes, l'« Atlas Research Foundation »⁶³⁰ est de première importance pour Les Nouveaux Economistes alors que ces derniers veulent jouer un rôle à la veille de l'élection présidentielle de 1981⁶³¹.

En effet, l'ensemble de ces rencontres avec des acteurs de premier plan dans la diffusion du néo-libéralisme semble avoir eu de l'impact sur l'ALEPS et les Nouveaux Economistes⁶³². Jacques Garelo explique dans le bulletin de l'ALEPS : « Le Conseil d'administration de l'ALEPS est décidé à faire un effort exceptionnel pour promouvoir les livres de la liberté. Les artisans de la poussée libérale aux Etats-Unis sont unanimes : s'ils ont réussi c'est parce qu'ils se sont imposés au niveau intellectuel⁶³³ ». Deux ans après, les Nouveaux Economistes, menés par Pascal Salin décident de créer l'Institut Economique de Paris qui se donne justement pour objectif de « fournir les instruments intellectuels nécessaires à l'apparition d'une nouvelle culture économique après des décennies de domination presque absolue d'une pensée dirigiste surannée »⁶³⁴. L'Institut a pour directeur

⁶²⁷ Il déclare notamment : « Il y a quelque chose de très décourageant pour ceux d'entre nous qui ont eu la bonne fortune de naître dans un pays libre c'est de constater qu'il est extrêmement difficile de faire fonctionner en même temps une économie de marché, et un régime politique démocratique. ». Cf. *Liberté économique et progrès social* n° 40, décembre-janvier 1981 (spécial prix nobel), p.12.

⁶²⁸ « Entrepreneur en idées libérales », *art.cit.*, p.17-19

⁶²⁹ *Ibid.*

⁶³⁰ Richard Cockett, *Thinking the unthinkable*, *op.cit.*

⁶³¹ C'est en effet à ce moment là que Jacques Garelo crée *La Nouvelle Lettre* (le titre semble être inspiré des Newsletters diffusés par les think-tank américains à leurs membres), une lettre hebdomadaire diffusée par l'ALEPS et abordant principalement des sujets d'actualité.

⁶³² Dans un éditorial collectif de *La Nouvelle Lettre*, les Nouveaux Economistes les plus impliqués sont clairs dans leur filiation avec la stratégie des organisations anglaises et américaines : « tous les artisans de la victoire de la Nouvelle Economie aux Etats-Unis sont d'accord sur le diagnostic : le succès n'a été possible que parce que le message intellectuel était de meilleure qualité, et peu à peu reçu par un plus large public. Nous entamons cette tâche pour la France. ». Editorial Jacques Garelo, Henri Lepage, Pascal Salin, *La Nouvelle Lettre*, n°2, 5 mai 1981

⁶³³ Jacques Garelo, éditorial, « La liberté a des livres », *Liberté économique et progrès social*, n°41, mai 1981, p.2-3.

⁶³⁴ « Création de l'Institut Economique de Paris », *Liberté économique et progrès social*, n°45, décembre 1982, p.43. On remarque que le nom est très sensible à celui de l'Institute for Economic Affairs.

des recherches Pascal Salin, a pour membre d'honneur Friedrich Hayek, prix Nobel de Sciences Economique, et dispose d'un comité international de patronage comprenant Raoul Audouin (France), Antony Fisher, (Etats-Unis) ou encore le professeur Gordon Tullock, l'un des théoriciens de l'école des choix publics. L'Institut Economique de Paris sera d'ailleurs inauguré par Antony Fisher qui reviendra à Paris pour encourager l'initiative tout en avertissant les militants français de se tenir à l'écart du monde « politicien » et que « L'essentiel est de pouvoir avoir une prise sur l'opinion publique et d'aider les hommes politiques à comprendre ce qu'ils doivent faire⁶³⁵. » L'Institut Economique de Paris a écrit par la suite de nombreuses notes envoyées aux décideurs politiques⁶³⁶. Cette stratégie d'action est encore rappelée par l'historien Léonard Liggio, figure du mouvement libertarien au niveau international⁶³⁷ qui vient donner lui aussi une conférence à l'ALEPS sur le thème : « D'où vient la réussite de Ronald Reagan. Ideas have always consequences⁶³⁸. » Reprenant une des thèses développée par le philosophe conservateur Richard Weaver⁶³⁹ considérant que les idées contribuent fortement à influencer le monde, il vient expliquer devant les militants libéraux français présents à quel point Ronald Reagan a été influencé par la lecture de l'auteur français Frédéric Bastiat⁶⁴⁰ et à quel point des organisations comme la *Foundation for economic education* ont joué un rôle important dans la réalisation de la Révolution Conservatrice américaine⁶⁴¹. Le modèle des militants libéraux français est donc clair et sans ambiguïté : il s'agit, sur le plan des idées des penseurs libertariens américains, et sur le plan de la stratégie, les *think-tank* et organisations militantes.

Le « noyau dur » des Nouveaux Economistes constitué autour de Pascal Salin, Henri Lepage, Florin Aftalion et Jacques Gareilo, est donc, au début des années 1980, bien inséré dans la Société du Mont Pèlerin et en contact direct avec les grandes figures intellectuelles et militantes du renouveau des idées libérales dans le monde. Ces intellectuels ont évolué progressivement de l'économie néo-classique et du monétarisme à une conception globale de l'action humaine et de la société conceptualisée par des intellectuels libertariens aux Etats-

⁶³⁵ Anthony Fisher, « Pourquoi l'Institute of Economic Affairs », Conférence prononcée à l'Institut Economique de Paris le 29 septembre 1982, *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, Octobre 1983 (numéro double), p.5-8. Il est indiqué sur la couverture de ce bulletin que L'Institute of Economic Affairs est un « exemple ».

⁶³⁶ Par exemple une note sur la loi Quilliot sur le logement votée à l'Assemblée Nationale : Christophe Atias, Henri Lepage, François Guillaumat, *Les vrais clés de la location*, Institut Economique de Paris, Paris, 1983.

⁶³⁷ Il deviendra Président de la Société du Mont Pèlerin en 2002.

⁶³⁸ *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, octobre 1983 (numéro double)

⁶³⁹ Richard Weaver, *Ideas have consequences*, Chicago, University of Chicago Press, 1948.

⁶⁴⁰ Frédéric Bastiat (1801-1850) a été à la fois un publiciste et un parlementaire français qui défendait dans un style concis à travers ses pamphlet, discours et ouvrages, des thèses en faveur du libre-échange dénonçant les interventions de l'Etat dans l'économie.

⁶⁴¹ *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, octobre 1983 (numéro double), p.9-12

Unis. Cette radicalisation sera accompagnée, dans un contexte international favorable aux idées néo-libérales, par des contacts étroits avec des *think-tanks* et organisations militantes internationales qui recommandent aux acteurs libéraux français d'adopter la stratégie hayékienne consistant à changer le climat d'opinion à long terme, en partant du principe que les « idées ont des conséquences »⁶⁴².

On mesure donc le trajet parcouru par cette nouvelle génération d'intellectuels qui milite pour une doctrine économique libérale qui a peu de choses en commun avec le « néo-libéralisme » français de l'après-guerre. Alors, que le néo-libéralisme des acteurs ayant assistés au colloque de Walter Lippmann prônaient une forme de libéralisme économique par l'Etat, d'inspiration allemande, dont le rôle était de faire appliquer des règles institutionnelles jugées nécessaires au bon fonctionnement du marché, le néo-libéralisme (de deuxième génération) prôné par les Nouveaux Economistes se présente davantage comme un libéralisme contre l'Etat, d'inspiration anglo-saxonne, réhabilitant le marché comme système d'organisation sociale. Ce libéralisme avait déjà été représenté, de manière minoritaire, par Ludwig Von Mises et Friedrich Hayek à ce même colloque Walter Lippmann. Quarante ans après celui-ci est devenu dominant, non seulement dans la Société du Mont Pèlerin⁶⁴³, mais également parmi les intellectuels militants libéraux en France.

Les nouveaux Economistes disposent donc au début des années 1980 d'une large palette de supports pour mener leur action de diffusion des thèses libérales. Ils disposent d'une collection dans une maison d'édition, d'un traducteur s'afférant à rendre accessible en langue française les ouvrages les plus importants des figures intellectuelles du mouvement, du soutien financier de l'ALEPS dirigé par Jacques Garello, d'une structure destinée à la recherche (l'Institut Economique de Paris) et d'un événement annuel (l'Université d'été de la Nouvelle Economie) rassemblant des acteurs libéraux internationaux et nationaux. Pleinement engagé dans la diffusion des idées libérales dans le champ intellectuel, nous allons voir que parallèlement, ce réseau d'acteurs va s'investir de manière plus directe dans le champ politique.

⁶⁴² Richard Weaver, *ibid.*

⁶⁴³ Voir à ce sujet Serge Audier, *Néo-libéralisme (s), op.cit.*

2)D'un libéralisme réactionnel (1981-1984) à un programme libéral (1984-1988)

Avant d'évoquer la manière dont les Nouveaux Economistes vont tenter d'influer sur le débat politique et de voir quels sont leurs réseaux et leurs appuis, il convient de noter que l'implication directe de certains de ses membres dans le débat politique n'est pas nouvelle. Certains Nouveaux Economistes (Jacques Garelo, Emil Maria Claassen, Pascal Salin) avaient déjà participé à un colloque sur l'inflation dès 1974 donnant lieu à des recommandations avec la publication d'un document, « plan progressif de lutte contre l'inflation », qui proposait des mesures monétaristes (réduction de la masse monétaire, régime de taux de change flottant) pour lutter contre l'inflation⁶⁴⁴. Cependant, ces recommandations élaborées lors du colloque n'eurent pas d'échos, en raison notamment des divisions des participants du colloque⁶⁴⁵ et de l'absence de comptes-rendus dans la presse, tandis que le Premier Ministre Jacques Chirac mettra en œuvre un plan de relance keynésien en 1975 allant à l'encontre des préconisations des économistes libéraux. D'autre part, des membres du groupe des Nouveaux Economistes ont participé à deux débats contradictoires avec leurs alter-égo, économistes au Parti Socialiste (prolongeant d'une certaine manière les débats prenant place à travers leurs publications). Le premier débat, organisé par l'ALEPS, s'est tenu le 23 novembre 1976 à l'Hôtel PLM St-Jacques à Paris et avait pour thème « Un autre type de croissance est-il possible ? » et opposait certains Nouveaux Economistes comme Jean-Jacques Rosa, Pascal Salin à des économistes socialistes comme Jacques Attali (qui était déjà proche de François Mitterrand) ou Xavier Greffe et Pierre Uri. Un deuxième débat contradictoire eut lieu, organisé aussi par l'ALEPS, à la veille des élections législatives de 1978 (le 28 septembre 1977) sur le thème « La France marche-t-elle vers le collectivisme ? ». Introduit par Olivier Guichard, baron du gaullisme et ancien Ministre de De Gaulle, qui dénonce dans son introduction l'intellectualisme de la gauche qui la pousse à la planification, on y retrouve des anciens participants aux semaines de la pensée libérale comme le sociologue Michel Crozier,

⁶⁴⁴ Emil Claassen, Paris IX Dauphine, Jacques Garelo Aix-Marseille III, Pascal Salin, Paris IX Dauphine « Un plan progressif de lutte contre l'inflation », *L'inflation en France en 1974. Colloque du 18 décembre 1974*, archives de l'ALEPS, pochette n°2.

⁶⁴⁵ Maurice Allais qui participait également à ce colloque avait rédigé un document à part, dans lequel il prônait des mesures très radicales et interventionnistes tout en considérant que « La reconversion de très grande ampleur de l'économie française qui s'impose en raison à la fois de l'hyperinflation qui s'est amorcée et de la crise de l'énergie, ne peut se faire dans le cadre du laissez-fairisme et d'une démagogie délirante ». « L'inflation française et la croissance, mythologies et réalités », *Colloque sur l'inflation, 18 décembre 1974*, pochette n°2, archives de l'ALEPS, 1974, p.107.

(qui y dénonce la bureaucratie) ou le président de société Jacques Plassard, ainsi que des Nouveaux Economistes comme Jean-Jacques Rosa ou Jacques Garello (qui est opposé à Laurent Fabius, futur premier ministre)⁶⁴⁶. Mais, alors que la présence des nouveaux économistes aux événements publics de l’ALEPS s’accroît, c’est véritablement à partir d’un colloque organisé sur le thème « Les solutions sont libérales », à trois mois des élections législatives de 1978 et peu avant la parution du livre d’Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, que la volonté des Nouveaux Economistes d’agir sur le climat intellectuel et politique du pays est manifeste. Henri Lepage dans une intervention (reproduite en annexe de *Demain le capitalisme*) y dresse ce qui semble être les contours d’une stratégie politique pour les libéraux à moyen terme. Pour lui, partant de l’analyse des choix publics⁶⁴⁷, la demande d’intervention d’Etat étant forte en France, « l’attitude libérale sur le long terme est de s’efforcer d’aboutir à ce que la société elle-même réduise progressivement sa demande de politique économique⁶⁴⁸. » Pour cela, il propose une nouvelle stratégie :

« J’emprunterai peut-être un peu audacieusement une démarche qui à Gauche, en dépit de ses avatars récents, a fait la preuve de son efficacité ; c’est-à-dire d’une réflexion à très long terme sur la société pour en tirer ensuite des objectifs à moyen terme, et enfin des instruments d’action à court terme. [...] C’est ce projet de société qui donne à la Gauche sa cohérence et qui en même temps lui confère sa séduction. [...] Il faut sortir du court terme gestionnaire auquel se réduisent trop souvent les arguments anti-collectivistes pour montrer qu’on peut être libéral sans être conservateur⁶⁴⁹. »

Cette stratégie doit être accompagnée d’une entreprise de démythification de l’Etat-providence et de ce qu’il apporterait à la population : « Dans l’immédiat, et pour encore de nombreuses années, l’urgent est d’entreprendre un vaste programme de démythification et de formation de l’opinion publique, pour lui faire comprendre que tout ce qu’on lui propose à l’heure actuelle n’est bien souvent qu’un gigantesque miroir aux alouettes⁶⁵⁰. » L’objectif de ces nouveaux acteurs libéraux est donc fixé et n’est pas sans rappeler celui des économistes libéraux classiques français du XIX^{ème} siècle qui gravitaient autour du *Journal des économistes* : il est de populariser des thèses de sciences économiques dans l’opinion publique qui donnent une légitimité à l’application d’un programme politique libéral.

⁶⁴⁶ Compte rendu dans *Liberté économique et progrès social*, n°28, octobre, novembre, décembre 1978.

⁶⁴⁷ Qui considère que l’action des hommes politiques, qui constitue l’offre politique, répond aux choix intéressés des électeurs, la demande.

⁶⁴⁸ Henri Lepage, « Pour une politique de l’économie », *Liberté économique et progrès social*, n°29, Janvier, février, mars 1978, p.43.

⁶⁴⁹ *Ibid.* p.44.

⁶⁵⁰ *Ibid.*, p.45.

Cependant, à plus court terme, certains Nouveaux Economistes s'impliquent à titre personnel dans la campagne des législatives de 1978 en soutenant des candidats de la majorité comme Jacques Garello, plus porté sur l'action auprès d'acteurs politiques⁶⁵¹, qui organise des réunions « tupperware » dans les domiciles des candidats pour projeter des supports audiovisuels de propagande qu'il conçoit⁶⁵². En effet, à l'époque, les nouveaux économistes étaient plutôt « barristes »⁶⁵³, y compris l'un des plus radical Henri Lepage⁶⁵⁴ (ils seront cependant rétrospectivement très critiques⁶⁵⁵) et purent directement exprimer leurs vues devant un parterre d'acteurs politiques, lors d'un autre colloque organisé par l'ALEPS le 13 novembre 1979 réunissant des universitaires, des praticiens de l'économie et des hommes politiques portant sur « Quelle politique économique ? Quelle relance ? ». Les trois Nouveaux Economistes présents, Jean-Jacques Rosa, Emil Claassen et Jacques Garello, y ont présenté une vue homogène et claire de la situation économique (nécessité de la lutte contre l'inflation, de baisser la fiscalité, d'arrêter de mener des politiques de lutte contre le chômage), devant des hommes politiques de la majorité (Jean Méo pour le RPR⁶⁵⁶ et Georges Mesmin⁶⁵⁷ et Maurice Blin pour l'UDF) qui se critiquent mutuellement pour le manque d'inspiration libérale dans les politiques menées par Jacques Chirac puis Raymond Barre, tandis que l'un des représentants de l'UDF se félicite de voir des « experts » dire que la politique de Raymond Barre va dans le bon sens⁶⁵⁸.

Les Nouveaux Economistes ont donc déjà noué à la fin des années 1970 des contacts avec des acteurs politiques de premier plan issus du RPR et de l'UDF, tandis que certains

⁶⁵¹ Selon Henri Lepage : « il ne pense qu'à cela ! ». Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁶⁵² Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.

⁶⁵³ « Nous étions tous barristes », Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.

⁶⁵⁴ Dans un article dans *Paris-Match*, il écrit : « Oui, bien sûr. « Barre, ça me plaît ! », comme il est toujours plaisant de trouver au gouvernement quelqu'un dont les actes et les discours rejoignent ce que vous pensez. Qu'il s'agisse de la politique de suppression du contrôle des prix, de la vérité des prix du secteur public, du retour au libéralisme « contractuel » en matière sociale, du durcissement de l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des entreprises moribondes et budgétivores, des récentes déclarations du Premier Ministre concernant le retour inéluctable à des systèmes de retraite fondés sur la capitalisation (et non la « répartition »), ou encore les efforts pour faire éclater le monopole de la forteresse des Finances, nous avons enfin un ensemble politique dont la cohérence tranche avec *l'opportunisme interventionniste du libéralisme traditionnel* « à la française ». » (c'est nous qui soulignons). Il précise que l'objectif des Nouveaux Economistes en parallèle est de sensibiliser la population à la révolution scientifique qui a eu lieu aux Etats-Unis et qui remettent en cause les fondements de l'Etat-providence. « Carte blanche à Henri Lepage », *Paris-Match*, 30 juin 1978, reproduit dans *Demain le libéralisme*, *op.cit.*, p.563-565.

⁶⁵⁵ Cf. Jacques Garello, *Lettre ouverte à nos dirigeants*, Paris, Albatros, 1986.

⁶⁵⁶ Jean Méo est avec Edouard Balladur l'un des conseillers de Jacques Chirac qui ont amené le RPR à adopter un virage néo-libéral. Cf. Bernard Lachaise, « Le RPR et l'économie 1976-1981 », in Olivier Dard et Gilles Richard, *op.cit.*, p.213-223.

⁶⁵⁷ Il sera l'un des créateurs du Groupe d'Action et de Liaison des Libéraux qui jouera un rôle important pour organiser des rencontres entre Nouveaux Economistes et acteurs politiques de droite.

⁶⁵⁸ Compte-rendu du colloque « Quelle politique économique ? Quelle relance ? » dans *Liberté économique et progrès social*, n°37, janvier-mars 1980.

jouaient déjà un rôle de « conseiller du Prince » auprès d'instances officielles, à l'instar d'André Fourçans, professeur à l'ESSEC, qui a été expert monétaire auprès de la Commission des communautés européennes⁶⁵⁹, tandis que Pascal Salin - qui avait écrit un rapport pour la Commission européenne sur l'inflation - fera partie de la commission économique de l'UDF de 1978 à 1981⁶⁶⁰. Cependant, c'est durant les années 1980 que la diffusion du néo-libéralisme des Nouveaux Economistes va être la plus importante notamment en raison d'un contexte international qui leur est favorable, et un contexte politique national qui, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, va permettre de présenter le libéralisme comme une véritable alternative au socialisme.

Nous verrons dans un premier temps que les Nouveaux Economistes et l'ALEPS feront pleinement partie d'un réseau de clubs et d'organisations à droite qui se développent en réaction à l'élection de François Mitterrand, et que dans ce contexte les Nouveaux Economistes vont se rapprocher d'un groupe de jeunes députés de l'UDF favorables à leurs idées qui seront leurs relais politiques. Les Nouveaux Economistes contribueront à faire du néo-libéralisme un « référentiel global »⁶⁶¹ pour la droite au moment de la rédaction de leur plateforme commune de gouvernement. Cependant, les espoirs des Nouveaux Economistes suite à la victoire de la droite aux élections législatives seront vite déçus notamment en raison de la marginalisation progressive de leurs champions politiques.

⁶⁵⁹ Cf. Fiche d'André Fourçans dans *Who's Who in France 2012*, p. 869.

⁶⁶⁰ Selon Georges Mesmin : « Nous appartenions l'un est l'autre, dans les années 1978-1981, à la « Commission économique » de l'UDF et, plus d'une fois, nous nous sommes retrouvés après les réunions pour déplorer le ton très interventionniste et technocratique des discussions. » Georges Mesmin, « Théoriciens et politiques. Les difficultés du dialogue », in *De l'ancienne à la nouvelle économie*, Aix-en-Provence, Librairie de l'Université d'Aix-en-Provence, 1987, p.221.

⁶⁶¹ Bruno Jobert, Pierre Muller, *L'Etat en action*, *op.cit.*

2.1 L'ALEPS et les Nouveaux Economistes en première ligne dans la promotion d'un libéralisme d'opposition au socialisme

A l'approche de l'élection présidentielle de 1981, les Nouveaux Economistes créent un bulletin hebdomadaire *La Nouvelle Lettre* dont l'objectif est de fournir une tribune politique pour ces derniers qui se positionnent par rapport à l'actualité. Pascal Salin donne ainsi le ton dès le premier numéro : « Raymond Barre a-t-il été un précurseur de Margaret Thatcher ? disons-le tout de suite : il n'en est rien, même si certains efforts ont été réalisés en direction d'une certaine libéralisation de l'économie⁶⁶². » Dès le deuxième numéro les Nouveaux Economistes, qui se présentent comme « hommes de science qui veulent garder une totale indépendance d'esprit »⁶⁶³ et passent au crible le programme des deux candidats maintenus au second tour de l'élection présidentielle et en concluent : « Le résultat de cette étude conduit à la conclusion que si Monsieur Mitterrand a un programme à l'opposé des recommandations de la Nouvelle Economie, Monsieur Giscard d'Estaing s'en éloigne aussi sur certains points, même si les convergences sont fortes sur d'autres⁶⁶⁴ ». Alors que le « libéralisme avancé » de Valéry Giscard d'Estaing ne leur convenait guère, l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République va permettre aux Nouveaux Economistes de diffuser leurs idées dans des nouveaux lieux de sociabilités et de diffusion⁶⁶⁵.

Un militant libéral résume ainsi la situation : « L'épouvantail communiste avait amené des chefs d'entreprise à s'intéresser à l'univers libéral »⁶⁶⁶. Cette mobilisation du patronat pour soutenir ce mouvement est visible à travers l'évolution du budget de l'ALEPS qui est en constante augmentation jusqu'en 1988. En 1982, celui-ci s'élève à 247 680 francs (soit environ 77 500 euros actuels)⁶⁶⁷, en 1984 à 492 179,96 francs⁶⁶⁸ et en 1986 à 519 953, 85 francs (environ 128 000 euros actuels)⁶⁶⁹. L'ALEPS et les Nouveaux Economistes diffusent leur point de vue très radical sur leurs propres supports comme le bulletin de l'ALEPS qui

⁶⁶² Pascal Salin, « Tribune libre : La politique économique française est-elle libérale ? », *La Nouvelle Lettre*, n°1, 25 mars 1981

⁶⁶³ On retrouve cette stratégie d'objectivation de leur analyse que confère leur appartenance au champ scientifique que nous avons analysé précédemment.

⁶⁶⁴ Jacques Garello, Henri Lepage, Pascal Salin, « Editorial », *La Nouvelle Lettre*, n°2, 5 mai 1981

⁶⁶⁵ Florin Aftalion regrette que les Nouveaux Economistes n'aient pas pu profiter d'une victoire de la droite dans un contexte international particulièrement favorable à leurs idées : « Nous avons un peu raté le coche ». Entretien avec Florin Aftalion, 24 mai 2012.

⁶⁶⁶ Entretien avec Georges Lane, 4 juin 2012.

⁶⁶⁷ « Assemblée Générale de l'ALEPS », 16 novembre 1982, *Liberté économique et progrès social*, n°45, décembre 1982, p.38-42.

⁶⁶⁸ « Assemblée générale de l'ALEPS », *Liberté économique et progrès social*, n° 50, juin 1984, p.41-43.

⁶⁶⁹ « Assemblée générale de l'ALEPS », *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1986, p.25-31.

titre l'un de ses éditorial « L'an 1 du collectivisme »⁶⁷⁰, mais c'est *La Nouvelle Lettre* qui est plus régulière, qui touche plus de monde que le bulletin⁶⁷¹ et qui aborde des sujets d'actualité qui sera l'une des tribunes principales de la Nouvelle Economie durant cette période⁶⁷². Celle-ci présente ainsi le débat virulent qui les oppose aux socialistes aux pouvoirs : « Voici désormais une des faces que prendra le débat en France : idéologie contre science. Nous porterons les couleurs de la science. »⁶⁷³. Cette phraséologie dépeignant la parole des Nouveaux Economistes comme celle de scientifiques opposés à des idéologues socialistes sera consacrée avec une rubrique qui se met en place intitulée « contestation » dont l'objectif est d'« aller à l'encontre des messages idéologiques que la science rejette ». *La Nouvelle Lettre* attribue mensuellement un « Prix de la pensée totalitaire » remis par le comité de rédaction qui est attribué en octobre 1981 au député Joseph Laignel qui avait déclaré à l'Assemblée Nationale à propos d'un député RPR : « M. Foyer a juridiquement tort car il est politiquement minoritaire⁶⁷⁴. »

Mais c'est également à l'extérieur de ses supports qui leur sont propres que les Nouveaux Economistes vont porter leur message libéral. Alors que des nombreux clubs se développent⁶⁷⁵ comme le Club 89 dépendant du RPR animé par Alain Juppé, le club Perspectives et Réalités qui est réactivé en 1982 et qui est dépendant de l'UDF, ou encore le Club de l'Horloge⁶⁷⁶ plus élitiste fondé par un groupe de jeunes énarques dans les années 1970. L'objectif de ce dernier club est de changer les structures du champ de force idéologique en fournissant des éléments de discours de l'opposition⁶⁷⁷. Il est dirigé par Jean-Yves le Gallou et Yvan Blot, chef de cabinet de Bernard Pons, secrétaire général du RPR.

⁶⁷⁰ Jacques Garello, Editorial, « L'an 1 du Collectivisme », *Liberté économique et progrès social*, n°44, mai 1982.

⁶⁷¹ A la consultation des archives nous estimons à plusieurs centaines le nombre d'abonnés à *La Nouvelle Lettre* dont beaucoup d'organisations patronales comme par exemple « L'Union Patronale du Var ». Dans une lettre envoyée au gestionnaire de la société chargée de distribuer les exemplaires de la Nouvelle Lettre on évoque la nécessité d'imprimer 515 étiquettes. « Lettre de Monsieur Jean Bel à Monsieur Leprêtre (Eris Technique) », 30 avril 1986, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°4.

⁶⁷² La phrase mise en exergue sur tous les premiers numéros de *La Nouvelle Lettre* est la suivante : « La Nouvelle Economie s'impose dans le monde entier. En France elle a choisi la Nouvelle Lettre pour commenter l'actualité. ».

⁶⁷³ Henri Lepage, Jacques Garello, « Editorial », *La Nouvelle Lettre* n°3, juin 1981.

⁶⁷⁴ *La Nouvelle Lettre*, n°6, septembre 1981.

⁶⁷⁵ Pour une revue complète de ces clubs voir François Denord, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR, 1979-1974*, Mémoire de DEA d'Histoire du XXe siècle sous la direction de Serge Berstein, Paris, Institut d'études politiques : 1999. Pour une revue détaillée des clubs gravitant plus spécifiquement autour du RPR voir Pascal Sigoda, « Les cercles extérieurs au RPR », *Pouvoirs*, n°28, 1983, p.143-158.

⁶⁷⁶ Sur la naissance de ce club et les propriétés sociales de ses acteurs, ainsi que sur leur forte multi-positionnalité voir Catherine Rault, *Le Club de l'Horloge (1981-1986)*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Mémoire de DEA d'Histoire du XX^{ème} siècle sous la direction de Serge Berstein, 1987.

⁶⁷⁷ Pascal Sigoda, « Les cercles extérieurs au RPR », *art.cit*

Tous ces clubs, au delà des divergences idéologiques qui les séparent (le Club de l'Horloge est beaucoup plus proche des thèmes de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist⁶⁷⁸) ont pour objectif de créer un socle commun à droite notamment autour d'un certain libéralisme en réaction au dirigisme de la gauche⁶⁷⁹. Les membres de ces clubs se caractérisent souvent par une pluri-appartenance, tandis que les dirigeants de ces clubs se connaissent bien formant ainsi une nébuleuse militante⁶⁸⁰. Le guide de l'opposition⁶⁸¹, écrit sous la direction de Patrick Buisson, au début de sa longue carrière de penseur stratégique de la droite française, recense ainsi des centaines de clubs s'opposant au pouvoir socialiste.

Les Nouveaux Economistes assistent et participent activement aux activités de ces clubs et y défendent leurs thèses. C'est par exemple le cas lors d'un colloque sur le « Péril bureaucratique » organisé par le Club de l'Horloge auquel des représentants de la Nouvelle Economie participent, tandis que Pascal Salin participent à certaines de leurs manifestations⁶⁸². Le Nouvel Economiste André Fourçans a été, quant à lui, président de la commission économique nationale du club Perspectives et Réalités⁶⁸³. Jacques Garello, Président de l'ALEPS s'engage très tôt dans les manifestations publiques organisées par les clubs de l'opposition. Il participe aux assises de la Liberté à Lyon le 29 janvier 1982 auprès de parlementaires UDF et RPR, des représentants patronaux de l'époque dont l'ancien Président du CNPF François Ceyrac⁶⁸⁴ qui deviendra administrateur de l'ALEPS. Il assistera aux rendez-vous en tant que représentant de l'ALEPS aux « dimanche des clubs d'opposition au Sofitel Sèvres »⁶⁸⁵. Les Nouveaux Economistes sont donc bien intégrés à cette nébuleuse de clubs d'opposition qui visent à préparer une alternance. Ils ont aussi une visibilité médiatique grâce à Louis Pauwels, rédacteur en chef du *Figaro Magazine* qui leur permettra de collaborer au journal de manière régulière et qui est considéré par les Nouveaux Economistes comme un vrai libéral hayékien⁶⁸⁶, Jacques Garello et Pascal Salin y seront des chroniqueurs réguliers. Il considérera d'ailleurs à propos des Nouveaux Economistes lors de

⁶⁷⁸ Sur Alain de Benoist et La Nouvelle Droite voir Olivier Dard, « La Nouvelle Droite, le libéralisme et la décroissance » in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France, op.cit.*, p. 85-108.

⁶⁷⁹ François Denord, « Les droites parlementaires et le libéralisme économique au début des années 1980 », *art.cit.*, in Olivier Dard et Gilles Richard, *op.cit.*

⁶⁸⁰ Catherine Rault, *op.cit.*

⁶⁸¹ Patrick Buisson (dir.), *Le guide de l'opposition*, Paris, Intervalles, 1983.

⁶⁸² Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁶⁸³ Cf. sa fiche dans *Who's who in France*, p. 869.

⁶⁸⁴ Jacques Garello, éditorial, « Lyon Capitale de la Résistance », *Liberté économique et progrès social*, n°43, février 1982, p.2-3.

⁶⁸⁵ *Liberté économique et progrès social*, n°50, juin 1984, p.41.

⁶⁸⁶ « Les thèses de la Nouvelle Economie ont du succès dans Le Figaro Magazine, et Louis Pauwels se réfère avec talent à la pensée de F. Hayek. ». Cf. « Le Figaro Magazine prend le relais », *La Nouvelle Lettre*, n°9, février 1982, p.8.

la première remise du prix de la pensée libérale (qui est restauré en 1985), en tant que Président du Jury : « ce que je défends dans le Figaro-Magazine avec mon équipe ne serait pas défendu de la même façon s'il n'y avait eu les Nouveaux Economistes. Ils m'ont apporté, c'est vrai, leur documentation et leur amitié. Ils m'ont fait découvrir la tradition libérale française, de Tocqueville à Bastiat, de Jean-Baptiste Say à Faguet, avant que Raoul Audouin ne me permette de découvrir Hayek et Mises⁶⁸⁷. » Parallèlement au *Figaro Magazine*⁶⁸⁸, les Nouveaux Economistes écrivent régulièrement des articles dans *Le Figaro*⁶⁸⁹.

D'autre part, les réseaux aroniens, même s'ils se montrent idéologiquement en désaccord vis à vis des partisans de Hayek⁶⁹⁰ ou des hommes politiques de droite fraîchement convertis au libéralisme économique, ouvrent leurs portes aux Nouveaux Economistes. En effet, ces derniers publient à plusieurs reprises dans la revue *Commentaire*⁶⁹¹, notamment dans un numéro consacré à « Hayek et la France » dans lequel Henri Lepage et Florin Aftalion écrivent pour défendre sa pensée face à Bernard Manin, politologue et philosophe proche de la « deuxième gauche »⁶⁹². Georges Liébert avec la collection Pluriel qu'il dirige dans la Maison d'Édition Hachette, et la collection « Libertés 2000 » permet aux Nouveaux Economistes de pouvoir publier leurs livres⁶⁹³.

Les Nouveaux Economistes sont donc bien insérés dans un réseau plus large d'organisation critiquant le pouvoir socialiste en place qui met en œuvre des réformes comme le projet de loi Auroux ou la loi Quilliot qui vont à l'encontre des conceptions néo-libérales puisqu'elles restreignent selon eux la propriété privée et accroisse l'ingérence de l'État dans les affaires privées. Ces nouveaux économistes développent leur capital social à travers

⁶⁸⁷ Louis Pauwels, « La remise du prix de la pensée libérale », *Liberté économique et progrès social*, n°54, p.13.

⁶⁸⁸ Une anecdote témoigne du niveau d'entente entre les Nouveaux Economistes et *Le Figaro Magazine* : je journal leur paiera un voyage pour qu'ils rendent hommage à Bastiat dans les Landes en 1983, ce qui fera l'objet d'un article. Entretien avec Florin Aftalion 24 mai 2012.

⁶⁸⁹ Jacques Garello, Editorial, « Ces libéraux sont dangereux », *Liberté économique et progrès social*, n°53, Mars 1985, p.2-6.

⁶⁹⁰ Des personnalités proches de la mouvance aronienne comme Philippe Raynault ou Pierre Manent critiquent le libéralisme de Friedrich Hayek qui « suscite la perplexité d'impeccables libéraux » (Manent). Cf. Philippe Raynaud, « Les deux libéralismes », *Esprit*, décembre 1984, p.78 ; Pierre Manent, *Les Libéraux*, Paris, Hachette, 1986. L'aronien Jean Baechler a confié à Gwendal Châton lors d'un entretien : « j'ai toujours considéré les nouveaux économistes comme à côté de la plaque ». Cf. Gwendal Châton, *op.cit.*, p.430.

⁶⁹¹ Par exemple, Florin Aftalion, « Réglementation et déréglementation aux États-Unis », *Commentaire* n°16, hiver 1981-1982 ; Pascal Salin, « Échange inégal et illusion scientifique », *Commentaire* n°17, printemps 1982 ; Alain Wolfelsperger, « Injustice, inégalité et différence » *Commentaire*, n°21, printemps 1983 ; Pascal Salin, « Démocratie et liberté », *Commentaire*, n°36, hiver 1986-1987.

⁶⁹² Henri Lepage, « Le Marché est-il rationnel ? D'Adam Smith à F.A Hayek », Florin Aftalion, « La théorie sociale de F.A Hayek » et Bernard Manin, « Le libéralisme radical de Friedrich-August Hayek » dans *Commentaire*, n°22, été 1983.

⁶⁹³ C'est le cas par exemple du livre de Pascal Salin, *L'arbitraire fiscal*, Paris, Robert Laffont, 1986.

l'implication dans ces clubs et à travers leurs contacts avec d'autres réseaux participant à l'*aggiornamento* de la droite qui va poursuivre sa mue idéologique qui avait été entamée de manière opportuniste lors de la campagne présidentielle de 1981 lorsque le RPR, par la voie de son président Jacques Chirac, avait adopté un discours très libéral⁶⁹⁴. Mais c'est auprès de jeunes parlementaires de l'UDF que les Nouveaux Economistes vont trouver un relais de leurs idées et entretenir des liens avec eux afin de diffuser leurs idées dans le champ politique de manière plus ouverte.

Les Nouveaux Economistes s'engagent donc sur tous les fronts pour faire entendre aux acteurs de l'opposition de droite leurs analyses sur la situation économique. Même si leur influence n'est qu'indirecte⁶⁹⁵ elle contribue au référentiel global libéral qui va progressivement constituer le discours dominant à droite pendant un temps.

2.2 *Le relais des Nouveaux économistes dans le milieu politique : le GRALL, Alain Madelin et la « bande à Léo »*

Depuis la venue de Friedrich Hayek à l'Assemblée Nationale en 1980, les Nouveaux Economistes avaient noué des liens avec certains parlementaires de l'UDF qui appartiennent à la même génération que celle des Nouveaux Economistes. Après l'élection présidentielle de 1981, Georges Mesmin (député UDF) et Pascal Salin décident de créer le GRALL (Groupe d'Action et de Liaison des Libéraux) avec des jeunes parlementaires de l'UDF (notamment Alain Madelin) et des Nouveaux Economistes décident d'organiser des événements en commun pour préparer la bataille parlementaire⁶⁹⁶ qui s'annonce face au nouveau pouvoir socialiste⁶⁹⁷. Selon les mots de son Président Georges Mesmin, député de Paris, « Le Groupe d'Action et de Liaison des Libéraux est une création de l'après dix mai. Il s'agissait de réunir de manière étroite des parlementaires qui œuvrent pour des idées libérales et les économistes qui partagent cette philosophie politique, regroupés sous le nom des « nouveaux économistes [...] Nous pensons que c'est autour des textes qui vont être discutés à

⁶⁹⁴ Ce sont ces conseillers politiques, Alain Juppé (envoyé aux Etats-Unis pour suivre la campagne de Ronald Reagan), Jean Méo et Edouard Balladur qui ont accompagné le changement de discours du Président du RPR. Cf. François Denord, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR, 1979-1974, op.cit.* L'auteur a notamment réalisé des entretiens avec les conseillers politiques de l'époque qui avaient pour modèle les campagnes de Reagan et Thatcher.

⁶⁹⁵ Selon Bruno Jobert et Bruno Théret, *art.cit.* in *Le tournant néo-libéral en Europe..., op.cit.*, c'est d'avantage le Club de l'Horloge qui va façonner le discours des acteurs politiques de droite.

⁶⁹⁶ Près de 34 000 amendements vont être déposés à l'Assemblée entre 1981 et 1984. François Denord, « Les droites parlementaires et le libéralisme économique », in Olivier Dard et Gilles Richard, *op.cit.*, p.23.

⁶⁹⁷ Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

l'Assemblée que notre action a le plus de chances d'avoir un certain impact⁶⁹⁸ ». Le GRALL qui scelle l'alliance entre théoriciens libéraux qui viennent apporter leur expertise, et hommes politiques libéraux, organisera de nombreuses rencontres et actions par la suite (voir annexe 3). Elle accueille en plus de la bande à Léo (voir encadré) d'autres députés UDF comme Edmond Alphandéry⁶⁹⁹, député du XVI^{ème} arrondissement de Paris, un économiste proche de Pascal Salin. Les deux premières rencontres organisées portent autour des projets de lois du gouvernement socialiste et qui sont débattus à l'Assemblée Nationale : le projet de loi Quilliot relatif au logement qui renforce le droit des locataires⁷⁰⁰ qualifiée de loi « anti-sociale » et qui est critiquée car elle va à l'encontre de la logique du marché⁷⁰¹ et le projet de loi Auroux relatif aux syndicats⁷⁰² qui fait intervenir un ancien acteur important de l'ALEPS, Claude Harmel, qui critique la notion de démocratisation dans l'entreprise. Au delà de l'organisation d'événements le GRALL est également un groupe informel de proches qui se réunissait toutes les semaines pour discuter des sujets d'actualité⁷⁰³. Ces liens informels et amicaux⁷⁰⁴, difficiles à mesurer, entre Nouveaux Economistes et ces jeunes acteurs politiques de l'UDF issus de la « bande à Léo » qui se retrouveront chaque année aux Universités d'été de la Nouvelle Economie en présence des plus grands intellectuels libéraux internationaux⁷⁰⁵, est très importante car officiellement les Nouveaux Economistes n'ont pas de fonction de conseiller dans ces partis. La représentation politique du libéralisme promue par les Nouveaux Economistes se fait donc par la Bande à Léo et plus particulièrement Alain Madelin.

⁶⁹⁸ « Syndicalisme et pouvoir dans l'entreprise : l'analyse libérale face aux projets Auroux », *ALEPS / GRALL*, Actes du Colloque du Palais des Congrès du 15 avril 1982, *archives de l'ALEPS*, Pochette n°4.

⁶⁹⁹ Jeune député UDF élu en 1978 qui est économiste (il a été agrégé à peu près en même temps que les Nouveaux Economistes). Il a effectué une partie de ses études aux Etats-Unis grâce au programme de la bourse Fullbright (comme Henri Lepage) et deviendra Ministre de l'Economie dans le gouvernement Balladur en 1993.

⁷⁰⁰ La réunion se tient le 19 janvier 1982 et comprend les quatre Nouveaux Economistes, Florin Aftalion, Pascal Salin, Henri Lepage et Jacques Garello et trois parlementaires Alain Madelin, Pascal Clément et Georges Mesmin.

⁷⁰¹ « Compte-rendu « la loi Quilliot, une loi anti-sociale » », *Liberté économique et progrès social*, n°43, Février 1982

⁷⁰² « Syndicalisme et pouvoir dans l'entreprise : l'analyse libérale face aux projets Auroux », *ALEPS / GRALL*, Actes du Colloque du Palais des Congrès du 15 avril 1982, *archives de l'ALEPS*, Pochette n°4.

⁷⁰³ Pascal Salin : « On se réunissait, me semble t-il chaque semaine le jeudi soir. On était un petit groupe de quelques députés et quelques intellectuels pour décider en particulier des problèmes d'actualités et voir quelles réponses libérales on pouvait apporter. ». Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

⁷⁰⁴ Jacques Garello connaissait pour des raisons personnelles depuis longue date François Léotard, notamment par son père qui était maire de Fréjus. Ils jouaient régulièrement au tennis ensemble. Entretien avec Jacques Garello 8 juin 2012.

⁷⁰⁵ Par exemple pour la neuvième édition de 1987, James Buchanan (Prix Nobel), Gary Becker ou Arthur Seldon sont invités. Cf. *Nouvelle Lettre*, n°122, 25 mai 1987, spécial Université d'Eté. Il semble que les Universités d'été de la Nouvelle Economie aient été en plus de lieux d'échanges intellectuels, des véritables lieux de sociabilités et selon Henri Lepage les invités américains étaient ravis de passer une semaine en été en Provence.

« La bande à Léo »

La bande à Léo est constituée à la suite des élections législatives de 1978 et comprend 8 jeunes députés issus de l'UDF : François Léotard (leur leader), Alain Madelin, Gérard Longuet, Pascal Clément, François d'Aubert, Jean-Pierre Abelin, Jean-Pierre Bloch et Maurice Charretier. Ce groupe inclut des individus aux trajectoires politiques partisans et politiques très diverses : certains viennent de la gauche comme Maurice Charretier, Pierre Bloch ou François Léotard, d'autres de l'extrême-droite comme Alain Madelin ou Gérard Longuet. Ils se sont notamment fait connaître lors de leur premier mandat de parlementaires pour leur nouveau style de communication politique et leur combat en faveur de la libéralisation des ondes de radio. Suite aux élections législatives de 1981, seuls quatre d'entre-eux parviennent à se faire réélire : François Léotard, Alain Madelin, Pascal Clément et François d'Aubert. Ce groupe mêlera ses efforts en 1981 aux jeunes « cadets » du RPR pour mener la bataille parlementaire contre le PS en déposant des milliers d'amendements, ce sera notamment le cas d'Alain Madelin qui fait figure d'intellectuel au sein du mouvement. François Léotard devient à partir de 1982 Secrétaire Général du Parti Républicain (composante majoritaire de l'UDF) et est pressenti pour être le candidat de l'UDF pour les législatives de 1986 alors qu'il bénéficie d'une large couverture médiatique. Cependant, suite à un accord avec Jacques Chirac, il y renoncera en échange de l'obtention d'un certain nombre de postes ministériels pour les jeunes députés du Parti Républicain. Le groupe se disloque peu à peu après l'élection présidentielle de 1988, tandis que certains d'entre-eux seront poursuivis pour des affaires judiciaires (notamment Gérard Longuet).

Ce réseau de jeunes acteurs politiques va parvenir à se frayer un chemin politique en profitant de la fenêtre d'opportunité qui leur est offerte par la lourde défaite de la droite à l'élection présidentielle de 1981 et aux élections législatives de 1981 qui a pour conséquence indirecte un renouvellement générationnel à droite⁷⁰⁶. Ils seront largement médiatisés notamment par leur implication (voire acharnement) dans la guérilla parlementaire qu'ils mènent aux côtés de l'ensemble des cadets de la droite (RPR et UDF) contre les projets de loi socialistes⁷⁰⁷. Alain Madelin⁷⁰⁸ fait figure intellectuelle de la bande à Léo comme ont pu

⁷⁰⁶ Pour une reconstitution de la trajectoire politique du groupe voir Philippe Benassaya, *Les hussards perdus de la République. L'échec de la droite libérale*, Paris, Bourin Editeur, 2007.

⁷⁰⁷ Jacques Frémontier, *Les cadets de la Droite*, Paris, Editions du Seuil, 1984.

⁷⁰⁸ Alain Madelin avait déjà participé aux travaux de l'ALEPS à ses tous débuts avec certains de ses amis d'Occident gravitant autour de la nébuleuse anti-communiste d'Albertini. Frédéric Charprier dans *Génération Occident, op.cit.* a montré que c'est Claude Harmel, alors secrétaire Général de l'Aleps qui l'a introduit au libéralisme économique. Voilà ce qu'Alain Madelin nous a indiqué sur son cheminement intellectuel : « quand j'étais étudiant, j'étais anti-communiste, mais en même temps je menais cette propre recherche : je fréquentais les cours de Raymond Aron, un peu plus tard, je fréquentais Bertrand de Jouvenel, je cherchais avant 68 ou juste avant la période de 68, je cherchais des chemins intellectuels, à une époque qui était profondément marquée par le communisme dominant où au fond, au niveau international, avec une théorie des dominos où on avait le sentiment –beaucoup avaient le sentiment- que l'Union Soviétique et que le communisme international était

témoigner certains de ses collègues : « Grâce à lui, nous sommes allés beaucoup plus loin que le RPR dans la réflexion libérale : Chirac en est réduit à nous chiper nos idées »⁷⁰⁹, « J'adore Madelin, parce c'est un véritable intellectuel. Un homme d'une agilité d'esprit stupéfiante : il a des idées sur tout - et des plus audacieuses !⁷¹⁰ ». Alain Madelin orientera donc ses amis vers le libéralisme promu par les Nouveaux Economistes et auquel il croit. Le Parti Républicain, composante principale de l'UDF⁷¹¹, qui va peu à peu s'imposer comme la charnière libérale de la droite, va alors inaugurer les Rencontres du parti républicain animées par Alain Madelin qui se tiennent tous les mardis et qui regroupe aussi bien des chefs d'entreprises, des responsables politiques et des intellectuels libéraux (les Nouveaux Economistes). Le document de présentation rédigé par les services du parti est clair sur la doctrine adoptée : « l'après-socialisme, c'est le libéralisme. Le libéralisme est pour nous, l'alternative à la société de contraintes. Le parti républicain veut réfléchir à un libéralisme moderne, être le laboratoire des idées de la liberté⁷¹² » François Léotard est élu en 1982 secrétaire général du Parti Républicain, tandis qu'Alain Madelin devient son conseiller politique et s'occupe des dossiers de fond, tandis que Gérard Longuet s'occupe davantage de l'organisation⁷¹³. Ce sont ces deux derniers qui pousseront François Léotard à avoir une ligne très libérale par la suite et à faire alliance avec Jacques Chirac par la suite pour les législatives, tandis que d'autres à l'UDF⁷¹⁴ dénonceront sa dérive libérale particulièrement visible puisque lui même n'était pas à la base un libéral comme Madelin⁷¹⁵. Le discours libéral de François Léotard est particulièrement manifeste dans un entretien qu'il accorde au *Monde* :

irréductible, une situation qui peut pas être comparée avec aujourd'hui... ». Entretien avec Alain Madelin, 11 mai 2010.

⁷⁰⁹ Pascal Clément sur Alain Madelin. Cité in *Les cadets de la droite*, *op.cit.*

⁷¹⁰ François Léotard in *Ibid.*

⁷¹¹ Le Parti Républicain représente 53 % des députés UDF en 1981 selon Alexis Massart, *L'UDF*, Paris, Harmattan, 1998.

⁷¹² Philippe Benassaya, *op.cit.*, 2007, p.208-209.

⁷¹³ Philippe Benassaya, *op.cit.*, p.216.

⁷¹⁴ Notamment Simone Veil (« je n'étais pas d'accord avec le programme ultra-libéral qu'il préparait avec Léotard, Longuet et Madelin ») et François Bayrou (« Sur le fond, je ne suis pas sûr que Léotard était exactement sur leur ligne. Ce n'était pas lui qui construisait la ligne »). Cf. Philippe Benassaya, *Les hussards perdus de la République*, *op.cit.*, p.261-262.

⁷¹⁵ Selon Jacques Garelo : « Léo était devenu libéral parce que c'était à la mode ». Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

« Je ne suis pas un libéral frileux, inquiet ou complexe [...]. Je suis un libéral "point à la ligne". Le corps de doctrine auquel je crois n'est pas influencé par des pollutions venues d'ailleurs. Je ne suis pas un libéral mâtiné ou teinté de social-démocratie. »⁷¹⁶

Le Parti Républicain est donc devenu progressivement, notamment en raison du rôle d'Alain Madelin - qui est extrêmement respecté par les Nouveaux Economistes pour sa connaissance théorique du libéralisme⁷¹⁷ -, un passeur entre les thèses libérales américaines importées par les Nouveaux Economistes et le champ politique, dans le même temps ce glissement idéologique est également manifeste au RPR⁷¹⁸. Le Parti Républicain n'a plus grand chose en commun avec le « libéralisme avancée » de Valéry Giscard d'Estaing qui était plus culturel, tandis que le libéralisme de la bande à Léo est largement plus ouvertes aux expériences néo-libérales étrangères qui font office de modèle⁷¹⁹.

La reconfiguration de la droite dans les années 1980 se fait donc autour du libéralisme en réaction au pouvoir socialiste, c'est en cela qu'on peut le qualifier comme François Denord de « libéralisme réactionnel »⁷²⁰. Dès lors, les Nouveaux Economistes seront amenés à jouer un rôle également central avec ses alliés politiques pour transformer ce regroupement de la droite autour d'un certain libéralisme⁷²¹, d'une mode à un programme politique.

⁷¹⁶ François Léotard dans *Le Monde*, 26-27 septembre 1982.

⁷¹⁷ Pascal Salin : « Il est évident que Madelin a exprimé une inspiration libérale dans le monde politique pendant de longues années et comme vous pouvez l'imaginer j'ai toujours été très proche de lui, on a beaucoup travaillé ensemble. Et lui avait une véritable connaissance de la littérature libérale, ce qui est tout à fait exceptionnel dans le monde politique, de la littérature économique proprement dite, à la fois passée et plus récente, il avait une véritable réflexion économique ». Entretien avec Pascal Salin, 19 mai 2010.

⁷¹⁸ Voir à ce sujet Jean Baudouin, « Le "Moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *art.cit.* ; Pierre Bréchon, Jacques Derville, Patrick Lecomte, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987 ou encore Jacques Frémontier, *Les cadets de la droite*, *op.cit.*

⁷¹⁹ Le politologue Alexis Massart qui a fait sa thèse sur l'UDF décrit ainsi la situation du Parti Républicain : « Alors que le libéralisme Giscardien des années soixante-dix se voulait à visage humain, la décennie quatre-vingt va voir apparaître dans le discours du PR des références explicites aux expériences néo-libérales étrangères », in Pascal Delwit (dir.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2002, p.87.

⁷²⁰ François Denord, *Néo-libéralisme version française*, *op.cit.*

⁷²¹ Il est certain que le libéralisme du RPR est beaucoup plus conservateur que celui du Parti Républicain notamment sur les questions d'immigration, de sécurité et sur les questions culturelles.

2.3 « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? » (1984-1988)

Au milieu des années 1980 de nombreux essais sont écrits par Les Nouveaux Economistes pour populariser les idées libérales⁷²², ainsi que par leurs relais politiques de la bande à Léo⁷²³, tandis que Guy Sorman vante dans des ouvrages accessibles à tous les publics les politiques libérales menées à l'étranger en réalisant de nombreux entretiens avec les acteurs de cette révolution outre-Atlantique⁷²⁴. Leurs modèles sont clairs : les politiques de dérèglementations menées par Ronald Reagan, une attitude intransigeante vis à vis des syndicats, une baisse des prélèvements obligatoires... Les Nouveaux Economistes de l'ALEPS vont consacrer leurs efforts à véhiculer cette forme de libéralisme auprès des différents acteurs politiques de droite, notamment le leader du RPR, Jacques Chirac, en faisant passer, comme a noté un observateur, un « examen de passage "ès libéralisme" aux futurs candidats à la succession de Mitterrand » soumis à un « véritable jury de concours »⁷²⁵ constitué par Henri Lepage, Florin Aftalion, Pascal Salin, Jacques Garelo.

Tandis que la loi Savary sur l'enseignement supérieur est votée à la fin de l'année 1983⁷²⁶, l'ALEPS et le GRALL organisent ensemble une rencontre entre Jacques Chirac et les Nouveaux Economistes le 26 janvier 1984 au Palais des Congrès de Paris. L'intitulé de cette rencontre est claire et reflète la volonté des organisateurs : « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? ». Près d'un an auparavant, en avril 1983, Raymond Barre avait été invité à venir sur le même thème et avait répondu « Oui, le libéralisme peut inspirer un projet politique et je crois, personnellement, qu'il doit être le projet pour demain⁷²⁷. » Néanmoins, il était resté flou sur les contours de son libéralisme, bien que face au parterre de Nouveaux Economistes présents (Garelo, Aftalion, Salin, Lepage), il s'était engagé à introduire des mécanismes d'autonomie et de concurrence dans l'Université, à baisser massivement le

⁷²² Henri Lepage, *Vive le commerce*, Paris, Editions Dunod, 1982 ; Henri Lepage, *Pourquoi la Propriété*, Paris, Editions Hachette, 1985 ; Michel Prigent (dir.), *La liberté à refaire*, Paris, Hachette, 1984. Dans ce dernier livre, cinq nouveaux économistes écrivent une contribution.

⁷²³ Charles Millon, *L'extravagante histoire des nationalisations*, Paris, Plon, 1984 ; Alain Madelin, *Pour libérer l'école. L'enseignement à la carte*, Paris, Robert Laffont, 1984. Ce dernier ouvrage, écrit à la suite des manifestations pour l'école libre, prône l'assouplissement de la carte scolaire.

⁷²⁴ Guy Sorman, *La Révolution Conservatrice américaine*, op.cit. ; Guy Sorman, *La Solution libérale*, op.cit.

⁷²⁵ Robert Lozada, « Chirac est-il libéral ? », *La Vie Française*, 6-12 février 1984.

⁷²⁶ Ce qui fait selon Jacques Garelo des socialistes au pouvoir, non plus des « collectivistes », mais des « totalitaires », Jacques Garelo, éditorial, « quelques belles libertés qui s'en vont », *Liberté économique et progrès social*, n°48, décembre 1983 p.2-5.

⁷²⁷ « Discours de Monsieur Raymond Barre au dîner-débat de l'ALEPS et du GRALL, Paris 27 Avril 1983 », *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, Octobre 1983 (numéro double), p.22.

budget de l'Etat et avait concédé que lorsqu'il était au gouvernement, il « avoue volontiers qu'[il] n'ai pas pu aller aussi loin qu'[il] le voulait⁷²⁸ ». Cependant quelques mois plus tard, il déclare » dans un entretien avec François Furet dans la revue *Le Débat* : « j'ai assez étudié les problèmes économiques pour ne pas risquer de sombrer dans un paléo-libéralisme [...] Mon libéralisme est d'abord d'inspiration toquevilienne »⁷²⁹. Son attitude sera décrit par la suite par Jacques Garello de « rétropédalage libéral »⁷³⁰. Le Président du RPR Jacques Chirac tient quant à lui un discours nettement plus libéral qui sera remarqué par la presse, témoignant d'une véritable volonté de convaincre les économistes présents qu'il peut être le héraut du libéralisme radical qu'ils défendent. Il commence son discours en citant une phrase d'Henri Lepage issu de son livre *Demain le capitalisme*⁷³¹, avant de proposer de définir ce qu'est, selon-lui, le libéralisme. Il en donne une définition économique proche des conceptions des Nouveaux Economistes et déclare : « La place de l'Etat dans la société française, et pas seulement dans l'économie, est tout à fait excessive. Il faut donc la ramener à de plus justes proportions. »⁷³², tandis qu'il accorde au marché un rôle très proche des conceptions de Friedrich Hayek le concevant comme un ordre spontané permettant l'harmonie des intérêts individuels : « c'est dans ce marché, où certains veulent voir, sinon le diable, du moins une entité mystérieuse et maléfique, que se réalise la volonté du plus grand nombre inspiré par des réactions de simple bon sens⁷³³ ». Il offre une vision de l'Etat très proche des positions libertariennes, notamment proche de l'analyse de la bureaucratie par l'approche des choix publics : « l'Etat est devenu une sorte de Gargantua dont l'appétit ne cesse de croître à mesure qu'il dévore. Les conséquences sont graves car, à ce stade là, cela fait d'ores et déjà plus d'un français sur trois – si l'on compte une population active de l'ordre de 21 millions – qui travaille pour l'Etat. »⁷³⁴. Citant les Etats-Unis de Ronald Reagan, l'Allemagne d'Helmut Kohl, le Royaume-Uni de Margaret Thatcher en exemple⁷³⁵, il en conclut, dans une phrase qui

⁷²⁸ *Ibid.*, p.32.

⁷²⁹ « Une certaine idée de la France. Raymond Barre : entretien avec François Furet », *Le Débat*, septembre 1983.

⁷³⁰ Pour le Président de l'ALEPS : « « Ce mythe de l'homme providentiel, ce rejet de tout engagement doctrinal, sont bien dans la tradition française, on dira même plus précisément dans la tradition gaullienne [...]. Ils n'ont rien à voir avec le comportement d'un candidat libéral, qui ne compte pas sur son génie pour sauver la France, et qui agit en accord avec des principes, qu'il fait connaître et qu'il s'engage à respecter. ». Jacques Garello, Editorial, « Ces libéraux sont dangereux », *Liberté économique et progrès social*, n°53, Mars 1985, p.4.

⁷³¹ Il s'agit de celle que nous avons mise en exergue de notre deuxième partie : « Quelle politique économique à long terme un mouvement libéral doit-il proposer à une nation ? Aucune ».

⁷³² Jacques Chirac, « le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? », *Liberté économique et progrès social*, n°49, Mars 1984, p.6

⁷³³ *Ibid.*, p.8.

⁷³⁴ *Ibid.*, p.9.

⁷³⁵ « Nous observons aujourd'hui ce qui se passe aux Etats-Unis de Ronald Reagan, dans le Royaume-Uni de Margaret Thatcher ou dans l'Allemagne d'Helmut Kohl. On voit le libéralisme triompher et, d'ailleurs, réussir.

fera les titres d'articles dans la presse⁷³⁶ : « Le libéralisme ne sera pas un choix mais une nécessité⁷³⁷ ». Il reste néanmoins quelque peu prudent en précisant que le rôle d'un homme politique étant un chef de navire soumis à courants contraires. Même Henri Lepage se dit publiquement satisfait du discours de Jacques Chirac alors que celui-ci en réponse à une question indique : « J'ai lu avec intérêt votre ouvrage [Demain le capitalisme] et j'y ai trouvé, dans l'ensemble, une doctrine à laquelle j'adhère⁷³⁸ ». Jacques Chirac a quelques points de désaccord avec les Nouveaux Economistes notamment sur le bilan de la politique menée par Ronald Reagan (qu'Henri Lepage juge trop timide), sur les dénationalisations (il évoque les difficultés qu'il aura à dénationaliser la sidérurgie), sur les prélèvements obligatoires face à la radicalité des mesures demandées par Pascal Salin ou encore sur l'Université (il est contre sa privatisation)⁷³⁹. Il note une différence entre « le praticien et le théoricien »⁷⁴⁰, mais lors d'une réponse encourage fortement les Nouveaux Economistes en légitimant leur rôle quand il déclare : « Je dirai pour soutenir l'action de nos penseurs libéraux – sans céder aux idéologies car c'est toujours dangereux – qu'il faut bien un libéralisme absolu pour nous inciter à faire concrètement aujourd'hui le libéralisme nécessaire. Nous leur en sommes reconnaissants⁷⁴¹. »

Même si le discours caricatural de Jacques Chirac est adapté à son auditoire⁷⁴², il témoigne d'une volonté d'apparaître comme un libéral authentique aux yeux de l'opinion et des médias, ce qui montre une certaine victoire intellectuelle des Nouveaux Economistes qui ont contribué à rendre un positionnement public libéral désirable auprès de représentants de la classe politique. Jacques Chirac, alors maire de Paris s'illustrera également aux yeux des Nouveaux Economistes, lorsqu'à l'occasion d'un meeting de la Société du Mont Pèlerin organisé par l'Institut Economique de Paris (dirigé par Pascal Salin) début mars 1984, il accueillera Friedrich Hayek à la Mairie de Paris pour lui remettre la médaille de Vermeil de la

Sauf en France. Or, les résultats sont là. Aux Etats-Unis le taux de croissance pour 1983 aura été de 6 %, à la suite d'une reprise d'une vigueur inespérée. Le Royaume-Uni après une longue période de stagnation et de déclin a retrouvé les chemins de l'expansion cependant que l'Allemagne, à nos portes, émerge à son tour de l'ornière de la récession. ». *Ibid.* p.10.

⁷³⁶ « Chirac : le libéralisme est nécessité », *Le Quotidien de Paris*, 31 janvier 1984 ; « Chirac : le libéralisme est une nécessité », *Les Echos*, 30 janvier 1984.

⁷³⁷ *Art.cit.*, p.10. Cette phrase n'est pas sans rappeler la stratégie rhétorique employée par Margaret Thatcher excluant l'existence d'une alternative à sa politique (« There is no alternative »).

⁷³⁸ *Ibid.*, p.11.

⁷³⁹ Même s'il considère l'idée d'un secteur bancaire nationalisé comme une « hérésie », l'impôt sur la fortune comme une « inquisition », il pense qu'il serait trop coûteux politiquement de mettre fin à cet impôt, de même que supprimer la progressivité de l'impôt serait trop difficile à réaliser politiquement. *Ibid.*, p.16.

⁷⁴⁰ *Ibid.*, p.17.

⁷⁴¹ *Ibid.*, p.22.

⁷⁴² Celui-ci aurait représenté environ 450 personnes selon l'ALEPS. « Assemblée générale de l'ALEPS », *Liberté économique et progrès social*, juin 1984, p.41-43.

ville⁷⁴³. Jacques Chirac rend hommage à l'œuvre et au militantisme anti-socialiste du penseur autrichien : « votre œuvre ne s'est pas bornée à une critique économique. Il faut également rendre hommage à l'analyste social ou, si vous préférez, au philosophe qui a su mettre en lumière les implications inéluctables de l'avènement du socialisme dans nos sociétés⁷⁴⁴. » Après un entretien d'une heure avec le Maire de Paris, Friedrich Hayek proclame que « même en France le libéralisme classique est devenu la nouvelle pensée⁷⁴⁵. » *Le Figaro Magazine* reprend la phrase d'Hayek dans un article consacrée à ce qui est un véritable événement pour les Nouveaux Economistes qui se réjouissent alors à l'époque⁷⁴⁶, Jacques Garello en concluant que « la vague Hayek déferle en politique » et comparant avec la venue de Friedrich Hayek quatre ans plus tôt se réjouit que « grâce au socialisme militant, la pensée libérale connaît un succès foudroyant⁷⁴⁷. » Jacques Chirac a continué d'adopter sa stratégie de positionnement clairement libérale en accordant un long entretien à Pascal Salin le 14 avril 1984 dans *Le Figaro Magazine*⁷⁴⁸, dans lequel il décline à peu près la même argumentation anti-socialiste⁷⁴⁹, vantant le capitalisme libéral⁷⁵⁰ alors qu'il cite l'intérêt de la pensée de l'économiste Frédéric Bastiat qui serait négligée dans les enseignements économiques en France. Ce qui est intéressant à travers ces discours, c'est cette réelle volonté d'être « perçu » comme libéral sur le plan économique⁷⁵¹.

Les Nouveaux Economistes contribuent à travers leurs actions à populariser le terme « libéralisme » qui devient progressivement à la mode, mais ne désigne pas toujours celui des Nouveaux Economistes de l'ALEPS. *Le Nouvel Observateur* consacre d'ailleurs un dossier entier à la « folie du libéralisme »⁷⁵² en montrant à quel point ce mot devient populaire et

⁷⁴³ Jacques Garello, Editorial, « La vague Hayek déferle sur la politique », *Liberté économique et progrès social*, n°50, mars 1984, p.2-5.

⁷⁴⁴ Jacques Chirac cité in Jacques Garello, « Le grand retour du libéralisme », *Liberté économique et progrès social*, juin 1984, p.5-6.

⁷⁴⁵ « Le libéralisme classique est devenu la nouvelle pensée », *Le Figaro Magazine*, 10 mars 1984.

⁷⁴⁶ Pascal Salin nous l'a confirmé lors de notre entretien. Entretien avec Pascal Salin, 19 mai 2010.

⁷⁴⁷ Jacques Garello, Editorial, « La vague Hayek déferle sur la politique », *Liberté économique et progrès social*, n°49, Mars 1984, p.2-5.

⁷⁴⁸ « Mon programme pour changer la société. Entretien avec Jacques Chirac », *Le Figaro Magazine*, 14 avril 1984.

⁷⁴⁹ « le socialisme favorise en fait la constitution de classes privilégiées, de bureaucraties toutes puissantes » in *Ibid.*

⁷⁵⁰ « Ce qu'on appelle parfois le capitalisme libéral a plus fait, au cours des trente dernières années, pour changer la condition humaine, dans ses aspects matériels mais aussi culturels, que les ratiocinations d'une cohorte de théoriciens socialistes », *Ibid.*

⁷⁵¹ Cette interview a d'ailleurs été demandée par Jacques Chirac à Pascal Salin pour que celle-ci puisse lui permettre d'afficher des convictions libérales ce qui témoigne de la volonté d'affichage de la part de Jacques Chirac puisqu'une adhésion profonde à ce qu'il dit. Cf. Pascal Salin, *Français n'ayez pas peur du libéralisme*, *op.cit.*, p.66-67.

⁷⁵² « La folie du libéralisme », *Le Nouvel Observateur*, n°1039, 5 octobre 1984.

devient un mot « attrape-tout, celui qui sauve l'idéologie d'une mort tant claironnée ». De plus, l'attrait croissant pour le libéralisme économique ne semble pas concerner que les acteurs politiques de droite, puisque le nombre de français sondés par la SOFRES jugeant positivement le libéralisme augmente de 5 points entre 1980 et 1985 (de 52 à 56 %), tandis que le nombre de français jugeant positivement les nationalisations diminue de 11 points sur la même période (40 à 29 %) ⁷⁵³. C'est dans ce contexte et ce climat intellectuel de plus en plus libéral, que le RPR publie *Libres et responsables* ⁷⁵⁴ et que le RPR tient ses Assises à Grenoble où le discours est nettement libéral en matière économique et conservateur sur les questions de société ⁷⁵⁵.

Les conditions vont être réunies pour la constitution d'un programme avec une forte dimension libérale dans la perspective des législatives de 1986 et comme le déclare François Léotard devant ses amis libéraux de l'ALEPS dans une conférence intitulée « Quel libéralisme ? » ⁷⁵⁶ : « l'ensemble des formations de l'opposition a accepté cette idée simple que le libéralisme est, à présent, la base de chacun des projets politiques qui seront élaborés par l'UDF et le RPR ⁷⁵⁷ ». Les Nouveaux Economistes, choisissent d'une certaine manière leur camps : alors que la bande à Léo se déplace pour leur Université d'Eté en septembre ⁷⁵⁸, une « croisière libérale » est organisée avec *Le Figaro Magazine* sur un bateau avec la Bande à Léo le 17 novembre 1985 marquant l'apogée de la convergence entre acteurs libéraux intellectuels et politiques. Le même mois, François Léotard et ses deux conseillers (Alain Madelin et Gérard Longuet) rencontrent Jacques Chirac afin de préparer les législatives ⁷⁵⁹ et rédigent ensemble une plateforme commune RPR-UDF intitulée « plate-forme pour gouverner ensemble » ⁷⁶⁰. Elle est préparée en coulisses par Edouard Balladur, Alain Juppé ⁷⁶¹,

⁷⁵³ Sondages effectués par la SOFRES en 1980 et 1985 extraits de Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *La drôle de défaite de la gauche*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p.42.

⁷⁵⁴ RPR, *Libres et responsables. Projet pour la France*, Paris, Flammarion, 1984.

⁷⁵⁵ Voir l'étude de Pierre Bréchon, Jacques Derville, et Patrick Lecomte, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987.

⁷⁵⁶ On remarque ici au passage que la question n'est plus de savoir si le libéralisme peut influencer un programme politique, mais de savoir quelle est la nature du libéralisme à mettre en oeuvre.

⁷⁵⁷ « Quel libéralisme, Dîner avec François Léotard », *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1985, p.8.

⁷⁵⁸ « Au cours d'une des dernières universités d'été, l'alliance entre les intellectuels libéraux et les hommes politiques non moins libéraux était scellée. » in « Les Nouveaux Economistes passent au crible les projets libéraux, huitième Université d'été de la Nouvelle Economie », *Liberté économique et progrès social*, n°54, août 1985. p.52 (on y voit une photo des Nouveaux Economistes avec la bande à Léo).

⁷⁵⁹ Philippe Benassaya, *op.cit.*, p.257.

⁷⁶⁰ « Plate forme pour gouverner ensemble », *UDF-RPR*, 1986.

⁷⁶¹ Il est considéré alors à l'époque comme l'un des proches les plus libéraux de Jacques Chirac, même par Jacques Garello. Jacques Garello, Editorial, « Ces libéraux sont dangereux », *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1985, p.2-6.

Alain Madelin et Gérard Longuet, entourés de conseillers notamment du nouvel économiste André Fourçans⁷⁶² qui sera l'un des co-rédacteurs de la plateforme de gouvernement. Cette plate-forme est résolument libérale sur le plan économique qui comprend un vaste programme de dénationalisation⁷⁶³, la réduction des prélèvements obligatoires⁷⁶⁴, la suppression de l'ISF⁷⁶⁵, l'assouplissement du Droit du travail⁷⁶⁶, le recentrement de l'Etat sur ses missions régaliennes, l'autonomie des universités, le désengagement de l'Etat dans la culture et la communication... Le retrait de l'Etat dans toutes ces sphères et notamment en matière culturelle semble constituer à nos yeux une volonté d'appliquer le libéralisme austro-américain tel qu'il est promu par le groupe d'économistes.

Les Nouveaux Economistes voient donc la plupart de leurs idées être inscrites sur un programme politique, mais alors que ces derniers sont mobilisés à la veille des élections⁷⁶⁷, ils s'inquiètent de voir la future majorité mettre en application leurs promesses. Jacques Garelo écrit un ouvrage en guise d'avertissement, *Lettre à nos dirigeants*⁷⁶⁸, préfacé par Louis Pauwels, où il exhorte la droite française à avoir un dogme à l'inverse du passé où celle-ci aurait été pragmatique et aurait menée des politiques insuffisamment libérales.

Les élections législatives de 1986 consacrent une victoire de l'alliance du RPR et de l'UDF et le gouvernement Chirac forme la première cohabitation de la V^{ème} République. La répartition des postes ministériels entre les deux partis se fait en défaveur de l'UDF, les grands ministères échappant à la « Bande à Léo »⁷⁶⁹. Cependant, neuf membres occuperont un porte-feuille ministérielle en ayant la volonté d'y appliquer des politiques libérales. Dans un document interne du parti⁷⁷⁰, on peut y lire les grandes lignes qui guident l'action des ministres fraîchement élus. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la culture entend « faire de la culture, une entreprise », Alain Madelin, Ministre de l'Industrie déclare « qu'il ne faut pas tricher avec les lois de l'économie », Jacques Douffiagues, Ministre délégué chargé des transports : « La finalité n'est pas de perdurer à l'abri d'un monopole ou de règlements protecteurs. Elle est de servir le public au moindre coût, avec l'obligation de

⁷⁶² Cf. sa fiche biographique dans *Who's who in France*.

⁷⁶³ « Plate forme pour gouverner ensemble », *UDF-RPR*, 1986, p.2

⁷⁶⁴ L'objectif est de « desserrer le carcan de l'impôt ». *Ibid.*, p.3.

⁷⁶⁵ *Ibid.*, p.4.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p.5.

⁷⁶⁷ Jacques Garelo produit avec l'ALEPS des supports audio-visuels intitulés « L'alternance libérale ».

⁷⁶⁸ Jacques Garelo, *Lettre ouverte à nos dirigeants*, (pref. Louis Pauwels), Paris, Albatros, 1986.

⁷⁶⁹ Philippe Benassaya, *op.cit.*, p. 271.

⁷⁷⁰ « Pour la France faire équipe. Conseil National du 15 novembre 1986 au Palais des congrès à Paris », *Parti Républicain*, 1986.

vigilance qui est celle de chef d'entreprise ». Les Nouveaux Economistes ont donc d'authentiques alliés libéraux, dotés du même « référentiel global » au sein du gouvernement pour mener les politiques qu'ils souhaitent. Les Nouveaux Economistes sont d'ailleurs proches de ces équipes (notamment celles de Madelin) et joueront le rôle de « conseillers du Prince » à l'instar de Pascal Salin qui « tutoyait six ministres », Henri Lepage qui a un bureau au Ministère⁷⁷¹ alors que des déjeuners hebdomadaires étaient organisés chaque semaine avec les équipes d'Alain Madelin⁷⁷². Cela se traduit concrètement par des politiques de privatisations (une soixantaine de groupes industriels) – permettant aux français d'accéder facilement à l'actionnariat –, la diminution des prélèvements fiscaux, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et la diminution des dépenses des ministères⁷⁷³. Alain Madelin ira même jusqu'à prédire la disparition de son propre ministère (qui n'aura pas lieu), mais qui fera l'objet d'importantes coupes budgétaires et qui mettra fin aux subventions à certains chantiers navals, tandis que c'est à cette période que des chaînes télévisées sont privatisées à la suite de l'adoption de la « Loi Léotard ». Cependant, le réformisme libéral des ministres du Parti Républicain est très vite contrarié, notamment par la mort de l'étudiant Malik Oussekin le 6 décembre 1986, en marge des manifestations étudiantes contre le projet de loi Devaquet visant à renforcer l'autonomie des Universités. Le gouvernement est alors accusé très rapidement d'ultra libéralisme à cause de personnalités comme Alain Madelin, Gérard Longuet ou François Léotard. Les divisions sont croissantes au sein de l'UDF entre centristes réunis autour de Barre et libéraux autour de François Léotard. Jean-Pierre Soisson, proche de Raymond Barre déclare : « Depuis le XVIIIe siècle, l'Europe a connu deux types de libéralisme. A un « libéralisme conservateur » s'est opposé à un « libéralisme de mouvement ». Ce libéralisme-là - et lui seul - représente notre horizon. Le libéralisme conservateur a une vision réductrice de la société, qu'il limite à l'économie. Il connaît l'agent économique ; il ignore le groupe... Le libéralisme de mouvement accepte, prévoit, conduit les mutations de la société. Il veut tout permettre et ne rien briser. Il est à l'opposé d'un ultralibéralisme dont les excès montrent qu'il condamne l'idée libérale⁷⁷⁴. » Ces critiques

⁷⁷¹ Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

⁷⁷² Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012. Il a par ailleurs été extrêmement optimiste concernant la situation du libéralisme en France à l'époque : « on avait le sentiment que la Révolution Libérale allait être en marche ». Entretien 19 mai 2010.

⁷⁷³ Pierre Levêque, *Histoire des forces politiques en France*, op.cit, p.412, Philippe Benassaya, op.cit, p.284-286, Jean-Jacques Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Armand Colin, 1998, p.179 et Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun in Jean-François Sirinelli et Eric Vigne (dir.), *Histoire des droites en France*. Tome 1, Paris, Gallimard, 1992, p.787-788.

⁷⁷⁴ Jean-Pierre Soisson, « Raymond Barre, ici et maintenant », *Le Monde*, 3 juin 1987.

externes, les divisions internes à l'UDF et l'effacement progressif de François Léotard à la veille de l'élection présidentielle vont contribuer à faire imploser le groupe de la bande à Léo, tandis que les Nouveaux Economistes doctrinaires sont très déçus du résultat. La réforme principale qu'attendent la plupart de ces Nouveaux Economistes⁷⁷⁵ – la concurrence entre les Universités – est avortée⁷⁷⁶, tandis que la droite ne réforme pas en profondeur le système de sécurité sociale que les libéraux souhaitent privatiser. L'aventure libérale prend fin puisqu'elle est durement sanctionnée par les urnes lors de l'élection présidentielle de 1988 qui voit l'effondrement de l'UDF – qui perd près de 12 points par rapport à 1981 – tandis que score du RPR de Jacques Chirac se maintient à son score de 1981 à (20 %). Cette défaite est d'autant plus grave pour les acteurs politiques libéraux du Parti Républicain qu'elle sera perçue par les dirigeants de l'UDF comme une conséquence du positionnement libérale des membres du Parti Républicain dont Alain Madelin⁷⁷⁷.

Ce voyage à travers l'histoire des Nouveaux Economistes et de leurs alliés dans les années 1980 nous permet d'aboutir à quelques conclusions. Tout d'abord, la doctrine économique des Nouveaux Economistes a mu, à mesure que ces derniers étaient intégrés à un réseau international militant, pour prendre la forme d'une doctrine libertarienne minarchiste plus radicale qu'auparavant, c'est à dire prônant un retrait de l'Etat dans toutes les sphères et dont la vocation est de se limiter à ses tâches régaliennes. D'autre part, sur le plan de la circulation des idées, il apparaît que les Nouveaux Economistes aient contribué, en profitant largement d'un contexte international de remise en cause des politiques keynésiennes et de l'Etat-providence qui leur était favorable, à faire du néo-libéralisme un « référentiel global » pour l'opposition d'une droite venant de subir une lourde défaite⁷⁷⁸, créant une fenêtre d'opportunité pour une génération de jeunes réformateurs. Portée par un groupe d'acteurs politiques du Parti Républicain dont ils étaient proches, ainsi que par le nouveau discours du RPR qui par la voix de son Président semble prendre pour exemple ses homologues

⁷⁷⁵ Les acteurs de l'ALEPS militent depuis l'origine pour un régime plus concurrentiel d'enseignement (voir liste des manifestations en annexe 3). En effet, dans leur conception, un pays ne peut pas être un pays libéral à long terme si l'éducation n'est pas mise en concurrence. Pascal Salin :

« les idées libérales sont beaucoup moins connues que dans la plupart des pays du monde, et l'une des raisons c'est quand même que l'on a un monopole incroyable et presque unique de l'Etat sur l'Université et sur l'école. Le monopole est toujours grave, le monopole est toujours public il est particulièrement grave lorsqu'il concerne les choses de l'esprit ». Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2010.

⁷⁷⁷ Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun in Jean-François Sirinelli, *op.cit*, p.821-822

⁷⁷⁸ Pierre Martin a montré à partir d'une analyse électorale historique qu'un parti ayant subi une lourde défaite électorale avait tendance à se radicaliser. Cf. Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 246.

américains, le libéralisme était devenu un programme politique. Cependant, à l'épreuve du pouvoir la remise en cause du consensus social d'après-guerre en France n'est que très partiel et se traduit essentiellement par des mesures de privatisations, tandis que malgré des tentatives et nombreux rapports sur sa réforme (Nora, Naouri, Minc)⁷⁷⁹, l'attachement des français à leur système de sécurité sociale, et les réticences d'une partie de la droite française fraîchement convertie au discours néo-libéral, n'offre pas les conditions politiques nécessaires au démantèlement de l'Etat proposé par les libéraux radicaux et doctrinaire des Nouveaux Economistes, « le néo-libéralisme ne permettra pas une refonte globale, systématique des politiques et des institutions de l'Etat-Providence »⁷⁸⁰. La révolution libérale, telle qu'elle a été portée au Royaume-Uni par la myriade de think-tank néo-libéraux⁷⁸¹, ou aux Etats-Unis par des intellectuels libertariens⁷⁸² et des think-tank influents⁷⁸³ n'a pas eu lieu⁷⁸⁴. Nous préférons donc parler de « greffe libérale » qui a pris au sein de la droite française au milieu des années 1980, en raison de facteurs exogènes dont les Nouveaux Economistes ont été les passeurs, mais que cette greffe ne s'est pas implantée durablement en France que cela soit dans sa représentation partisane⁷⁸⁵ ou dans la perception des acteurs politiques de droite qui voit les mesures libérales comme des « coûts politiques » importants (les épisodes des grèves de 1995 laissera une marque durable à droite), que dans son expression sous forme de sous-répertoire de l'expertise publiques institutionnalisées sous forme de *think tank* mobilisées pour imaginer des programmes de politiques publiques.

⁷⁷⁹ Bruno Jobert, Bruno Théret, « La consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert, *op.cit.*, p.65.

⁷⁸⁰ *Ibid.*, p.60.

⁷⁸¹ Richard Cockett, *Thinking the unthinkable, op.cit.*

⁷⁸² Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis, op.cit.*

⁷⁸³ Serge Halimi, *Le Grand bond en arrière, op.cit.*

⁷⁸⁴ La frustration des Nouveaux Economistes ayant porté la vague néo-libérale en provenance des Etats-Unis est manifeste. Henri Lepage, qui travaillait à l'Institut de l'Entreprise, considère qu'après 1988, le patronat a eu une attitude « collaborationniste au sens vichyste du terme » et rompt avec l'Institut de l'Entreprise pour rejoindre Alain Madelin et son think-tank *Euro 92* (entretien avec Henri Lepage 23 mai 2012) Pascal Salin dans son ouvrage, *Français n'ayez pas peur du libéralisme*, a des mots très durs pour critiquer ce qu'il considère être le manque de courage et de conviction des acteurs de la droite française, notamment Jacques Chirac considéré comme « le Prince de l'immobilisme » : « Toujours prêt à critiquer le capitalisme, la spéculation, la recherche du profit, prêt à distribuer des subventions, à accroître les interventions étatiques, Jacques Chirac ne rate pas une occasion de défendre les idées de la gauche la plus traditionnelle, car tel est le consensus idéologique de la classe politique française (mais aussi des médias et des enseignants) ». In *op.cit.*, p.73.

⁷⁸⁵ Le destin politique d'Alain Madelin en est une illustration : il redevient Ministre en 1993 (des entreprises), il participe activement à la campagne de Jacques Chirac qui le nomme Ministre de l'Economie au lendemain de son élection en 1995, mais celui est contraint à la démission alors que Pascal Salin avait préparé une réforme fiscale importante (entretien avec Pascal Salin). Il créé Démocratie Libérale, mais n'obtient que 3,91 % des suffrages lorsque celui-ci se présente en 2002. En 2007 il considère que « Les circonstances font qu'il n'est assurément pas possible de faire élire un candidat libéral en 2007. Et le souvenir du 21 avril laisse peu de place à une candidature libérale de témoignage » (entretien avec *Le Parisien*, 31 janvier 2007).

CONCLUSION

« Je suis convaincu que le libéralisme est voué au même échec que le communisme et qu'il conduira aux mêmes excès. L'un comme l'autre sont des perversions de la pensée humaine »

Jacques Chirac,
Entretien rapporté par Pierre Péan in *L'Inconnu de l'Elysée*, Fayard, 2007, p. 459.

Le néo-libéralisme français s'est développé à la veille de la Seconde Guerre mondiale dans un contexte de remise en cause des fondements du capitalisme et de montée de doctrines prônant une intervention accrue de l'Etat dans l'économie. Malgré quelques tentatives, la doctrine néo-libérale, qui aspirait à renouveler le libéralisme en s'enrichissant des critiques qui lui ont été faites et en réintroduisant le politique dans son horizon intellectuel, ne parvint pas - à l'inverse du néo-libéralisme allemand - à s'exprimer de manière claire au sein d'une organisation rassemblant les différents réseaux partageant ces idées. Le néo-libéralisme est alors porté par des individus, ou des groupes fragmentés qui s'investissent davantage dans des organisations internationales comme la Société du Mont Pèlerin que dans le cadre national. Dans les années 1960, à l'initiative de différents acteurs patronaux et intellectuels, l'Association pour la liberté économique et le progrès social va être créée afin de tenter de donner une visibilité publique à cette doctrine néo-libérale qui souhaite à la fois se renouveler tout en critiquant le planisme de son époque. Cependant, celle-ci est promue de manière défensive principalement par des acteurs patronaux, et ce directement en réaction au contexte politique et social qui fait craindre à une frange conservatrice du patronat la montée des

revendications d'organisations de gauche qui veulent changer la structure de décision dans l'entreprise en la démocratisant et diminuer ainsi l'autonomie de décision des dirigeants d'entreprise. Le néo-libéralisme, bien que promu par quelques intellectuels isolés, traverse durant cette période une phase d'éclipse car elle n'exerce pas de véritable influence dans le champ intellectuel et politique et apparaît plus comme un discours légitimant les intérêts du patronat que comme un discours politique prônant une alternative aux politiques menées. Le néo-libéralisme ne parvient pas, en outre, durant cette période, à remettre en cause le consensus social d'après-guerre.

Profitant d'un contexte international de remise en cause du paradigme économique dominant, le keynésianisme, suite à la crise pétrolière de 1973 et la montée de l'inflation qui amènent progressivement les acteurs des politiques publiques à remettre en cause leur doctrine, le néo-libéralisme français va opérer une profonde mutation avec un changement d'identité des acteurs en faisant la promotion. Le groupe des Nouveaux Economistes qui se constitue au milieu des années 1970 devient sa représentation militante et intellectuelle et opère une rupture profonde avec les fondements et les horizons de la pensée néo-libérale tels qu'ils avaient été esquissés au colloque Walter Lippmann de 1938. Les Nouveaux Economistes, groupe qui est né à partir d'une fréquentation commune de ses membres de forums de sociabilité scientifique (colloques, ouvrages collectifs, séminaires) importent d'abord, dans un premier temps, dans le champ scientifique les nouveaux fondements épistémologiques de la science économique américaine. Ceux-ci se caractérisent notamment par une extension des concepts développés par les économistes classiques du XVIII^{ème} siècle et du XIX^{ème} siècle. Ensuite, en raison notamment de leur fréquentation de réseaux transnationaux de circulation des idées comme la Société du Mont Pèlerin⁷⁸⁶, ces derniers transforment un débat propre à leur champ scientifique en un débat intellectuel plus large au sein duquel ils souhaitent jouer un rôle de premier plan en mobilisant leurs savoirs scientifiques pour asseoir leur légitimité dans le champ intellectuel et politique.

Le néo-libéralisme connaît donc une rupture à la fin des années 1970 à deux niveaux. D'une part, au niveau de son contenu doctrinal qui se radicalise et s'aligne sur le néo-

⁷⁸⁶ Nous rejoignons les analyses faites par Martine Kaluzsynski concernant les réseaux de réformateurs en matière de justice qu'elle a analysée et dont elle fait une présentation dans un ouvrage collectif sur les sciences de gouvernement en circulation : « Les rituels d'adhésion se pratiquent selon un mode de fonctionnement connu dans la tradition des mondes réformateurs, c'est à dire à travers des contacts, des voyages, des cérémonies d'accès au savoir et à la connaissance qui permettent de proposer à son pays un projet paré de toute une légitimité. Comme au XIX^e siècle, avec les prisons, les États-Unis restent en ce domaine relativement pionniers. Et le modèle américain, même ajusté, ajustable, est souvent à l'origine des choix adoptés. »

libéralisme américain promu par les militants scientifiques de l'École de Chicago ou de l'école autrichienne. D'autre part, au niveau de son mode de circulation qui est assuré désormais par des militants scientifiques qui souhaitent faire de l'ensemble de leurs savoirs une véritable science de gouvernement de nature à éclairer les décideurs politiques. Ils ont pour cela des supports de communication assurant la circulation de leurs idées comme des maisons d'édition, des traducteurs, des journaux acquis à leur cause (*Le Figaro Magazine* notamment), des lieux neutres (comme l'Assemblée Nationale ou le Palais des congrès qu'ils utilisent pour organiser des rencontres), ainsi que les Universités d'été de la Nouvelle Économie qui sont des véritables lieux d'échanges internationaux de la pensée néo-libérale. Le militantisme scientifique de ces Nouveaux Économistes va progressivement se muer en militantisme politique puisque ces derniers organisent des rencontres régulières avec un groupe de jeunes parlementaires, « La bande à Léo », qui assure une véritable représentation politique du néo-libéralisme durant les années 1980. Ils se font également les passeurs entre militant intellectuels libéraux internationaux et acteurs politiques nationaux comme Jacques Chirac en organisant des rencontres entre ces individus. En résumé, on peut dire que dans un contexte international de mise en pratique des recettes néo-libérales, et un contexte national qui amène la droite à s'organiser pour contrer intellectuellement les socialistes au pouvoir, les nouveaux néo-libéraux français contribuent à changer le référentiel de la droite, comme l'indique le changement de discours de Jacques Chirac qui adopte des positions proches de celles des Nouveaux Économistes. Cependant, la mise en pratique des recettes de gouvernement des Nouveaux Économistes et de leurs alliés politiques comme Alain Madelin qui participent au programme de la droite en 1986 est sujette à de multiples interprétations (dépendant évidemment du point de vue des acteurs), qui nous invitent à être prudents et notamment à rejeter l'idée que le libéralisme économique serait devenu l'horizon intellectuel de la droite⁷⁸⁷. Les mesures appliquées par le gouvernement de Jacques Chirac, même si elles représentent une inflexion libérale, n'en constituent pas pour autant une révolution libérale, dans la mesure où les membres les plus libéraux de ce gouvernement se verront imputer la défaite électorale qui s'ensuivra et que l'étiquette « libérale » qui était alors à la mode sera progressivement abandonnée par la droite.

Pour répondre à notre interrogation de départ sur la forme et l'évolution qu'a opérée le néo-libéralisme français à travers l'histoire, il convient de souligner à quel point celui-ci est largement dépendant de son évolution au sein de forums de circulation transnationaux. En

⁷⁸⁷ Cette position est notamment défendue par François Denord dans *Néo-libéralisme version française, op.cit.*

effet, les mutations qu'opère cette idéologie en France rejoignent celles remarquées par le philosophe Serge Audier sur le plan international et notamment au sein de la Société du Mont Pèlerin⁷⁸⁸. Celui-ci avait montré que le pôle continental et principalement allemand qui s'inscrivait dans la lignée du Colloque Walter Lippmann avait été peu à peu supplanté par un pôle austro-américain bien plus radical. On retrouve ce mouvement en France, et le fait que la plupart des acteurs que nous avons étudiés appartenaient à ce réseau international nous amène à en conclure que le néo-libéralisme dans sa version française semble avoir suivi un mouvement plus large de radicalisation de la doctrine néo-libérale. Bien que les héritiers du groupe des Nouveaux Economistes se revendiquent d'une tradition libérale qui remonterait aux Physiocrates, à Jean-Baptiste Say, à Bastiat, et à l'école d'économie de Paris, il n'en demeure pas moins que la façon dont il s'est manifesté en France dans les années 1980 apparaît davantage comme la greffe artificielle d'un corps exogène, qu'une continuité d'une tradition française, à l'inverse du libéralisme aronien qui se situe quant à lui à l'intersection entre le libéralisme du sujet (hors de l'Etat) et le libéralisme du corps (par l'Etat), le dernier ayant été sa représentation majoritaire⁷⁸⁹.

Les Nouveaux Economistes sont allés puiser dans un répertoire d'action qui n'a pas trouvé de correspondants dans le répertoire national pour légitimer un programme d'action libéral. C'est ce qui explique à notre sens, le relatif échec des militants libéraux à inscrire durablement la doctrine néo-libérale dans le paysage politique français et dans l'opinion publique (ce qui était leur but à la base). En effet, en comparaison avec les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, où des acteurs politiques portés en amont par des organisations libérales militantes ont été élu sur un programme libéral et ont appliqué des mesures parfois directement imaginées par des intellectuels libéraux, il semble y avoir eu en France un moment libéral au milieu des années 1980, mais qui n'a pas abouti à une Révolution. Depuis, la droite française évite d'en recourir à un registre discursif ouvertement libéral, conscient du coût politique de ces postures (la carrière politique d'Alain Madelin est là pour leur rappeler) qui comme l'indique Jack Hayward apparaissent aux yeux de l'opinion comme des postures pro-américaines, anglo-saxonne et étrangère à la France⁷⁹⁰. Il existe donc un paradoxe important : alors qu'une partie des acteurs politiques considèrent que le libéralisme est

⁷⁸⁸ Serge Audier, *Néo-libéralisme (s)*, op.cit.

⁷⁸⁹ Lucien Jaume qui a analysé en profondeur la tradition intellectuelle libérale au XIX^{ème} siècle a conclu que son étude que le libéralisme en France n'a jamais été contre l'Etat. Cf. Lucien Jaume, *L'individu efface ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

⁷⁹⁰ Jack Hayward, « La persistance de l'antilibéralisme : rhétorique et réalité », *Pouvoirs*, 2008/3 n° 126, p. 115-132.

omniprésent, les Nouveaux Economistes et leurs héritiers le considèrent absent du champ politique. Nous pouvons expliquer ce paradoxe justement parce que le néo-libéralisme présente les deux versants que nous avons pu mettre en évidence : un néo-libéralisme par l'Etat développé à partir du colloque Lippmann et qui implique que l'Etat joue un rôle actif pour instituer le marché et qui se présente sous la forme d'un planisme concurrentiel (c'est cette version qui est présentée et critiquée par la grille d'analyse néo-foucauldienne et bourdieusienne) et le néo-libéralisme contre l'Etat qui est proche des thèses libertariennes et qui se présente comme une utopie de marché. Dans cette dernière version, c'est peut être justement son caractère utopique, clairement revendiqué par l'un de ses penseurs, Friedrich Hayek⁷⁹¹ et ses disciples français⁷⁹², après la greffe libérale qu'ils ont su amener à droite dans un contexte précis, qui ont réduit ces acteurs néo-libéraux que nous avons étudié à une marginalisation progressive.

⁷⁹¹ Friedrich Hayek, « Les intellectuels et le socialisme », *op.cit.*

⁷⁹² Voir les charges de Pascal Salin contre le pragmatisme présenté comme « le refus de penser » dans son ouvrage *Libéralisme*, *op.cit.*

BIBLIOGRAPHIE

SCIENCE POLITIQUE / SOCIOLOGIE

- BAUDOUIN Jean, *Pierre Bourdieu. Quand l'intelligence entrait enfin en politique*, Paris, Cerf, 2012.
- BOUDON Raymond, *La logique du social*, Paris, Hachette, 1979.
- BOUDON Raymond, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977.
- DELOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007.
- FALARDEAU Guy, « La sociologie des générations depuis les années soixante : synthèse, bilan et perspective », *Politique*, n° 17, 1990, p. 59-89.
- FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard, 2004.
- GARRIGUES Jean (dir.), *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux Etats-Unis, de 1820 à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.
- GAXIE Daniel, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, février 1977, p. 123-154.
- GOFFMAN Erving, *Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1978.
- HAUCHECORNE Mathieu, « Le « professeur Rawls » et le « Nobel des pauvres » » La politisation différenciée des théories de la justice de John Rawls et d'Amartya Sen dans les années 1990 en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n°1, 2009, n° 176-177, p. 94-113.
- IHL Olivier et KALUSZYNSKI Martine, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, vol. 102, n°2, 2002, p. 229-243.
- IHL Olivier, KALUSZYNSKI Martine, POLLET Gilles (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003.
- IHL Olivier, « Objectividad de estado. Sur la science de gouvernement des Chicago Boys dans le Chili de Pinochet », *Working paper* présenté dans la ST 43 du Congrès de l'AFSP, Grenoble, 7-9 septembre 2009.

- JOBERT Bruno, MULLER Pierre, *L'Etat en action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.
- KALUSZYNSKI Martine, PAYRE Renaud (dir.), *Les sciences de gouvernement en circulation (s)*, Paris, Economica, à paraître.
- KINGDON John, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little, Brown and Co, 1984.
- KUHN Thomas, *Structure des révolutions scientifiques*, (1962), Paris, trad. Flammarion, 1983.
- LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz, 1997.
- LEBARON Frédéric, « Le « Nobel » d'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 141-142, n°1, 2002, p. 62-66.
- LECLERC Gérard, « Qui sont les intellectuels ? Le cas des universitaires », *Sciences humaines*, n°157, 2005, p. 24.
- LECLERC Gérard, *Sociologie des intellectuels*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.
- MATONTI Frédérique, « La méthode skinnerienne ou ce que l'histoire nous apprend sur le concept de liberté », *Raisons politiques*, vol. 43, n°3, 2011, p. 133-150.
- MERRIEN François-Xavier, *L'Etat-providence*, Presses Universitaires de France, 2007
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005.
- OFFERLÉ Michel, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, vol. 81, n°1, 2008, p. 181-202.
- OFFERLÉ Michel, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009.
- OLSON Mancur, *Logique de l'action collective*, (1965), trad. Presses Universitaires de France, 1987.
- RAVINET Pauline, « Fenêtre d'opportunité », in *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, 2010, p. 274-282.
- RIEFFEL Rémy, *Les intellectuels sous la Ve République (1958-1990)*, Paris, Hachette, 1995, 3 volumes.
- RIVIERE Carole Anne, « La spécificité française de la construction sociologique du concept de sociabilité », *Réseaux*, vol. 123, n°1, 2004, p. 207-231.
- ROSANVALLON Pierre, *La crise de l'Etat-Providence*, Paris, Le Seuil, 1981.
- SAPIRO Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n°1, 2009, p. 8-31.
- SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, vol. 57, n°4, 2004, p. 110-126.
- SKINNER Quentin, « Meaning and Understanding in the History of Ideas », *History and Theory*, n°8, 1969, p. 3-53.

- SPITZ Jean-Fabien, « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *Droits*, n°10, 1989, p. 133-145.
- TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984, p.89-108.

HISTOIRE INTELLECTUELLE DU LIBERALISME

- ARENA Richard et FESTRE Agnès, « Connaissance et croyances en économie. L'exemple de la tradition autrichienne », *Revue d'économie politique*, vol. 112, n°5, 2002, p. 635-657.
- AUDARD Catherine, « Le nouveau libéralisme », *L'Économie politique*, vol. 44, n°4, p. 6-27.
- AUDART Catherine, *Qu'est ce que le libéralisme ?*, Paris, Folio Essais, 2009.
- AUDIER Serge, *Le socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2006.
- BILGER François, « La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme allemand », in Patricia Commun (dir.), *L'Ordo-libéralisme allemand*, Cergy-Pontoise, CIRACC/CICC, 2003.
- BILGER François, *La pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, LGDJ, 1964.
- DARDOT Pierre et LAVAL Christian, « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche », *Mouvements*, n°50, 2007, p. 108-117.
- DUPUY Jean-Pierre, *Libéralisme et justice sociale*, Paris, Hachette, 1992.
- FERRY Luc et RENAUT Alain, « Droits-libertés et droits-créances, Raymond Aron critique de Friedrich A. Hayek », *Droits*, n°2, 1985, p. 75-84.
- GIRARD Louis, *Les libéraux français, 1814-1875*, Paris, Aubier, 1985.
- JAUME Lucien, *L'Individu Effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.
- JAUME Lucien, *La liberté et la loi : les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Fayard, 2000.
- LAINE Mathieu (dir.), *Dictionnaire du libéralisme*, Paris, Larousse, 2012.
- LAURENT Alain, *Les grands courants du libéralisme*, Paris, Armand Colin, 1998.
- LAURENT Alain, *La philosophie libérale. Histoire et actualité d'une tradition intellectuelle*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.
- LAURENT Alain, *Le libéralisme américain. Histoire d'un détournement*, Paris, Les Belles Lettres, 2006.

- LAVAL Christian, « Mort et résurrection du capitalisme libéral », *Revue du MAUSS*, vol.29, n°1, 2007, p. 393-410.
- LE CACHEUX Jacques, « La nouvelle macro-économie classique », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre/décembre 1986, p. 42-44.
- LONGUET Stéphane, *Hayek et l'école autrichienne*, Paris, Nathan, 1998.
- MANENT Pierre, *Les libéraux*, Paris, Hachette, 1986.
- MANENT Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette, 1987.
- MANIN Bernard, « Les deux libéralismes : marché ou contre-pouvoirs », *Les Cahiers Français*, n°228, oct/dec 1986, p.20-26.
- MUDGE Stephanie Lee, « What is neo-liberalism ? », *Socio-Economic Review*, n°6, 2008, p. 703–731.
- NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.
- NEMO Philippe et PETITOT Jean (dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.
- PERROT Jean-Claude et WOLFF Jacques, « Dialogue sur la naissance du libéralisme économique », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre-décembre 1986.
- RAYNAUD Philippe, « Les deux libéralismes », *Esprit*, décembre 1984.
- ROSANVALLON Pierre, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, n°4, automne 1987, p. 22-56.
- ROSANVALLON Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999.
- STEINER Philippe, « L'insaisissable Etat minimal », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre-décembre 1986, p. 9-11.
- STEINER Philippe, François DOSSE, « Le marché et l'Etat : les leçons de l'Histoire », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre-décembre 1986, p. 12-19.
- STEINER Yves, WALPEN Bernhard, « L'apport de l'ordo-libéralisme au renouveau libéral puis son éclipse », *Carnets de Bord*, n°11, septembre 2006, p. 94-104.
- WOLFELSPERGER Alain, « La variété des libéralismes économiques », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre/décembre 1986, p. 30-34.

- BOUCHER Stephen et ROYO Martine, *Les think-tank, cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Le Félin, 2009.
- CARÉ Sébastien, *Le mouvement libertarien aux Etats-Unis : genèse, fondements et usages d'une utopie libérale*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Philippe Portier et James Ceaser, Université de Rennes I, 2007.
- CARÉ Sébastien, *La pensée libertarienne. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.
- CARÉ Sébastien, *Les libertariens aux Etats-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.
- COCKETT Richard, *Thinking the Unthinkable: Think-Tanks and the Economic Counter-Revolution (1931-1983)*, New York, Harper Collins, 1994.
- DIXON Keith, *Les évangélistes du marché : les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'Agir, 1998.
- HALIMI Serge, *Le grand bond en arrière*, Paris, Fayard, 2004.
- HARTWELL Ronald, *A History of the Mont-Pèlerin Society*, Indianapolis, Liberty Funds, 1995.
- JOSLAIN Evelyne, *L'Amérique des Think-Tank, un siècle d'expertise privée au service d'une nation*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- MEDVETZ Thomas, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n°1, 2009, p. 82-93.

HISTOIRE DES FORCES POLITIQUES

- BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1998.
- BRÉCHON Pierre, DERVILLE Jacques, LECOMTE Patrick, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987.
- COLLIARD Jean-Claude, *Les Républicains Indépendants. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971.
- DELWIT Pascal (dir.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2002.
- DUPOIRIER Elizabeth et GRUNBERG Gérard, *La drôle de défaite de la gauche*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986.

- FREMONTIER Jacques, *Les cadets de la droite*, Paris, Editions du Seuil, 1984.
- LETAMENDIA Pierre, *Le Mouvement Républicain Populaire : le MRP*, Paris, Beauchesne, 1995.
- LEVÊQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France*, Tome III (de 1940 à nos jours), Paris, Armand Colin, 1997.
- MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.
- MASSART Alexis, *L'UDF*, Paris, Harmattan, 1998.
- RÉMOND René, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982.
- RICHARD Gilles, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés*, thèse de doctorat d'Etat ès lettres et sciences humaines dirigée par Serge Berstein, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1998.
- SIRINELLI Jean-François et VIGNE Éric (dir.), *Histoire des droites en France. Tome 1. Politique*, Paris, Gallimard, 1992.
- TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Editions du Seuil, 1973.
- TOUCHARD Jean, *Le Gaullisme, 1940-1969*, Paris, Editions du Seuil, 1978.
- YSMAL Colette, *Demain la droite*, Paris, Grasset, 1984.
- YSMAL Colette, *Les partis politiques sous la V^{ème} République*, 2^{ème} édition, Paris, Montchrestien, 1998.

SUR LES ACTEURS LIBERAUX ET LA DIFFUSION DES DOCTRINES LIBERALES

- ARENA Richard, « Les économistes français en 1950 », *Revue économique*, vol. 51, n°5, 2000, p. 967-1007.
- AUDIER Serge, *Aux Origines du néo-libéralisme. Le colloque Walter Lippmann*, Lormont, Editions du Bord de l'Eau, 2008.
- AUDIER Serge, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.
- BAUDOIN Jean, « Le "Moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 830-844.
- BAVEREZ Nicolas, *Raymond Aron. Un moraliste aux temps des idéologies*, Paris, Flammarion, 1993.
- BENASSAYA Philippe, *Les Hussards perdus de la République : l'échec de la droite libérale*, Paris, Bourrin Editeur, 2006.

- BERGER Suzann, « Liberalism reborn, the new liberal synthesis in France » in Jolyon Howorth, George Ross, *Contemporary France: a review of interdisciplinary studies*, Francis Printer, 1987.
- BILGER François, « Le professeur de liberté », *Revue d'Economie Politique*, 1971.
- BOULAT Régis, « Du Centre de Recherche des Chefs d'entreprise à l'Institut de l'Entreprise », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, Paris, Rive Neuve Editions, 2011, p.35-53.
- LE BOT Florent, « Années 1960, un retour au corporatisme des années 1930 ? Les Jeunes Patrons et l'esprit de communauté, versus marxisme et libéralisme », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, Paris, Rive Neuve Editions, 2011, p.167-188.
- BRIMO Albert, *Les doctrines libérales contemporaines face au socialisme*, Paris, Pédone, 1984.
- CHARPIER Frédéric, *Génération Occident. De l'extrême droite à la droite*, Paris, Editions du Seuil, 2005.
- CHELINI Michel-Pierre, « Le Plan de stabilisation Pinay-Rueff : 1958 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 48, n°4, 2001, p. 102-122.
- CLAVE Francis Urbain, « Walter Lippmann et le néolibéralisme de la Cité Libre », *Cahiers d'économie politique*, n° 48, 2005, p. 79-110.
- CUSSET François, *La Décennie : le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.
- DARD Olivier et RICHARD Gilles, *Les droites et l'économie en France au XX^e Siècle*, Paris, Rive Neuve Editions, 2011.
- DARD Olivier, « Les économistes et le service public, d'une guerre à l'autre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n°3, 2005, p. 119-131.
- DARD Olivier, « Théoriciens et praticiens de l'économie : un changement de paradigme », 2000 in Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 75-114, 2000.
- DARDOT Pierre, LAVAL Christian, *La Nouvelle Raison du Monde*, Paris, La Découverte, 2009
- DAUMAS Jean-Claude, CHATRIOT Alain, FRABOULET Danièle, FRIDENSON Patrik (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010.
- DENORD François, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR, 1979-1974*, Mémoire de DEA d'Histoire du XX^e siècle sous la direction de Serge Berstein, Paris, Institut d'études politiques, 1999.
- DENORD François, « Aux origines du néo-libéralisme en France Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le Mouvement Social*, n°195, avril-juin 2001, p. 9 – 34.

- DENORD François, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire : la circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, n°5, 2002, p. 9-20.
- DENORD François, *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France (années 1930 - années 1950)*, thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Rémi Lenoir, EHESS-CSE, 2003.
- DENORD François, « La conversion au libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, vol. 35, n°5, 2004, p. 17-23.
- DENORD François, *Néo-libéralisme version française, histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.
- DENORD François et SCHWARTZ Antoine, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Raisons d'agir, 2009.
- DENORD François, « Les droites parlementaires et le libéralisme économique au début des années 1980 », in Olivier DARD et Gilles RICHARD, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve Editions, 2011.
- DIEMER Arnaud, « La place des institutions dans le courant néo-libéral français : de Jacques Rueff et Louis Rougier à Maurice Allais », communication présentée lors du XIIIème colloque ACGPE, « *Les institutions dans la pensée économique* », 27 – 29 mai 2010.
- DIEMER Arnaud, « Institutions et institutionnalisation du courant néolibéral français : de Louis Rougier à Maurice Allais », communication présentée lors du Séminaire du GREQAM, Aix Marseille, 11 mars 2011.
- DOUERIN Matthieu, *Libéralismes : la route de la servitude volontaire*, Paris, Éditions de la Passion, 2002.
- EHRMANN Henry, *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris, Armand Colin, 1959.
- FOURCADE-GOURINCHAS Marion, BABB Sarah, « The rebirth of Liberal Creed: Path to Neoliberalism in four Countries », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n°3, 2002, p. 553-579.
- HAYWARD Jack, « La persistance de l'antilibéralisme : rhétorique et réalité », *Pouvoirs*, vol. 126, n°3, 2008, p. 115-132.
- JEANNENEY Jean-Noël, « Un patronat au piquet (septembre 1944 - janvier 1946) », in *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, p. 283-309.
- JOBERT Bruno et THÉRET Bruno, « La consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 29-86.
- KESSLER Nicolas, *Histoire politique de la jeune droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, Paris, L'Harmattan, 2001.

- KUISEL Richard, *Le Capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1984.
- LAVAL Christian, *L'homme économique. Essai sur les racines du libéralisme*, Paris, Gallimard, 2007.
- LE MERRER Pascal, « Les S.E.S. : un aboutissement et une rupture dans l'essor de l'enseignement de l'économie et des sciences sociales en France », *Revue française de pédagogie*, vol. 112, 1995, p. 21-31.
- LEVY Jean, *Le dossier Georges Albertini, une intelligence avec l'ennemi*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- MARCO Luc et LAURENT Evelyne, « Le Journal des économistes ou l'apologie du libéralisme (1841-1940) », in Luc Marco (dir.), *Les Revues d'économie en France (1751-1994)*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 79-115.
- MARTINEZ Gilles, « Joseph Barthélémy et la crise de la démocratie libérale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°59, juillet-septembre, 1998, p. 28-47.
- MARTINEZ Gilles, « Comment les libéraux sont arrivés à Vichy. Etude d'un parcours paradoxal », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°3, juillet-septembre 1999, p. 571-590.
- MAZON Brigitte, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, vol. 26, n°2, 1985, p. 311-342.
- MICHEL Johann, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *Sens Public*, mai 2005.
- PIROU Gaëtan, *La Crise du capitalisme*, Paris, Sirey, 1936 (1^{er} éd. 1934).
- PRASAD Monica, « Why is France so French? Culture, Institutions and Neoliberalism: 1974-1981 », *American Journal of Sociology*, vol. 111, n°2, septembre 2005, p. 357-407.
- RAULT Catherine, *Le Club de l'Horloge (1981-1986)*, Mémoire de DEA d'Histoire du XX^{ème} siècle sous la direction de Serge Berstein, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1987.
- SAUVY Alfred, « Daniel Villey », *Population*, vol. 23, n°4, 1968, p.607.
- SIGODA Pascal, « Les cercles extérieurs au RPR », *Pouvoirs*, n°28, 1983, p.143-158.
- STEINER Philippe, « La Revue Economique 1950-1980. Une marche vers l'orthodoxie académique ? », *Revue économique*, vol.51, n°5, septembre 2000, p. 1009-1058.
- THÉRET Bruno, « Néo-libéralisme, inégalités sociales, et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 3, 1991, p. 342-380.
- THÉRET Bruno, « Vices publics, bénéfiques privés. Les propositions économiques électorales des néo-libéraux français », *Critique de l'économie politique*, n°31, avril-juin 1985, p.77-134.

TOURNES Ludovic, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, n°65, décembre 2006, p. 49-70.

WEBER Henri, *Le parti des patrons : le CNPF (1946-1986)*, Paris, Editions du Seuil, 1991.

WIEVIORKA Olivier, « Une droite moderniste et libérale sous l'Occupation : l'exemple de La Vie industrielle », *Histoire, économie, société*, n°3, 1985, p. 397-431.

WIEVIORKA Olivier, « Vichy a-t-il été libéral ? Le sens de l'intermède Flandin », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°3, 1986, p. 55-65.

WINOCK Michel, JULLIARD Jacques (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Le Seuil, 2009.

Sources primaires

PUBLICATIONS D'ACTEURS ETUDIÉS

Ouvrage collectif, *An Austrian in France, Un autrichien en France. Essais rédigés en l'honneur de Jacques Gareilo*, Turin, La Rosa, 1997.

Ouvrage Collectif, *De l'ancienne à la nouvelle économie : essais à l'occasion de la dixième Université d'été de la Nouvelle Economie*, Aix-en-Provence, Librairie de l'Université, 1987.

AFTALION Florin, Jean-Jacques ROSA (dir.), *L'économie retrouvée. Vieilles critiques et nouvelles analyses*, Paris, Economica, 1977.

AFTALION Florin, *Socialisme et économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.

AFTALION Florin, *Œuvres économiques de Frédéric Bastiat*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.

AFTALION Florin, *Économie de la Révolution française*, Paris, Plon, 1987.

ALLAIS Maurice, « Au-delà du laisser-fairisme et du totalitarisme », *Nouvelle Revue de l'économie contemporaine*, n°5, mai 1950.

ANDREFF Wladimir, COT Annie, FRYDMAN Roger, GILLARD Lucien, MICHON François, TARTARIN Robert, *L'économie fiction : contre les nouveaux économistes*, Paris, Editions F. Maspero, 1982.

ATTALI Jacques, GUILLAUME Marc, *L'anti-économique*, Paris, Presses Universitaire de France, Paris, 1972.

BARRE Raymond, « Dialogue sur le libéralisme » in Raymond Barre, *Une politique pour l'avenir*, Paris, Plon, 1981, p.105-106.

BARRE Raymond, *Réflexions pour demain*, Paris, Hachette, 1984.

BAUDIN Louis, *L'aube d'un nouveau libéralisme*, Paris, Editions de Médicis, 1953.

BAUDIN Louis, VILLEY Daniel, MARCHAL André, FROMONT Louis, BENAERTS Pierre, COURTIN René, NAUDIN Paul, SOLENTE Henri et RIST Charles, *Pour une économie libérée*, Paris, SPID, 1946.

BECKER Gary, *The Economics of Discrimination*, Chicago, University of Chicago Press, 1957.

- BLOCH-LAINÉ François, *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris, Seuil, 1963.
- BOURRICAUD François et SALIN Pascal, *Présence de Jacques Rueff*, Paris, Plon, 1989.
- BUISSON Patrick (dir.), *Le guide de l'opposition*, Paris, Intervalles, 1983.
- CLAASSEN Emil, SALIN Pascal (dir.), *L'occident en désarroi : turbulences d'une économie prospère*, Paris, Dunod, 1977.
- CROS Jacques, *Le Néo-libéralisme : étude positive et critique*, Paris, Génin, 1951.
- De CALAN Pierre, *Renaissance des libertés économiques et sociales*, Paris, Plon, 1963.
- FOURASTIÉ Jean, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1979*, Paris, Fayard, 1979.
- FOURCANS André, *La politique de la monnaie : analyse et propositions*, Economica, 1976.
- FOURCANS André, « La Politique économique du gouvernement Barre et le néo-libéralisme », Paris, *Encyclopédie Universalis*, Universalis, 1979, p.279-280.
- FOURCANS André, *Pour un nouveau libéralisme : l'après-socialisme*, Paris, Albin Michel, 1982.
- FOURCANS André, *La rupture : le libéralisme à l'épreuve des faits*, Paris, Economica, 1986.
- FRIEDMAN David, *The Machinery of Freedom*, New York, Harper & Row, 1973, traduction française F. Liégeois, *Vers une société sans Etat*, Paris, Les Belles Lettres, 1992.
- GALLAIS-HAMONNO Georges, *Les Nationalisations, à quel prix ? pour quoi faire ?*, Paris, Presses Universitaire de France, 1977.
- GARELLO Jacques, (pref. Louis Pauwels), *Lettre ouverte à nos dirigeants*, Paris, Albatros, 1986.
- GARELLO Jacques, *Programme pour un Président*, Paris, Albatros, 1988.
- GARELLO Jacques, *Programme pour un Parlement*, Éditions France-Empire, 1993.
- GARELLO Jacques, LEMENNICIER Bertrand, LEPAGE Henri, *Cinq questions sur les syndicats*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990.
- GREFFE Xavier, REIFFERS Jean-Louis, AGLIETTA Michel (dir.), *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
- GUILLAUME Marc, *Le capital et son double*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975.
- HAYEK Friedrich, *La Route de la Servitude*, (1944), Paris, trad. Presses Universitaires de France, 2005.
- HAYEK Friedrich, *The Constitution of Liberty*, Abingdon, Routledge, 2009 (1960).

- HAYEK Friedrich, *Studies in Philosophy Politics, Economics*, Routledge and Kegan Paul, 1967, traduction française Christophe Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Paris, Les Belles Lettres, 2007.
- HAYEK Friedrich, *Droit, Législation et Liberté*, (1973, 1976, 1979), trad. de Philippe Nemo, Presses Universitaires Françaises, 2007.
- HAYEK Friedrich, *Law, Legislation and Liberty*, volume 1, *Rules and Orders*, London, Routledge & Kegan Paul, 1973, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome1 : *Règles et ordre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.
- HAYEK Friedrich, *Law, Legislation and Liberty*, volume 2, *The Mirage of Social Justice*, London, Routledge & Kegan Paul, 1976, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome2 : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981.
- HAYEK Friedrich, *Law, Legislation and Liberty*, volume 3, *Political Order of a Free Pople*, London, Routledge & Kegan Paul, 1979, traduction française Raoul Audouin, *Droit, législation et liberté*, tome 3 : *L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- JUPPÉ Alain, *La double Rupture*, Paris, Economica, 1982.
- LAINÉ Mathieu, HÜLSMANN Guido (dir.), *L'homme libre : mélanges en l'honneur de Pascal Salin*, Paris, Les Belles Lettres, 2006.
- LANE Georges, « Jacques Rueff : un libéral perdu parmi les planistes », in Alain Madelin (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997.
- LANE Georges, « L'impertubabilité de Pascal Salin » in Mathieu Laine, Guido Hülsmann (dir.), *L'homme libre : mélanges en l'honneur de Pascal Salin*, Paris, Les Belles Lettres, 2006.
- LEMENNICIER Bertrand, *Le marché du mariage et de la famille*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.
- LEMIEUX Pierre, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- LEPAGE Henri, *Demain le capitalisme*, Paris, Editions Hachette, 1978.
- LEPAGE Henri, *Autogestion et Capitalisme. Réponses à l'anti-économie*, Paris, Editions Masson, 1978.
- LEPAGE Henri, *Demain le libéralisme*, Paris, Editions Hachette, 1980.
- LEPAGE Henri, *Vive le commerce*, Paris, Editions Dunod, 1982.
- LEPAGE Henri, *Pourquoi la Propriété*, Paris, Editions Hachette, 1985.

- LEPAGE Henri, « Le libéralisme de Friedrich Hayek », *Les Cahiers Français*, n°228, 1986, p. 35-41.
- LHOSTE-LACHAUME Pierre, *La clef de voûte de la liberté*, Paris, SEDIF, 1954.
- LHOSTE-LACHAUME Pierre, *Où gît le Désaccord entre libéraux et socialistes ? L'illusoire compromis de nos démocraties occidentales*, Paris, SEDIF, 1960.
- MADÉLIN Alain (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997.
- MADÉLIN Alain, *Pour libérer l'école. L'enseignement à la carte*, Paris, Robert Laffont, 1984.
- MILLON Charles, *L'extravagante histoire des nationalisations*, Paris, Plon, 1984.
- NOZICK Robert, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, 1974, traduction française E. D'Auzac de Lamartine et P.E Dautzat, *Anarchie, Etat et Utopie*, Paris, PUF, 1988.
- PILISI Daniel, CLAASSEN Emil-Maria, SALIN Pascal, MILLERON Jean-Claude, WOLFELSPERGER Alain, *Une contribution à la théorie du revenu permanent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.
- POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, (1944), Paris, Gallimard, 1983.
- PRIGENT Michel, *La liberté à refaire*, Paris, Hachette, 1984.
- PROST Gustave, « Le Patronat doit être un patronat d'idées », *L'informateur de l'entreprise à capital personnel*, n°103, 10 septembre 1949.
- ROSA Jean- Jacques, « L'Etat ou le marché, un faux dilemme », *Les Cahiers Français*, n°228, octobre-décembre 1986, p.46-49.
- ROUGIER Louis, ALLAIS Maurice, *Manifeste pour une société libre*, texte adopté au cours du colloque pour une Société libre à Paris les 7 et 8 Février 1959, Paris, Secrétariat Général du Mouvement, 1959.
- ROUGIER Louis, *Les Mystiques Economiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires*, Paris, Editions de Médicis, 1938
- RPR, *Libres et responsables. Projet pour la France*, Paris, Flammarion, 1984.
- RUEFF Jacques, « Les Erreurs de la "Théorie Générale" de Lord Keynes », *Revue d'économie politique*, vol. 57, n°1, 1947, p. 5-33.
- RUEFF Jacques, *De l'Aube au crépuscule*, Autobiographie de l'auteur in *Œuvres complètes*, t.1, Paris, Plon, 1977.
- SALIN Pascal, *L'unité monétaire au profit de qui ?*, pref. Friedrich Hayek, Paris, Economica, 1980.

- SALIN Pascal, *L'ordre monétaire mondial*, Paris, PUF, 1982.
- SALIN Pascal, *L'arbitraire fiscal*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- SALIN Pascal, *La vérité sur la monnaie*, Paris, Odile Jacob, 1990.
- SALIN Pascal, *Libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2000.
- SALIN Pascal, *Français, n'ayez pas peur du libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- SALIN Pascal, "Austrian Economics—The Ultimate Achievement of an Intellectual Journey," *Libertarian Papers* 1, 9, 2009.
- SORMAN Guy, *La Révolution Conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983.
- SORMAN Guy, *La Solution libérale*, Paris, Fayard, 1984.
- STOFFAES Christian, « Le plan de 1958 et l'enracinement économique de la Ve République » in Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, Paris, Perrin, 1997, p.437-461.
- THATCHER Margaret, *Les Chemins du pouvoir. Mémoires II*, Albin Michel, 1995.
- VILLEY Daniel, *Pour une économie libérée*, Paris, SPID, 1946.
- VILLEY Daniel, NEME Colette, *Petite histoire des grandes doctrines économiques*, Paris Editions Marie-Thérèse Génin, 1973.
- VON MISES Ludwig, *Human Action : A Treatise on Economics*, New Haven, Yale University Press, 1949, traduction Raul Audouin, *L'action humaine : traité d'économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985.
- WOLFELSPERGER Alain, « De la contestation de l'orthodoxie à la tentation du sociologisme chez les économistes », *Revue française de sociologie*, vol.18, n°3, 1977, p.397-434.

ARTICLES DE PRESSE

BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

CLERC Denis, « Les vieilles idées des “nouveaux économistes” », *Manière de voir* 10/2007 (n°95), p. 46-46.

DENORD François, « Et la droite française devint libérale », *Le Monde diplomatique*, mars 2008.

DUPIN Eric « Pour les vrais libéraux, la meilleure défense, c'est l'attaque », *Le Monde diplomatique* 2/2009 n°659, p. 4-5.

FOURCANS André, « L'esprit de mai 1968 », *Le Monde*, 26 novembre 1978

FLEURY Cynthia « Docteur libéralisme et Mister néolibéralisme ? », *L'Humanité*, 17 avril 2008

PUBLICATIONS D'ORGANISATIONS LIBERALES

- Archives de l'ALEPS.

- L'intégralité des comptes-rendus (publiés sous forme de livre) des « Semaines de la Pensée Libérale » organisées par l'ALEPS :

Le Renouveau de la pensée libérale. Deuxième semaine de la pensée libérale d'octobre 1969, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1970.

Le libéralisme sortie de secours du socialisme. Troisième semaine de la pensée libérale, novembre 1970, Paris, Editions Etapes, 1971.

Efficacité sociale du libéralisme. Quatrième semaine de la Pensée Libérale du 4 au 8 décembre 1971, Paris, Editions Albatros, 1972.

Problèmes actuels, réponses libérales. Cinquième semaine de la Pensée Libérale, 2-6-9 décembre 1972, Paris, Editions Albatros, 1973.

Notre libéralisme, un projet de société. Sixième semaine de la pensée libérale, 26, 27, 28, 29 novembre 1973, Paris, Editions Albatros, 1974.

- Bulletin trimestriel, « Liberté Economique et progrès social de l'ALEPS » (tous les numéros de 1 à 54)

- « La Nouvelle Lettre »

- Archives WEB de l'Institut de l'entreprise :

LEPAGE Henri, « Les Nouveaux Economistes et le marché politique », Institut de l'Entreprise, février 1979.

http://www.institut-entreprise.fr/fileadmin/Docs_PDF/travaux_reflexions/Archives/TheoriesEco/Les_nouveaux_conomistes_et_le_march_politique.pdf

LEPAGE Henri, « Qu'est ce que les Nouveaux Economistes ? », Institut de l'Entreprise, 12 juin 1978.

http://www.institut-entreprise.fr/fileadmin/Docs_PDF/travaux_reflexions/Archives/TheoriesEco/Qu_est-ce_que_les_nouveaux_conomistes.pdf

LEPAGE Henri, « Les Nouveaux Economistes, leur apport scientifique et politique », Institut de l'Entreprise, 9 janvier 1979

http://www.institut-entreprise.fr/fileadmin/Docs_PDF/travaux_reflexions/Archives/TheoriesEco/Les_nouveaux_conomistes_leur_apport_scientifique_et_politique.pdf

- Archives Web des Liberaal Archief (Belgique) :

« Inventory of the General meeting files (1947-1998) », <http://www.liberaalarchief.be/MPS2005.pdf>

Résumé / abstract

Cette recherche propose d'analyser l'évolution et la diffusion de la doctrine néo-libérale en France entre les années 1960 et 1980 à partir d'un travail de sociologie historique sur les réseaux d'acteurs l'ayant portée. Née dans l'entre-deux-guerres dans un contexte de remise en cause par des doctrines concurrentes des principes fondamentaux de la doctrine libérale du XIX^{ème} siècle, la doctrine néo-libérale va se former par un abandon des dogmes des partisans du laissez-faire et par un renouvellement doctrinal important. Portée par une nébuleuse comprenant des réseaux patronaux et universitaires faiblement organisés, le néo-libéralisme va peu à peu s'institutionnaliser avec l'appui de la frange conservatrice du patronat et de militants anti-communistes qui vont créer l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social en 1966. Dans les années 1970, cette génération de militants va laisser place à une nouvelle, socialisée à la littérature économique anglo-saxonne et insérée dans les réseaux transnationaux de circulation des idées qui va promouvoir un néo-libéralisme offensif prônant une rupture radicale avec le consensus social d'après-guerre. Regroupés autour du groupe des Nouveaux Economistes créé en 1977, ces intellectuels vont être les vecteurs de la circulation des idées néo-libérales dans le champ intellectuel et politique en important ces doctrines en France. Cette immersion dans l'histoire de réseaux néo-libéraux militants français nous invite d'une part à « déshomogénéiser » le néo-libéralisme qui présente plusieurs facettes et qui a connu d'importantes évolutions à travers le temps, et d'autre part à souligner le rôle crucial que jouent des forums transnationaux de circulation des idées dans l'élaboration et la légitimation de savoirs scientifiques faisant l'objet d'usages militants.

The aim of this dissertation is to analyse the evolution and the spread of neoliberalism in France between 1960 and 1980, following both a historical and sociological approach on the networks of actors who promoted it. Born in the inter-war period when nineteenth century classical liberalism was called into question by competing doctrines, the neo-liberal doctrine was formed by rejecting the dogmas of the supporters of laissez-faire and by an important doctrinal renewal. Carried by a loose network made up of employer unions and poorly organized circles of academics, neo-liberalism became institutionalized thanks to the support of the conservative fringe of large businesses and anti-communist activists who created the "Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social" in 1966. In the 1970s, this first generation of activists was replaced by a new one, familiar with Anglo-Saxon economic literature and linked in to transnational networks prone to the free circulation of ideas. They promoted a dynamic neo-liberal movement which aspired to break the social consensus of the postwar period. Gathered around the group of the "New Economists" created in 1977, these intellectuals were the vectors of the circulation of neo-liberal ideas in the intellectual and political spheres in France. This insight into the history of neoliberal networks of French activists aims to "de-homogenize" neo-liberalism, which is multifaceted and which has undergone important changes over time. Secondly, it attempts to underline the crucial role of transnational networks of exchange of ideas in the development and legitimization of scientific knowledge used for the purpose of political activism.